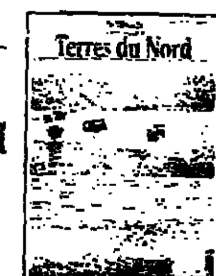
CAHIER SPÉCIAL
■ Voyages en Terres du Nord



Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16519 – 7,50 F — SAMEDI 7 MARS 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ Kosovo : répression sanglante

Les forces de police serbes sont de nouveau violemment intervenues au Kosovo, provoquant la mort d'au moins vingt personnes. p. 4

■ Suharto tient bon

Emeutes et manifestations d'étudiants en Indonésie n'ont pas déstabilisé le général-président à la veille des élections. Le FMI renâcle à fournir une aide sans avoir l'assurance d'obtenir des réformes économiques et sociales. p. 5

■ M. Mancel accepte le soutien du FN

Le président sortant du conseil général de l'Oise (RPR), battu lors d'une triangulaire aux dernières législatives, accepte la main tendue du FN contre la gauche. p. 8

■ Régions : la Lorraine



Le Monde continue sa série de portraits des 22 régions métropolitaines.

La Lorraine n'a pas totalement compensé la fermeture des mines et la perte de son industrie lourde. Elle commence sa deuxième reconversion. p. 14

■ Etre femme

Deux points de vue, à la veille de la Journée de la femme, sur la surmortalité des petites Chinoises et la lutte essentielle des femmes algériennes. p. 17 et notre éditorial p. 18

■ Travailler à Tchernobyl



6 000 personnes vivent dans la zone irradiée. La plupart travaillent encore à la centrale, certains organisent même la visite des lieux. p. 15

■ Paris et ses « sites présidentiels »

Les présidents successifs ont multiplié, avec leurs grands travaux, les espaces culturels : colline de Chaillot, quai Branly, Bastille..., et laissé de vastes espaces inoccupés à l'abandon. p. 29

■ Economie : le tableau de bord

Affaires et entreprises : les faits du jour et les indices essentiels. p. 23

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2800 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 307 - 7,50 F

Nouveaux rebondissements dans l'affaire Elf

● L'enquête dévoile un vaste circuit de comptes suisses ● Les 59 millions versés à Mme Joncour l'auraient été sur ordre de l'ancien PDG du groupe pétrolier ● Les mouvements sur le compte parisien de M. Dumas avaient intrigué sa banque ● L'ancien ministre s'explique dans « Le Monde »

LE GROUPE ELF n'en finit plus de compter ses millions détournés, entre 1989 et 1993, sous la présidence de Loïk Le Floch-Prigent. Les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky ont désormais la preuve que la commission de 45 millions de francs versée en Suisse à Christine Deviers-Joncour, ancienne collaboratrice et amie de Roland Dumas, a été extraite des caisses du groupe pétrolier. Un autre virement de 14 millions a été effectué, apparemment sans rapport, cette fois, avec le marché des frégates de Taïwan, mais pour une raison inconnue. Les recherches conduites en Suisse, entre Genève et Lugano, dévoilent l'existence d'un véritable labyrinthe bancaire, où d'énormes sommes ont circulé avant d'être retirées en espèces.

Les juges cherchent à savoir si une part de ces fonds pourrait avoir abouti sur le compte personnel de Roland Dumas, dans une agence parisienne du Crédit lyonnais. Entre 1991 et 1995, quelque 10 millions de francs ont été déposés en espèces sur ce compte, causant *« l'inquiétude »* des employés de la banque, dont *Le Monde* cite les témoignages. *« Je pourrai justifier toutes ces sommes »*, nous a déclaré le président du Conseil constitutionnel, invoquant *« la réalisation d'avoirs personnels »* et expliquant la circulation de telles sommes par la vente d'œuvres d'art et par ses *« activités professionnelles »*, bien qu'il fût jusqu'en mars 1993 ministre des affaires étrangères.



L'ancien directeur financier d'Elf a par ailleurs expliqué aux juges que le système des commissions versées à l'étranger par le groupe pétrolier était soumis, chaque année, au secrétaire général de l'Elysée. *« Pour moi, ce circuit était validé par la République »*, a-t-il estimé. Sollicités par *Le Monde*, les secrétaires généraux successifs de la présidence sous François Mitterrand, Jean-Louis Bianco et Hubert Védrine, ont infirmé cette version des faits.

Lire page 10

Croissance : Lionel Jospin ne renonce pas à réduire les inégalités

TOUT EN jugeant que la France n'en est qu'*« au début d'une certaine reprise de la croissance »*, Lionel Jospin, s'est engagé, jeudi 5 mars, à en répartir les fruits entre les créations d'emplois, le pouvoir d'achat et la réduction de l'endettement public, *« de façon à ce qu'ils profitent à tous les Français mais en tenant compte de l'inégalité des revenus, des fortunes et des patrimoines »*. Le premier ministre, qui avait réuni ses ministres sur ce thème le même jour, a souligné qu'il voulait conduire *« une politique de gauche »* et non *« une politique orthodoxe »*. Samedi 7 mars, trois associations de défense des chômeurs organisent des manifestations contre le chômage et l'exclusion. Elles espèrent rassembler 50 000 personnes.

Lire pages 6 et 7

Les images du suicide assisté de Ramon Sampedro bouleversent l'Espagne

MADRID
de notre correspondante

Les centaines de milliers de téléspectateurs qui, à l'heure du dîner, ont regardé, mercredi 4 mars, le journal télévisé d'Antena 3, la principale chaîne privée espagnole, en ont été estomaqués. Sur l'écran, un homme couché, au visage serein et aux membres atrophiés cachés par les draps, approchait avec peine sa bouche d'un verre muni d'une paille. Après avoir siroté le liquide, du cyanure, dans un chuintement sinistre, il se laissait retomber sur ses oreillers pour attendre la mort. Celle-ci interviendra après vingt minutes d'une agonie que les téléspectateurs n'ont pas vue. Antena 3, pour des raisons évidentes, avait coupé la fin de cette vidéo amateur qui, selon la direction de la chaîne, lui est discrètement parvenue de Galice.

La vidéo ne cache rien du suicide assisté de Ramon Sampedro, cinquante-cinq ans, ancien marin galicien devenu tétraplégique à la suite d'un plongeon en mer du haut d'un rocher, il y a vingt-neuf ans. On y voit la dernière toilette de l'infirme, faite par une amie qui n'apparaît plus ensuite, et surtout ses adieux, face à la caméra. Des paroles terribles : *« La vie est un droit, pas une obligation,* dit-il. *Quand j'aurai bu ce cyanure de potassium, je serai libéré de la pire des humiliations, être une tête vive attachée à un corps totalement mort. »*

Le visage et surtout l'histoire de Ramon Sampedro, retrouvé mort à la mi-janvier dans la maison qu'il partageait avec des amis, près de La Corogne en Galice, sont bien connus des Espagnols. A travers d'autres journaux télévisés, ils ont suivi le combat de cet homme, auteur de poèmes – *Lettres de l'enfer* – qui se comparait à *« un naufragé ancré au milieu de l'Océan qui ne touchera jamais terre »*, pour obtenir *« une mort digne »*. Un combat pour le droit à l'euthanasie porté en 1994 devant les tribunaux puis, sans succès, devant les instances européennes pour les droits de l'homme.

Sa mort annoncée et minutieusement préparée – pour brouiller l'enquête policière, il avait donné ses clefs à onze personnes – ne fut pas une surprise. Spontanément, une centaine de parlementaires catalans « s'auto-inculpèrent » symboliquement pour l'avoir aidé à mourir, avec l'aide de l'Association pour le droit à mourir dignement, qui défend la dépénalisation de l'euthanasie dans une Espagne mal à l'aise sur ce sujet. Grâce à Ramon Sampedro, un débat s'est ouvert sur ce qui reste un tabou. L'euthanasie est combattue par l'Eglise catholique et une majorité d'hommes politiques : plus de 60 % des Espagnols ont osé dire qu'ils l'approuvent *« si un malade face aux pires souffrances la réclame »*.

En revanche, l'irruption brutale des images de la mort de Ramon Sampedro a choqué, relançant la polémique sur la déontologie des médias. La famille du mort, *« indignée »*, estime que la diffusion de ces images cache une *« affaire de gros sous »*. L'Association pour le droit à mourir dignement, dépositaire de la vidéo voulue par Ramon Sampedro, dit l'avoir remise le mois dernier au juge chargé de l'affaire et se sent *« dégoûtée »* par ce qui arrive. Certains parlent *« des limites du droit à l'information »*, d'autres d'*« escalade du sensationnalisme »*. Quant à Antena 3, elle cite, pour se défendre, les paroles du mort, qui avait dit vouloir en finir *« sous les projecteurs »*, pour que *« les autorités judiciaires, religieuses et médicales »*, qui avaient repoussé sa requête, soient placées face à leurs responsabilités.

Marie-Claude Decamps

El Niño le gigantesque

L'ANOMALIE climatique El Niño a provoqué ces derniers mois une série impressionnante de catastrophes naturelles. Selon l'Organisation météorologique mondiale, *« ce Niño est le plus puissant qui ait été consigné dans les annales météorologiques »*. Son bilan est déjà plus lourd que celui de l'épisode précédent, en 1982-1983, qui passait pour un record. Les victimes se comptent par milliers, les dégâts en dizaines de milliards de dollars. Des pluies diluviennes ont ravagé l'Afrique orientale et la côte pacifique de l'Amérique du Sud. La sécheresse s'est établie sur l'Asie du Sud-Est et dans le Pacifique sud. Et ses conséquences sur le dérèglement climatique devraient se prolonger encore deux ou trois mois.

Lire page 2

Le carnaval des critères de Maastricht

LE SOULAGEMENT, dans les capitales européennes, est immense. Au prix d'efforts budgétaires soutenus, tous les pays de l'Union – Grèce exceptée – sont parvenus à respecter le critère décisif de déficit public en ramenant celui-ci sous la sacro-sainte barre de 3 % du produit intérieur brut (PIB) fixée par le traité de Maastricht.

Les gouvernements de l'Union se sont félicités de ce succès, dont ils ont aussitôt revendiqué la paternité. Les communiqués d'autosatisfaction se sont multipliés à Paris, Rome, Madrid, Lisbonne, Bruxelles, Bonn, passant sous silence l'annonce de résultats nettement moins flatteurs en matière de dette publique (61,3 % en Allemagne, 121,6 % en Italie, 122,2 % en Belgique, alors que le seuil devait être de 60 %) : des chants de victoire aux accents curieusement nationalistes pour des statistiques censées ouvrir la voie à la création d'une monnaie unique en Europe. Le chancelier allemand, Helmut Kohl, s'est empressé d'affirmer que *« l'Allemagne est clairement devant »*. Le ministre italien du Trésor, Carlo Azeglio Ciampi, a souligné que Rome avait *« ses papiers en règle »*, ce qui lui permettrait d'avoir *« son mot à dire »* lors de l'examen des résultats des autres pays. Le premier ministre espagnol, José Maria Aznar, enfin, s'est félicité que l'Espagne remplisse mieux les critères que *« certains pays plus importants »*.

Dans cet exercice scolaire, *« on peut se demander si certains élèves n'ont pas copié sur leurs petits camarades »*, estime Philippe Brossard, économiste à la banque ABN-Amro. *« C'est, bien sûr, une authentique coïncidence si l'Italie et l'Allemagne affichent le même déficit »*, ajoute-t-il. Ou encore de voir le Portugal avec un résultat légèrement meilleur (2,5 %, contre 2,6 %) que son grand rival espagnol.

Les milieux économiques et financiers ont porté un jugement beaucoup moins enthousiaste sur les comptes publiés. Pour eux, cet exercice a relevé de la manœuvre politique plus que de la science économique.

Pierre-Antoine Delhommais

Lire la suite page 18 et nos informations page 19

« Professeur » trouble-fête



ALAIN PROST

LA SAISON de formule 1 commence, dimanche 8 mars à Melbourne, par le Grand Prix d'Australie. Williams, McLaren et Ferrari en sont les favoris. Surnommé « le Professeur » pour la manière dont il conquit quatre titres de champion du monde des pilotes, Alain Prost, devenu patron d'écurie, espère jouer les trouble-fête face aux grandes écuries.

Lire page 25

L'EDITION FRANÇAISE

● **Bibliophane en de nouvelles mains.** Pour la reprise de la librairie parisienne Bibliophane, spécialisée dans la culture juive, le tribunal de commerce a tranché contre la fondatrice, Catherine Stern, pourtant recommandée par l'administrateur judiciaire, et en faveur de Daniel Radford, directeur général des éditions Ramsay. En redressement judiciaire en 1992, la librairie avait été mise en liquidation-cession. Catherine Stern, qui avait créé Bibliophane en 1983, vient de lancer l'association « Les anciens de la librairie du 26 rue des Rosiers » (8, rue des Anglais 75005 Paris).

● **Ecrivains face au cinéma.** Pour la huitième année consécutive, à Bordeaux, le centre Jean-Vigo invite des écrivains à donner un texte inédit sur leur rapport avec le cinéma, et à intervenir oralement sur un film de leur choix. Du 9 au 13 mars, ils seront onze, dont François Weyergans qui parlera de *M. Arkadin*, Alain Finkielkraut de *Breaking the waves*, Virginie Despentes de *Police fédérale Los Angeles*, Tahar Ben Jelloun de *Dode's Caden*, Jean-Philippe Toussaint de *La Ricotta* ou Jean-Pierre Milovanoff de *Sunset Boulevard*.

● **Jules Verne inédit.** Les éditions de l'Archipel viennent de publier un nouvel inédit de Jules Verne, *En Magellanie* (258 p., 120 F), écrit en 1897 et dont l'action se déroule en Terre de Feu. Profondément remanié après la mort de l'écrivain par son fils Michel, paru en 1909 sous le titre *Les Naufragés de Jonathan*, c'est la version originale qui paraît ici. Sur les six romans achevés et inédits que l'écrivain aurait laissés après sa mort en 1905, deux ont récemment paru en version originale (*Le Volcan d'or* et *Le Secret de Wilhelm Storitz*). Deux restent encore à faire connaître au public.

● **Orsenna adapté.** Le roman d'Erik Orsenna, *Deux étés*, paru aux éditions Fayard, devrait faire l'objet d'une adaptation cinématographique. L'option a été prise par la maison de production Telfrance et le projet de scénario, confié à Alain Le Henry et Alain Robillard, est en cours d'écriture.

● **Best-sellers en « Bouquins ».** Les éditions Laffont annoncent pour le mois de mai, dans la prestigieuse collection « Bouquins », une *« innovation éditoriale et commerciale »* : l'accueil des *« grands succès romanesques qui se sont enchaînés depuis la fin de l'année 1995 »* – deux volumes du *Ramsès* de Christian Jacq, et *Henri IV* de Michel Peyramaure. Est également prévue dans la collection une réédition du *Livre noir du communisme*.

● **Prix littéraires.** Les prix du Syndicat français de la critique de cinéma (voir « Le Monde des Livres » du 13 février) ont été également décernés à Roger Tailleur pour *Vivre le cinéma* (Actes Sud) et à Michael Powell pour *Une vie dans le cinéma* (Actes Sud) ; le prix des écrivains croyants à Robert Masson pour *Tibbirine, les veilleurs de l'Atlas* (Cerf).

Rectificatif

Une erreur de composition a rendu inintelligible une phrase de l'article sur Marcel Mauss (« Le Monde des livres » du 27 février). En bas de la page I, il fallait lire : *« "Le citoyen" Mauss, comme les socialistes aimaient s'appeler entre eux à l'époque (...) »*.

Deux générations de poètes slovaques à Paris

Pendant quatre semaines, la Maison de la poésie accueille les principales figures de la poésie slovaque

Suivant le cours de son *Danube* (1986), Claudio Magris fut l'un des rares à prendre le temps de flâner dans Bratislava la slovaque, ce carrefour négligé de la *Mitteleuropa – alias* Presbourg l'allemande et Pozsony la hongroise. Une capitale provinciale alors confinée aux seconds rôles par le poids politique et culturel de Prague. Le promeneur y découvrait sa *« sympathie à l'égard de ce qui est mineur et caché, des petits peuples, qui, comme les Slovaques, restent longtemps un substrat patient et invisible, une terre humble et féconde qui attend pendant des siècles le moment de sa germination »*. Il en voyait surgir des poètes, donnant forme au chant de la terre, accord de danses et de rythmes agrestes avec une langue, le slovaque, tardivement codifiée (au milieu du XIXe siècle). Et comment, en effet, ne pas s'attendrir devant une nation qui se donnait comme référent un Hviezdoslav (1849-1921), poète dont pas une ville n'ignore le bronze, plutôt qu'un quelconque guerrier ?

« Les besoins intérieurs de la nation sont passés par la parole, la chanson, la poésie », confirme Milan Rufus (*soixante-dix ans cette année*), considéré, toutes proportions gardées, comme le Hviezdoslav d'aujourd'hui. *« Le grand art n'existe que dans la tragédie, et notre nation n'est pas parmi les plus heureuses. Elle a donné plus que sa part de sang à l'histoire, mais peut-être s'agit-il de la lutte éternelle de Jacob et de l'ange, nécessaire pour s'affirmer. »* Proche des symbolistes français (*« leurs poèmes sont comme des prières »*), le poète, que s'arrachent le pouvoir et l'opposition, tente de demeurer à l'écart de la mêlée politique depuis l'indépendance du pays (1er janvier 1993), comme il avait su le faire avant 1989, durant la période socialiste. Seul le christianisme, estime-t-il, lui apporte la distance nécessaire : *« L'Homme a besoin de sentir que quelque chose le surmonte. Le sens de la religion est de rendre l'Homme plus humain, je ne pourrais autrement m'expliquer les raisons de son existence. »* Et il ajoute : *« La poésie aussi a pour objectif d'approcher l'Etre. »*

Ce n'est pas à l'« *Etre* », mais à l'avoir, que s'intéresse le régime national-populiste de Vladimir Meciar qui détient, depuis le 2 mars, tous les pouvoirs. L'avidité du premier ministre et de son entourage est sans limites. Soucieux de se voir ouvrir les portes européennes après avoir mis la Slovaquie en coupe réglée, ils ont placé, face à l'intransigeance de la diplomatie allemande, tous leurs espoirs dans la France. Et voici pourquoi, durant quatre semaines, vingt-deux poètes slovaques, résistants d'un moment et oppositionnels de toujours, fonctionnaires douteux et artistes authentiques, sont rassemblés (et sagement séparés) à la Maison de la poésie, à Paris, pour tenter de faire passer l'image fallacieuse d'un pouvoir pluraliste, dans le moment même où Vladimir Meciar étend son empire sur l'information en décidant de faire passer la première société de distribution de la presse sous le contrôle de ses proches.

Le ministre de la culture, Ivan Hudec – dont le principal titre de gloire est d'avoir dirigé la maison de repos où se remettaient les *papalas* (apparatchiks) du régime précédent –, a reconstitué l'infrastructure d'une nouvelle bureaucratie soumise, qui s'est contentée de raboter légèrement la langue de bois pour remplacer le mot socialisme par celui de liberté. L'appareil est puissant, de contact de ce fait plus difficile à éviter que le pays est étroit. Il domine l'Union des écrivains slovaques, où se mêlent ex-communistes et *« patriotes »* néo-nationalistes, à laquelle s'oppose l'Association des organisations des écrivains slovaques, pluralistes *« cosmopolites »*. L'apparition de maisons d'édition indépendantes n'en laisse pas moins une part décisive aux mains officielles, largement subventionnées, plus soucieuses de mesurer la fidélité des hommes que la qualité des oeuvres. Une politique d'autant plus préjudiciable que, en moins de dix ans, le prix des livres a été multiplié par dix, réduisant d'autant le nombre de lecteurs, les tirages et les titres.

Dans ce contexte, l'annulation, au dernier moment, de la visite à Paris du grand-poète-national, Milan Rufus, *« pour des raisons de santé »* ne manquera pas d'être commentée. La Maison de la poésie n'en présente pas moins quelques figures importantes. Comme celle de Jan Buzassy (né en 1935), dont la poésie *« philosophique »*, demeure issue du fonds spirituel et religieux slovaque traditionnel : *« La respiration des morts fait bouger le paysage,/ bruit dans l'herbe,/ et ordonne : encore !/ Même si tout n'est que route vers la poussière,/ encore !/ Même si chaque forme n'est que le contour de la décomposition/ et chaque cri rien que de la musique./ Le grand visage de pierre du paysage/ se dresse à l'encontre de toute réalité. »*

La seconde génération présente à Paris, celle des quinquagénaires, n'est pas si loin de ces recherches. On le constate avec Ivan Strpka (né en 1944), l'un de ces *« coureurs solitaires »* imprégnés de pop-music (il a dû se rabattre sur la chanson durant les années grises) : *« L'Arbre pousse depuis toujours dans leur Ville. Il vit, mais ne grandit pas. On peut s'entretenir avec lui à voix basse, mais on peut aussi lui poser n'importe quelle question. Il faut parler distinctement et sans hâte. L'entretien est permanent... L'Arbre répond à toutes les questions qu'on lui a posées. Quand il a fini, il se couvre de fleurs. Il porte la connaissance. »* Mila Haugova (née en 1942) appartient à cette même classe d'âge, flouée parce qu'elle *« a été bloquée dans sa croissance »*, et qu'elle estime n'avoir pu s'épanouir qu'après 1988, alors qu'il était trop tard. Dangereusement *« apolitique »*, son sensualisme lyrique dérangeait la morale socialiste, la contraignant à *« écrire entre les lignes »*. Pour elle, pas de lendemains heureux : *« La vie est intransmissible. L'ange ne vole pas. »*

La fin des années 80 voit entrer en scène la troisième génération : celle des *« nouveaux barbares »* comme Andrijan Turan (né en 1962) : *« Quand les oiseaux finirent de chanter le jour,/ j'accrochai dans la fenêtre/ le drapeau blanc de mon visage./ Encore un naufrage. »* Ces garçons agités réinventent la liberté dans la bohème, le rythme dans le rock et le réel dans l'alcool et la fumée. Ils ont le goût de la dérision, le sens de la destruction et une perception aiguë de leur propre valeur, comme Ivan Kolenic (né en 1965), auteur des *Jeux charmants de l'aristocratie* – un titre en forme de provocation, repris par l'unique et indispensable anthologie (en français) de la poésie slovaque contemporaine (1). Il est l'auteur d'un poème-fable au titre alléchant : *Dans l'atelier des lécheurs*. Une manière de tirer la langue au pouvoir, non celui de Vladimir Meciar, mais celui – suprême – du soleil.

Jean-Louis Perrier

(1) Les Jeux charmants de l'aristocratie, de Jana Boxberger et Peter Milcak (Modry Peter, 260 p., 120 F – en vente à la Maison de la poésie).

★ *Théâtre Molière, Maison de la poésie*, 157, rue Saint-Martin, Paris-3e. Tél. : 01-44-54-53-00. Mardi et jeudi, à 19 heures (les 10 et 31 mars à 21 heures). Jusqu'au 7 avril.

Le rituel des soldes en Suède

Les livres sont une denrée chère en Suède. Frappés d'une TVA de 25 %, l'un des taux les plus élevés d'Europe avec le Danemark, ils coûtent souvent l'équivalent d'au moins 200 francs pour un quelconque roman. Aussi les amateurs attendent-ils avec impatience les mois de février et de mars. L'espace de quelques semaines, ils peuvent bénéficier de prix enfin raisonnables. C'est la période des soldes, un phénomène quasi unique sur le continent. Les librairies et les rayons livres des grands magasins sont alors pris d'assaut. Cette année, le coup d'envoi a été donné le 25 février. Une date décidée en commun par la fédération des éditeurs et celle des libraires et qui, ce n'est évidemment pas un hasard, correspond au jour où les Suédois reçoivent leurs salaires. A zéro heure précise ce mercredi-là, les portes des librairies se sont ouvertes pendant deux heures, laissant entrer les plus fanatiques, qui avaient bravé le froid pour bénéficier de tarifs encore plus intéressants proposés au premier jour de l'opération.

« C'est devenu un rituel festif », raconte Annika Holmgren, la directrice d'un des magasins d'Akadamibokhandeln, la plus grande librairie de Scandinavie. *« Les gens vont dîner au restaurant et boire quelques bières avant d'aller faire la queue dans la nuit. »* Des monceaux de livres les attendent à l'intérieur, disposés en piles qui ne tardent pas à s'amenuiser. Certains clients repartent sous la neige avec des sacs pleins à craquer, d'autres se contentent d'un ou deux titres, qu'ils ont pu commander au préalable, par fax ou par Internet. Les éditeurs publient à l'occasion un catalogue commun recensant tous les ouvrages soldés, fort cette année d'un millier de titres provenant de soixante-dix-sept maisons d'édition. Quelques chaînes de librairies y vont aussi de leurs propres catalogues. Classés par genres, tous les livres sont résumés de façon très succincte, avec mention des prix de vente (normal et soldé). Ces derniers ne sont qu'indicatifs, les prix étant libres en Suède. Les réductions proposées vont de 20 % à 80 % environ, selon les cas.

Tout le monde semble s'y retrouver dans ces soldes. A l'origine de l'idée, les éditeurs peuvent épurer leurs stocks tout en faisant des bénéfices, explique la directrice de leur fédération, Kristina Ahlinder. *« Cela dépend des titres : parfois nous ne gagnons presque rien, parfois beaucoup. »* Ils jugent en tout cas l'opération suffisamment rentable pour réimprimer des exemplaires de certains livres, destinés uniquement aux soldes (parfois d'une qualité inférieure aux originaux). Les libraires, eux, prélèvent leurs marges et parviennent toujours à vendre à la vague de visiteurs des ouvrages non soldés pendant ces quelques semaines. Les soldes représentent jusqu'à 20 % de leurs chiffres d'affaires annuels, à peine moins que pour la période de Noël. Quant aux lecteurs, ils peuvent garnir leurs bibliothèques relativement bon marché, y compris de livres récents. Si les éditeurs devaient auparavant attendre quatre ans avant de solder leurs invendus, *« ils peuvent aujourd'hui agir selon leur bon vouloir »*, regrette Marianne Larsson, au fond de sa petite librairie de quartier.

Benoît Peltier

AGENDA

● **LE 6 MARS. DAIVE. A Marseille,** lecture-débat avec Jean Daive à propos des sept volumes de son roman, *La Condition d'infini*, publiés chez POL (à 19 heures à La Vieille Charité, 2, rue de la Charité, 13002 Marseille).

● **LES 9, 18 ET 30 MARS. MORT. A Paris,** l'association des historiens organise trois conférences sur la mort dans l'Occident chrétien, avec Eric Rebillard, Alain Erlande-Brandenburg et Pierre Chaunu (à 19 heures à la Maison de l'Europe, 35, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris, inscriptions : 01-48-75-13-16).

● **DU 11 AU 13 MARS. GLISSANT. A Paris,** colloque sur les « Poétiques d'Edouard Glissant », placé sous le patronage de l'Unesco (à la Sorbonne, salle Louis-Liard, commissariat général du colloque : 01-43-72-09-55).

● **LE 12 MARS. PORTUGAL. A Paris,** conférence de Georges Boisvert sur « La génération de 1870 et la première expérience libérale portugaise » (à 19 h 30, Centre culturel Calouste-Gulbenkian, 51, avenue d'Iéna, 75116 Paris, tél. 01-53-23-93-93).

● **LE 14 MARS. JEUNESSE. A Lyon,** débat dans le cadre du salon du livre-jeunesse sur le thème « Y a-t-il une littérature pour la jeunesse ? », avec le concours du *Monde de l'éducation*, à 14 h 30 à Eurexpo.

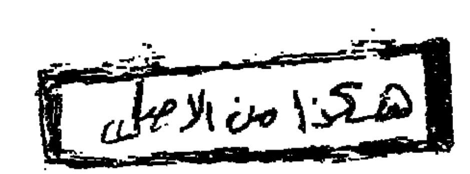
● **LES 14 ET 15 MARS. ANCIENS. A Bordeaux,** salon du livre ancien et de collection (Hangar 5, quai Louis-XVIII, tél. 05-57-87-57-31).

● **LE 15 MARS. PSYCHANALYSE. A Paris,** 9e symposium du collège des études juives sur le thème « Psychanalyse et judaïsme, si proches, si loin... » (de 9 h 30 à 18heures, salle de l'IPAG, 184, bd Saint-Germain, 75006 Paris, réservation : 01-53-32-88-55).

● **LES 26 ET 27 MARS. PÉGUY, BERNANOS. A Montpellier,** colloque sur le thème « Péguy, Bernanos et le monde moderne », organisé par le centre d'études du XXe siècle (Université Paul-Valéry-Montpellier III, rens. : Jean-François Durand 04-66-90-23-81).







Le groupe BNP en 1997

PROGRESSION DE 55 % DU BÉNÉFICE NET

- *Un bénéfice net part du groupe de 5 962 millions de francs, multiplié par six par rapport à 1993, année de la privatisation*
- *Une amélioration en profondeur des performances de l'entreprise*
- *Des provisions de 3 020 millions de francs sur cinq pays asiatiques*
- *Une nouvelle amélioration de la qualité des actifs* ● *Une stratégie de création de valeur.*

Un bénéfice net part du groupe de 5 962 millions de francs

Résultat net, part du groupe, en millions de francs
Multiplié par 6
93: 1018 — 94: 1656 — 95: 1784 — 96: 3856 — 97: 5962

Le résultat net, part du groupe, est de 5 962 millions de francs, en hausse de 54,6 % par rapport à 1996. Le bénéfice net par action est de 28,3 francs. Par rapport à 1993, année de sa privatisation, le groupe BNP a multiplié son bénéfice net par 6, son bénéfice par action par 4.

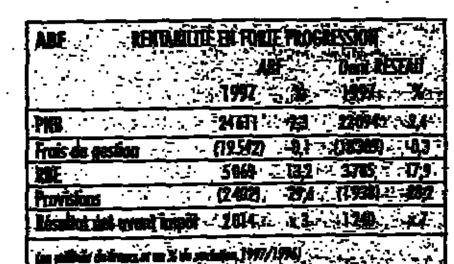
L'exercice 1997 s'est inscrit dans un environnement très contrasté. Il a bénéficié de la conjonction de facteurs favorables : marchés boursiers porteurs, revalorisation du dollar, restructuration des dettes péruvienne et russe, démarrage de la reprise économique en France. Mais il a été affecté, dans la deuxième partie de l'année, par la crise qui a touché plusieurs pays d'Asie et par les incertitudes qui en résultent. Dans ce contexte, le groupe a amélioré ses performances.

Résultat net, en francs par action*
Multiplié par 4
*nombre moyen d'actions
93: 6,65 — 94: 8,95 — 95: 9,31 — 96: 18,69 — 97: 28,26

Le produit net bancaire du groupe s'établit à 44 066 millions de francs, en progression de 11,6 % ; les commissions augmentent plus rapidement (+ 13,6 %) que la valeur ajoutée sur capitaux (+ 10,6 %). Le résultat brut d'exploitation s'élève à 13 435 millions de francs, en hausse de 23,9 %. Les dotations aux provisions sont de 6 785 millions de francs, dont 3 020 millions de francs sur cinq pays d'Asie considérés comme sensibles. Les éléments de résultats exceptionnels et divers s'élèvent à 1 566 millions de francs. Compte tenu du doublement de la charge d'impôts à 1 997 millions de francs, le bénéfice net d'ensemble ressort à 6 219 millions de francs (+ 50,6 %).

Les deux pôles d'activité du groupe ont très significativement amélioré leurs performances

Le résultat brut d'exploitation des Activités Bancaires en France, soit 5 069 millions de francs, est en hausse de 13,2 %. Les recettes, d'un montant de 24 611 millions de francs, augmentent de 2,3 %, la baisse des marges d'intermédiation étant plus que compensée par la progression des commissions, elle-même liée aux innovations commerciales proposées aux clients. La productivité est à nouveau améliorée avec une baisse des frais de gestion, qui atteint 0,3 % dans le réseau. Le résultat net avant impôt s'établit à 2 014 millions de francs soit un triplement par rapport à 1996.



ABF — RENTABILITÉ EN FORTE PROGRESSION	ABF 1997	%	Dont RÉSEAU 1997	%
PNB	24 611	+2,3	22 094	+2,4
Frais de gestion	(19 542)	-0,1	(18 309)	-0,3
RBE	5 069	+13,2	3 785	+17,9
Provisions	(2 402)	[illegible]	(1 930)	[illegible]
Résultat net avant impôt	2 014	x 3	[illegible]	[illegible]

(en millions de francs et en % de variation 1997/1996)

Le résultat brut d'exploitation de Banque et Finance Internationales est de 6 637 millions de francs, en hausse de 46,0 %. Les lignes de métier mondiales ont enregistré des performances satisfaisantes au cours de l'exercice : le commerce international, les financements structurés, la gestion, la banque privée, les actions et les dérivés d'actions, les activités de taux et de change, à l'*exception des activités obligataires*, la gestion des participations et des créances souveraines, ont toutes contribué significativement à la croissance des résultats de la banque. Axant sa *stratégie sur le développement* des lignes de métier mondiales, sur la maîtrise des actifs moyens pondérés et sur l'*accroissement de sa rentabilité*, le réseau international a, pour ce qui le concerne, accru de près de 40 % son résultat brut d'exploitation. Le *résultat net* avant impôt *s'élève* à 5 560 millions de francs en hausse de 22,6 % par rapport à 1996.

BIBI — RÉSULTATS : PROGRESSION CONTINUE	1997	Variation en %	Variation en % à cours de change constants
PNB	18 071	29,5	23,0
Frais de gestion	11 434	21,6	15,8
RBE	6 637	46,0	37,8
Provisions	3 648	N.S.	N.S.
Résultat net avant impôt	5 560	22,6	16,9

(en millions de francs et en % de variation 1997/1996)

Des provisions globales de 3 milliards de francs pour l'Asie.

La BNP est, de longue date, active en Asie, l'un des points forts de son ancrage international. La crise ouverte à mi-97 a concentré l'attention sur cinq pays de la zone (Corée du Sud, Indonésie, Thaïlande, Philippines et Malaisie) touchés à des degrés divers. La BNP a procédé à un recensement complet de ses engagements sur ces cinq pays, et les évalue à 28,4 milliards de francs (4,7 milliards de dollars) à fin janvier 1998. De façon précise, ces engagements *comprennent* les risques de bilan et de hors-bilan, les crédits de toute maturité y compris le court terme et les opérations de négoce, les titres en portefeuille y compris le trading, les crédits en devises et en monnaie locale. Ils incluent l'ensemble de ces opérations faites au profit des Etats, des banques et des entreprises – hors filiales de sociétés multinationales non originaires de la zone sensible ; ils excluent la partie des risques *garantis hors zone par les institutions publiques (Coface...) et internationales ou par des* sûretés en espèces formellement nanties.

Sur la base des procédures de provisionnement dossier par dossier de l'ensemble de ses *débiteurs dans les cinq pays, la banque a constitué une provision de 592 millions de francs.* A titre prudentiel, une dotation complémentaire de 2 428 millions de francs a également été constituée selon une approche multicritères permettant d'évaluer les conséquences d'une *détérioration supplémentaire de risque liée à une aggravation éventuelle de la situation* économique et financière de ces pays. La dotation globale sur ces cinq pays s'élève donc à 3 020 millions de francs (500 millions de dollars). Les autres dotations aux provisions pour *risques spécifiques s'élèvent à 3 765 millions de francs, montant analogue à celui de 1996.*

D'autres provisions ont été constituées. Au titre des engagements sociaux, une dotation de 611 millions de francs couvre les perspectives d'évolution de l'emploi en France et à l'étranger, et les coûts de réorganisation des activités de change intra-européennes. Une provision complémentaire de 285 millions de francs est destinée à couvrir les surcoûts de passage à l'an 2000 et à la monnaie unique notamment dans les entités du réseau international. La perspective de l'Euro a aussi conduit la banque à accélérer l'achèvement de la migration des systèmes informatiques vers un référentiel unique et à constater une charge exceptionnelle de 133 millions de francs à ce titre.

Une nouvelle amélioration de la qualité des actifs

La banque a procédé en 1997 à une actualisation de la valeur de son propre parc d'immeubles d'exploitation. *Cette opération est restée sans influence sur le résultat consolidé*, comme l'avait été l'opération initiale de réévaluation de ce parc menée en 1991 - 1992. Elle s'est traduite par la constitution d'une provision de 3 374 millions de francs, imputée *sur les capitaux propres pour sa valeur nette d'impôt (2 758 millions de francs) et* sur l'impôt différé passif pour l'impôt qui lui est attaché (616 millions de francs).
Le taux de couverture des encours douteux spécifiques par des provisions est de 64 %. Les *risques douteux et litigieux sur professionnels de l'immobilier en France, qui n'ont plus* nécessité en 1997 qu'une dotation de 101 millions de francs, sont couverts par des provisions à hauteur de 70 %.
La *provision pour risques sectoriels éventuels reste au niveau atteint à fin 1996, soit* 1 430 millions de francs. Les fonds pour risques bancaires généraux progressent légèrement à 6 718 millions de francs.
Grâce à une *maîtrise volontariste des actifs moyens pondérés* – qui n'ont crû que de 3,0 % au premier semestre 1997 et de 0,1 % au second semestre – le ratio international de solvabilité est de 9,9 %, dont 5,9 % au titre du noyau dur contre 9,1 % et 5,4 % au 31 décembre 1996.

Une stratégie de création de valeur

La stratégie de création de valeur centrée sur la banque de proximité en France et la banque de grande clientèle au *niveau mondial qui avait été définie au moment de la privatisation* continue à porter ses fruits. Le rendement des capitaux propres (résultat net rapporté aux capitaux propres moyens) s'élève à 10,4 %, contre 2,2 % en 1993 et 7,4 % en 1996, en avance sur le plan de marche. Le résultat net par action, soit 28,3 francs, est le quadruple de celui de 1993.

ROE : supérieur à 10 %
ROE : résultat net, pdg / capitaux propres moyens, pdg
93: 2,2 % — 94: 3,5 % — 95: 3,7 % — 96: 7,4 % — 97: 10,4 %

En dépit de la progression des résultats récurrents, et sous l'effet notamment de la réévaluation du parc d'immeubles d'exploitation, le résultat net de la BNP SA pour l'exercice 1997 ressort à 2 100 millions de francs, en baisse de 11,6 % par rapport à 1996.
Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 13 mai 1998 un dividende unitaire de 7 francs par action, *soit 10,50* francs par action avoir fiscal compris, en hausse de 30 % par rapport à 1996. Le montant des sommes mises en distribution s'élèverait ainsi à 1 493 millions de francs, en hausse de 31%. Les actionnaires *pourront opter pour le paiement du dividende en espèces ou en actions du 26 mai* au 15 juin inclus. Le Conseil envisage de supprimer cette possibilité l'année prochaine.

Tableau de synthèse des résultats

Montant en MF	1997	1996	Variation en %
PNB	44 066	39 502	11,6
Frais de gestion	(30 631)	(28 658)	6,9
RBE	13 435	10 844	23,9
Dotations aux provisions	(6 785)	(3 793)	78,9
Exceptionnels et divers	1 566	(1 939)	N.S.
Résultat net avant impôt	8 216	5 112	60,7
Impôt	(1 997)	(983)	103,2
Résultat net d'ensemble	6 219	4 129	50,6
Résultat net, part du groupe	5 962	3 856	54,6
Capitaux propres moyens, part du groupe	57 296	52 097	10,0

Relations actionnaires : 01 40 14 93 00 / 01 40 14 24 34



BANQUE NATIONALE DE PARIS

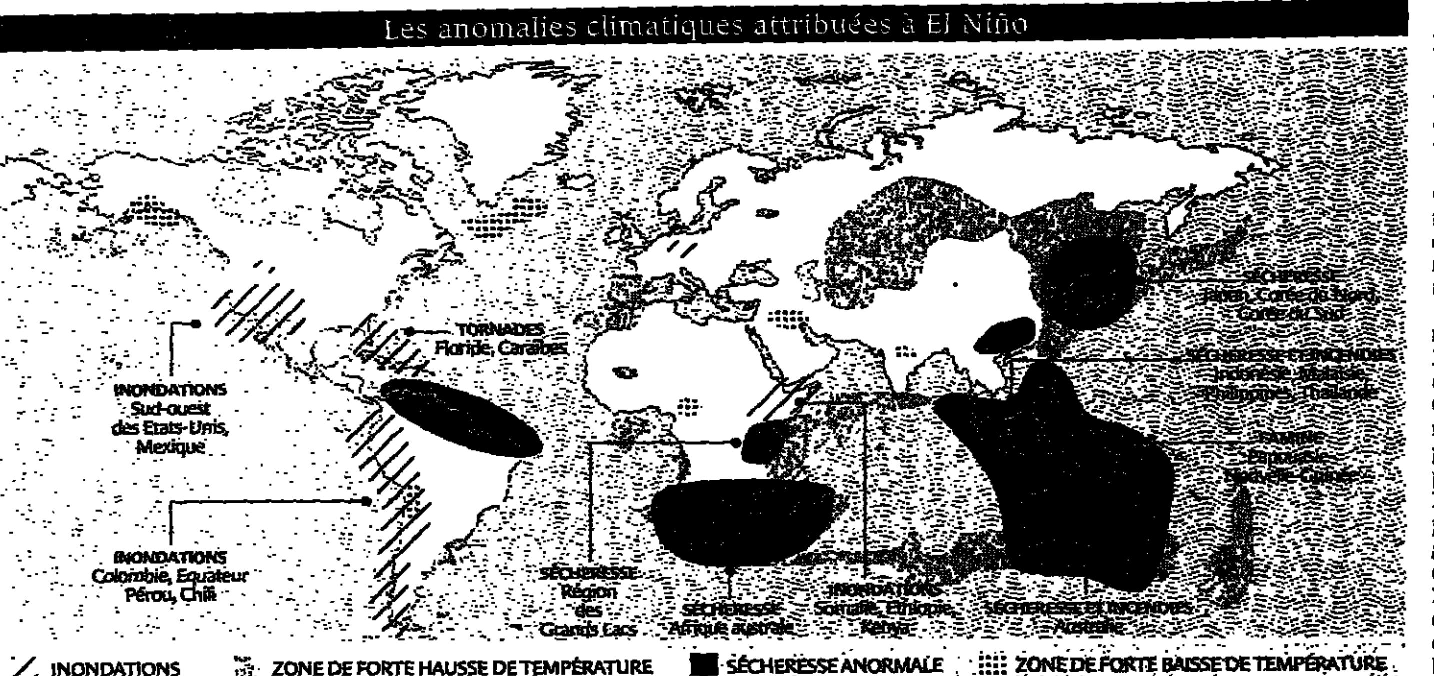
CLIMAT Les dérèglements climatiques dus au phénomène naturel El Niño ont provoqué une impressionnante série de catastrophes en chaîne – sécheresses, inondations et tempêtes – d'un bout à l'autre de la planète. L'épisode 1997-1998 passera sans doute pour l'une des plus grandes calamités naturelles du siècle. ● AU PÉROU ET EN ÉQUATEUR, éboulements et inondations sont quotidiens. La capitale péruvienne, Lima, a été touchée pour la première fois par des torrents de boue venus des contreforts des Andes. En Equateur, 18 des 21 provinces que compte le pays sont touchées. Une catastrophe qui oblige les deux pays andins à réviser à la baisse leurs prévisions de croissance. ● LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE a lancé en 1985 un programme d'observation et a étudié pendant dix ans ce phénomène, pour comprendre les effets de balancier climatique que provoque El Niño.

El Niño a provoqué une des plus grandes catastrophes naturelles du siècle

Le déplacement périodique de cette masse d'eau chaude de la taille des Etats-Unis, située habituellement dans le Pacifique ouest, est à l'origine des dérèglements climatiques – sécheresses, inondations et tempêtes – survenus d'un bout à l'autre de la planète

L'ANOMALIE El Niño est sur le point de mourir, mais ses conséquences sont loin d'être épuisées. Les dérèglements climatiques auquel ce phénomène naturel a donné lieu depuis qu'il est apparu, en mars 1997, et qui devraient se prolonger jusqu'en mai ont provoqué une impressionnante série de catastrophes en chaîne – sécheresses, inondations et tempêtes – d'un bout à l'autre de la planète. Selon l'Organisation météorologique mondiale, *« ce Niño est le plus puissant qui ait été consigné dans les annales météorologiques »*. Plus fort que l'épisode de 1982-1983, qui avait été qualifié de *« Niño du siècle »*.

Cette fois, cependant, l'alerte a été donnée suffisamment tôt, dès le début de l'été 1997, grâce aux moyens de prévision et d'observation mis en place. TAO, un système de bouées, couvre toute la ceinture équatoriale et fournit en permanence des informations sur la température de l'eau. Cela a permis à certains pays d'éviter les plus graves conséquences. Du moins ceux qui le pouvaient. Car, en s'abattant sur des populations parmi les plus démunies et sur des pays disposant de maigres budgets et de régimes souvent imprévoyants, El Niño a provoqué d'immenses dégâts. Aucun bilan global n'a encore été dressé tant les conséquences sont multiples sur les récoltes, les infrastructures et la santé, mais les victimes humaines se comptent par milliers, les dégâts économiques en milliards de dollars, les pertes écologiques en espèces et territoires entiers. Le précédent El Niño avait fait 2 000 morts et son coût a été évalué entre 10 et 13 milliards de dollars. Le bilan du cru 97-98 sera beaucoup plus lourd. Il passera sans doute pour une des plus grandes catastrophes du siècle.



C'est au moment où on annonce la disparition d'El Niño que ses manifestations reprennent là où elles ont commencé. De nouveaux incendies viennent en effet de se déclarer sur la partie indonésienne de l'île de Bornéo et à Sumatra, là où, aux mois de septembre et d'octobre 1997, de gigantesques feux de forêt et de tourbe avaient empoisonné l'air d'une partie du Sud-Est asiatique, de la Malaisie aux Philippines en passant par Singapour et l'Indonésie. El Niño avait alors inversé les saisons, accablant la région d'une terrible sécheresse, au moment où aurait dû s'abattre la mousson, et favorisant le développement des incendies.

Selon des études du World Wildlife Fund (WWF), confirmées par le *Christian Science Monitor*, plus de deux millions d'hectares de forêt – près de trois fois l'Autriche – ont brûlé dans le seul archipel indonésien. Des espèces végétales et animales ont été mises à mal. Les fumées toxiques ont entraîné une multiplication des maladies respiratoires et un nombre indéterminé de décès prématurés. En outre, la récolte de riz a été gravement perturbée par la sécheresse. Aujourd'hui, le gouvernement indonésien doit importer, selon la Banque mondiale, 4 millions de tonnes de riz (la capacité du marché mondial est de 18 millions de tonnes) pour faire face à un risque de disette, ce qui provoque hausse des prix et émeutes de la faim. En se cumulant avec la crise financière et l'agonie d'un régime féodal, cette situation déstabilise un peu plus ce pays qui est un des plus peuplés du monde.

MANGER DES RACINES

Le Pacifique sud a aussi été soumis à rude épreuve pendant l'été austral : inondations sur la côte occidentale et sécheresse à l'intérieur en Nouvelle-Zélande, où l'eau est rationnée dans plusieurs régions, sécheresses très accentuées dans la majeure partie de l'Australie, où de vastes feux de brousse ont menacé jusqu'aux portes de Sydney. Les capacités de ces deux pays ont permis de limiter les dégâts pour les populations. Ce n'est pas le cas de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, où, selon le Vatican, un quart de la population (1,2 million de personnes) en est réduite à manger des racines en raison de la sécheresse, qui a *« transformé la terre en ciment »*. Combien de personnes sont-elles mortes de faim et continuent de disparaître dans ce pays coupé du monde ? Des milliers, probablement.

C'est aussi vers la fin de l'année 1997 que les conséquences d'El Niño se sont abattues sur la partie orientale du continent africain. Cette fois, il ne s'agit plus de sécheresse, mais d'inondations catastrophiques. Elles ont frappé des pays particulièrement pauvres : le Kenya, la Somalie, les hauts plateaux éthiopiens. En décembre 1997, on enregistrait des précipitations de cinq à dix fois supérieures à la normale. Les populations ont fui en masse ces pluies destructrices, provoquant de longs cortèges de « réfugiés de l'environnement ». Les fleuves ont débordé, noyant les récoltes. Les sans-abri se comptent par centaines de milliers.

En Somalie, on dénombre au moins 2 000 morts et, au Kenya, plus de 1 500 personnes sont décédées du paludisme propagé par les inondations. La région des Grands Lacs, qui n'avait pas besoin de ça, a été touchée elle aussi. La sécheresse, consécutive au retard de la saison des pluies, a laissé la place, depuis février, aux inondations.

Autre continent, autres drames. L'Amérique du Sud a payé, et continue de payer, un lourd tribut à El Niño. Les zones côtières du Pacifique, du Mexique au Pérou, connaissent depuis le début de l'année des pluies diluviennes et des inondations dramatiques. L'Amérique du Nord n'a pas été épargnée. La manifestation la plus spectaculaire s'est produite le 23 février aux Etats-Unis, où *« les tornades les plus dévastatrices de l'histoire de la Floride »*, selon les services météorologiques, ont provoqué l'épouvante et fait une quarantaine de morts.

Le bilan n'est pas clos. Pluies exceptionnelles et sécheresses extrêmes continuent de sévir, en particulier sur la façade Pacifique des Amériques. Et des cyclones extrêmement violents sont annoncés, cet été, dans le Pacifique sud.

Jean-Paul Besset

Le déplacement d'une énorme masse d'eau chaude

DEPUIS DES LUSTRES, les pêcheurs péruviens savent que les eaux froides qui longent leurs côtes – et qui les font bénéficier de très bonnes pêches – deviennent certaines années pauvres en poissons, en raison d'un réchauffement des eaux de surface. Ce phénomène se manifeste en général aux environs de Noël, aussi les Péruviens l'ont-ils baptisé El Niño, en référence à l'Enfant Jésus. Sa périodicité est très variable. Selon un recencement effectué par la National oceanic and atmospheric administration (NOAA), notre siècle a totalisé 23 épisodes, dont trois en 1991, 1994 et 1997. L'écart est court (2 à 3 ans), ou long (7 à 10 ans).

Connu depuis longtemps, ce phénomène devra attendre les années 80 et 90 pour recevoir un début d'explication. Pour savoir si un tel phénomène est prévisible, la communauté scientifique a lancé en 1985 le programme d'observation international TOGA (Tropical ocean and global atmosphere). Les travaux vont durer dix ans et se traduiront par la mise en place d'un réseau de bouées dans l'océan Pacifique et l'utilisation du satellite altimètrique franco-américain Topex-Poséidon, capable de percevoir les dénivellations des eaux océaniques à 2-3 cm près.

En temps normal, une grande masse d'eau chaude de la taille des Etats-Unis est positionnée à l'ouest du Pacifique, et s'enfonce en profondeur dans l'océan. Les alizés, des vents qui soufflent d'est en ouest dans la zone équatoriale, maintiennent cette « poche » à l'ouest, ce qui a pour effet de surélever le niveau de l'eau de 50 cm. Mais, certaines années, le mécanisme se dérègle. Les alizés faiblissent, relâchent leur pression, et l'eau chaude se propulse alors à la vitesse de 250 km par jour en direction des côtes andines, où elle vient buter. Le niveau de l'eau s'élève alors vers l'est du Pacifique de 25 à 30 cm. Ce phénomène est dû à une différence de pression atmosphérique entre Darwin et Tahiti, que l'on appelle oscillation australe.

Ce phénomène climatique a des répercussions sur toute la planète. Quand la température de l'eau de mer atteint 28 °C, il se produit une évaporation intense. La vapeur d'eau monte dans l'atmosphère, se refroidit, se condense et provoque des pluies diluviennes. Cela explique qu'en temps normal les pays situés à l'ouest du Pacifique – Philippines, Nouvelle-Calédonie, Asie du Sud-Est, nord de l'Australie et Papouasie-Nouvelle-Guinée – bénéficient d'un climat très humide. Quand elle se décale vers l'est, lors d'un El Niño, la masse d'eau chaude entraîne également vers l'est les pluies diluviennes et les cyclones qui lui sont associés. Pour cette raison, les côtes du Pérou et de l'Equateur, sèches et désertiques habituellement, reçoivent des pluies diluviennes, tandis que les zones habituellement humides connaissent sécheresses et incendies. L'épisode 1997-1998, encore plus spectaculaire que celui de 1982-1983, n'illustre que trop bien cet effet de balancier climatique.

Christiane Galus

Le Pérou et l'Equateur redoutent encore le pire

LIMA
de notre correspondante

De l'eau jusqu'à la ceinture, Alberto Fujimori, en polo vermillon et en short, pose pour les photographes dans le lac qu'il a baptisé *« la Niña »* (la gamine) par opposition au Niño (le gosse) qui ravage le pays. Avant s'étendait ici l'aride désert de Sechura. Les travaux de prévention du phénomène climatique ont permis de dévier une centaine de millions de mètres cubes d'eau provenant des fleuves du nord du pays, évitant ainsi l'inondation des villes de Chiclayo et de Piura. Mouettes et flamants roses survolent cette lagune artificielle. Le chef d'Etat jubile. Il a su dompter El Niño. *« Tout n'est pas négatif*, assure-t-il. *Cette zone peut devenir un centre touristique... »*

REPORTAGE
Eboulements, inondations, sécheresse : les pays andins sont sinistrés

Partout ailleurs, cependant, le Niño et ses frasques continuent à dévaster le pays tandis que les travaux de prévention paraissent moins efficaces. Eboulements et inondations sont catastrophiques autant que quotidiens. Le 23 février dernier, Lima, la capitale, où vivent huit millions d'habitants – le tiers de la population du Pérou – et où sont concentrées plus des deux tiers des industries, a été touchée pour la première fois. Des torrents de boue venus des contreforts des Andes ont envahi les quartiers populaires situés à l'est de la ville, jusqu'à atteindre l'autoroute, à cinq cents mètres derrière le palais présidentiel.

Le pire peut arriver à n'importe quel moment dans la capitale alors que la météo a annoncé des pluies *« diluviennes »* pour le mois de mars, un qualificatif très fort pour une capitale où il ne pleut quasiment jamais et où seul un fin crachin, *la garua*, tombe parfois pendant l'hiver, entre juin et septembre. Pourtant, selon le Centre de prévention des catastrophes, des pluies intenses et continues mettraient en danger quatre cent mille familles qui vivent près des berges des fleuves Rimac, Chillon et Lurin. Des districts entiers comme celui de Huaycan – qui compte 70 000 habitants –, blottis dans d'énormes ravins au pied des contreforts des Andes, pourraient être enterrés sous les éboulements.

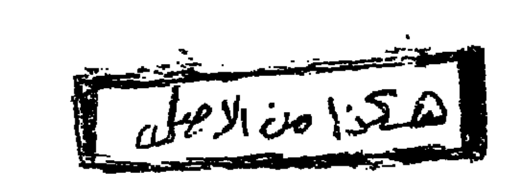
Depuis quelques semaines, les avalanches sont presque quotidiennes à moins de quarante kilomètres de la capitale, sur les deux routes qui se dirigent vers l'Altiplano, à l'est. Jours et nuits, de longues files de camions attendent que la voie soit déblayée. L'approvisionnement de la capitale étant irrégulier, les prix des denrées alimentaires flambent. Dans l'extrême nord du pays, le fleuve Tumbes est sorti de son lit pour la cinquième fois en deux mois, inondant de nouveaux quartiers. Toute la province est isolée par l'interruption de la route Panaméricaine en plusieurs points, comme le sont aussi le département de Cajamarca, à l'est, ou celui du Madre de Dios, au sud-est.

LA LENTEUR DES SECOURS

Partout, ce qui frappe, c'est la lenteur des secours, centralisés depuis Lima. Ni l'armée, ni la défense civile, ni les mairies ne sont utilisées comme elles pourraient l'être pour porter secours et aider les populations des quatorze départements sinistrés. En réalité, personne ne doit porter ombrage au président Fujimori, qui, avec trois ans d'avance, a profité de la catastrophe pour lancer la campagne qui, espère-t-il, devrait le conduire pour la troisième fois consécutive à la présidence du pays. Mais comme le chef de l'Etat n'a pas le don d'ubiquité, la population sinistrée attend stoïquement sa visite messianique... En Equateur, voisin du Pérou, la situation est tout aussi désespérée ; 18 des 21 provinces que compte le pays sont touchées. Un million de mètres cubes d'eau se sont abattus, le 26 février, dans la forêt, près de la ville d'Esmeraldas, à 180 kilomètres de la capitale, Quito, provoquant la rupture de l'oléoduc et un incendie dantesque. La presse parle de sept morts, d'une quarantaine de disparus et de plus d'une centaine de blessés. Depuis octobre dernier, le Niño a provoqué la mort d'environ 140 personnes et causé des dégâts supérieurs à 800 millions de dollars.

C'est un coup dur pour les deux pays andins, qui vont devoir réviser à la baisse leurs prévisions de croissance. La Banque mondiale estime que le phénomène du Niño pourrait coûter au moins 1,5 % de croissance à l'Equateur, tandis que les autorités péruviennes pensent que chez eux la chute de l'activité sera de 3 %. En Bolivie, victime également de la catastrophe, la sécheresse dans les vallées tempérées et sur l'Altiplano, soit le tiers du territoire, aurait détruit 60 % des cultures vivrières. Près de cinquante milles familles indigènes seraient réduites à la famine...

Nicole Bonnet



De violents combats ont fait 300 morts dans l'est du Congo-Kinshasa

AU MOINS trois cents personnes ont été tuées, fin février, lors de combats entre l'armée et des milices tribales maï maï, dans le Nord-Kivu, une zone frontalière du Rwanda et de l'Ouganda, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), a annoncé, jeudi 5 mars, l'Association zaïroise de défense des droits de l'homme (Azadho).

Selon l'association, les combats ont débuté le 20 février à Butembo, ville proche de la frontière ougandaise située à 300 km au nord de la capitale provinciale, Goma (1 600 km à l'est de Kinshasa). Des miliciens maï maï, *« armés de pilons, de machettes, de flèches et de quelques fusils »* ont pris de nuit le contrôle de la ville et se sont attaqués *« particulièrement aux soldats »* de la garnison, originaires du Katanga (sud).

L'arrivée de renforts a permis aux militaires de reprendre Butembo. *« C'est alors que les soldats se sont mis à tirer sur d'innocents civils pour exercer une pression morale sur les Maï maï, afin qu'ils décrochent. Des jeunes garçons, des filles et des enfants accusés d'être des Maï maï ont été systématiquement massacrés »*, accuse l'Azadho, qui cite notamment un de ses militants originaire de la ville. *« Le 22 février, un secouriste réquisitionné pour évacuer les corps parle d'au moins 200 morts, dont plus de la moitié seraient des civils »*, ajoute le texte.

Des accrochages se sont poursuivis jusqu'à fin février dans les localités voisines de Butembo, selon la même source, qui cite les villages de Kyondo et d'Isale, où *« les militaires ont incendié plusieurs maisons »* et arrêté des hommes adultes pour les *« emmener vers une destination inconnue »*. L'Azadho assure que *« des sources non gouvernementales concordantes confirment que les chiffres de 300 victimes et plusieurs dizaines de maisons détruites sont largement dépassés »*. L'Azadho demande l'ouverture *« d'une enquête indépendante sur les massacres de Butembo »*.

« EAU MAGIQUE » PARE-BALLES

Frontalières de quatre pays (Ouganda, Rwanda, Burundi et Tanzanie), les deux provinces du Kivu (Nord et Sud) sont depuis 1993 en proie à une insécurité caractérisée par des troubles interethniques. La région subit aussi les contre-coups des guerres civiles rwandaise et burundaise et de plusieurs rébellions actives en Ouganda. Des groupes armés ougandais, rwandais et burundais utilisent le Kivu comme base arrière, accroissant encore l'instabilité d'une région déjà troublée par des conflits fonciers, des rivalités de chefs coutumiers et des litiges entre éleveurs et cultivateurs.

Tous ces facteurs nourrissent la prolifération des milices tribales maï maï, souvent divisées entre elles, mais unies par une hostilité commune envers les étrangers – et notamment les Tutsis – établis en RDC, que les Maï maï et leurs chefs considèrent comme des immigrants qui ne sauraient avoir accès au droit de propriété de la terre. Formées par des chefs coutumiers de tribus locales, essentiellement Hunde et Nande, les milices maï maï doivent leur nom à une déformation du mot swahili *maji* (eau). Selon une pratique rituelle en vigueur dans une bonne partie de l'Afrique équatoriale, ils s'aspergent en effet le corps d'une « eau magique » censée les rendre invulnérables aux balles.

Les Maï maï ont été brièvement alliés aux forces de Laurent-Désiré Kabila au début de leur offensive victorieuse contre le régime déchu du maréchal Mobutu Sese Seko. Les Maï maï ont alors combattu au côté de Banyamulenge – des Tutsis implantés près d'Uvira –, mais cette alliance a rapidement volé en éclats. Kinshasa considère maintenant que les Maï maï sont *« manipulés par des puissances étrangères »* et armés par des dignitaires du régime déchu. – *(AFP.)*

Le président indonésien maîtrise encore la crise

Laborieuse poursuite des négociations avec le FMI

En l'absence d'une opposition organisée, le président Suharto conserve une marge de manœuvre pour faire face à la crise. Le chef de l'Etat indonésien éprouve, par contre, de sérieuses difficultés pour obtenir l'aide du Fonds monétaire international sans en appliquer les remèdes.

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

Depuis deux semaines, plusieurs campus universitaires du pays-archipel sont le théâtre de manifestations anti-gouvernementales. Mais cette agitation pacifique, que les forces de sécurité observent sans intervenir, n'occulte pas encore une apathie politique assez générale. Si quelques violences ont eu lieu depuis le début de 1998, les Indonésiens éprouvent toujours du mal à cerner les causes de leur crise la plus sérieuse depuis les années 60. Dans l'immédiat le président Suharto conserve une relative marge de manœuvre.

Les violences sporadiques, dont des commerces chinois ont souvent fait les frais en janvier et février, ont pris fin, pour l'instant, sans avoir gagné les grandes villes. Les gens manifestaient contre le coût de la vie, l'inflation ayant, officiellement, atteint près de 20 % en deux mois. L'agitation sur des campus universitaires a une consonance plus politique. A Djakarta, Yogyakarta, Bandoung, Surabaya et dans quelques autres villes, des étudiants et parfois leurs professeurs se sont rassemblés sur leurs campus pour réclamer des réformes et, parfois, le départ de Suharto.

Washington a menacé de bloquer toute aide au gouvernement indonésien si le programme du Fonds n'était pas suivi à la lettre

Quelques étudiants ont entamé des grèves de la faim. Jeudi 5 mars, à Yogyakarta, une dizaine de milliers d'étudiants ont assisté à un forum au cours duquel plusieurs orateurs ont sévèrement critiqué les autorités. La veille, selon la presse indonésienne, un millier d'entre eux se sont rendus, le 4 mars à Ujung-Pandang, chef-lieu de la province de Sulawesi (Célèbes) méridional, devant le siège de l'assemblée provinciale pour manifester. Dans l'ensemble toutefois, les étudiants n'ont pas quitté leurs campus, les rassemblements publics étant strictement interdits pendant la réunion à Djakarta, du 1er au 11 mars, de l'Assemblée consultative du peuple chargée de confier un nouveau mandat au président Suharto.

En l'absence de toute opposition organisée ou de mouvements de masse, le chef de l'Etat, qui tient le pays d'une poigne très ferme, demeure assez libre de ses mouvements. L'un de ses critiques les plus en vue, Amien Raïs, dirigeant de la Muhammadiyah, organisation musulmane qui regroupe une vingtaine de millions de fidèles, lui a cependant donné *« un semestre »* pour redresser la situation. Autre figure de l'opposition, Megawati Sukarnoputri, fille aînée de feu Sukarno, a relevé, de son côté, la *« crise de confiance dans le gouvernement »*.

En auraient-ils les moyens, ces opposants ne sont pas prêts à passer à l'action. Amien Raïs est favorable à une action populaire non violente du type de celle qui avait abouti au renversement des Marcos aux Philippines. Quant à Megawati Sukarnoputri, elle demeure opposée à un mouvement de masse, de peur qu'il soit manipulé par des *« agents provocateurs »*. Emil Salim, ancien ministre de Suharto, s'est contenté de jouer la légalité en postulant, sans succès, pour la vice-présidence.

L'objectif de Suharto est de convaincre que, même s'il éprouve des réserves sur leur opportunité, son gouvernement a entrepris les réformes exigées par le FMI dans le cadre d'une aide de 43 milliards de dollars. M. Suharto a déclaré que de premiers monopoles avaient été démantelés, que des subventions à des « projets nationaux » avaient été supprimées et que la restructuration du secteur bancaire s'amorçait.

Ces assurances interviennent alors que le FMI pourrait reporter, de deux ou trois semaines, une tranche de 3 milliards de dollars de crédits. Cette possibilité a de nouveau fait chuter la roupie : vendredi 6 mars, elle a franchi le plafond des 12 000 roupies pour 1 dollar. Le Fonds monétaire est soumis à de fortes pressions américaines pour une application *« pleine, effective et vigoureuse »* de son plan, selon l'expression employée à Djakarta par Walter Mondale, émissaire de Bill Clinton. Washington a même menacé, mardi, de bloquer toute aide au gouvernement indonésien si le programme du FMI n'était pas suivi à la lettre.

Entre-temps, les débats de l'Assemblée consultative du peuple, formée par les cinq cents membres du Parlement et cinq cents délégués choisis par le pouvoir, semblent indiquer que Suharto pourrait amorcer son septième mandat avec un cabinet réduit. Cette mesure pourrait s'accompagner d'une délégation de pouvoirs à B. J. Habibie, qui doit être élu vice-président le 11 mars. Contrairement à ses prédécesseurs, souvent marginalisés pendant leur mandat, Habibie est très proche de M. Suharto et sa présence depuis plusieurs années au sein du cabinet faciliterait sa participation à l'action gouvernementale.

Fort serrées, les négociations en cours avec le FMI pourraient donc s'étaler jusqu'à la fin mars. Toutefois et même si le marché financier n'y croit plus guère, le président indonésien n'a pas encore ouvertement renoncé à la formule « FMI-plus » lancée le 1er mars : aux mesures préconisées par le FMI s'ajoute sa volonté de stabiliser rapidement la roupie à un taux jugé raisonnable, donc de deux fois supérieur à l'actuel (de 5 000 à 6 000 roupies pour 1 dollar).

Même si son prochain gouvernement ne bénéficie que d'un crédit limité, la latitude dont dispose encore M. Suharto est liée à plusieurs facteurs : les pleins effets de la crise ne se feront pas sentir avant plusieurs semaines, sinon deux ou trois mois ; les forces armées le soutiennent ; sa tâche est facilitée par l'absence à la fois d'une opposition organisée et, à moins d'un dérapage possible mais imprévisible, de protestations massives. L'agitation universitaire n'ajoute à cette équation, pour l'instant, qu'une inconnue supplémentaire.

Jean-Claude Pomonti



COMMENTAIRE

SUHARTO INC. CONTRE FMI

Le FMI doit-il ou non verser les 3 milliards de dollars attendus par Djakarta le 15 mars ? S'il le fait, il risque de se décrédibiliser et entamera durablement sa capacité à imposer ses potions à d'autres pays en difficulté. S'il le bloque, il risque à l'inverse d'ébranler un peu plus la confiance des investisseurs et de provoquer des remous monétaires dans la région. Dilemme.

Au début de l'année 1997, le gendarme mondial a déjà eu du fil à retordre avec la Thaïlande puis avec la Corée. Après avoir hésité pendant des mois à faire appel à l'aide multilatérale, ces deux pays ont baissé leur garde et suivent, depuis lors, les recommandations de l'institution. L'Indonésie, elle, n'a pas fait de manières pour définir avec le FMI un programme de réformes économiques, assorti d'une aide internationale de 43 milliards de dollars. Mais le président Suharto ne respecte pas sa parole : les réformes structurelles se font attendre, les monopoles n'ont pas été démantelés, le système financier n'est pas assaini. Pis, le vieux patriarche s'accroche à l'idée de lier la roupie au dollar, ce qui provoquerait une fuite des capitaux massive dont sa famille ne serait pas la dernière à profiter. Personne n'est dupe. C'est la Suharto S.A. qui résiste.

Certains observateurs pensent que ce serait une folie que le FMI et les Etats-Unis se désengagent en ce moment. Mais l'administration Clinton, qui a déjà du mal à défendre l'augmentation de capital du FMI au Congrès, ne peut se permettre d'être faible à l'égard de l'Indonésie, qui est devenu le symbole des défaillances de l'institution dans la gestion de la crise asiatique.

Le FMI s'apprête à opter pour la fermeté. Michel Camdessus, le directeur général du Fonds, rappelle volontiers que le FMI travaille *« avec des gouvernements souverains à qui on peut tout dire mais dont on ne peut pas forcer la main »*. Cette règle va peut-être trouver ses limites à Djakarta.

Babette Stern

Trente morts et deux cents blessés dans un attentat au Sri Lanka

NEW DELHI. Trente morts, plus de deux cents blessés, la capitale du Sri Lanka a de nouveau été, jeudi 5 mars, le théâtre d'un sanglant attentat attribué aux Tigres de libération de l'Ealam Tamoul (LTTE) qui luttent pour un Etat indépendant au nord de l'île. C'est un bus vide de tout passager qui a explosé à l'heure du déjeuner dans un quartier populaire de Colombo. C'est la quatrième fois en six mois que le LTTE, qui ne revendique jamais ces actions, porte la guerre en pleine rue alors que le gouvernement a lancé une offensive militaire et politique pour tenter d'obtenir une solution à un conflit qui a déjà fait plus de 50 000 morts, depuis 1983. Cette accélération des actions suicides des Tigres pourrait être liée à des pressions de plus en plus fortes exercées par la présidente Chandrika Kumaratunga. L'armée sri-lankaise est engagée depuis mai dans sa plus grande opération contre la guérilla du LTTE pour ouvrir la route de Jaffna, péninsule habitée principalement par des Tamouls. – *(Corresp.)*

Violents affrontements entre l'armée colombienne et la guérilla

BOGOTA. Les renforts de l'armée envoyés dans la jungle de Caguan, département du Caqueta (dans le sud de la Colombie), où ont lieu de très violents combats depuis dimanche, ont établi, jeudi 5 mars, le contact avec l'unité de l'armée encerclée par la guérilla. Le ministre de la défense, Gilberto Echeverry, a expliqué dans un communiqué qu'un *« pont aérien a été établi pour permettre l'évacuation des blessés et des soldats se trouvant dans la zone »*.

Un peu plus tard, lors d'une conférence de presse, il s'est refusé à donner un bilan des pertes de l'armée. Dans la matinée de jeudi, le commandant en second de l'armée de terre, le général Fernando Tapias, avait avancé le chiffre d'une centaine de victimes sans faire la distinction entre soldats et guérilleros. La guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) affirme de son côté avoir tué 70 soldats de l'unité spéciale de lutte anti-subversive qui comptait 120 hommes. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **IRAK : l'inspecteur américain de l'ONU, Scott Ritter,** que l'Irak avait empêché en janvier de travailler, est arrivé, jeudi 5 mars à Bagdad, pour procéder aussitôt à des inspections. Vendredi 6 mars, M. Ritter devait à nouveau se rendre sur des sites irakiens. Les inspections de l'expert américain accusé par les Irakiens de multiplier les provocations pourraient être un test de la bonne volonté de Bagdad après l'accord intervenu entre l'ONU et l'Irak à propos des visites des sites présidentiels. Le retour de M. Ritter survient après la nomination du diplomate indien, Prakash Shas comme représentant spécial de l'ONU en Irak. – *(AFP, Reuters.)*

■ **LIBAN/SYRIE : une centaine de prisonniers libanais détenus en Syrie** ont été libérés, jeudi 5 mars, après plusieurs années d'emprisonnement. Selon une source libanaise, 130 Libanais ont été remis en liberté. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, dont la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), avaient récemment attiré l'attention sur le sort de ces prisonniers arrêtés au cours de la guerre du Liban et dont le nombre est estimé à 200. En octobre 1997, un Comité des familles de détenus libanais en Syrie a été créé. – *(AFP.)*

■ **ISRAËL : le chef du Parti travailliste israélien,** Ehoud Barak, a déclaré jeudi 5 mars : *« Si j'étais un jeune Palestinien, je choisirais à un moment donné de faire partie d'une organisation terroriste. »* M. Barak a condamné les méthodes de certaines organisations extrémistes mais estimé que *« les Palestiniens se sentent discriminés par les circonstances de l'histoire »*. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **UNION EUROPÉENNE :** le président de la Commission européenne Jacques Santer a estimé, jeudi 5 mars à Rostock (Allemagne), que le fort taux de chômage qui frappe l'Europe ne pourra vraiment reculer que dans cinq ans. La condition de ce recul est une coopération internationale à tous les échelons, selon les propos de M. Santer, qui s'exprimait devant les ministres-présidents des Länder (Etats régionaux) issus de l'ex-RDA. Cette coopération internationale ne signifie pas que l'Union européenne a l'intention de se lancer dans de coûteux programmes pour l'emploi, a cependant ajouté M. Santer.

■ **HONGRIE/SLOVAQUIE : le gouvernement hongrois a décidé, jeudi 5 mars,** de reporter la signature d'un accord avec la Slovaquie sur le barrage de Gabcikovo, alors que la Cour internationale de Justice (CIJ) de La Haye avait ordonné aux deux Etats de trouver un compromis avant le 25 mars. Un projet d'accord, prévoyant notamment des travaux côté hongrois, à Nagymaros, avait été conclu entre les deux pays le 27 février, mais il avait entraîné, le lendemain, des manifestations en Hongrie. – *(AFP.)*

■ **SLOVAQUIE : l'élection présidentielle, organisée** jeudi 5 mars au Parlement de Bratislava, s'est soldée par un nouvel échec, aucun des deux candidats inscrits n'ayant obtenu la majorité nécessaire au Parlement. – *(AFP.)*

■ **BIÉLORUSSIE : les représentants de l'OSCE** (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) en Biélorussie se comportent comme des *« avocats au service de l'opposition »* a déclaré, jeudi 5 mars, le président autoritaire de cette République ex-soviétique, Alexandre Loukachenko. La mission de l'OSCE a été inaugurée le 27 février par le président en exercice de cette organisation, le ministre polonais des affaires étrangères, Bronislaw Geremek. – *(AFP.)*

Nouvelle opération de la police serbe : au moins 20 morts au Kosovo

La répression policière dans la province à majorité albanaise se poursuit, alors que la communauté internationale multiplie les mises en garde à l'intention des dirigeants de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)

Une nouvelle opération des forces de l'ordre de la République fédérale de Yougoslavie (*RFY, Serbie et Monténégro*) *s'est* déroulée, jeudi 5 mars, dans la province du Kosovo, peuplée à 90 % d'Albanais. Selon un bilan provisoire, l'attaque contre une dizaine de villages proches de Pristina aurait fait au *moins vingt morts parmi* la communauté albanaise. Deux policiers serbes ont été tués. A Belgrade, le ministère de l'intérieur a annoncé que la police avait découvert *« un arsenal recelant des armes diverses, des bombes et d'autres engins explosifs »*. La population tente de fuir les combats en empruntant des moyens de fortune. Cette poursuite de la répression au Kosovo a été dénoncée par la communauté internationale. Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, a averti le président Slobodan Milosevic, jeudi à Belgrade, qu'un *« règlement politique » était urgent* au Kosovo. Les Etats-Unis ont annoncé leur décision de suspendre certaines mesures récentes prises dans le domaine commercial en faveur de la RFY.

DES TIRS ont repris tôt, vendredi 6 mars, près de Drenica, dans le centre du Kosovo (sud de la Serbie), selon Adem Meta, secrétaire du comité local des droits de l'homme, qui habite à Srbica (région de Drenica). Les forces serbes avaient lancé jeudi une attaque massive contre une dizaine de villages peuplés d'Albanais en utilisant des canons, des blindés et des hélicoptères.

Le pilonnage de l'artillerie serbe visait particulièrement le secteur de Srbica – bastion de *« l'armée de libération du Kosovo »* (UCK) – et aurait fait plusieurs dizaines de morts et de nombreux blessés, selon un *porte-parole du* « Centre d'information de la république du Kosovo » (indépendantiste). Selon des réfugiés albanais, des attaques à l'artillerie lourde ont visé les propriétés de deux familles qui sont soupçonnées d'entretenir des liens avec l'UCK. Ce sont ensuite les villages situés dans les environs de la ville de Srbica, à 25 km à l'ouest de Pristina, la capitale du Kosovo, qui ont été attaqués.

Femmes et enfants fuyaient par centaines, jeudi soir, à bord de tracteurs, de charrettes tirées par des chevaux ou à pied la région de Drenica, théâtre depuis l'aube de violents affrontements entre la police serbe et Albanais. Plusieurs centaines d'autres les avaient déjà précédés dans la journée, selon Hajzer Krasniqi, responsable à Vucitrn de la LDK, principal parti albanais d'opposition au régime serbe. Un groupe d'une dizaine de femmes parties à pied du village de Galica parcourait en fin d'après-midi les derniers kilomètres de l'étroit chemin de terre menant à Vucitrn (30 km au nord-ouest de Pristina), à travers la montagne de Sicavica.

« Nous n'avons pas osé rester chez nous après le massacre du week-end à Qirez et Likoshani [où 25 Albanais ont été tués]. *Dès que nous avons appris que la police serbe commençait à assiéger des villages voisins, nous avons fui »*, ont raconté ces femmes qui allaient se réfugier chez des parents à Vucitrn. Le ministère serbe de l'intérieur a pour sa part confirmé à Belgrade la conduite d'une opération dans le secteur de Srbica *« en riposte à une attaque des terroristes »* et a annoncé que vingt « terroristes » albanais et deux policiers avaient été *tués lors des affrontements*. Cette attaque est intervenue cinq jours après des affrontements entre Albanais et la police serbe qui ont *fait* dans la même région vingt-cinq morts côté albanais et quatre morts dans les rangs de la police.

Washington hausse le ton

Washington a durci le ton à l'égard de Belgrade, jeudi 5 mars, en annonçant sa décision d'annuler certaines mesures prises en faveur de la Serbie, par mesure de rétorsion pour son attitude dans la crise au Kosovo. L'émissaire américain pour les Balkans, Robert Gelbard, avait annoncé, le 23 février, plusieurs mesures pour récompenser Belgrade de sa coopération dans l'application des accords de Dayton, comme par exemple des droits d'atterrissage à la compagnie aérienne yougoslave JAT et une augmentation du nombre de diplomates serbes aux Nations unies. La secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright doit proposer, lundi à Londres, devant des homologues européens des sanctions contre la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, Benjamin Gilman, a demandé qu'une éventuelle *« option militaire »* soit examinée. – *(AFP)*

INITIATIVES DIPLOMATIQUES

Cette nouvelle flambée de violence survient alors que le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, est en visite officielle à Belgrade, où il a rencontré le président yougoslave, Slobodan Milosevic, ainsi que des dirigeants et étudiants albanophones. Il est *« urgent de redoubler nos pressions diplomatiques sur Belgrade et lui indiquer que la communauté internationale ne restera pas sans rien faire (...) pendant que la répression policière sévit »* au Kosovo, a déclaré aux journalistes le chef de la diplomatie britannique, dont le pays assure la présidence tournante de l'Union européenne. Robin Cook a indiqué qu'il avait eu un entretien téléphonique avec Ibrahim Rugova, chef de la LDK et « président de la République du Kosovo », non reconnue par la communauté internationale.

M. Cook a indiqué que *« d'autres initiatives diplomatiques seront prises »* pour amener Belgrade à coopérer davantage. Il a mentionné notamment la réunion, lundi à Londres, du Groupe de contact (Allemagne, France, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie, Italie). M. Cook a dit espérer que M. Milosevic acceptera l'ouverture d'un bureau de l'Union européenne à Pristina, chef-lieu de la province. Selon le secrétaire au Foreign Office, Slobodan Milosevic a maintenu sa position, à savoir que le Kosovo est une *« affaire intérieure »* serbe. *« Plus l'intérêt de la communauté internationale sera grand pour ce problème, plus nous serons en mesure d'exercer des pressions »* sur Belgrade, a précisé Robin Cook.

« MARGINALISER LES TERRORISTES »

A l'exception de certains progrès possibles sur l'enseignement des Albanais du Kosovo, Belgrade ne semble pas admettre, selon M. Cook, que *« d'autres mesures significatives doivent être prises pour* [octroyer] *une autonomie accrue au Kosovo »*. Le ministre britannique a jugé nécessaire de *« marginaliser les terroristes »* et d'apporter un soutien plus ferme aux éléments modérés, incarnés par M. Rugova. Il a exclu une éventuelle *« action militaire »* internationale au Kosovo, car *« ce que nous recherchons, c'est une solution politique »*. M. Milosevic *« a un temps limité »* pour l'admettre, a ajouté le ministre, et *« je lui ai transmis clairement ce message »*. – *(AFP, Reuters.)*

Neuf membres présumés du GIA ont été arrêtés en Belgique

BRUXELLES
de notre correspondant

Une vaste opération de police, *menée dès l'aube du jeudi 5 mars* dans plusieurs quartiers de Bruxelles, ainsi qu'à Verviers, a abouti à l'arrestation de neuf *membres présumés des Groupes* islamiques armés algériens (GIA). Le seul homme dont l'identité a été établie avec certitude est Farid Melouk, *trente-deux ans, un* Français d'origine algérienne, condamné par défaut le 18 février à sept ans de prison par le tribunal correctionnel de Paris *pour sa participation* à la vague d'attentats terroristes en France, au cours de l'été 1995.

Farid Melouk était l'un des piliers du groupe de Chasse-sur-Rhône, une localité de la banlieue lyonnaise où avaient été préparés *des attentats perpétrés notamment* par Khaled Kelkal, qui fut tué en essayant d'échapper aux gendarmes.

> Le ministre belge de l'intérieur, M. Vande Lanotte, a salué cette opération comme un « succès » de son pays dans la lutte antiterroriste

Les interpellations de Bruxelles, *opérées par l'escadron spécial* d'intervention de la gendarmerie (ESI) – équivalent belge du GIGN – ont nécessité un siège de *douze heures d'une maison située* dans le faubourg d'Ixelles. L'irruption des gendarmes a permis, dans un premier temps, d'arrêter six *occupants des lieux après une brève* fusillade, au cours de laquelle un des présumés terroristes a été légèrement blessé. Un autre suspect était également interpellé dans un autre quartier de Bruxelles.

Mais Farid Melouk avait réussi à *se réfugier dans les combles de la* maison avec des armes et menaçait de faire sauter l'immeuble en cas d'assaut. Après bouclage du *quartier et évacuation des* habitants des immeubles avoisinants, les gendarmes parvenaient à s'emparer de Melouk dans la soirée, en *le contraignant à sortir de son* refuge à l'aide de grenades lacrymogènes.

Johan Vande Lanotte, ministre *belge de l'intérieur, présent sur les* lieux, a salué cette opération comme un *« succès »* de son pays dans la lutte antiterroriste, *prouvant que la Belgique pouvait* mener à bien ce type d'opérations. Il notait cependant que ce succès avait été permis par l'envoi, par les *services spécialisés italiens*, de renseignements permettant de localiser avec précision le repaire des militants des Groupes islamiques armés.

Le 6 octobre 1997, une opération du même type, menée en présence du juge français Jean-Louis Bruguière, avait *abouti à une dizaine* d'interpellations de présumés terroristes islamistes, mais il ne s'agissait vraisemblablement pas de *« gros poissons »*, terme employé, jeudi, par le procureur de Bruxelles, Benoît Dejemeppe, pour désigner Farid Melouk et ses compagnons. Selon la justice belge, certains d'entre eux sont porteurs de papiers d'identité scandinaves.

Au cours des deux dernières années, la Belgique avait été montrée du doigt, avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne, comme plaque *tournante du terrorisme islamiste* en Europe. Charles Pasqua avait même accusé publiquement ces pays d'accorder une sorte de droit *d'asile inavoué à ces groupes*, à condition que ces derniers s'abstiennent d'actions violentes sur leur territoire. Un cafouillage *judiciaire et policier avait, d'autre part*, permis, au mois de septembre 1997, la fuite en Suisse d'Ahmed Zaoui, un militant islamiste radical algérien, *soupçonné* d'être à la tête du « réseau logistique » du GIA en Europe.

Condamné à quatre ans de prison par le *tribunal de Bruxelles*, Zaoui avait été assigné à résidence dans son appartement de la capitale belge. La « piste belge » du *terrorisme algérien avait également* été évoquée à l'occasion des attentats perpétrés en France en 1995, car les bouteilles de gaz utilisées *pour fabriquer des bombes* artisanales provenaient de Belgique.

Luc Rosenzweig

Le témoignage de Bill Clinton tend à confirmer ses relations avec Monica Lewinsky

WASHINGTON
de notre correspondant

L'affaire Monica Lewinsky est peut-être entrée dans une phase critique. L'évolution du scandale de la liaison présumée du chef de la Maison Blanche avec l'ancienne stagiaire de la présidence (ainsi que le sort des autres affaires ayant éclaboussé M. Clinton depuis cinq ans), incite cependant à ne pas tirer de conclusions hâtives quant à d'éventuelles conséquences politiques. Les révélations du *Washington Post* apparaissent embarrassantes pour le chef de l'exécutif, d'autant qu'elles ont été implicitement confirmées, jeudi 5 mars, par son avocat personnel, Robert Bennett.

Elles reviennent à paraphraser le texte de la déposition sous serment faite par Bill Clinton, le 17 janvier, dans le cadre de l'affaire Paula Jones, *cette jeune femme qui l'accuse de « harcèlement* sexuel ». Les avocats de Mme Jones, qui cherchent à accréditer l'idée que l'intéressé n'en est pas à sa première « aventure » sexuelle, avaient interrogé *le président pendant cinq heures. Celui-ci s'était* livré à une série de mises au point, lesquelles, selon le *Washington Post*, tendent à accréditer l'existence de relations privilégiées entre Bill Clinton et *Mlle Lewinsky*.

Alors que Mike McCurry, porte-parole présidentiel, a *« catégoriquement »* démenti que la Maison Blanche soit à l'origine de ces « fuites », *M. Bennett a fait la déclaration suivante : « la parution* [du compte rendu] *de la déposition constitue un acte blâmable et immoral, qui montre le plus grand irrespect pour le juge Johnson* [qui préside les auditions du Grand jury sur l'affaire Lewinsky]. *Il est pratiquement impossible de savoir comment ces "fuites" se sont produites*, a ajouté l'avocat, *mais il n'y a aucun doute qu'elles sont le fait des adversaires du président. »*

DÉLICATE POSITION POUR LE PROCUREUR

Au cours de son audition, M. Clinton aurait démenti avoir eu une relation sexuelle avec la jeune femme. Le président ne nierait pas que Mlle Lewinsky lui ait rendu visite dans son bureau (au *moins à cinq reprises*) et qu'ils aient pu y être seuls. Sans fournir d'explications sur la fréquence de ces visites, il affirme par ailleurs qu'il n'est pas personnellement à l'origine des recommandations appuyées *dont Monica Lewinsky a bénéficié* pour trouver du travail après avoir quitté la Maison Blanche. Toujours selon le *Washington Post*, c'est par Bruce Lindsey (son conseiller le plus proche) *que le chef de l'exécutif aurait appris que* Monica Lewinsky était citée comme témoin dans l'affaire Paula Jones. Il reconnaîtrait avoir évoqué cette échéance avec l'ancienne stagiaire.

Le Grand jury a poursuivi, jeudi, l'audition d'un proche du président, Vernon Jordan, dont le témoignage est capital. Bill Clinton s'est-il parjuré en démentant toute relation sexuelle avec Monica Lewinsky ? *Le président et Vernon Jordan* ont-ils exercé des pressions sur la jeune femme pour qu'elle nie les faits ? Aucun des vingt-cinq témoins qui ont déjà été entendus par le Grand jury n'était probablement en mesure de répondre à ces questions. Vernon Jordan, lui, le peut.

L'effervescence médiatique qui a entouré son audition tient au fait que les relations entre les deux hommes étaient réputées tendues depuis quelque temps, l'avocat reprochant au président de ne pas l'avoir informé de la convocation de Mlle Lewinsky dans l'affaire Paula Jones. Mardi, Vernon Jordan a coupé court aux rumeurs, en soulignant que ses relations d'amitié avec Bill Clinton sont intactes, et en niant avoir conseillé à la jeune femme de mentir. Cette mise au point n'est pas de bon augure pour le procureur spécial, Kenneth Starr, dont l'enquête sur l'affaire Lewinsky semblait piétiner.

Celles-ci peuvent être gênantes pour M. Clinton, mais M. Starr est également dans une position délicate : si Monica Lewinsky confirme la version des faits du président, le procureur indépendant *doit impérativement trouver des témoins* directs susceptibles d'étayer ses accusations. Faute de quoi, celles-ci ne pourront que renforcer la thèse des conseillers de la Maison Blanche, pour qui le procureur Starr est l'instrument d'un « complot » politique contre Bill Clinton.

Laurent Zecchini

Paris est hostile à un traité de libre-échange transatlantique

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission européenne chargé de la politique commerciale, veut faire approuver *mercredi 11 mars par ses collègues* un projet de traité transatlantique à négocier avec les Etats-Unis d'ici *à la fin 1999. L'idée* est de supprimer un maximum d'obstacles aux échanges entre les deux principales puissances commerciales mondiales. *La France est hostile à cette* initiative, craignant *qu'elle fragilise* l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et convaincue *qu'elle* ne peut être que dangereuse *pour l'agriculture et* l'audiovisuel européens, deux secteurs jusqu'ici encore protégés contre les assauts des Américains.

Mercredi 4 mars, à Bruxelles, lors d'un premier débat d'orientation, certains ont émis des doutes sur l'opportunité de l'exercice, si près du *Millénium Round* (le nouveau cycle de négociations commerciales dans le cadre de l'OMC). *Mais les deux Commissaires* français, Edith Cresson et Yves-Thibault de Silguy, ont été les seuls, avec Ritt Bjerregaard, la Commissaire *danoise*, à s'opposer avec netteté à la démarche de Sir Leon. Si bien que, selon toute probabilité, son projet sera approuvé par le collège *la semaine* prochaine et que le débat se déplacera alors devant les ministres des affaires étrangères, le 30 mars.

La première conséquence de l'initiative de M. Brittan pourrait être ainsi de susciter de nouvelles tensions entre les Quinze puis d'aigrir encore le dialogue déjà difficile entre l'Union et les Etats-Unis. Les contentieux existants sont en effet déjà nombreux : bananes, boeufs aux *hormones*, OGM (organismes génétiquement modifiés), normes sanitaires et surtout les deux lois extra-territoriales, Helms-Burton *et D'Amato*.

LE PROJET DE « NTM »

On prête à M. Brittan l'intention *d'obtenir du Conseil un mandat de* négociation avant le traditionnel Sommet euro-américain de printemps, qui réunira à la mi-mai Bill *Clinton, Tony Blair* (en tant que président en exercice du Conseil européen) et Jacques Santer, le président de la Commission, avec *comme objectif de recueillir un feu* vert politique sur lequel il serait ensuite difficile de revenir. Plusieurs des thèmes abordés par le projet de traité requérant une décision prise à l'unanimité, la France devrait pouvoir, si elle le veut, opposer son veto.

Le projet de *« NTM » (New Transatlantic Market)* prévoit l'établissement d'une zone de libre-échange portant sur le commerce des services ; *l'engagement politique d'éliminer* les tarifs douaniers perçus sur les produits industriels d'ici à 2010, avec application de la clause *de la nation la plus favorisée* (NPF, c'est-à-dire l'extension des avantages ainsi consentis aux autres membres de l'OMC) ; un effort supplémentaire pour réduire les obstacles non tarifaires ; la mise en place d'un organisme transatlantique de *règlement des différends*.

Les premières réactions américaines ont été tout sauf enthousiastes. L'administration est apparue *divisée*, comprenant que dans une telle entreprise, les Etats-Unis devraient, eux aussi, lâcher du lest, alors que le Congrès est des plus *rétifs*, comme *l'a illustré* son refus, en novembre, de donner un quasi blanc-seing (*fast track*) au président Clinton pour les négociations *commerciales à venir*.

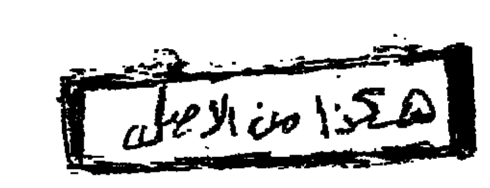
Une telle réticence n'est pas faite pour rassurer les Français. Malgré les promesses de la Commission de *tenir à l'écart de la négociation* tant l'agriculture que l'audiovisuel, ils comprennent qu'un des moyens d'attirer les Américains sera de leur promettre de les y inclure, tout de suite ou plus tard. Ils sont convaincus que Leon Brittan l'a déjà fait.

Au reste, s'agissant de l'agriculture, *Stuart Eizenstadt*, le sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires économiques, a clairement plaidé dans ce sens quand le dossier a *été évoqué, lors de* son passage à Paris en février. Pour l'audiovisuel le risque évident est de remettre en cause l'acquis de l'Uruguay Round, et notamment ce qui touche à l'« exception culturelle », en prenant prétexte des nouvelles technologies, de la « convergence » entre télécommunications, commerce *électronique et multimédia*. Le Livre vert récemment présenté par Martin Bangemann, le Commissaire chargé des affaires industrielles, se prête à un tel glissement.

Paris fait valoir que l'élimination des derniers droits de douane industriels profiterait principalement à des pays tiers, tels le Japon ou la Corée, puisque le bénéfice leur en serait étendu en application de la clause « NPF ». Les derniers « pics » tarifaires appliqués par l'Union concernent des secteurs sensibles tels les voitures (droit de 10 %), l'électronique grand public, l'aluminium et les textiles. Y renoncer pourrait se révéler lourd de conséquences en termes d'emplois.

Au-delà de ces craintes sectorielles, les Français soulignent que la conclusion d'un tel traité avec les Etats-Unis *serait contraire à l'approche* multilatérale que l'Union a jusqu'ici privilégié en matière commerciale. Pour celle-ci, dont la cohésion est trop fragile pour jouer le jeu du bilatéralisme comme le font les Américains (Alena, Apec), l'OMC et son organisme de règlement des différends constituent une protection efficace. Elle ne peut donc prendre le risque de déstabiliser le système multilatéral en engageant *une négociation bilatérale* avec la première puissance économique mondiale, en vue de s'accorder un traitement mutuellement *privilégié. D'après Paris*, Renato Ruggiero, le directeur général de l'OMC, aurait déjà fait connaître tout le mal qu'il pensait du projet de M. Brittan.

Philippe Lemaître



Les associations de sans-emploi manifestent à Paris et en province

Elles réagissent diversement au plan de lutte contre l'exclusion

Trois associations de défense des chômeurs – AC !, Apeis, MNCP – et le comité national des privés d'emploi CGT espéraient rassembler 50 000 personnes, dont 20 000 à Paris, aux manifestations organisées à travers la France, samedi 7 mars, *« contre le chômage, les inégalités, les exclusions et pour une redistribution des richesses »*.

LA PRÉSENTATION du programme gouvernemental contre les exclusions par Martine Aubry au conseil des ministres du 4 mars n'a pas calmé les ardeurs des associations de défense des chômeurs qui se sont fait connaître cet hiver par les occupations tournantes d'Assedic et d'autres lieux publics et privés. Au contraire. Les trois collectifs AC !, Apeis et MNCP, ainsi que le comité national des privés d'emploi CGT ont décidé de maintenir leur manifestation, annoncée il y a un mois et prévue pour le samedi 7 mars, à Paris et dans trois villes de province.

Leurs réactions au programme Aubry ont été contrastées. Si le MNCP a, dans l'ensemble, approuvé les mesures annoncées, l'Apeis, proche des communistes, s'est montrée beaucoup plus sévère, estimant que Lionel Jospin était *« passé à côté du mouvement des chômeurs »*. De même, dans sa déclaration, la CGT a surtout pointé *« l'écart considérable entre les ambitions affichées et les mesures prévues »*.

Avec comme thème retenu *« pour l'égalité des droits de toutes et de tous contre le chômage, les inégalité, les exclusions et pour une redistribution des richesses »*, la manifestation de samedi rassemble toutes les organisations qui sont favorables à l'émergence d'un mouvement social. Parmi les signataires, on retrouve les associations de défense des chômeurs, mais aussi de lutte contre l'exclusion, comme le comité des sans-logis (CDSL), DAL et Droits devant ! !, la coordination nationale des sans-papiers, le collectif national Droits des femmes et Act up, les syndicats CFDT opposés à Nicole Notat et affiliés à l'association Tous ensemble, la CGT finances, la FSU, le Groupe des dix, les syndicats SUD.

LIGNE DE PARTAGE

Cette ligne de partage traverse le gouvernement, puisque la manifestation a reçu le soutien des Verts et du PCF. Lutte ouvrière et la LCR seront présentes dans le cortège. Les anarcho-syndicalistes de la CNT, qui participent à une marche contre le chômage, partie le 23 février de Vaux-en-Velin (Rhône), pour arriver le 7 mars, à Paris, seront aussi représentés. La CGT est coorganisatrice de la manifestation. Des frictions sont cependant apparues entre la CGT, qui souhaitait plusieurs rassemblements en province, et les associations de chômeurs qui préconisaient une grande manifestation à Paris. Ainsi, à Nancy, un appel a été lancé par la CGT seule.

Les organisateurs espèrent rassembler autour de 20 000 personnes à Paris et 50 000 à l'échelon national. Des manifestations régionales sont organisées à Marseille, Toulouse et Rennes. A Paris, le cortège se rend de la gare du Nord à la place de la Nation. Comme pour la manifestation du 17 janvier, qui avait rassemblé 12 000 personnes à Paris, le cortège parisien qui sera grossi des apports du Nord, de la Haute et Basse-Normandie, de la région Centre et d'une partie de l'Est risque d'être essentiellement composé de militants associatifs.

« La jonction avec des salariés intégrés n'a pas été réalisée », reconnaît François Desanti, responsable du comité national des chômeurs CGT. De même, la mobilisation du côté des syndicats promet d'être limitée. En revanche, six cars sont attendus de Belgique et une délégation d'associations de chômeurs allemands fera le déplacement. Elles ont organisé, dans une centaine de villes allemandes, une deuxième journée nationale d'action qui a rassemblé plusieurs milliers de chômeurs et précaires.

Le 7 mars sera une journée-test pour les associations de défense des chômeurs, mais déjà d'autres actions sont en préparation. Le comité des chômeurs CGT a annoncé un tour de France des chômeurs pour l'emploi qui partira le 1er mai de plusieurs endroits pour converger vers Paris, début juin. D'autres marches de chômeurs, organisées par les associations, sont aussi prévues. Par ailleurs, les occupations ponctuelles de lieux publics ou privés ne se sont pas arrêtées. Une cinquantaine d'opérations de ce type se sont tenues au mois de février.

Alain Beuve-Méry

Martine Aubry écrit à Nicole Notat

Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a indiqué avoir écrit, mercredi 4 mars, à la présidente de l'Unedic, Nicole Notat, pour lui dire qu'il serait souhaitable *« que les partenaires sociaux réfléchissent à l'indemnisation du chômage »* pour les jeunes.

***« Beaucoup de jeunes rentrent aujourd'hui sur le marché du travail par une succession de contrats précaires qui ne leur donnent pas droit à l'indemnisation du chômage, alors qu'on ne leur donne pas la possibilité d'avoir un contrat à durée indéterminée. La restriction du nombre d'heures travaillées pour avoir droit à une indemnisation introduit un rejet de beaucoup de jeunes »*, a déclaré Mme Aubry, jeudi, au Sénat. En réponse à une question de Nicole Borvo (PC, Paris), elle a souligné que *« le gouvernement souhaite mettre en place pour les jeunes, loin de l'emploi ou d'une qualification directe, un parcours individualisé d'une durée de dix-huit mois pendant lesquels ils pourront être rémunérés »*.**

Des députés socialistes apostrophent le gouvernement sur les chômeurs âgés

GROGNE PASSAGÈRE ou offensive concertée ? Le sort des chômeurs âgés, objet d'une proposition de loi examinée en deuxième lecture, jeudi 5 mars à l'Assemblée nationale, a donné lieu à de vives explications entre une partie du groupe socialiste et le gouvernement. L'enjeu de cette bataille concerne le mode de calcul de l'allocation spécifique qui sera versée aux chômeurs âgés de moins de soixante ans ayant cotisé quarante ans à l'assurance-vieillesse. Examiné en première lecture en plein mouvement des chômeurs, le texte est issu d'une proposition communiste, qui retient le principe d'un versement forfaitaire.

Le gouvernement, par la voix du secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, a accepté de reprendre à son compte un amendement fixant un plancher à cette allocation, qui sera fixée par décret de telle sorte que l'ensemble des allocations dont bénéficient ces chômeurs atteigne 5 000 francs, conformément à l'engagement pris par le premier ministre. Mais il a refusé de retenir, conjointement au versement d'une allocation forfaitaire, le principe d'un versement plafonné, sur la base du dernier salaire perçu. Prévu dans la proposition initialement déposée par le groupe socialiste, ce mode de calcul, qui aurait permis d'intégrer au dispositif les anciens bénéficiaires de salaires plus conséquents, avait été approuvé en commission des affaires sociales du Sénat, mais déclaré irrecevable par le gouvernement en séance publique, le 3 février. M. Kouchner avait alors chiffré le coût de l'amendement à 150 millions de francs.

« 125 millions », a corrigé Véronique Neiertz (PS, Seine-Saint-Denis), qui s'est exprimée avec véhémence dans l'hémicycle, jeudi, contre la décision du gouvernement de rejeter à nouveau cette proposition. *« Nous sommes vraiment perplexes, surtout après avoir entendu Mme Aubry déclarer qu'il faut des minima sociaux et un accès au droit qui mettent fin à l'assistance »*, a-t-elle expliqué. *« Je n'ose imaginer que le gouvernement puisse spéculer un instant sur la disparition d'une catégorie à laquelle il a fait une promesse ! »*, a-t-elle conclu, sous forme d'une mise en garde adressée au nom de *« tout le groupe socialiste »*.

La grogne a été suffisamment vive, lors d'une réunion à huis clos du groupe socialiste, mardi 3 mars, pour que certains, dans l'entourage du président du groupe, Jean-Marc Ayrault, y voient la patte du président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius. Le mode de calcul proportionnel au revenu était prévu dans une proposition défendue, sous l'ancienne législature, par le fabiusien Michel Berson. Le rapporteur général du budget, Didier Migaud, relayé par Gérard Fuchs (Seine-Maritime) dans le huis clos de la salle Colbert, a fait part de son mécontentement, par écrit, au premier ministre. Trop d'indices, dans un climat de méfiance réciproque, aux yeux des plus fidèles du gouvernement.

Jean-Baptiste de Montvalon

Douze listes de chômeurs et précaires seront présentes aux élections régionales

Ces regroupements, nés dans la foulée du mouvement de l'hiver mais n'émanant pas des associations qui l'ont animé, expriment une méfiance générale à l'égard des partis politiques

ELLES S'APPELLENT « Urgence sociale », « Chômage basta ! », ou bien encore « Ensemble combattons la misère ». Douze listes, présentes dans dix régions, se sont montées en vue du scrutin du 15 mars, pour défendre la cause des chômeurs et des précaires. Elles ont plus surgi d'initiatives locales spontanées que d'un dessein concerté dans la foulée du mouvement des chômeurs de l'hiver. Lundi 2 mars, huit d'entre elles se sont réunies à Paris pour se constituer en *« coordination de chômeurs »*, avec une plate-forme commune.

Ce n'est pas sans réticences que les associations de défense de chômeurs (AC !, MNCP et Apeis) ont vu ces listes se former. Dans les Alpes-Maritimes, la constitution d'une liste de chômeurs, RMistes, contrats emploi-solidarité, préretraités, nommée « Assez ! », autour de Samuel Alie, a aussitôt entraîné une mise au point de l'antenne départementale d'AC ! pour expliquer que l'une n'était pas l'émanation de l'autre. De même, Simon Hadjedj, premier, à Paris, sur une liste de chômeurs et de victimes de l'administration, s'est mis en congé du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), dont il est vice-président. Sur sa liste, on retrouve trente-six membres de l'Association de défense des usagers de l'administration publique et privée (ADUA), présidée par Jean-Claude Delarue, lui-même second de liste.

PLUTÔT À GAUCHE

Présente dans la Somme, la liste « Pour l'avenir par un emploi », dirigée par Jean-Claude Masse, président de l'Association de défense et d'entraide des chômeurs (ADEC), une petite association de chômeurs, proche du MNCP, implantée en Picardie, ne se réclame d'*« aucune attache politique »*. Marc Quintard, à la tête d'une liste « Citoyens pluriels » dans le Lot, entend rassembler *« des personnes qui ne se reconnaissent plus au travers des partis politiques »* et qui englobent toutes les sensibilités, *« sauf les extrêmes »*. Lui-même se qualifie de *« gaulliste »*, alors que son second est un des responsables du comité départemental de chômeurs CGT.

La plupart sont cependant étiquetables à gauche. La liste « Urgence sociale », en Indre-et-Loire, entend *« piquer des voix au Front national »*. Son responsable, Christophe Rossignol, formateur à la recherche d'un emploi, a été exclu du PS pour avoir présenté une liste qui comprend onze demandeurs d'emploi, *« tous issus des milieux associatifs et très peu encartés »* (un membre du PRG, un LCR). D'autres listes ont été formées par des personnes ayant participé aux actions du mouvement des chômeurs, comme Patrice Blanzat, à Limoges, responsable du *« mouvement de résistance des chômeurs et précaires »*, ou bien Joseph Michel, en Gironde. Selon Philippe Sarrus, qui mène une liste « Réunir » dans le Gard, *« neuf millions de personnes ne sont représentées par personne en France. L'objectif à terme serait de créer une ligue européenne des sans-emploi et précaires »*.

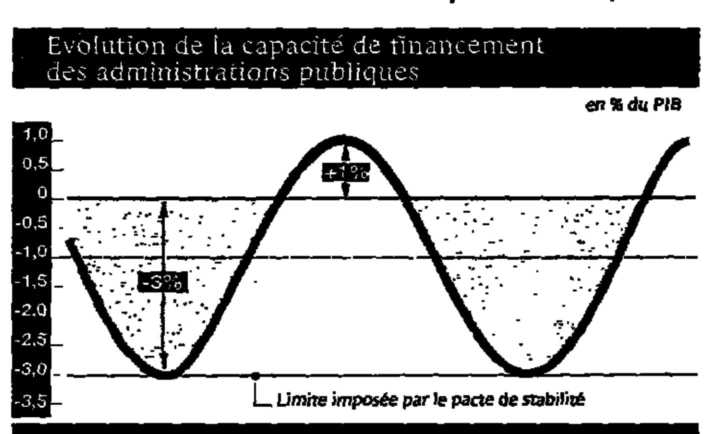
A. B.-M.

GOUVERNEMENT La réunion bimensuelle du gouvernement, à l'hôtel Matignon, a été consacrée, jeudi 5 mars, à un débat *sur la gestion* des comptes publics et sur l'utilisation des bénéfices attendus de la croissance. Lionel Jospin a affirmé, en réponse aux conceptions *rigoristes de Dominique Strauss-Kahn*, sa volonté de faire prévaloir une *« maîtrise de gauche »* des dépenses de l'Etat. ● DEVANT LES CANDIDATS de la gauche aux élections régionales en *Ile-de-France, jeudi soir,* le premier ministre a précisé que ses priorités seront, dans les arbitrages futurs, la lutte contre l'exclusion et la création d'emplois, *« en tenant compte de l'inégalité des revenus, des fortunes et des patrimoines »*. ● AU SALON DE L'AGRICULTURE, dans l'après-midi, M. Jospin avait exprimé son désaccord avec les propositions de la Commission de Bruxelles sur la politique agricole commune.

Lionel Jospin préconise une « maîtrise de gauche » des comptes publics

Dans le débat sur le partage des fruits de la croissance, qu'il faut d'abord « faire mûrir », le premier ministre rejette l'alignement sur une « politique orthodoxe », formule dans laquelle il est permis de reconnaître les positions défendues par Dominique Strauss-Kahn

DEPUIS que l'on sait que la France est parvenue à abaisser à 3 % du produit intérieur brut (PIB) *ses déficits publics en 1997*, le nouveau cap économique à poursuivre, dans un contexte de reprise de la croissance, fait débat au sein du gouvernement. Pour éviter tout flottement, Lionel Jospin a visiblement jugé utile de *préciser, jeudi 5 mars, ce que sera* sa doctrine. Celle-ci tient en une formule, qu'il a utilisée à deux reprises, d'abord en milieu de journée, à l'occasion de la réunion des ministres et des secrétaires d'Etat à l'hôtel Matignon ; puis, le soir, lors du meeting au Zénith, à Paris, de la gauche « plurielle » : oui, le gouvernement continuera à œuvrer *à une maîtrise des comptes* publics, mais il s'agira d'une *« maîtrise de gauche »*.



Cette courbe schématise ce que pourrait être, en théorie, l'évolution des comptes publics, en fonction du cycle économique.

Le premier ministre a souhaité, en effet, que la réunion des membres du gouvernement soit consacrée à la *« nouvelle donne économique et budgétaire »*. Il ne s'agissait donc pas d'évoquer précisément les futurs arbitrages du projet de loi de finances pour 1999, mais plutôt de débattre des perspectives de moyen et de long terme.

Dominique Strauss-Kahn a fait un exposé introductif, avec distribution de graphiques, en insistant sur la nécessité de réduire les déficits et de rembourser la dette. En l'absence de Jean-Pierre Chevènement, le tour de table a été plutôt consensuel et n'a pas révélé de réelles *« dissonances »*, selon un participant, qui parle d'*« interventions extrêmement convergentes »*. *Les ministres se sont ainsi retrouvés* autour de l'idée de *« soutenir la croissance »*. Ils sont aussi convenus qu'il fallait réduire la dette, car sinon, selon un ministre, *« ça bouffe de la marge »* et le pays risque d'être entraîné d'un *« cercle vertueux »* vers un *« cercle vicieux »*.

PAS DE DISSONANCES

Les ministres sont tombés d'accord sur le fait que le surplus de rentrées fiscales dégagé par la croissance devra être aussi affecté à *la lutte contre l'exclusion ou*, encore, bénéficier aux salaires et aux retraites, mais à la condition, selon le mot d'un autre ministre, que l'on écarte toute *« anarchie distributive »*. Le ministre communiste des transports, Jean-Claude Gayssot, *s'est lui-même déclaré « d'accord »* avec M. Strauss-Kahn sur la nécessité de réduire les déficits et la dette. Le tour de *table portant aussi* sur la mise en œuvre de l'euro, il n'a pas exprimé de dissonances : affirmant qu'il aurait *« préféré la monnaie commune »*, M. Gayssot a aussitôt ajouté que, maintenant, *« la décision est prise »* et qu'il faut la mettre en œuvre.

En conclusion, M. Jospin a souligné qu'il veut une politique de *« maîtrise »* et de réduction des déficits, mais, a-t-il rappelé à l'intention de son ministre de l'économie, *« je veux une politique de gauche, pas une politique orthodoxe »*.

Quelques heures plus tard, au Zénith, le premier ministre a évoqué le *« débat »* entre ses ministres, en estimant *« juste »* d'imputer les *« premiers signes d'amélioration »* au dynamisme de la conjoncture internationale. Il a ajouté que cette amélioration provient aussi de l'*« action conduite depuis neuf mois »* par le gouvernement. Tout en relevant qu'il avait abordé le débat sur la répartition des fruits de la croissance *« avec prudence »* – *« nous n'en sommes qu'au début d'une certaine reprise de la croissance et nous ne pouvons pas considérer qu'il faudrait répartir des fruits qui sont encore à faire mûrir »* –, il l'a jugé *« utile »*.

Commettant un de ses lapsus coutumiers, le premier ministre a lancé : *« Ces fruits, nous allons effectivement les faire pousser, les faire mourir... les faire mûrir, et nous les distribuerons. » « Ça y est, j'y ai droit ! »*, a-t-il aussitôt commenté sous les rires de l'assistance. *« Nous les donnerons à la lutte contre l'exclusion*, a promis le premier ministre (...), *nous les réserverons aux créations d'emplois, au pouvoir d'achat, à la réduction de l'endettement public, de façon à ce qu'ils profitent à tous les Français, mais en tenant compte de l'inégalité des revenus, des fortunes et des patrimoines entre les Français. »*

LA COURBE DE « DSK »

M. Jospin, qui avait entendu auparavant Robert Hue demander que ces fruits soient affectés à une hausse des salaires, des retraites et des minima sociaux, a redit que cette politique de maîtrise devait être *« une politique de gauche »* et non *« une politique orthodoxe »*. *« Nous avons la volonté de surmonter le scepticisme de nombre d'observateurs pour qui toutes les politiques sont identiques, ce que je ne crois pas »*, a-t-il dit.

De prime abord, les différences d'approche ou de sensibilité, au sein du gouvernement, sont donc difficiles à décrypter. La position défendue par le ministre des finances est, cependant, transparente. L'objectif est, dans un premier temps, de parvenir, par exemple d'ici à l'an 2000, à abaisser les déficits publics autour de 2 % du PIB, c'est-à-dire à un niveau qui permette de stabiliser la dette. Mais, idéalement, il conviendrait de faire plus. Même si M. Strauss-Kahn n'a encore jamais défendu publiquement cette idée, on sent bien qu'il aimerait qu'en période de reprise, les finances publiques soient à l'équilibre, voire en excédent, de sorte que des réserves soient constituées avant un possible retournement du cycle économique. C'est, en quelque sorte, ce que résume la courbe ci-contre, reconstituée par *Le Monde*.

La première partie du parcours ne semble pas faire débat. Les propos du premier ministre suggèrent, en effet, qu'il serait assez logique de parvenir, à terme, à un niveau de déficit qui stabilise la dette. Mais faut-il aller au-delà ? Et à quel rythme ? Faut-il, par surcroît, affecter l'intégralité des marges de manœuvre à la seule réduction des déficits ? Après la sortie de M. Strauss-Kahn, la semaine passée, brocardant l'*« erreur des années 80 »* consistant à dépenser inconsidérément les fruits de la croissance – *« Ne répétons pas l'erreur de la période 1988-1991 »*, a aussitôt surenchéri Edouard Balladur dans un « point de vue » publié par *Le Monde* du 6 mars –, M. Jospin a vraisemblablement jugé utile de rectifier légèrement le tir, en précisant que, si les déficits seront encore réduits, une partie des fruits de la croissance ira aussi à la lutte contre l'exclusion et pour l'emploi.

Laurent Mauduit et Michel Noblecourt

« 2 % de pouvoir d'achat et baisse du chômage »

La croissance a été le point central d'un débat animé, jeudi 5 mars sur France 2, entre Alain Madelin et Dominique Strauss-Kahn, l'un éphémère ministre de l'économie d'Alain Juppé, l'autre actuel ministre de l'économie de Lionel Jospin. Le président de Démocratie libérale y a affirmé que *« les indicateurs d'une croissance saine et durable dans ce pays seraient une vraie reprise de l'investissement ou de la création d'entreprises »*, et *« ce n'est pas le cas aujourd'hui »*. Il affirme, toutefois, que cette croissance, même fragile, est *« le résultat de ce qui a été fait douze à dix-huit mois plus tôt »*. La réplique de M. Strauss-Kahn a été rapide : *« Si vous aviez pensé il y a un an que la croissance serait de retour, vous n'auriez pas proposé au président de la République de dissoudre. »* Devant l'impossibilité de se convaincre, les deux hommes ont pris rendez-vous pour la fin de l'année, l'actuel patron de Bercy affirmant : *« Nous aurons eu 3 % de croissance, 2 % de pouvoir d'achat et un chômage qui baisse. »*

« Nous avons su tenir compte de la réalité »

« La confiance revient, avec elle la croissance et l'emploi (...), a déclaré Lionel Jospin, jeudi 5 mars. *Ce résultat n'allait pas de soi. Il est pour une bonne part le fruit de notre action. Cette croissance qui revient, nous l'avons recherchée à tout prix. La droite essaie de dire que ce serait son action qui porterait ses fruits. Comment peuvent-ils s'attribuer ce mérite ? En 1995, une partie de la droite disait que la politique de M. Balladur était un échec noir. En 1997, ils se désolaient tous d'Alain Juppé (...), au point d'en décider de dissoudre l'Assemblée nationale. Enfermée dans une vision figée, rigide et dogmatique de l'économie, l'ancienne majorité n'a pas compris ce dont souffrait l'économie française. (...) Le gouvernement précédent a matraqué fiscalement les ménages français, en opérant une ponction fiscale sans précédent.*



VERBATIM

» Nous avons su tenir compte de la réalité de la situation de l'économie française. (...) Nous avons mis en œuvre une politique de soutien et d'accompagnement de la croissance, et d'abord de soutien de la consommation. (...) Mais nous n'avons pas pour autant oublié les entreprises et nous avons favorisé la reprise de l'investissement. (...) Du coup, un débat a été lancé sur la répartition des fruits de la croissance. Je l'ai abordé avec prudence. »

Accusant l'opposition de n'offrir *« aucune politique alternative »*, M. Jospin a ajouté : *« Nous n'en sommes qu'au début d'une certaine reprise de la croissance et nous ne pouvons pas considérer qu'il faudrait répartir des fruits qui sont encore à faire mûrir. (...) Ces fruits, nous allons effectivement les faire pousser, les faire mûrir, et nous les distribuerons. Ces fruits seront variés. Nous les donnerons à la lutte contre l'exclusion (...), nous les réserverons aux créations d'emplois, au pouvoir d'achat, à la réduction de l'endettement public, de façon à ce qu'ils profitent à tous les Français, mais en tenant compte de l'inégalité des revenus, des fortunes et des patrimoines. »*

La gauche affiche sa confiance en Ile-de-France

LA RÉUNION du Zénith, à Paris, jeudi 5 mars, accusait de sérieuses différences avec le meeting de Lionel Jospin pour les élections législatives, le 15 mai 1997, au même endroit. La foule était moins nombreuse (moins de 5 000 personnes). *La sécurité était renforcée*, avec fouilles à l'entrée, et la gauche « plurielle » était cette fois rassemblée, avec Robert Hue, Marie-George Buffet, Dominique Voynet, Jean-Michel Baylet, Georges Sarre, mais sans François Hollande. Une brève mais bruyante intervention d'anciens de Saint-Bernard déployant une banderole pour la régularisation des sans-papiers, au début de l'intervention du premier ministre – la dizaine de militants ont failli être évacués par le service d'ordre avant que Jean-Christophe Cambadélis se charge de les calmer –, a rappelé qu'en ces lieux M. Jospin s'était engagé à *« abroger »* les lois Pasqua et Debré.

Mais ce n'était pas « le » meeting de M. Jospin – qui sera le 11 mars, chez lui, à Toulouse – mais celui de l'Ile-de-France, avec ses huit têtes de liste départementales. Prompts à taper des pieds pour imiter le grondement d'un tremblement de terre à chaque fois qu'un orateur évoquait *« le séisme politique »* prédit par Charles Pasqua en cas de victoire de la gauche, les militants franciliens ont supporté près de deux heures de discours avant d'entendre M. Jospin. Jean-Paul Huchon, candidat à la présidence de la région, jouait les « Monsieur Loyal ». Dominique Strauss-Kahn s'est montré très pugnace vis-à-vis d'Edouard Balladur et, fustigeant la *« démocratie bafouée »* dans la région, a assuré que, *« le 15 mars, la terre va trembler »*. Dominique Voynet a salué *« la franchise, la droiture, le droit au respect et l'égalité entre les partenaires »* au sein de la majorité plurielle. La ministre a regretté au passage de n'avoir pas vu son nom sur les affiches et a fait un détour remarqué par le Nord - Pas-de-Calais, où la *« pluralité »* est *« un atout formidable »*.

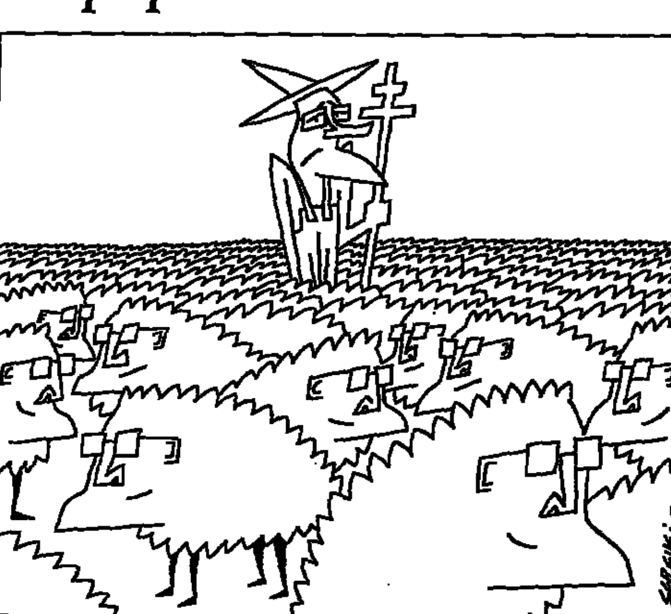
« Le 15 mars, il ne faut pas qu'il y ait photo ! », a lancé M. Hue, en attaquant *« les hommes de droite à l'unisson de leur petit maître à penser, M. Seillière »*, que Mme Voynet avait déjà qualifié de *« chef de l'opposition »*. Partenaire loyal de la majorité, le secrétaire national du PCF a plaidé pour une *« véritable croisade pour l'emploi »*, en reprenant ainsi une formule naguère utilisée par... Jacques Chirac. En quarante minutes, M. Jospin, très applaudi, a précisé qu'il était *« aux côtés »* des partis de la majorité dans cette campagne et non à leur place. Il a vu dans la diversité de sa majorité *« un atout essentiel »*, mais *« à une seule condition »*, qu'elle soit *« aussi unie »*. *« Si elle se divisait*, a-t-il averti, *elle perdrait son crédit auprès des Français. »*

Pour le premier ministre, ces élections ont *« un enjeu local et une importance nationale »*, donnant aux Français l'occasion de *« faire en sorte que l'alternance se prolonge »*, avec une *« mise en cohérence »* entre l'action du gouvernement et celles des régions. Une victoire de la majorité serait un *« formidable point d'appui pour le gouvernement »*, même si elle *« ne changerait rien »* à sa politique. Tandis que les militants franciliens tapaient de nouveau des pieds, M. Jospin a conclu que *« quelque chose dans l'air et sur le sol [le] fait penser que la terre pourrait bien trembler en Ile-de-France »*.

M. N.

Le premier ministre rassure les agriculteurs sur le « paquet Santer »

***QU'AURAIT-ON IMAGINÉ** si le* premier ministre était resté plus longtemps au Salon de l'agriculture – soit près de trois heures – *que le président* de la République lui-même lors de l'inauguration du Salon, le 1er mars ? Lionel Jospin, jeudi 5 mars, a bien veillé à ne pas commettre cet impair, mais, en parcourant pendant deux heures et trente-cinq minutes plus de stands que le chef de l'Etat et en s'exprimant à maintes reprises devant les responsables professionnels, les éleveurs, les pêcheurs et les représentants des provinces, il a voulu montrer qu'un gouvernement de gauche sait autant que d'autres *« rendre l'hommage qui s'impose à la puissance de l'agriculture française »*.



Dans une cohue parfois incontrôlable, M. Jospin entame le parcours classique. Un responsable néerlandais lui offre un tire-bouchon en argent et le premier ministre plaisante : *« Si c'est pour boire ensuite du vin français, cela me paraît un excellent compromis ! »* Au stand des produits laitiers, où est installé un mini-terrain de football, il tire avec énergie un penalty dans la lucarne, sous les hourras. La troupe officielle s'arrête devant les vaches normandes, puis un éleveur invite le premier ministre à caresser le front d'un taureau, le plus lourd du Salon, 1 632 kilos. Race : blonde d'Aquitaine. Nom : Gardon. Origine : Haute-Garonne. *« Je m'en doutais »*, commente, ravi, l'élu de ce département.

« LE MONSIEUR DE LA TÉLÉ »

Le troupeau ovin est aussi bien traité que les bovins. M. Jospin, assis à une table avec Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture, et Martin Malvy, candidat de la gauche à la présidence de Midi-Pyrénées, goûte des canapés de fromage de brebis et de gigot d'agneau. En n'oubliant pas de lever un verre de vin de Cahors au succès de l'ancien ministre fabusien et maire de Figeac, dans le Lot. Moins enclin aux bises que le président de la République, il serre des mains innombrables et, quand un petit garçon s'étonne : *« C'est le monsieur qu'on voit à la télé ? »*, il répond en lui chatouillant le menton : *« J'existe aussi, tu sais, en chair et en os. »*

Devant Luc Guyau, président de la Fnsea, il veut savoir pourquoi le « paquet Santer » est encore plus dangereux aujourd'hui qu'il y a quinze jours. *« La Commission a organisé savamment des fuites »*, dit M. Guyau. Et M. Le Pensec renchérit : *« On va avoir un texte complètement incompréhensible. » « Les propositions de la Commission ne sont pas acceptables*, répond solennellement le premier ministre. *Et il faut prendre en compte toute la diversité de nos productions et ne pas les aider toutes de la même manière. »* Interrogé par *Le Monde*, il précise : *« Pour aborder la réforme de la PAC, il n'y a pas de dysharmonie entre l'Elysée et le gouvernement. Le président est très attaché à la défense de notre agriculture, et la position officielle française sera arrêtée de concert. »*

On gobe quelques huîtres, accompagnées d'un petit blanc. Voilà les stands de l'agriculture biologique et ceux des provinces françaises. M. Jospin s'attarde en Guadeloupe et en Martinique, et M. Le Pensec, *qui fut ministre des* DOM-TOM, revoit des visages connus. Le ti'punch succède à l'armagnac et au vin jaune d'Arbois. Au carré de la Nouvelle-Calédonie, embrassades, musique, colliers de fleurs et de plumes, serre-tête rose et blanc. *Selon la coutume*, le premier ministre repart avec une grande sculpture sur bois qu'on offre là-bas, à l'entrée des cases, aux hôtes de marque pour écarter les mauvais esprits.

M. Jospin choisit Midi-Pyrénées pour serrer les dernières mains devant une grande maquette de la région, en relief, où figurent les principales villes. Sous son doigt tendu vers Toulouse apparaît un petit fanion : Cintegabelle.

François Grosrichard

هكذا من الأصل

(Publicité)



ment la gestion
vivants »

Français souhaitent
gauche

ND JURY"
Monde-LCI

ANÇOIS
YROU

MAZEROLLE
AU (LE MONDE)
ET
HAUSSER (LCI)

RTL

Alain Madelin et François Bayrou se réservent pour les lendemains des élections régionales

François Léotard joue en Provence son crédit et celui de l'UDF

La campagne des élections régionales et cantonales, difficile pour une UDF qui détient douze présidences de région sur les vingt de l'opposition, ne met guère en vedette la seconde formation de la droite. Ses dirigeants – François Léotard, président de la confédération ; François Bayrou, Alain Madelin, présidents de Force démocrate et Démocratie libérale – font campagne en ordre dispersé. MM. Madelin et Bayrou songent surtout aux lendemains des élections.

FATALISTE et dispersée, l'UDF rentre la tête dans les épaules. Depuis le début de la campagne électorale, la confédération libérale et centriste semble avoir littéralement disparu du paysage politique. C'est pourtant elle qui risque le plus à l'occasion des élections cantonales et régionales. Douze des vingt-deux présidents sortants de conseils régionaux sont issus de ses rangs, ainsi que quarante-trois présidents de conseils généraux de métropole. Cet enjeu, pas plus que les perspectives de recul électoral, n'ont pourtant pas suffi à la faire apparaître au premier plan.

L'effacement de la confédération est d'abord dû au combat personnel et difficile engagé par François Léotard en Provence-Alpes-Côte d'Azur. En se lançant dans la campagne pour la succession de Jean-Claude Gaudin, maire (UDF-DL) de Marseille et président sortant du conseil régional, le président de la confédération a misé l'essentiel de son crédit politique. Qu'il s'impose face à Jean-Marie Le Pen et à Michel Vauzelle, dans un contexte de décrue de la droite, et, seul candidat parmi les principaux dirigeants de la droite parlementaire, il tirera crédit de cette victoire. Qu'il échoue, en revanche, et sa légitimité à la présidence de l'UDF, où son mandat court jusqu'au printemps 1999, sera fragilisée.

Le président de l'UDF a choisi de mener une campagne « de terrain », consciencieuse et éloignée des grands débats politiques. Patiemment, il parcourt les petites communes rurales de l'arrière-pays varois, promet, s'il est élu, d'ouvrir une antenne du conseil régional dans le centre du département et affiche une union sans faille avec ses colistiers RPR. Bref, sa campagne est d'abord locale ; ce n'est sans doute pas de nature à restaurer à la fois la notoriété et l'image d'un parti qui, dans les sondages, ont fortement décliné ces dernières années, en particulier depuis la campagne des législatives de 1993.

Les chefs de file des deux principales composantes de l'UDF, Démocratie libérale et Force démocrate, n'ont, ni l'un ni l'autre, jugé utile de tenter de rivaliser avec la campagne stakhanoviste conduite par Philippe Séguin. Alain Madelin limite sa petite dizaine de déplacements de ce début du mois de mars à l'Ile-de-France – où il aurait souhaité que l'UDF conduise ses propres listes face au RPR – et à la Bretagne, dont il est élu. A peine un saut dans le Pas-de-Calais, pour soutenir Philippe Vasseur, vice-président de Démocratie libérale, un autre à Caen, et un troisième en Haute-Savoie viennent-ils enfreindre cette règle.

REPRENDRE LA MAIN

Encore en trois heures de réunion, le 3 mars, à Chelles, en Seine-et-Marne, devant les chefs de file de la liste de l'opposition, Didier Julia (RPR) et Chantal Brunel (UDF-DL), et la plupart des élus RPR et UDF du département, M. Madelin n'a-t-il prononcé qu'une seule fois le nom d'Edouard Balladur, chef de file régional, et pas du tout le mot « élections ». *« Ce n'est pas le moment le plus agréable de notre vie politique. Nous sortons d'une défaite et il nous reste bien du chemin à parcourir dans l'opposition »*, se contente-t-il de dire en introduction de son propos. Pour M. Madelin, comme pour François Bayrou, les électeurs ne sont pas encore prêts à entendre les propos plus agressifs qu'adresse M. Séguin à la gauche au fil de ses réunions. *« Ils sont réceptifs à la forme de débat plus cool du gouvernement »*, relève M. Madelin. *« Je veux bien considérer que les vents soufflent dans le sens »* de la majorité, indique pour sa part M. Bayrou lors d'une réunion à Saint-Lô, dans la Manche, mercredi. Le président de Force démocrate se déplace davantage que M. Madelin, mais l'enthousiasme n'est pas franchement de la partie : *« Pourquoi je fais campagne ? Parce que je suis chef de parti »*, résume-t-il. Jeudi soir, à Lille, il l'a rappelé en allant soutenir Jean-Louis Borloo, tête de la liste UDF du Nord. *« Le principe d'union et de rénovation de la politique aurait dû conduire au soutien à Jean-Louis Borloo »*, concurrencé par la liste RPR de Colette Codaccioni, a-t-il déclaré.

Chacun à sa façon, M. Madelin et M. Bayrou ont choisi de « faire l'impasse » sur les élections des 15 et 22 mars, dans l'espoir que les lendemains du scrutin leur offriront la possibilité de reprendre la main.

Cécile Chambraud

L'ancien secrétaire général du RPR accepte la main tendue par le FN

À MOINS DE DIX JOURS des élections régionales, le Front national continue de maintenir la pression sur la droite parlementaire. Jeudi 5 mars, à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), Jean-Marie Le Pen a lancé un appel pour *« empêcher que la gauche dispose de tous les pouvoirs »*. *« Cela demande une recherche républicaine d'un consensus sur un programme commun, sur une base commune, ce qui implique évidemment des concessions réciproques, de façon à établir une majorité »*, a affirmé le président du Front national, en dénonçant *« la coalition artificielle de la gauche criminelle du Parti communiste, de la gauche bourgeoise du Parti socialiste et de la gauche pétard du parti écologiste »*.

Comme pour rappeler que des passerelles existent déjà entre la droite et l'extrême droite, M. Le Pen a rendu visite au maire de la ville, Alain Griotteray, ancien député UDF et éditorialiste au *Figaro Magazine*, auquel il a reconnu le mérite d'avoir *« toujours essayé de ne pas appliquer au FN [d']incompréhensibles et très injustes consignes d'ostracisme »*. Cette nouvelle offensive intervient alors que, pour les cantonales, un certain nombre d'élus RPR et UDF redoutent des triangulaires imposées par le FN au second tour. C'est le cas de Jean-François Mancel, ancien secrétaire général du RPR, qui avait été battu, aux législatives du printemps, dans une triangulaire, par Béatrice Marre (PS). De nouveau opposé à la députée dans son canton de Noailles, le président sortant du conseil général de l'Oise joue cette fois sa carrière politique. Aussi opère-t-il un revirement par rapport à la ligne officielle du mouvement néogaulliste qu'il défendait il y a encore quelques mois, en affirmant, dans un entretien à *Valeurs actuelles* (daté du 7 mars) : *« Dès lors que certains élus locaux du Front national sont prêts à nous soutenir, je ne vois pas au nom de quoi nous les rejetterions ! »*

M. Mancel explique qu'il ne s'agit pas de *« passer sous les fourches caudines du FN, d'adopter son programme ou de pactiser avec ses dirigeants »*, mais il récuse l'idée, formulée par Edouard Balladur et Philippe Séguin, selon laquelle la droite ne devrait pas présenter de candidat à la présidence des conseils régionaux, si elle ne dispose pas au minimum d'une majorité relative. C'est *« tout bonnement absurde »*, estime-t-il, en assurant qu'*« à Paris, les états-majors baignent dans le simplisme »*.

M. Mancel se félicite que Philippe Vasseur, député (UDF-DL) et candidat à la présidence du conseil régional du Nord - Pas-de-Calais, partage son analyse et précise que *« d'autres, qui n'osent pas encore s'exprimer, y viendront »*. *« Il arrive un moment où il faut dire la vérité*, affirme l'ancien secrétaire général du Rassemblement. *La droite a été étrillée aux législatives à cause du Front national. Que veut-on ? Recommencer encore et encore ? Faire indéfiniment la courte échelle aux socialistes et à leurs alliés communistes ? »*

Jean-Louis Saux

Désunie, la droite risque de perdre le conseil général de la Drôme

VALENCE
de notre correspondant

En dépit d'une avance confortable (22 sièges sur 36), la majorité de droite UDF-RPR paraît menacée dans la Drôme. Elle détient 11 sièges sur les 18 cantons renouvelables et risque gros dans un scrutin cantonal, quelques mois seulement après la secousse des législatives qui lui ont fait perdre ses quatre députés.

La droite avait pourtant conforté ses positions (à Valence et Tain-l'Hermitage) aux municipales de 1995, mais le résultat des législatives a révélé combien son implantation est précaire. Ce ne sont pas les appels à l'union ou à la fusion de la droite, lancés à l'été 1997 par Patrick Labaune (RPR), maire de Valence, qui ont pu inverser la tendance : la droite drômoise n'est pas parvenue à réaliser l'union pour sa liste aux régionales. Trois anciens députés (Thierry Cornillet, président du Parti radical et maire de Montélimar, M. Labaune et Hervé Mariton, UDF, maire de Crest) s'étant octroyé les trois premières places de la liste RPR-UDF, une liste dissidente s'est constituée à l'initiative de la présidente du Parc naturel régional du Vercors, Gisèle Telmon (RPR).

CANTONS RURAUX MENACÉS

Cette désunion aux régionales aura peut-être une incidence limitée sur le scrutin départemental, mais elle traduit une évidente difficulté d'unité. *« Une élection cantonale n'est pas une élection politique*, se plaît à répéter Jean Mouton (UDF-FD), président du conseil général, maire de Pierrelatte. *La personnalité du candidat est plus importante que ses convictions politiques. »* Certes, la campagne des cantonales se joue davantage au détour des chemins vicinaux, des ronds-points et des routes départementales.

M. Mouton, qui a voulu que *la « solidarité départementale joue en faveur de l'arrière-pays »*, sait que les réalisations du conseil général sont plus visibles à la campagne qu'à la ville et qu'un canton rural pèse autant qu'un canton urbain. Aussi compte-t-il sur ses six ans d'expérience et de gestion rigoureuse pour conserver sa majorité et son fauteuil de président.

Il n'empêche que plusieurs cantons ruraux détenus par la droite peuvent changer de camp, notamment celui de La Motte-Chalançon, où les habitants des deux vallées presque désertiques rivalisent par candidats interposés. C'est en ville que la majorité départementale paraît la plus menacée : dans les cantons de Valence-4, de Tain-l'Hermitage et, surtout, de Bourg-de-Péage, où Henri Durand (divers droite), conseiller général depuis quarante-neuf ans, sollicite le renouvellement de son mandat. Réélu avec une maigre avance il y a six ans, M. Durand, soixante-dix-neuf ans, a dû céder sa mairie en 1995 à Didier Guillaume (PS).

Le jeune maire et déjà ancien secrétaire fédéral de son parti compte bien faire son entrée à l'assemblée départementale. Lui qui a finalement renoncé à conduire la liste de la gauche « plurielle » aux régionales, il se verrait bien élire président dès son arrivée. Il devra compter sur l'expérience de Jean Besson (PS), sénateur, qui veille avec une attention constante sur les variations politiques du département et de ses élus.

Gérard Méjean

Le mouvement gaulliste se désagrège en Haute-Vienne

LIMOGES
de notre correspondant

Depuis longtemps sous tension, la fédération de Haute-Vienne du RPR semble, à la veille des élections, en complète désagrégation. Deux listes se réclamant du gaullisme se disputeront les voix aux régionales, et des candidats rivaux s'affronteront pour plusieurs sièges de conseillers généraux en revendiquant le même sigle RPR, l'un des camps ayant le soutien de la direction nationale du parti, l'autre, celui de la fédération départementale.

Avec des sous-clivages qui compliquent encore la donne et qui accroissent le désarroi d'une droite traditionnellement minoritaire dans ce fief historique de la gauche, c'est Evelyne Guilhem, ex-députée (vainqueur inattendu en 1993 dans une circonscription particulièrement « rouge », celle de l'ancien ministre communiste Marcel Rigout, présidente de la mission parlementaire d'information sur la « vache folle », battue lors du retour de balancier de la dissolution), qui mène la liste du RPR pour les élections régionales.

Son souci de renouvellement a entraîné la non-reconduction de plusieurs sortants, notamment Pierre Baillot d'Estivaux, gaulliste « historique » dans le département, qui a riposté en constituant sa propre équipe et a été exclu du RPR le 25 février. *« La tête de liste a été imposée de l'Elysée, par Jacques Chirac lui-même*, dit-il, *contre les choix du terrain. »* *« Argument irrecevable*, répond M[me] Guilhem. *Je suis agricultrice dans le département, alors que lui est fonctionnaire au ministère de la défense et qu'il vit à Paris. Il n'est limousin qu'entre deux trains. »*

« LA DROITE EST DEVENUE FOLLE »

Cet exclu régional est aussi conseiller général sortant, et de nouveau candidat, dans le canton des Emailleurs, qui est en quelque sorte le « 16e arrondissement » de Limoges. Il a le soutien officiel de la fédération de Haute-Vienne et de son premier secrétaire, Alain Marsaud, mais pas celui du président de la même fédération, Jacques-Michel Faure, qui, dans cette affaire, fait équipe avec M[me] Guilhem et se présente lui-même dans le canton de Bellac, ville dont il est le maire.

M. Baillot d'Estivaux voit surgir dans son canton un candidat estampillé RPR, Raymond Archer, conseiller régional sortant comme lui. Cet imbroglio a des effets de ricochet dans le département. Dans le canton voisin de Couzeix, Jean-Marc Gabouty, maire, conseiller général sortant, UDF-radical, au départ candidat unique de la droite, voit surgir un challenger RPR, Ludovic Vinaud, sans que l'on ne sache plus très bien qui est ou non le dissident.

« La droite est devenue folle », estime M. Baillot d'Estivaux, tandis que M[me] Guilhem dit sa consternation et même *« sa honte »* devant une situation qui sature, en effet, la chronique préélectorale dans la ville et le département.

Georges Chatain

Les députés réforment la gestion des « spectacles vivants »

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté, jeudi 5 mars, en première lecture, un projet de loi de Catherine Trautmann visant à moderniser les règles d'exercice des entrepreneurs des spectacles vivants. Régi par l'ordonnance de 1945, cette forme de spectacle, celle qui nécessite la présence physique d'artistes et du public, à la différence de ceux enregistrés, fait travailler entre 90 000 et 120 000 personnes, la plupart étant des intermittents.

Le texte *« actualise »* la définition de l'entrepreneur de spectacle vivant et simplifie la classification des professionnels en trois catégories, au lieu des six actuelles : les exploitants de lieux de spectacles, les producteurs de spectacles ou entrepreneurs de tournées, et les diffuseurs de spectacles. Il pose l'obligation d'une licence *« personnelle et incessible »*, délivrée *« pour une durée de trois ans renouvelable »* pour les entrepreneurs établis en France. Une exemption de licence est accordée aux entrepreneurs de l'Union et de l'Espace économique européen titulaires d'un titre *« jugé équivalent »* par le ministre de la culture. Enfin, ce texte prévoit des sanctions – deux ans de prison et 200 000 F d'amende – à l'encontre de professionnels exerçant sans licence. Deux amendements de Laurent Dominati (UDF, Paris), visant à limiter la concentration d'établissements *« à caractère pornographique »*, ont été rejetés.

Régionales : les Français souhaitent la victoire de la gauche

SELON la dernière enquête d'Ipsos sur les intentions de vote des Français aux élections régionales du 15 mars, les listes de la gauche plurielle (39 %) devancent celles de la droite RPR-UDF (32 %). Le Front national est crédité de 14 % d'intentions de vote, l'extrême gauche de 4 %, les divers écologistes de 2,5 %, les divers droite de 3,5 % et les « chasseurs » de 3 %, selon ce sondage réalisé du 27 février au 2 mars auprès d'un échantillon national de 1 463 personnes et publié par *Le Point* (daté 7 mars) ; 41 % des personnes interrogées déclarent souhaiter la victoire de la gauche dans leur région, contre 35 % celle de la droite.

DÉPÊCHES

■ **POPULARITÉ : l'envolée de la popularité de Jacques Chirac et deLionel Jospin** est confirmée par le dernier sondage Louis-Harris réalisé les 27 et 28 février, auprès d'un échantillon national de 1 004 personnes et publié par *Valeurs actuelles* (daté 7 mars). Le président de la République recueille 60 % d'opinions positives, en hausse de 11 points, contre 29 % d'opinions négatives (en baisse de 12 points). Lionel Jospin gagne pour sa part 5 points, à 58 % de bonnes opinions, contre 34 % de mauvaises (en baisse de 5 points).

■ **EXTRÊME DROITE : un conseiller municipal FN d'Orange a été exclu du FN** à la suite de déclarations hostiles au maire FN d'Orange, Jacques Bompard, Dans un courrier du 5 mars, le secrétaire général du Front national, Bruno Gollnisch, reproche à Fernand Teboul d'avoir *« étalé sur la place publique ses dissensions »* avec Jacques Bompard.

■ **Près de 10 000 personnes selon la police, plus de 14 000 selon les organisateurs**, ont manifesté, jeudi 5 mars au soir, dans les rues de Toulouse, pour protester contre la présence de Jean-Marie Le Pen, venu soutenir les candidats du FN aux régionales en Midi-Pyrénées. Treize policiers ont été blessés, et dix manifestants interpellés.

■ **SÉNAT : soixante-six sénateurs RPR-UDF ont saisi le Conseil constitutionnel**, mercredi 4 mars, sur la proposition de loi relative au fonctionnement des conseils régionaux, qui prévoit que, si un projet de budget n'est pas voté, le président du conseil régional peut présenter un nouveau budget dans un délai de dix jours.

■ **ASSEMBLÉE : Nicole Catala (RPR, Paris) a été choisie par le groupe RPR** pour succéder à la vice-présidente de l'Assemblée nationale, en remplacement de Pierre Mazeaud, nommé au Conseil constitutionnel.

■ **35 HEURES : le Sénat a adopté**, mercredi 4 mars, par 220 voix (RPR-UDF) contre 96 (PS-PCF), une version profondément modifiée du projet de loi de réduction du temps de travail de Martine Aubry (adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 10 février). Les sénateurs ont notamment supprimé la date-butoir du passage aux 35 heures, suivant les conclusions de la commission des affaires sociales du Sénat (*Le Monde* du 28 février).

Les présidents des universités de Paris veulent 150 000 mètres carrés de nouveaux locaux

Leur plan de « refondation » prévoit la création d'un « pôle » sur la ZAC Rive gauche

Les présidents des universités de Paris ont présenté, vendredi 6 mars, leur programme de rénovation et de restructuration des établissements. Ils estiment indispensable la création de 150 000 mètres carrés de nouveaux locaux et plaident pour la création d'un *« pôle universitaire »* sur la zone d'aménagement Rive gauche. Le coût de ce programme, qui s'étalerait sur huit ans, est évalué de 10 à 15 milliards de francs.

A LA VEILLE d'une élection, il est d'usage de faire monter les enchères. Le plan de « refondation » des universités de Paris intra-muros, présenté, vendredi 6 mars, par les présidents des huit établissements de la capitale, n'échappe pas à la règle. Leur projet dépasse toutefois l'échéance des élections régionales pour esquisser les grandes lignes du futur schéma Université du troisième millénaire (U3M), auquel le ministère de l'éducation nationale compte associer le conseil régional et la Ville de Paris.

Le programme proposé envisage une restructuration générale du patrimoine universitaire parisien. Etalé sur huit ans, il prévoit une augmentation des capacités immobilières de 150 000 mètres carrés, pour un coût évalué entre 10 et 15 milliards de francs. Depuis bientôt quatre ans, l'Association des universités de Paris tire la sonnette d'alarme. Suroccupation des locaux et dispersion des sites, vétusté et insécurité des installations, insuffisance de bibliothèques : la réalité vécue par plus de deux cent mille étudiants a souvent été occultée par les enjeux spécifiques du désamiantage du campus de Jussieu.

A l'exception des quatre universités nouvelles de la périphérie et d'opérations ponctuelles, Paris et l'Ile-de-France ont peu profité du précédent schéma « Université 2000 », en raison du refus des collectivités locales de s'y associer. Leurs universités ont, par ailleurs, pâti de la politique d'aménagement du territoire adoptée en 1993 par le gouvernement d'Edouard Balladur, au détriment de la rénovation et du développement du potentiel de la première région française.

En annonçant que le futur schéma U3M serait réorienté en priorité, pour combler ce retard, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, a fait naître de nouveaux espoirs. Il a aussi scellé l'entente des présidents. A l'issue de multiples et parfois laborieuses discussions, ces derniers sont parvenus à un accord sur des priorités générales qui n'excluent pas les projets de chaque établissement.

Présentée comme *« un espace de respiration »*, la création d'un nouveau pôle universitaire sur la zone d'aménagement concerté (ZAC) Rive gauche est la clé de voûte de l'architecture de ce programme. Les présidents souhaitent que la surface réservée sur ce site passe de 130 000 à 215 000 mètres carrés afin d'accueillir les universités Denis-Diderot (Paris-VII) et Sorbonne nouvelle (Paris-III), l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) et l'Institut de physique du globe.

LE COÛT ET LES DÉLAIS

Une fois le principe adopté, le lancement de cette opération devrait, selon les présidents, enclencher le processus d'une vaste opération de restructuration et de regroupements par la libération de nouveaux espaces disponibles. A Jussieu, pour faciliter le désamiantage et la réhabilitation du campus, comme à Censier *(lire ci-dessous)* ou encore à Dauphine, occupée pour partie par l'Inalco... Toutefois, aucune négociation sérieuse n'a été engagée entre la Ville de Paris et l'Etat sur la nature du programme, son coût, et encore moins sur les délais de cette opération. Autre priorité affichée, la réhabilitation du patrimoine et la mise aux normes de sécurité impose des rénovations lourdes. Ce programme est évalué entre 2 et 3 milliards de francs, dont près de 500 millions pour la seule université Paris-I, entre les sites de Tolbiac (100 millions de francs) et de la Sorbonne (200 millions)...

Enfin, les présidents ont entrouvert la voie d'un « remembrement » du champ d'activité des universités défini lors du découpage de 1968. Ils envisagent la création de pôles thématiques associant les spécialistes de plusieurs établissements dans plusieurs projets : un centre des images et du son, une maison de la géographie, du droit comparé, un institut d'études et de documentation sur le monde ibérique et latino-américain, ainsi qu'un institut d'histoire de l'art. Sans oublier la création d'un centre de congrès international, commun, lui, à l'ensemble des universités de Paris et d'Ile-de-France.

Michel Delberghe

Réclusion criminelle à perpétuité pour le tueur en série de Longwy

VINCENZO AIUTINO, un ouvrier italien âgé de vingt-huit ans, a été condamné, jeudi 5 mars, par la cour d'assises de Nancy (Meurthe-et-Moselle), à la réclusion criminelle à perpétuité, avec une peine de sûreté de dix-huit ans, pour avoir tenté de violer et avoir tué trois femmes dans la région de Longwy en 1991 et 1992. Qualifié par les psychiatres de *« psychopathe pervers d'une extrême dangerosité »*, Vincenzo Aiutino a bondi hors de son box en poussant un cri glacial alors que le père d'une de ses victimes criait *« ordure, pourriture »*, après l'annonce du verdict. De longues minutes de lutte ont été nécessaires aux policiers pour venir à bout de cette explosion de violence.

L'avocat général Charles Grimaldi avait requis la peine maximale, soulignant qu'il s'agissait d'une peine de *« mise entre parenthèses, une éviction de la vie de tous les hommes »*, et expliquant que tous les traitements étaient voués à l'échec, l'accusé n'ayant pas la volonté de sortir de sa perversion. – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

■ **POLICE MUNICIPALE : le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale** a émis, mercredi 4 mars, un *« avis défavorable » sur le projet de loi sur les polices municipales du ministre de l'intérieur* Jean-Pierre Chevènement, selon le Syndicat national des policiers municipaux (SNPM). L'avis dévaforable a recueilli quatorze voix, cinq se sont prononcées pour, et il y a eu treize abstentions. Cet avis consultatif n'engage en rien le gouvernement. Le projet de loi doit être présenté au Conseil des ministres fin mars ou début avril, avant d'être inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

■ **EXCLUSION : la présidente de l'association ATD Quart Monde, Geneviève de Gaulle-Anthonioz,** a déclaré, dans un entretien au journal *La Croix* daté vendredi 6 mars : *« Au vu du projet de loi contre les exclusions, je puis dire que ce jour est un grand jour. »* Tout en voulant rester *« prudente »*, elle se dit *« réjouie »* par ce programme attendu *« depuis si longtemps »*. De son côté, l'association Médecins du monde regrette que la *« médecine scolaire n'apparaisse pas dans les textes »* et *« qu'aucune mesure ne soit annoncée en ce qui concerne les toxicomanes »*.

■ **MÉDECINE : cent neuf personnes en attente d'une greffe du cœur sont mortes** en 1997 et cent onze en 1996, faute de disposer de l'organe qui leur aurait probablement sauvé la vie, selon le bilan de l'Etablissement français des greffes, rendu public jeudi 5 mars. Le nombre des personnes en attente d'organes croît régulièrement depuis trois ans. Il est passé de 4 982 en 1995 à 5 302 en 1997.

De l'amiante et une suroccupation dangereuse au centre Censier

SÉVÈRE AVERTISSEMENT ou simple mise en garde ? Le rapport de la commission de sécurité de la préfecture de police de Paris plonge les responsables de l'université Sorbonne-Nouvelle (Paris-III) dans la plus grande perplexité. A l'issue de leur passage au centre Censier, en juillet 1997, les experts ont formulé des recommandations que le président de l'établissement, Jean-Louis Leutrat, jugé, en l'état, totalement inapplicables. Le procès-verbal de la commission est pourtant explicite : *« La situation actuelle n'est pas admissible et met en danger la sécurité du public et du personnel de l'établissement. »*

Construit en structures métalliques dans les années 60, le centre Censier, situé dans le 5ᵉ arrondissement, accueille 13 000 étudiants, dont *« 8 869 sont susceptibles d'être présents »* simultanément, souligne le rapport, soit 4 000 de plus que la norme acceptable en cas d'incendie. Pour la commission de sécurité, il faut diminuer de moitié les effectifs ou entreprendre des travaux de mise aux normes nécessitant la réalisation de dix-sept cages d'escaliers et la protection de locaux à risques...

Déjà dispersée sur dix sites dans Paris et à Asnières, l'université ne dispose pas de locaux supplémentaires pour gérer ces sureffectifs. Faute de surfaces, d'importants fonds de bibliothèques sont entreposés dans des cartons. Qui plus est, elle accueille à Censier les 1 600 étudiants de l'unité de psychologie de Paris-VII.

DÉMÉNAGEMENT ANNULÉ

La réhabilitation complète et la mise en conformité du bâtiment soulève, par ailleurs, des difficultés particulières en raison de la présence d'amiante à tous les étages. A l'issue d'une polémique soulevée après le décès d'une employée de service, morte d'un cancer de la plèvre, l'université a multiplié les prélèvements. Les coffrages de protection mis en place au début des années 80 semblent encore efficaces. La teneur des fibres dans l'air reste largement inférieure aux normes légales. Pour autant, il s'avère impossible d'entreprendre les moindres travaux – remplacement de 1 000 fenêtres, par exemple – sans mener de front le désamiantage général du bâtiment.

Un éventuel déménagement de l'université, en tout ou partie sur la ZAC Rive gauche, serait la solution idéale. Esquissé au début des années 90, ce projet avait été annulé trois ans plus tard. *« La réunification de toutes les unités de l'université serait un vrai projet de refondation,* souligne M. Leutrat. L'avenir du bâtiment de Censier ne serait pas réglé pour autant.

M. D.

Guy Névache condamné à un an de prison ferme pour trafic d'influence

GRENOBLE
de notre correspondante

La justice a presque soldé, jeudi 5 mars, le lourd dossier des « affaires grenobloises ». Pour *« recel d'abus de biens sociaux »* et *« trafic d'influence passif »*, Guy Névache, soixante-quatre ans, rallié à la cause d'Alain Carignon à la veille des municipales de 1989, après plus de trente ans passés dans les rangs de la gauche, a été condamné à deux ans d'emprisonnement, dont un an ferme. Il lui était reproché, alors qu'il était à la tête de la société d'économie mixte, Grenoble Isère Développement (GID), d'avoir reçu environ 1,5 million de francs de prébendes de la part d'entreprises du BTP local.

L'ancien suppléant de Pierre Mendès France et d'Hubert Dubedout, qui a déjà effectué un peu moins de quatre mois de détention préventive, s'est également vu infliger une amende de 700 000 francs et cinq ans d'interdiction de droit de vote et d'éligibilité. Dans ses attendus, le tribunal reproche à l'élu d'avoir *« usé de ses pouvoirs, de son réseau de relations et de son influence, réelle ou supposée, dans le processus d'attribution des marchés »* pour obtenir les avantages sollicités. Trois des quatre chefs d'entreprise également poursuivis ont été condamnés à des peines comprises entre huit mois de prison avec sursis et 200 000 francs d'amende, et quinze mois et 1 million de franc d'amende.

Par ailleurs, la commission d'application des peines a rejeté, jeudi, une demande de libération anticipée déposée par l'ancien maire de Grenoble, Alain Carignon. Condamné en juillet 1996 dans l'affaire *Dauphiné News*, l'ancien ministre purge une peine de quatre ans de prison ferme à Villefranche-sur-Saône (Rhône). La commission lui a demandé de présenter un autre projet concernant un futur emploi. M. Carignon avait proposé de travailler dans une société de nettoyage qui aurait des liens avec un ancien actionnaire de *Dauphiné News*.

Nicole Cabret

JUSTICE Les enquêteurs ont reconstitué le parcours des 59 millions de francs de commission versés à Christine Deviers-Joncour, amie personnelle de Roland Dumas, détenue depuis le 5 novembre 1997. Selon un ancien responsable d'Elf, la somme provenait des caisses d'Elf-Aquitaine et a été versée sur ordre de Loïk Le Floch-Prigent, PDG du groupe. ● LES VÉRIFICATIONS entreprises sur le compte bancaire parisien de M. Dumas font apparaître de nombreux versements en espèces, dont le montant total dépasserait les 10 millions de francs. M. Dumas a déclaré au *Monde* qu'il pourrait *« justifier toutes ces sommes »*. ● PHILIPPE HUSTACHE, ancien directeur financier d'Elf, a expliqué aux enquêteurs que les commissions versées étaient avalisées par l'Elysée. Hubert Védrine, ancien secrétaire général, affirme n'avoir *« pas eu à connaître ce type d'indications »*.

Affaire Elf : le labyrinthe des comptes suisses de Mme Deviers-Joncour

Les enquêteurs ont reconstitué le parcours de 59 millions de francs de commission versés à l'amie de Roland Dumas. L'argent provenait des caisses du groupe pétrolier et fut ventilé dans un circuit bancaire où se multiplient virements et retraits en espèces

LA COMMISSION de 45 millions de francs perçue en Suisse, en 1992, par Christine Deviers-Joncour, *proche amie et ancienne collaboratrice* de Roland Dumas, provenait des caisses d'Elf-Aquitaine. La qualité d'ancienne salariée du groupe pétrolier de Mme Joncour, chargée, de 1989 à 1993, d'une mission de *« relations publiques »* auprès de M. Dumas, alors au Quai d'Orsay, ainsi que le rôle prédominant d'Alfred Sirven, ancien directeur chargé des *« affaires générales »* d'Elf, avaient d'emblée alimenté ce soupçon, *aujourd'hui devenu une certitude*.

Les recherches menées en Suisse ont établi que la somme avait été versée à partir d'un compte de la Société nationale Elf-Aquitaine (SNEA), maison-mère du groupe, au *Crédit lyonnais* du Luxembourg, vers celui, à Genève, de l'ami et complice de Christine Joncour, Gilbert Miara. Le fait a été confirmé aux juges par les avocats du groupe *Elf*, comme ils l'avaient fait, en janvier, à propos d'un autre virement de 14 278 000 francs, expédiés en 1991 sur un compte de Christine Joncour à Lugano.

Interrogé le 11 février, l'ancien directeur financier d'Elf, Philippe Hustache, a *implicitement mis en* cause la responsabilité du PDG de l'époque, Loïk Le Floch-Prigent, dans la sortie de ces fonds. Expliquant aux juges *« comment circulent les commissions »*, et écartant l'hypothèse d'un ordre donné par Alfred Sirven – à l'égard duquel, dit-il, *« la direction financière exerçait toute la vigilance dont elle pouvait faire preuve »* –, il a affirmé que les commissions étaient débloquées par *« la direction financière de la SNEA, sur ordre du président, signé par lui-même »*. *« Nous ne connaissions que cela*, a-t-il ajouté : *le montant, le numéro de compte et la localisation géographique. »* Les sommes étaient ensuite débloquées *via* le Crédit lyonnais de Luxembourg.

Les chiffres et les registres bancaires restent en tout cas muets sur un point : quelle prestation pouvait valoir autant d'argent ? Gilbert Miara, puis Christine Joncour elle-même, ont établi un lien entre le versement des 45 millions et la tentative d'escroquerie montée par Alfred Sirven, en marge de la vente par Thomson, en 1991, de frégates militaires au gouvernement de Taïwan. Cherchant à extorquer 150 millions de francs de Thomson dans cette affaire, M. Sirven aurait, à les croire, demandé à Christine Joncour d'*« intervenir auprès de Roland Dumas »* en faveur du marché des frégates, puis accepté de lui verser *« une avance sur ses fonds personnels »*, alors même que Thomson refusait de le payer... Mais le virement des 14 millions en mars 1991, soit à une époque où les négociations entre Thomson et Taïwan semblent dans l'impasse, trouve difficilement place dans ce montage. Quel autre indicible service Mme Joncour aurait-elle pu rendre à cette date ?

A ces montants s'ajoutent les avantages hors normes consentis par Elf à la protégée de M. Dumas, dont le détail est désormais connu : 300 000 francs de salaires versés en France par Elf-Impex, de juillet 1989 à décembre 1990 ; 1,7 million de francs de salaires versés en Suisse par Elf-Aquitaine International (EAI) ; 479 000 francs de loyers payés par EAI pour un appartement dans le 8e arrondissement de Paris ; 220 000 francs, toujours par EAI, pour acheter un piano de concert ; 1,5 million de francs tirés sur la carte American Express fournie par EAI, pour des dépenses personnelles (restaurants, boutiques de luxe, grands couturiers).

Une paire de chaussures sur mesure

C'est un détail, mais il peut avoir son importance. Le 28 août 1991, Christine Joncour a réglé, avec sa carte de crédit d'Elf-Aquitaine International (EAI), une facture de 11 000 francs chez Berlutti, célèbre bottier parisien. Ainsi que l'indiquait, le 21 février, l'hebdomadaire *Le Point*, la paire de chaussures payée ce jour-là a été livrée à l'une des adresses de Roland Dumas, rue de Bièvre. *« J'ai effectivement demandé à Christine d'aller payer ces chaussures* [des chaussures faites sur mesure et aux vertus] *orthopédiques*, précise-t-il, *parce que je n'en avais pas le temps et qu'elle habitait à l'époque juste à côté de la boutique*, nous a déclaré M. Dumas. *Je ne savais pas qu'elle avait utilisé cette carte de crédit. »* Sauf à démontrer qu'il savait que cette dépense avait été acquittée avec l'argent d'Elf, M. Dumas ne saurait être soupçonné de recel. Il assure d'ailleurs avoir remboursé son ancienne collaboratrice *« quelque temps plus tard »*.

VOLONTÉ D'OPACIFICATION

L'étendue de la galaxie de comptes bancaires suisses dont Christine Joncour était *« l'ayant-droit »* est révélatrice d'une volonté d'opacification des circuits financiers. Ouvert au nom de la société fiduciaire *Credito Privato Commerciale* (CPC), le compte 456 587 de l'Union des banques suisses (UBS) de Lugano a accueilli, le 15 mars 1991, les 14 millions de francs sortis des caisses d'Elf. Les fonds sont ressortis un mois plus tard, sous forme de *« prélèvement »*, pour être reversés, le 30 avril, sur un *compte tout juste ouvert dans le* même établissement – numéro 692 026, code « Nitram » –, sous couvert d'une société du Costa Rica, Aston SA. Le 14 juin 1991, Christine Joncour fermait un autre compte, à la Banque de dépôt et de gestion de Lausanne – code « Oror » – et ordonnait le transfert du solde à l'UBS de Lugano.



Six mois plus tard, les 45 millions *d'Elf entraient dans ce labyrinthe* bancaire. La somme arrivait le 31 janvier 1992 sur le compte de Gilbert Miara à la banque Paribas de Genève. *Une partie – 31,7 millions – était* alors expédiée, le 5 février suivant, vers Lugano : d'abord sur le compte CPC, puis, sur « ordre » de Christine Joncour, rédigé sur papier blanc, sur le compte « Nitram ». Au mois *de juin, lorsque Christine Joncour* fera l'acquisition, avec l'aide de Gilbert Miara, ancien marchand de biens, du somptueux appartement parisien de la rue de Lille, les 17,5 millions nécessaires repasseront par le compte CPC avant de partir vers la France, sous l'intitulé « Achat rue de Lille ».

La valse des millions reprend ensuite en mars 1993, lorsque 10,3 millions de francs quittent le même compte « Nitram » pour être versés sur un nouveau compte de l'UBS-Lugano, ouvert sous le code « Nersiv » – anagramme de Sirven. De là, le 15 avril 1993, les 10 millions repartiront vers Paribas-Genève, sur un compte dénommé *« Sissi »*, à partir duquel seront effectués, dans les semaines suivantes, plusieurs retraits d'espèces d'environ 200 000 francs chacun. A partir de la même période, le code « Nersiv » est aussi apposé sur un autre compte, géré par la fiduciaire de Lugano CPC, et dont Christine Joncour est encore, sur la foi des documents bancaires, *« l'ayant-droit économique »*. Les relevés de ce compte, saisis en Suisse, révèlent une impressionnante série de *« retraits cash »*, dont les montants vont de 100 000 francs à 2 millions de francs et dont la somme globale avoisine 9 millions de francs, sur une période s'étalant jusqu'au mois de septembre 1997.

Entre-temps, Gilbert Miara avait ouvert un autre compte, à la Discount Bank de Genève, qui recélait encore *« entre 5 et 6 millions »*. A la demande de sa complice, il le videra au printemps 1997. Mme Joncour retirera, elle, l'intégralité des quelque 20 millions restant à Lugano. Selon leurs déclarations, le couple aurait remis ces espèces à un émissaire d'Alfred Sirven, après que ce dernier eut proféré des menaces à l'encontre de Mme Joncour. La remise des fonds aurait eu lieu à Genève, à l'Hôtel du Rhône, l'envoyé de M. Sirven étant décrit comme *« un type insignifiant, pas très grand, un peu bedonnant et chauve »*, avec lequel devait être échangé ce mot de passe : *« Aujourd'hui, la montagne est belle. »*

La piste du trésor se perd sur ces hauteurs. *« Comment avez-vous eu la certitude que cet argent a bien été remis à M. Sirven ? »*, ont questionné les juges. Réponse de Mme Joncour : *« Je n'en ai aucune »*.

Hervé Gattegno

Un circuit « validé par la République », selon l'ancien directeur financier

« CE QUI COMPTE, c'est que les commissions permettent de bonnes opérations pour Elf et pour la France », déclarait, en janvier 1997, l'ancien président d'Elf, Loïk Le Floch-Prigent, au *Nouvel Observateur*. *« Ces commissions sont déclarées à l'Etat actionnaire et figurent dans les comptes »*, ajoutait-il. Un an plus tard, l'ancien directeur financier du groupe pétrolier, Philippe Hustache, confiait à la justice que leur montant annuel, d'ordinaire *« à hauteur de 300 à 350 millions »*, avait été *« porté à 800 millions »* sous la présidence de M. Le Floch-Prigent, de 1989 à 1993.

Dans ce témoignage recueilli le 11 février, M. Hustache a aussi affirmé que l'Elysée avalisait ces commissions, en principe destinées à aider les implantations d'Elf à l'étranger, fût-ce au prix d'actes de corruption. *« A la fin de l'année*, a-t-il expliqué, *nous regroupions les commissions par pays et par compte bénéficiaire. Ce document était présenté par le président du groupe au secrétaire général de la présidence de la République, et par le directeur financier, moi-même (...), à la direction des douanes. »* Précisant que *« la plupart des destinations étaient africaines »*, M. Hustache a conclu : *« Pour moi, ce circuit était validé par la République. »*

Interrogés par *Le Monde*, les deux secrétaires généraux de l'Elysée successifs durant la période concernée, Jean-Louis Bianco et Hubert Védrine, *n'ont pas confirmé* cette version. M. Bianco nous a indiqué n'avoir *« aucun souvenir d'une conversation sur ce thème avec M. Le Floch-Prigent »*. Toutefois, il effectue un rapprochement entre ce témoignage et une *« scène surréaliste »* qu'il a gardée en mémoire : *« Le prédécesseur de M. Le Floch-Prigent, Michel Pecqueur* [PDG d'Elf de 1983 à 1989], *m'a apporté un jour une feuille blanche, sur laquelle étaient écrits, à la main, les noms de pays africains et des sommes, correspondant aux commissions versées. Il m'a dit que la "tradition" voulait qu'il m'en donne connaissance. Il ne m'a donné aucun détail, et je ne lui en ai pas demandé. Après quelque temps, j'ai jeté cette feuille. »* Successeur de M. Bianco en 1991 et actuel ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine nous a simplement affirmé n'avoir *« pas eu à connaître, dans les fonctions qui étaient les* [siennes], *de ce type d'indications »*.

H. G.

M. Dumas assure pouvoir « justifier toutes les sommes » déposées sur son compte bancaire

CINQ SEMAINES après les perquisitions conduites, les 27 et 28 janvier, aux divers domiciles et bureaux de Roland Dumas, de son *épouse et de plusieurs de ses* proches, aucun élément n'est venu publiquement conforter les soupçons formés à l'encontre du président du Conseil constitutionnel. Pour l'heure, les investigations me*nées sur* les commissions perçues *en Suisse par Christine Joncour* n'ont abouti à aucune mise en cause formelle de l'ancien ministre. Mais les vérifications entreprises par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky sur le compte bancaire *parisien de M. Dumas ont* fait surgir des éléments troublants sur sa fortune personnelle.

Ouvert à l'agence du Crédit lyonnais du quartier Maubert-Mutualité, voisine de son cabinet d'avocat, le compte personnel de M. Dumas – *qui fut ministre de 1984* à 1986, puis de 1988 à 1993 – a été approvisionné, entre 1991 et 1995, par de nombreux versements d'espèces, atteignant régulièrement plusieurs centaines de milliers de francs et *dont le total dépasserait 10 millions* de francs (*Le Monde* des 28 et 29 janvier). Jugeant cette estimation *« exagérée »*, M. Dumas a déclaré au *Monde* qu'il pourrait *« justifier toutes ces sommes »*.

Cherchant à remonter la piste des millions clandestinement extra*its des caisses d'Elf au profit* de Christine Joncour, les deux magistrates ont été informées, par un correspondant anonyme, d'une impressionnante série de mouvements de fonds sur le compte de M. Dumas. Les premiers témoignages recueillis au sein de l'agence bancaire ayant mis en évidence le rôle de *« deux femmes »* dans ces *remises d'espèces, les juges ont supposé* que l'une d'elles pouvait être Mme Joncour. Il semble désormais acquis que tel n'était pas le cas, et l'enquête ne paraît pas avoir établi de lien formel entre le compte de l'ancien ministre et les comptes *suisses* de Christine Joncour.

Répondant aux questions du *Monde*, mercredi 4 mars, l'ancien ministre des affaires étrangères a expliqué la fréquence et l'importance de ces versements sur son *compte par « la réalisation d'avoirs personnels »* et la détention de sommes en argent liquide liée *« à* [ses] *activités professionnelles »*. Toutes ces sommes ont été *« déclarées au fisc »*, nous a-t-il affirmé. *« Mes déclarations de revenus feront foi »*, a-t-il assuré, précisant qu'il avait chargé un expert-comptable d'établir le détail de ses comptes.

Recueillis par les enquêteurs de la brigade financière à la fin du mois de janvier et versés au dossier d'instruction, les témoignages des cadres de l'agence du Crédit lyonnais laissent toutefois une impression de malaise. *« Nous étions inquiets, d'une façon générale, sur l'origine des espèces déposées sur les comptes de Roland Dumas »*, s'est ainsi souvenue l'employée chargée de la clientèle. La caissière de la banque a confié, pour sa part : *« A l'agence, nous étions très intrigués par ces versements en espèces. Nous les avions signalés à notre hiérarchie. »* Mais, eu égard aux fonctions ministérielles du titulaire du compte, la banque n'a entrepris aucune vérification. *« Nous avions eu des consignes »*, a expliqué la caissière.

Chargée *« du suivi des comptes de M. Dumas à partir de juillet 1991 »*, une employée a indiqué qu'elle n'avait *« jamais vu Roland Dumas »*, les fonds étant apportés à l'agence par l'une de ses collaboratrices, *« qui venait accompagnée de la secrétaire de Roland Dumas »*. *« Elles sortaient de leurs sacs à main une enveloppe contenant les espèces*, poursuit son témoignage. *Nous les comptions dans un petit local. (...) Les billets étaient usagés, par coupures de 500 francs. (...) Je crois d'ailleurs me souvenir que Roland Dumas faisait aussi de temps à autre des commandes de fonds auprès du directeur. C'était important parce que nous n'avions pas de coffre. Il fallait nous-mêmes commander les billets de banque et appeler le directeur. (...)* [M. Dumas] *commandait des billets de 500 francs en contrepartie de coupures de 200 ou 100 francs. »*

La même employée s'était émue, *au mois de janvier 1992*, d'un dépôt d'espèces particulièrement important – 1 million de francs – effectué par une collaboratrice de M. Dumas. *« Je l'ai immédiatement signalé à la direction*, a raconté l'employée, *car cela n'était pas tout à fait normal. »* La même employée a relaté être allée jusqu'à téléphoner au ministre lui-même, *« ce qui était une démarche très difficile, compte tenu de sa qualité »*. *« Je lui ai téléphoné pour autre chose, tout en lui posant la question sur les origines des espèces. Il m'a dit qu'elles provenaient de la vente d'une œuvre d'art... »* Déposés sur le compte de la collaboratrice de M. Dumas, ouvert dans la même agence, ces fonds *« lui étaient bien destinés »*, ont estimé les cadres du Crédit lyonnais, *« mais c'était Roland Dumas qui les lui donnait »*. Plusieurs dépôts massifs permirent à cette avocate, toujours membre du cabinet de M. Dumas, rue de Bièvre, d'acquérir un appartement dans la capitale, d'une valeur d'environ 2,5 millions de francs. Les registres de la banque montrent qu'un autre appartement, destiné à l'un des fils de l'ancien ministre, fut acheté grâce à un découvert de 2 millions de francs, dont le remboursement fut tardif et effectué grâce à de nouveaux dépôts d'espèces.

> Des cadres de son agence du Crédit lyonnais ont fait part de leur « inquiètude » sur « l'origine des espèces »

« A partir de ces années, nous a expliqué M. Dumas, *j'ai effectivement cherché à loger mes enfants. »* Chacun de ses trois enfants est ainsi devenu propriétaire d'un appartement parisien, dont les conditions d'acquisition sont examinées par les enquêteurs. Grand amateur d'art, avocat de Picasso et de Giacometti, M. Dumas admet avoir, pour cela, vendu *« deux œuvres »* – une sculpture et un bas-relief. Le million de francs déposé en janvier 1992 serait ainsi le produit de l'une de ces transactions – effectuée en Angleterre, selon certains de ses proches, *au profit* d'un acheteur désireux de rester anonyme.

S'exprimant lui aussi de façon anonyme dans un catalogue édité, en 1995, par le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, sous le titre « Passions privées », dans lequel étaient présentées neuf pièces de sa collection (une huile de Max Ernst, deux bronzes et un dessin de Giacometti, deux huiles, deux dessins et un lavis d'André Masson, une huile de Picasso), M. Dumas avait pourtant affirmé ne s'être *« jamais »* séparé d'aucune œuvre, confiant qu'il ne pourrait envisager de le faire qu'*« en cas de nécessité : installation d'un enfant ou toute autre raison à caractère matériel »*. A cette date, les transactions immobilières jugées suspectes par les enquêteurs étaient pourtant largement entamées.

Hormis ces deux ventes d'œuvres d'art, le président du Conseil constitutionnel assure avoir disposé d'argent liquide *« en tant qu'avocat »*. Mais ses fonctions ministérielles lui interdisaient, au nom des règles d'incompatibilité, l'exercice de son métier jusqu'en 1993. M. Dumas explique donc qu'il lui est arrivé de *« conserver des sommes perçues à titre d'honoraires, parfois pendant longtemps »*, justifiant ce penchant pour l'accumulation par *« une sorte de mentalité de paysan »*. Ministre des affaires étrangères jusqu'aux élections de mars 1993, il disposait, en outre, d'une partie des *« fonds spéciaux »* de Matignon. Selon les déclarations aux juges de son ancien chef de cabinet, Gérard Pardini, M. Dumas avait l'habitude de conserver pour lui-même de 50 000 à 60 000 francs par mois sur l'enveloppe de son ministère, dont le montant avoisinait 300 000 francs. *« Une pratique commune*, nous a répondu M. Dumas. *Cet argent était utile pour mes dépenses de ministre, pour inviter des personnalités étrangères au restaurant, par exemple. »* En tout état de cause, les *« fonds spéciaux »* étant livrés à Matignon par la Banque de France, il s'agissait de billets neufs qui ne sauraient donc correspondre aux *« coupures usagées »* décrites par les agents du Crédit lyonnais.

Réinscrit au barreau après la démission du gouvernement Bérégovoy, le 29 mars 1993, M. Dumas a recommencé à percevoir des honoraires d'avocat. A ce titre, il a bénéficié de virements réguliers en provenance de l'Etat gabonais, dont le total avoisine 3,5 millions de francs, *« en vertu d'un contrat officiel »*, indique-t-il, et en rémunération de diverses consultations et interventions auprès de l'entourage du président Bongo. *« J'ai vérifié*, nous a indiqué M. Dumas. *Ces virements se sont interrompus lorsque j'ai été nommé au Conseil constitutionnel »* – soit le 22 février 1995.

Hervé Gattegno

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Régis BOUYALA,
Pascale et Denis BOUYALA,
partagent avec
Manon et Louis
la joie d'annoncer la naissance de

Edouard,

le 19 février 1998.

90 *bis*, rue de Varenne,
75007 Paris.

Anniversaires de naissance

– Amiens.

7 mars 1980 - 7 mars 1998.

« Je fête l'essentiel
Je fête ta présence. »
Paul Eluard.

Gersende.

Dix-huit ans !
Bon anniversaire chérie !

Tes parents.

Décès

– Sa famille,
Ses amis
ont la douleur de faire part du décès de

Jacques ACHART,
ingénieur en chef du génie rural,
des eaux et forêts en retraite,

survenu le 26 février 1998.

17, rue de la Paix,
92160 Antony.

– Les familles Bagur, Ricourt, Allègre, Dussart,
font part du décès de

M. André BAGUR,

survenu à Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence), le 4 mars 1998, dans sa quatre-vingt-septième année.

– M. François Coustal,
son fils,
Mme Jeanne Couderc,
sa belle-fille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Robert COUSTAL,
ancien membre du bureau national
du Syndicat national
des instituteurs (FEN),
ancien secrétaire général
de la *MGEN*,

survenu le 28 février 1998.

L'inhumation a eu lieu le 3 mars, au cimetière d'Arcy-sur-Cure (Yonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Ses dix enfants,
Et toute la famille
ont la douleur de faire part du décès de

Monique DEBALLON,
née VANDOOREN,

survenu à Dijon (Côte-d'Or), le 5 mars 1998, à l'âge de soixante et onze ans.

Les obsèques auront lieu le samedi 7 mars, à 10 heures, en l'église Sainte-Bernadette, avenue des Grésilles, à Dijon.

3, boulevard Eugène-Spuller,
21000 Dijon.

Marcel DELIUS,
ancien résistant,
reporter-photographe,
collaborateur depuis 1945
au journal *Le Peuple*
et à *La Vie ouvrière*.

Il s'est élevé sa vie durant contre toutes les formes de totalitarisme.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 3 mars 1998, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

– Mme Cécile Gottel, née Salducci,
son épouse,
Toute sa famille,
ont l'infinie douleur de faire part du décès, survenu le 22 février 1998, de

M. René GOTTEL,
commissaire divisionnaire honoraire
de la Sûreté nationale,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945.

De Tunisie a rejoint le général Leclerc en Libye, avec la 1re DFL, a participé à la campagne d'Italie, a débarqué le 15 août 1944 à La Croix-Valmer pour participer à la libération de la France.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux, le 27 février 1998, suivies de l'inhumation, le même jour, au cimetière de Sceaux.

12, boulevard Desgranges,
92330 Sceaux.

– Le président,
Le vice-président,
Le département Proche et Moyen-Orient, et Afrique du Nord,
Les enseignants,
Et tout le personnel de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO)
ont le regret d'annoncer le décès, survenu le 4 mars 1998, de

M. Mohammed HAMROUNI,
assistant d'arabe maghrébin
à l'INALCO de 1970 à 1997.

M. Hamrouni reposera à Gabès en Tunisie.

– Mme Germain Kreweras,
son épouse,
Mme Cécile Kreweras
et Serge Rébeillard,
M. et Mme Henri Kreweras,
M. François Kreweras,
ses enfants,
Jean-Bernard, Estelle, Arnaud, Nathalie et Isabelle,
ses petits-enfants,
Constantin, Thomas, Julie, Antoine et Lukas,
ses arrière-petits-enfants,
Mme Jacqueline *Brunon*
et ses filles,
Sa belle-sœur et ses nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Germain KREWERAS,
professeur de mathématiques émérite
à l'université Paris-VI,

survenu à Paris, le 4 mars 1998, dans sa quatre-vingtième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 9 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne du Mont, place Sainte-Geneviève, Paris-5e.

– Sylvie et René Spector,
ses enfants,
Jean-Philippe, David et Benjamin,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Max LANDMANN,

survenu à Paris, le 4 mars 1998, à l'âge de quatre-vingt-douze ans,
et rappellent la mémoire de sa sœur et de son frère,

Jenny et Leo,

morts à Auschwitz sans *sépulture*.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

« Ceux qui ont confiance en l'Eternel seront comme la montagne de Sion, qui ne chancelle pas, inébranlable à jamais.
Psaume 125, verset 1.

63, rue Claude-Bernard,
75005 Paris.

– M. et Mme Pierre Bernheim,
M. et Mme Paul-François Ryziger,
M. Alain Bernheim,
et ses enfants, Adrien, Aude et Ségolène,
M. et Mme Yves Bernheim
et leurs enfants, Pierre et Charles,
M. et Mme Philippe Nègre
et leurs enfants, Guilhem, Arnaud et Arthur,
M. et Mme Philippe Amiand
et leurs enfants, Frédérique et Floriane,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Fernand RYZIGER,
née Simone MILZ,

leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenu le 5 mars 1998, à la veille de son quatre-vingt-dix-huitième anniversaire.

Une cérémonie religieuse aura lieu le lundi 9 mars, à 10 h 30, en l'église protestante de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, Paris-16e.

L'inhumation se fera dans l'intimité familiale au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

69, boulevard de Beauséjour,
75016 Paris.
15, avenue Stéphane-Mallarmé,
75017 Paris.

– « Jeudi 5, une demi-heure avant midi

Yacha VAGUELSY

est mort à Paris. »

L'inhumation aura lieu samedi 7 mars, au cimetière parisien de Bagneux.

Rendez-vous à l'entrée principale, à 9 h 45.

Paulette, Rosa,
Daniel, Alain, Jean-Michel,
Louisette, Liliane, Claire, Gisèle, Anne, Manuelle et François, Pierre et Fabienne, Pascal, Jean-Christophe, Jeanne, Alexandre, Louise, Gaëtan et Laura.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mgr Georges Gilson, prélat de la Mission de France,
Les prêtres de la Mission de France,
Les membres de sa famille,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean VINATIER,

survenu le mercredi 4 mars 1998.

Les funérailles et l'inhumation ont lieu à Veix (Corrèze), le vendredi 6 mars, à 10 heures.

Anniversaires de décès

Dominique
BAUMONT de MASQUARD,
7 mars 1997.

« Nous vivons dans l'inconcevable, mais avec des repères éblouissants. »
René Char.

Stéphane Baumont,
son époux,
Olivier, Victoire, Edouard,
ses trois enfants,
Sa famille.

– Il y a six ans, le 7 mars 1992,

Michèle EVESQUE-MARENCO

quittait les siens.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

– Il y a un an, disparaissait

Albert GAZIER,
1908-1997,
ancien ministre,
doyen du Conseil supérieur
de la magistrature.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

– Le 7 mars 1997, nous quittait à regrets

Gus,
journaliste - dessinateur.

Pour cet ami fidèle et généreux,
Son épouse,
Et sa famille
demandent une affectueuse pensée à tous ceux qui ont eu le bonheur de le connaître.

26, rue du Commandant-René-Mouchotte,
75014 Paris.

Communications diverses

– Marc Boissière, président de l'Itinérante Flamme Eternelle de Dachau, Michel Bastok, *secrétaire général*, *Jo* Wajsblat, trésorier de l'Association Keren Or, dont les Anciens Déportés seront présents, et Jacques Altmann, porte-drapeau de l'Amicale d'Auschwitz, communiquent :

A l'occasion de la *présentation du film « Yerushalaim » (Jérusalem)*, au Palais des congrès, le 9 mars 1998, à 20 heures, l'Itinérante Flamme Eternelle de Dachau contre les exterminations et le drapeau israélien, sur une hauteur de dix mètres, peints par Colette Azoulay pour le comité seront exposés de part et d'autre de l'écran géant.

Transporteur attitré de la Flamme, Espace service Jammes, père et fils.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30

NOMINATIONS

DIPLOMATIE

Bertrand Besancenot a été nommé ambassadeur au Qatar, en remplacement d'Henri Deniaud, par décret publié au *Journal officiel* du 4 mars.

[Né le 6 avril 1952 à Casablanca (Maroc), *Bertrand Besancenot est docteur en sciences* politiques et diplômé de l'Institut national des langues orientales. Il a été notamment en poste à Doha (1978-1981), à New York (1985-1988), à Bruxelles auprès du Conseil de *l'Atlantique Nord* (1988-1991), à *Genève* auprès de la Conférence du désarmement (1991-1995) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay.]

ÉDUCATION

René Blanchet, recteur de l'académie d'Aix-Marseille, a été nommé *recteur de l'académie de Paris* (*Le Monde* du 5 mars), lors du conseil des ministres du 4 mars, en remplacement de Michèle Gendreau-Massaloux, nommée conseiller d'Etat en service ordinaire.

[Né le 22 juin 1941 à Chantelle (Allier), René Blanchet est ancien élève de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, diplômé d'études supérieures de géologie, agrégé et docteur d'Etat en sciences. Chargé de cours à l'université Paris-VII, il est nommé en 1976 professeur à l'université de Brest, puis en 1987 à *l'université de Nice, où il crée un institut* de géodynamique associé au CNRS. René Blanchet contribue à l'administration de la recherche de 1975 à 1984 et au développement des programmes internationaux de forages océaniques profonds. Membre de plusieurs commissions nationales de réflexion sur l'école, en 1989 sur les programmes, en 1995 avec Roger Fauroux et 1998 avec Edgar Morin sur les lycées, René Blanchet a été successivement recteur de l'académie de Nice (1989), de Montpellier (1991) et d'Aix-Marseille (1996).]

ENVIRONNEMENT

Jean-Félix Bernard a été nommé à la présidence du Conseil national de l'air, qui a été mis en place, *jeudi 5 mars*, par *Dominique* Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Le Conseil national de l'air est chargé de suivre les questions relatives à la *pollution*, à la *surveillance* et à l'amélioration de la qualité de l'air.

[Né le 15 octobre 1956 à Alger, Jean-Félix Bernard est titulaire d'une maîtrise de biologie. Président du groupe des Verts au conseil *régional d'Ile-de-France*, il est spécialiste des questions de pollution urbaine de l'air.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 5 mars sont publiés :

● **RMI** : un décret relatif aux *conditions de mise en œuvre de la* loi relative au revenu minimum, portant sur les crédits d'insertion.

● **Agriculture** : un arrêté modificatif fixant les mesures financières relatives à la prophylaxie collective de la leucose bovine enzootique.

● **Animaux** : un arrêté portant nomination au Conseil *national de* la spécialisation vétérinaire.

● **Conseil constitutionnel** : plusieurs décisions déclarant inéligibles pour un an Jean-Luc Beaumon *(MDC, Gironde)*, *Roger* Kinsonnier (MDR, Paris), Dominique Chabot (Paris), Raymond Delord (div., Paris), Corinne Haddad (div., Paris), Antoine Pontone (UDF-PR diss., Seine-Saint-Denis), Armand Capart (div. d., Seine-Maritime), Lionel Choucha (div. d., Paris) et Claude Lobjoit (PPL, Yvelines), pour n'avoir pas déposé leurs comptes de campagne dans les conditions et délais prévus par le code électoral.

Le rabbin Stourdze témoigne d'un enfer quotidien de Drancy à Auschwitz

Le président de l'Association indépendante nationale des anciens déportés internés juifs et leurs familles, déjà présent au procès de Klaus Barbie, a pris à partie la cour et les jurés. « Essayez d'imaginer... », a-t-il répété

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Sa parole de rabbin vient clore cinq mois de débats. Une ultime déposition de partie civile, une dernière parole de déporté, qui résonne *crescendo* et s'ajoute à la mémoire de ceux qui ont ici témoigné. Barbe blanche, costume sombre, Marcel Stourdze, quatre-vingt-cinq ans, président de l'Association indépendante nationale des anciens déportés internés juifs et leurs familles, pose ses deux cannes anglaises contre la barre. Il préfère rester debout.

Il y a peu, avant lui, la voix de Me Henri Leclerc, président de la Ligue des droits de l'homme, a retenti. *« Les droits de l'homme, nous en sommes tous les gardiens, nous en sommes tous porteurs* (...). *Comment est-ce possible qu'un fonctionnaire pétri des droits de l'homme, comme il le dit, ait pu continuer ? »* Maurice Papon a indiqué que son père était membre de la ligue, a rapporté qu'il eut lui-même pour professeur à la Sorbonne Victor Basch, ancien président assassiné avec sa femme en 1944 par la milice. *« Pourquoi juger si tard ?*, a demandé Me Leclerc. *Parce que ces crimes ne doivent donner lieu à la moindre amnésie, à la moindre amnistie. »* Maurice Papon s'est étranglé : *« Mais vous ne savez pas ce que j'ai fait ! »*

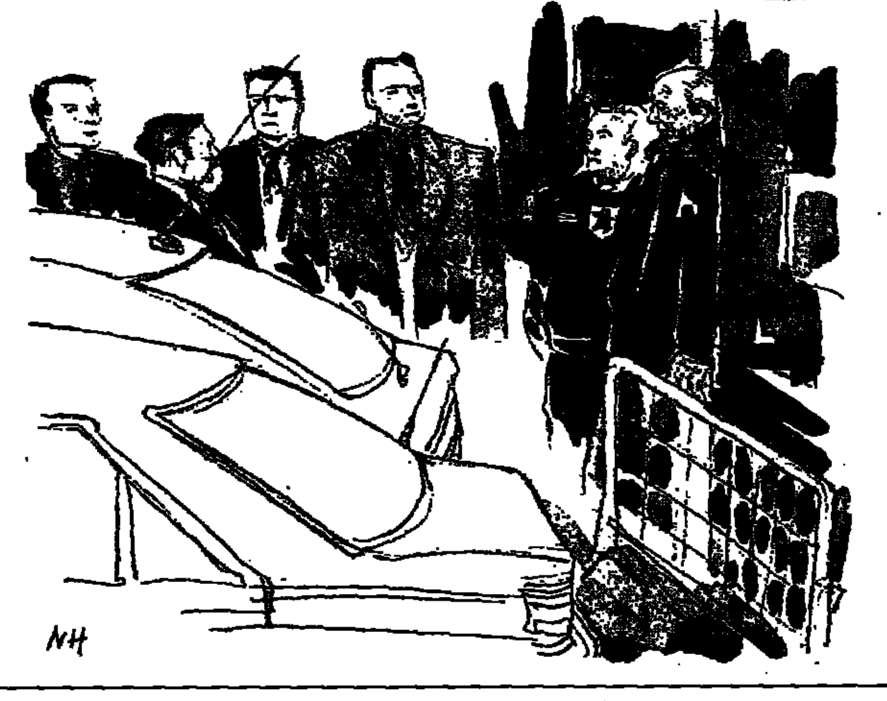
Ne rien oublier. Marcel Stourdze a la vie en lui qui s'anime pour rappeler que d'autres ont voulu, il y a cinquante-cinq ans, parce qu'il était juif, la lui retirer. Comme les derniers représentants des associations constituées parties civiles, il porte son message. Comme il y a onze ans, quand il le délivra au procès de Klaus Barbie. Arrêté le 16 août 1943 à Lyon, Marcel Stourdze a été déporté trois semaines plus tard, tout d'abord vers Drancy (*Le Monde* du 15 janvier). Son frère, lui, a connu le camp de Mérignac, en janvier 1943, puis la déportation, en juin.

« Drancy était ce camp de passage pour les juifs [qui] *ne savaient pas où ils seraient envoyés. Nous, nous savions déjà depuis la Nuit de cristal. Un de mes amis qui tenait une fabrique de pipes à Saint-Claude avait une radio avec une grande antenne. Et c'est là qu'on a appris.* (...) *Mais* [à Drancy] *nous ne pouvions pas leur dire "vous irez dans un camp où vous serez massacrés". »*

Alors, le rabbin décrit les deux bâtiments où l'on rassemblait ceux qui allaient être déportés. Ses mains s'agitent. *« Ils étaient mille, enfants, femmes, vieillards. On leur donnait un morceau de pain, de saucisson. Des autobus venaient les chercher pour aller à la gare de Bobigny. C'était des wagons de marchandises. On pouvait lire dessus : "Quarante hommes, huit chevaux." On les entassait : soixante-dix à quatre-vingts par wagons, avec un ou deux seaux hygiéniques. »*

Et puis soudain, des phrases, des scènes, des vies, qui jaillissent tout entières au présent. *« Le train part. Trois jours, trois nuits. Pour uriner dans les seaux, les femmes tirent une couverture, les hommes détournent la tête. Nous traversons l'Allemagne. Il fait froid. Il neige. Nous arrivons dans une gare. On ouvre la porte.*


Marcel Stourdze


Maurice Papon sortant du palais de justice de Bordeaux entouré par les hommes du Groupe d'intervention de la police nationale.

Sur le quai, il y a des SS avec leurs chiens. Les enfants ont peur. Quand on arrive au bout du quai, on nous sépare : les hommes entre seize et quarante-cinq ans, d'un côté ; les femmes, les enfants, les vieillards, de l'autre. Moins cinq degrés, il fait très froid. Nous arrivons au camp d'Auschwitz III. »

Alors, du même souffle : *« On nous fait mettre tout nu. Un déporté arrive. Il vous rase. Sous les bras, sur la poitrine, sur le pubis. »* Il fixe la cour et les jurés : *« Imaginez, mesdames, l'éponge sur votre corps, sur les seins, entre vos jambes. »*

Il poursuit : *« Après, vous prenez une douche chaude. On vous donne une sorte de pyjama, de grosses godasses. On vous place par ordre alphabétique, en rang, ils notent votre profession. Et on vous donne un numéro. Alors un déporté va le tatouer. Il a un porte-plume avec une épingle.* (...) *Il frappe les trous des chiffres. Pour faire un chiffre, il faut dix trous. Quand vous avez un nombre avec six chiffres... »* Marcel Stourdze dégrafe et relève sa manche gauche : *« Si vous le désirez, je peux m'approcher de vous, monsieur le président... Souvent, ça s'est mis à saigner, à s'infecter. C'est la mort. »*

« Essayez d'imaginer », répète inlassablement la voix du déporté. L'absurde : monter et descendre des lits. Cinquante fois, jusqu'à l'épuisement, jusqu'à la mort. *« Essayez d'imaginer. »* La dégradation, la faim, le froid, le travail, une gamelle de soupe pour quatre. *« Nous sommes obligés de laper. Nous ne sommes plus des hommes, mais des animaux. » « Essayez d'imaginer ceux qui sont partis de Mérignac et qui ne sont plus rien. »*

« LA VUE SUR LES CHEMINÉES »

Puis l'enfer, en vrille. En janvier 1945, les cinquante-deux blocs, les 12 500 internés de son camp, sont évacués. *« Nous nous retrouvons tous sur la route, dans la neige. Et vous marchez, le soir, la nuit. Et quand votre voisin tombe, un SS lui met une balle dans la tête. Au bout de trois jours, nous n'avons rien à manger. Nous tombons sur un train. Nous montons dans des wagons. Nous sommes serrés, cent, cent vingt. Quand il y a un mort, on le jette. On lui retire son pyjama, parce qu'on a froid. Mais au troisième jour, les SS vous l'interdisent. Alors on entasse les morts au fond du wagon, les uns sur les autres, la face en bas. Quand nous arrivons au bout de six jours à Oranienbourg, nous sommes deux mille cinq cents sur les douze mille cinq cents. »*

Enfin meurt le présent, pour revenir au passé. « Avant, nous avions la vue sur les cheminées. Dès qu'il y avait un peu de vent, on sentait l'odeur des corps brûlés. » On fit de leurs cendres, rappelle M. Stourdze, des engrais. On récupérait des femmes les cheveux *« pour faire des coussins pour l'aviation allemande ». « Trois ans après la Libération, je suis revenu. Dans une cuve énorme, il y avait des chevelures. Et j'ai l'impression d'avoir vu la chevelure de ma femme. Aujourd'hui, tous ces cheveux sont devenus blancs. Mais ils avaient encore à l'époque la couleur de ceux que vous aviez aimés. »*

La conclusion tombe : *« Ceux qui sont directement ou indirectement responsables de ces crimes doivent être dénoncés. Au procès de Klaus Barbie, un juré m'a demandé si j'étais capable de pardonner. J'ai répondu que seuls ceux qui ne sont pas rentrés pouvaient pardonner. Notre obligation est de lutter pour que cela ne se reproduise plus jamais ».*

Jean-Michel Dumay
Dessins : Noëlle Herrenschmidt

Me Varaut verse aux débats une plainte contre Serge Klarsfeld

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

L'incident est donc arrivé, *in extremis*, avant les plaidoiries. Me Jean-Marc Varaut fait part en début d'audience, jeudi 5 mars, de la *« nécessité »* de déposer une plainte contre Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France (Ffdjf), pour *« pression sur la justice ». « J'avais pensé que Serge Klarsfeld, qui avait demandé à prendre la parole* [NDLR : au titre des parties civiles personnes morales], *serait présent aujourd'hui. Et j'avais l'intention de* [lui] *demander s'il retirait ce qu'il disait aux alentours du 1er février et de dire s'il respecterait la décision qui serait rendue par cette cour quelle qu'elle soit. »*

Sans l'avancer explicitement, Me Varaut fait allusion aux déclarations controversées des Klarsfeld, père et fils, qui, révélant le 28 janvier un lien de parenté entre le président de la cour, Jean-Louis Castagnède, et cinq des victimes des faits, ont accusé le juge d'avoir délibérément caché ce lien pour présider les assises. Dans un communiqué publié jeudi, Me Arno Klarsfeld a jugé *« prétexte et fallacieuse »* la plainte déposée contre son père. Cette plainte *« dirigée pour intimider les jurés démontre que c'est à juste titre que nous avons révélé, il y a un mois de cela,* [ce] *lien de parenté »*, a-t-il ajouté.

Par un étrange consensus, au sein du prétoire, personne jusqu'à présent n'avait évoqué clairement la question, susceptible de troubler le bon ordonnancement du procès. *« Or*, estime Me Varaut, *les ultimes déclarations* [de Serge Klarsfeld] *à* Libération, *au* Journal du dimanche, *dans la presse étrangère, à Radio Shalom et à* Tribune juive, *caractérisent une pression sur la justice sans précédent dans l'histoire judiciaire. »* L'avocat observe que, malgré ces accusations, la justice n'a toujours pas engagé de poursuites pénales à l'encontre des deux avocats, mais seulement des poursuites disciplinaires qu'il qualifie de *« dérisoires et périphériques ».*

Dans sa plainte, versée aux débats, Maurice Papon s'appuie sur le fondement de l'article 434-16 du code pénal, qui dispose que *« la publication, avant l'intervention de la décision juridictionnelle définitive, de commentaires tendant à exercer des pressions en vue d'influencer* (...) *la décision des juridictions* (...) *est punie de six mois d'emprisonnement et de 50 000 francs d'amende ».*

« SUBTERFUGE »

Versée au dossier, la plainte a également pour effet de laisser une trace du lien de parenté. Enfin, elle ébauche, pour la défense, un angle de bataille juridique à venir, au-delà d'un éventuel pourvoi en cassation : « [cette pression] *est incompatible avec les conditions d'un procès équitable au sens de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ».*

En l'absence de nombreux avocats de la partie civile, dont Me Arno Klarsfeld, Me Gérard Weltzer dénonce *« un effet d'audience »*, Mes Raymond Blet et Francis Jacob un *« subterfuge »*. Le procureur général Henri Desclaux se déclare, pour sa part, *« surpris que cette intervention ait lieu à la barre »*, tout en s'engageant *« à transmettre la plainte au procureur compétent ». « Est-ce un moyen de donner un poids maximal à cette pression sur le cours de la justice ?* interroge-t-il. *S'agit-il de laisser entendre à la cour et aux jurés que, s'ils condamnent Maurice Papon, ils céderaient aux pressions ? »*

Puis le procureur général attaque. *« Je n'aime pas le cours que d'aucuns veulent voir donner à ce procès »*, dit-il en faisant référence à la mise en cause, par Maurice Papon, de l'avocat général Marc Robert dans le traitement du dossier Bousquet (*Le Monde* du 5 mars).

« Nous avons conscience qu'il s'agit d'une stratégie de la défense. Faute de se battre sur les faits, on se bat sur les hommes, par insinuations (...). *»* Le président a écouté les échanges sans mot dire.

J.-M. Dy

Comment « La Petite Gironde » devint « Sud-Ouest », sur fond de collaboration et de résistance

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

« Ça tirait de partout, alors j'ai préféré dormir au journal. J'étais le minot, le bleu, et je vous assure que cette journée et cette nuit m'auront marqué ! » Jean Sénard a bien des raisons de se souvenir de ce lundi 28 août 1944. Ce matin-là, Bordeaux s'était réveillée libre et le jeune journaliste, engagé quinze jours auparavant, allait voir son premier « papier » signé publié dans un quotidien. Et pas n'importe lequel, puisqu'il s'agissait du premier numéro de *Sud-Ouest*, qui succédait à *La Petite Gironde*. Le lendemain, mardi 29 août, les Bordelais purent acheter, pour 1,50 francs, une simple feuille recto-verso, avec une photo du général de Gaulle sous un titre de sept colonnes : *« Bordeaux a fêté sa libération ! »*

A côté de l'article de Jean Sénard, un long éditorial signé Jacques Lemoîne : *« Et rien ne fut beau comme le spectacle de ce grand peuple qui, seul, abandonné à lui-même, trahi par ses chefs, n'accepta jamais de courber la tête et d'infléchir son jugement. »* Sur la même page, le Comité départemental de libération nationale, *« exclusivement composé d'hommes qui, durant quatre longues années, ont lutté clandestinement contre l'oppression allemande »*, lançait un appel au calme et affirmait que *« justice sera rendue à tous ! ».*

Qui trouve-t-on dans ce comité, comme représentant *de « la presse résistante »* ? Jacques Lemoîne. La surprise est de taille. Jacques Lemoîne n'a-t-il pas été, jusqu'en janvier 1943, rédacteur en chef de *La Petite Gironde* ? Ce journal a suivi à la lettre les consignes de la Propaganda Staffel : *« Ne plus écrire "israélite" mais exclusivement "juif" », « Les mots "troupes françaises, armée française, personnalités françaises" ne doivent pas être employées pour désigner les personnes ou formation passées en dissidence ».* Le 29 septembre 1942, le quotidien publie un appel à la délation lancé par les autorités allemandes : *« Les prisonniers français dont les familles contribuent à l'arrestation de saboteurs d'agents ou de parachutistes ennemis seront libérés. »*

MISE EN PAGE

Certains journalistes s'efforcent pourtant de « détourner » les injonctions allemandes. Fin 1942, Gérard Fiquémont, secrétaire de rédaction, est licencié à la demande des Allemands qui ne supportent pas les rapprochements tendancieux qu'ils croient déceler dans sa manière de mettre le journal en page. Accoler, par exemple, une publicité sur la mort aux rats à un article sur l'armée allemande.

Jacques Lemoîne écrit, pour sa part, plusieurs articles nettement maréchalistes. Grand bourgeois parisien, Jacques Lemoîne, qui a épousé une riche héritière du Lot-et-Garonne, est devenu rédacteur en chef de *La Petite Gironde* en 1937. Le quotidien est alors dirigé par Richard Chapon, arrière-petit-fils de Gustave Gounouilhou, un Bergeracois républicain, qui fonda le journal en 1853 pour combattre Napoléon III. Avant la guerre, le quotidien tire à 300 000 exemplaires, est lu de Poitiers à Bayonne, de Bordeaux à Perpignan.

Lorsque l'armistice est signé, *La Petite Gironde* prend le parti de la collaboration. Richard Chapon est aussi un des premiers à participer financièrement à la création de l'agence Inter France, qui diffuse à la presse de province les informations de l'agence allemande Transocéan, et accepte aussi d'imprimer deux quotidiens de la Wermacht.

Collaboration ou double jeu ? Les avis divergent encore. Certains estiment que, dès septembre 1940, Lemoîne et Chapon ont manifesté des *« sympathies »* gaullistes. En janvier 1943, les Allemands se plaignent devant Chapon de l'attitude de Lemoîne, jugé trop indépendant. Chapon, c'est du moins ce que racontent aujourd'hui ses amis, fait semblant de se mettre en colère contre son rédacteur en chef. En douce, il lui recommande de partir : *« Allez à la campagne et faites des enfants. »*

Jacques Lemoîne se retire alors dans la superbe propriété de sa femme, à Casteljaloux, dans le Lot-et-Garonne. On n'entendra absolument plus parler de lui jusqu'à ce fameux 29 août où il réapparaît, cette fois comme directeur, à la « une » de *Sud-Ouest*, dont il a lui-même choisi le titre. Comme pour Maurice Papon, c'est Gaston Cusin, futur commissaire de la République, qui choisit Jacques Lemoîne.

COMBATS JURIDIQUES

Le climat est tendu dans la rédaction. Certains journalistes ont ouvertement collaboré, s'affichant avec des officiers nazis, dénonçant leurs collègues. D'autres ont résisté. François Latappy, par exemple, qui, du Fort-du-Hâ, à Dora, en passant par Ravensbrück, a parcouru le long chemin de croix de la barbarie nazie et survécu par miracle. Aujourd'hui, Latappy est formel : c'est grâce à Chapon qu'il a pu, une première fois, éviter d'être emmené par les Allemands. *« Chapon m'a dit : "Il faut que tu t'en ailles d'ici dès ce soir, Dornemann, le responsable de la Propaganda Staffel, m'a averti". »*

« Latappy n'a pas fait la carrière que ses titres de résistant et ses capacités professionnelles lui auraient permis d'accomplir », estime un observateur averti de cette époque, qui ajoute, en contrepoint : *« En revanche, des collaborateurs zélés ont retrouvé des situations enviables. »* Et de conclure : *« Lemoîne a sans doute jugé plus utile de s'entourer de personnes ayant montré leur réelle capacité de servilité. »* Si certains cadres eurent quelques ennuis pour faits de collaboration, ils furent assez vite réintégrés.

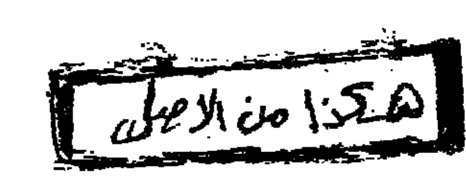
A l'extérieur de la rédaction aussi, le climat est exacerbé. De nombreux mouvements de résistance, dont les Francs-tireurs partisans, sont choqués des décisions prises par le Comité de libération et par Gaston Cusin. En novembre 1944, les communistes sont ainsi prêts à un coup de force pour s'emparer des imprimeries de *Sud-Ouest*. Celles-ci seront protégées par des tirailleurs sénégalais, appelés par le colonel Druilhe, ancien chef des maquis de Dordogne et devenu commandant de la région militaire. Par un curieux paradoxe, *Sud-Ouest* doit en fait sa survie à Georges Grosjean, résistant authentique, directeur de *France-Libre*, journal né dans la clandestinité, qui partage les mêmes locaux.

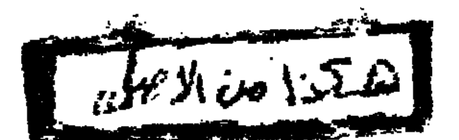
Sud-Ouest ou *France-Libre* ? En mars 1945, une commission d'enquête tranche en faveur de la machine industrielle, financière et politique bien rodée, par rapport aux bricoleurs résistants peu expérimentés. Les mauvaises langues feront valoir qu'Henri Teitgen, le père du ministre de l'information Pierre-Henri Teitgen, sera élu, en 1946, député de la Gironde, avec l'appui de *Sud-Ouest*.

En septembre 1947, un jury d'honneur, constitué dans des circonstances bizarres, mais avec l'approbation de Lemoîne, est très dur pour celui-ci. *« En droit*, peut-on y lire, *Jacques Lemoîne est responsable des articles publiés sous son contreseing sur le territoire français occupé... et dont certains ont déjà entraîné la condamnation d'un de ses rédacteurs, pour collaboration avec l'ennemi, à vingt ans d'indignité nationale. »* Mettant radicalement en doute les qualités de résistant de Lemoîne, le jury d'honneur lui dénie le droit d'avoir représenté la presse résistante au Comité de libération et souhaite que lui soient retirées la Légion d'honneur, la croix de guerre, la médaille de la Résistance et la carte d'identité des journalistes professionnels.

Jacques Lemoîne, qui, entre temps, a été élevé au grade d'officier de la Légion d'honneur, fait alors diffuser une note en réfutation dénonçant ce *« traquenard »*. La suite fut une longue succession de combats juridiques. Le 28 mars 1946, la société de Richard Chapon, éditrice de *La Petite Gironde*, est condamnée à la peine maximale : dissolution générale et confiscation. La décision fut ensuite cassée, au grand dam du bureau de la fédération de la presse clandestine. En 1954, le tribunal de Bordeaux, pour solde de tout compte, acquittera la société. Jacques Lemoîne décédera le 13 février 1968. C'est son fils Jean-François qui, aujourd'hui, dirige *Sud-Ouest*.

José-Alain Fralon





HORIZONS

ENQUÊTE

Visite guidée à Tchernobyl

A l'entrée, le panneau indique : *« Zone d'exclusion. Il est interdit de chasser, de ramasser des champignons, de cueillir des fruits. »* Toute voiture doit s'arrêter au poste de garde. Derrière la barrière zébrée s'étend une campagne contaminée par des éléments radioactifs. C'est *« la zone »*, comme disent les Ukrainiens, une région de végétation folle, de bourgades vidées de leur population et de villages fantômes, évacués en raison du danger. La zone est un cercle de 30 kilomètres de rayon, ayant pour centre Tchernobyl. Elle a été délimitée après la catastrophe nucléaire du 26 avril 1986, survenue à 1 h 23 du matin, lorsqu'une expérience sur le réacteur numéro 4 se termina par une série d'explosions. Tous les habitants furent emmenés en bus, 1 500 véhicules furent mobilisés. A l'époque, les officiels soviétiques répétaient : *« Prenez une petite valise par personne seulement, vous ne partez que pour trois jours, c'est une mesure temporaire. »* Personne, ou presque, n'est jamais revenu.

En cette matinée ensoleillée d'hiver, Rimma attend, adossée à une camionnette, de l'autre côté de la barrière. Elle travaille comme guide dans la zone. A quarante-deux ans, cette Tatar originaire de Bachkirie (Russie), a atterri là parce que son salaire d'enseignante de lettres ne lui permettait plus de financer les études de son fils adolescent. *« Il y a un an, un ami m'a dit : "Viens travailler avec nous à Tchernobyl, passe trois mois sur place, si tu ne t'y plais pas, tu repars. "J'ai d'abord hésité, j'avais un peu peur. Puis j'ai vu le logement deux pièces, la télévision couleur, le réfrigérateur, le sauna au premier étage... J'ai décidé de rester »*, raconte-t-elle. Rimma gagne l'équivalent de 1 500 francs, soit trois fois le salaire moyen en Ukraine. Divorcée avec deux enfants à charge, elle dit avec résignation : *« Travailler à Tchernobyl vaut mieux que de mourir de faim. »*

Son employeur est la société InterInform, fondée en 1997, qui demande environ 200 dollars (1 200 francs) au visiteur pour parcourir la zone. Les clients sont essentiellement des journalistes et des chercheurs occidentaux. InterInform est une sorte d'excroissance « privatisée » du ministère ukrainien des situations d'urgence. *« Un jour, des gens du ministère ont appris qu'ils risquaient d'être victimes de coupes budgétaires. Ils ont alors décidé de s'autofinancer en fixant un tarif pour les visiteurs de la zone »*, explique un responsable. En avril 1996, pour le dixième anniversaire de l'accident de Tchernobyl, InterInform (98 employés) a enregistré son meilleur chiffre d'affaires, avec environ 400 délégations.

Mais la radioactivité ? Sur un ton bravache assez déconcertant, qu'affectionnent de nombreux habitants de la zone, Rimma s'esclaffe : *« C'est toujours la même question ! La radioactivité, le danger ! »* Mais elle ajoute lentement : *« La radioactivité est invisible et elle est partout. Il ne faut pas en avoir peur, il faut la respecter, c'est-à-dire observer certaines règles. Voilà ce que j'ai appris ici. »*

Sur le niveau de radioactivité, InterInform fournit les chiffres suivants : dans le village de Tchernobyl, 67 microrems (67 millièmes de rem) par heure. A Pripiat, la ville où habitaient les employés de la centrale, aujourd'hui dépeuplée, 80 microrems. A proximité du « sarcophage » recouvrant le réacteur détruit, entre 700 et 1 400 microrems. Le niveau jugé « normal » (observé à Kiev, la capitale ukrainienne) est de 15 microrems par heure. Une dose absorbée de 100 rems peut être mortelle, indique InterInform, qui s'appuie sur cette donnée pour relativiser les dangers encourus dans la zone.

Des études occidentales sur les effets biologiques des rayonnements ionisants indiquent cependant qu'une exposition chronique à la radioactivité peut avoir des effets tels qu'une stérilité chez la femme, des problèmes d'opacité du cristallin de l'oeil, des cancers, des malformations dans la descendance.

Le règlement impose de changer de vêtements en entrant et en sortant de la zone – une chapka, une veste matelassée et des bottes sont fournies. A la sortie, il faut passer dans un détecteur de radioactivité, qui indique si l'on a *« pris une dose »*, et prendre, éventuellement, une douche. Il est déconseillé de jeter un mégot : les feux de forêts sont fréquents et soulèvent des masses de particules dangereuses. Depuis qu'en 1992 un incendie a détruit des centaines d'hectares, propulsant dans l'air des éléments radioactifs contenus dans les plantes et le sol, un hélicoptère survole chaque jour la zone pour détecter d'éventuels foyers.

Ne pas, non plus, s'écarter des routes goudronnées : seules les principales artères de la zone ont été *« nettoyées »*, leur asphalte entièrement refait. Se tenir à distance des « 900 points » où ont été ensevelis des objets hautement radioactifs : matériel de pompiers, barres métalliques, déchets divers. Prendre ses jours de repos – un employé de la zone travaille deux semaines par mois. Ne pas consommer d'aliments produits localement. La cantine de Tchernobyl précise qu'elle ne sert que des plats *« propres »*, arrivés de l'extérieur de la zone : escalopes de porc panées, salades de choux, jus de fruit. Plus loin, une boutique propose des ananas.

La camionnette roule à vive allure dans un paysage de forêts de pins, d'étendues herbeuses, de mares, de fermes abandonnées. *« La radioactivité apparaît par poches, on ne sait pas vraiment où : ça peut bouger en fonction de la température, du vent, de la pluie. On peut marcher sur un sentier, être en sécurité, puis faire deux pas sur le côté et être gravement exposé »*, dit Rimma. Le véhicule passe à côté de quelques clairières aux troncs d'arbres rabougris, *« brûlés »* par la radiation.



Douze ans après la catastrophe nucléaire, la zone contaminée et vidée de ses habitants présente toujours un paysage de désolation. 4 800 employés reviennent travailler à la centrale dans la journée. Pour 200 dollars, une organisation propose même la visite des lieux

« Travailler à Tchernobyl vaut mieux que de mourir de faim »

Ailleurs, la végétation grouille. Elle a pris ses aises, livrée à elle-même depuis près de douze ans. Des herbes hautes envahissent les cours d'immeubles. Les kolkhozes désertés ressemblent à l'œuvre d'un botaniste fou. Partout, cachés, il y a une multitude d'animaux, des grenouilles, souris, mulots, biches, renards, sangliers. On raconte aussi que les cigognes ont commencé à revenir.

La visite guidée de Tchernobyl comporte des passages obligés, des endroits plus impressionnants que d'autres dans cet univers de désolation. A Pripiat, la grande roue qui animait le petit parc d'attractions est toujours debout, avec ses paniers rouillés. Elle tournait encore, paraît-il, au lendemain de l'accident : la propagande soviétique niait alors le danger. Rue de l'Amitié-entre-les-peuples, une fresque murale proclame encore : *« Le parti de Lénine nous mène vers la construction du communisme. »* Et voici l'école maternelle, avec ses nounours enlacés dans un coin, au milieu des gravats. Un écriteau a figé le temps : *« Etudions les résultats du 27e congrès du Parti ! »*

En dépit des risques encourus, l'endroit a été entièrement pillé, notamment les nombreux appartements abandonnés. A Pripiat, ville « pionnière » aux salaires avantageux du temps de l'URSS, les logements étaient relativement bien équipés... Après la catastrophe nucléaire, une partie de ce mobilier désormais contaminé, – canapés, fauteuils, télévisions, réfrigérateurs, – a été emportée frauduleusement pour être mise en vente sur des marchés à travers l'Ukraine...

PLUS loin, le petit pont en bordure de ville a une vue imprenable sur la centrale. Les maîtresses d'école, inconscientes du risque, avaient cru bon, le 26 avril 1986 – c'était un samedi – d'y emmener les enfants pour leur montrer la ronde des hélicoptères au-dessus du réacteur en flammes. Elles voulaient vanter *« le travail héroïque des pompiers soviétiques »*. De nombreux enfants allaient souffrir, plus tard, de cancers de la thyroïde. Seuls 3 kilomètres séparent le réacteur numéro 4 de Pripiat.

Rimma parle du passé, cherche à animer ces rues vides. *« Avant 1986, 135 000 personnes vivaient dans la zone : 18 000 à Tchernobyl, une bourgade dont l'histoire remonte au Moyen Age et qui a donné son nom à la centrale ; 50 000 à Pripiat, la ville champignon construite pour les employés de la centrale en 1972 ; et le reste de la population était éparpillé dans une centaine de villages alentour. »*

Aujourdhui, quelque 6 000 personnes travaillent officiellement dans la zone. Parmi elles, les 4 800 employés de la centrale nucléaire, dont la fermeture a été annoncée pour l'an 2000 par le président ukrainien, Leonid Koutchma. Depuis leur expulsion de Pripiat, ils vivent pour la plupart avec leurs familles dans la ville nouvelle de Slavoutitch (40 000 habitants), construite après l'accident à 40 kilomètres de la centrale, sur un emplacement où le sol a été « refait » sur 50 centimètres de profondeur. Ils se rendent quotidiennement à la centrale. Les plus fortunés bénéficient d'un transport spécial, des mini-camionnettes de marque Mercedes. Les autres prennent un train-navette, qui passe par un bout de territoire biélorusse. Il y a aussi les équipes chargées de l'administration et du nettoyage de la zone, et puis les employés de InterInform. Leurs séjours sur place sont théoriquement espacés. Ils disposent de bureaux à Kiev, à 140 kilomètres de là, « en sécurité ».

Il existe cependant un groupe de « clandestins », des irréductibles qui ont décidé, en dépit du danger, de retourner vivre « en permanence » à l'intérieur des *« 30 kilomètres »*, et que les autorités ukrainiennes laissent faire, par une sorte de résignation ou d'indifférence : ce sont les 700 villageois rescapés (chiffre fourni par InterInform). A leur sujet, des officiels font souvent ce commentaire : *« Ce sont des gens âgés qui se disent qu'ils mourront bientôt de toute façon, que ce soit à cause de la radiation ou d'autre chose... »*

Au bout d'un petit chemin de terre, passé l'épouvantail, l'enclos de la vache et la petite cour où picorent 10 poules, on arrive dans la ferme familiale de « Died Nikolaï » (Papi Nicolas) et « Baba Nastia » (Mamie Anastasia). Ils ont respectivement soixante-quatorze et soixante-treize ans. Ils sont nés dans ce hameau d'Opatchitsi, d'où ils avaient été évacués en 1986 en raison des retombées radioactives. Ils sont revenus dans la zone quelque temps après, *« parce que le logement qu'on leur avait donné dans la région de Makarov* [à l'ouest de Kiev] *ne convenait pas du tout »*, explique le vieil homme. Comme d'autres victimes de Tchernobyl, ils touchent une pension spéciale (130 hrivnas à eux deux, soit 420 francs), qu'ils surnomment *« la prime du cercueil »*.

COMME les 55 autres rescapés du hameau, ce couple de paysans, qui a voulu retourner sur la terre *« où sont enterrés* [ses] *ancêtres »*, survit grâce aux produits d'un lopin de terre contaminé. Pommes de terre, légumes, œufs, lait. Une camionnette de ravitaillement leur apporte chaque semaine des oignons, de l'huile, du sel. L'été, leur fils Kolia, ouvrier en bâtiment à Kiev, vient séjourner *« à la campagne »* avec ses enfants. Tout le monde s'expose alors à la radioactivité en consommant des produits locaux, ou en se promenant dans la forêt pour cueillir des fruits, chasser le lapin... L'hiver, les grands-parents envoient des paquets de champignons séchés aux petits-enfants. Au diable le risque de contamination ! L'important *« est de les aider, parce que les temps sont durs »*, se défend Baba Nastia, évoquant les retards de versement des salaires. Il faut croire que la crise économique, durement ressentie ici comme ailleurs en Ukraine, fait oublier les règles élémentaires de sécurité.

Dans sa maison en bois décorée de dentelles et d'icônes, assis à côté du vieux poêle en faïence, Died Nikolaï propose une tournée de son alcool maison. Comment se sent-il ? N'est-il jamais malade ? Il dément avoir le moindre problème. *« Tout va bien ! La radioactivité, avec un petit coup de vodka, ça passe ! »* Un médecin vient les ausculter de temps à autre et n'aurait détecté qu'*« un peu de tension »*, dit ce vieux couple, qui semble, comme de nombreux autres habitants de la zone, vouloir nier le moindre danger à être là.

La vie de Baba Nastia est un condensé d'histoires, que Rimma racontera en aparté, pour faire comprendre que cette robuste paysanne *« en a vu d'autres »*. En 1941, après l'invasion nazie, Anastasia est expulsée de chez elle et emmenée, avec sa sœur jumelle, *« comme esclave »* en Allemagne. Elles travaillent comme soudeuses en usine.

A la fin de la guerre, Anastasia décide de retraverser l'Europe à pied pour rentrer chez elle. Mais sa sœur jumelle rejette le *« pays des soviets »* et émigre au Brésil, d'où elle enverra plus tard, après la chute de l'URSS, des petits colis de cadeaux.

Anastasia retrouve ses champs, son kolkhoze, et *« travaille dur, des années durant, à la construction du communisme »*. Les années passent. Ses enfants grandissent – *« les plus heureux du monde »*, disait le slogan soviétique. Le 27 avril 1986, Anastasia a soixante-deux ans lorsque des soldats surgissent de nouveau et ordonnent d'évacuer les lieux. Expulsée de son domicile, la vieille femme résistera à sa façon. C'est ainsi qu'après cette *« nouvelle guerre »* que fut pour elle l'accident de Tchernobyl, Anastasia est rentrée à pied chez elle, une deuxième fois, en se faufilant à travers les bois irradiés de sa région natale.

Natalie Nougayrède

Dessin : Alexios Tjoyas

L'AVENIR DES RÉGIONS

LORRAINE

Une reconversion toujours recommencée

L'industrie automobile et les investissements étrangers ne suffisent pas à compenser la saignée de la fermeture des mines et des industries lourdes. Le deuxième âge de la renaissance passe par l'élaboration de projets endogènes et implique de compter d'abord sur ses propres forces

METZ ET NANCY
de nos correspondants

« Il ne faut pas laisser croire à une Lorraine entièrement prospère et n'ayant nul souci du lendemain grâce à l'expansion déjà enregistrée. » Formulé en 1957 dans un document de travail régional, c'est-à-dire bien avant la crise de la sidérurgie, cet avertissement met le doigt sur les faiblesses structurelles de la Lorraine dues, pour partie, à une insuffisante diversification depuis la naissance de l'industrie lourde.

L'avertissement, lancé l'année même de la signature du traité de Rome, n'a pas été entendu. Résultat : en moins de trois décennies, entre 1962 et 1990, la Lorraine perd cent soixante mille emplois dans ses industries traditionnelles (houillères en Moselle, mines de fer et sidérurgie en Moselle et Meurthe-et-Moselle et textile dans les Vosges). Les hauts-fourneaux, qui ont longtemps marqué le paysage lorrain, s'éteignent les uns après les autres. L'exploitation du minerai de fer est complètement arrêtée depuis 1997, celle du charbon est programmée pour 2005. La Lorraine découvre avant l'heure les effets de la globalisation de l'économie avec la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

La reconversion est d'autant plus douloureuse que la région s'y engage à reculons. *« Les Lorrains ont un haut-fourneau dans la tête »*, dira, en 1984, Jacques Chérèque, ancien numéro deux de la CFDT, lorsqu'il est nommé préfet délégué chargé du redéploiement industriel en Lorraine.

Pour faire face à ces pertes massives d'emplois qui se sont succédé par vagues de quinze mille à vingt mille, la Lorraine cherche une roue de secours, qu'elle trouve dans l'industrie automobile. Trente-cinq établissements de plus de cinquante salariés sont créés, employant globalement, à présent, près de trente mille personnes. L'arrivée d'investisseurs étrangers apporte également un ballon d'oxygène permettant d'amortir la brutalité du choc des suppressions de postes de travail. Les « étrangers » emploient, en 1997, plus de quarante-neuf mille salariés dans trois cent trente-huit entreprises de dix-huit nationalités différentes.

Ces résultats, non négligeables, restent insuffisants, quantitativement et qualitativement. L'annonce, l'été dernier, de la fermeture des unités des groupes japonais JVC (235 salariés) et Panasonic (140 salariés), installés à Longwy et spécialisés dans l'électronique grand public, le prouve. Il ne suffit pas d'accueillir de nouveaux investisseurs pour assurer une reconversion durable. C'est d'ailleurs le problème essentiel du pôle européen de développement (PED) des trois frontières lancé en 1985 par la France, la Belgique et le Luxembourg pour compenser les pertes d'emplois de la sidérurgie dans ce bassin transfrontalier.

Ce *« laboratoire de l'Europe »*, comme l'a baptisé l'ancien président de la Commission européenne Jacques Delors en 1989, n'a pas tenu ses promesses. L'objectif de créer huit mille emplois en dix ans, dont cinq mille cinq cents sur la partie française, n'a pas été atteint. Un sur deux seulement a vu le jour de ce côté-ci de la frontière. A la désillusion de voir le PED qui *« se désengage et n'a plus de projets »*, selon l'expression de la CFDT, s'ajoute une nouvelle fois l'angoisse suscitée par l'annonce de la fermeture du train à fil d'Unimétal (313 salariés) à Longwy. Cette situation prouve qu'il est vain de tout attendre des investisseurs extérieurs, rappelle Gervais Hans, ancien responsable cédétiste de la sidérurgie et aujourd'hui chargé de mission dans une société de reconversion. Même si la Lorraine est la première région française pour l'accueil d'entreprises étrangères. C'est précisément le message que sont venus rappeler, dans le pays haut meurthe-et-mosellan, le 26 janvier dernier, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, et Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie : *« Ayez des projets, l'Etat les soutiendra »*, ont-ils déclaré.

En diversifiant son tissu industriel grâce à l'arrivée de nouveaux investisseurs, la Lorraine ne règle pas tous ses problèmes. Après avoir vécu durant des décennies sous la domination de l'industrie lourde, qui réclamait des bras et non des têtes, elle réapprend à développer ses projets. C'est une véritable transmutation, qui est pour elle une seconde reconversion. Elle arrive à maturité après une longue gestation. Christian Marchach, ancien directeur général de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar, devenue Agence nationale de l'innovation), venu prendre le pouls de la région, en 1982, à la demande de Pierre Mauroy, premier ministre de l'époque, avait déjà préconisé à la Lorraine : *« Aide-toi, le ciel t'aidera. »* Il y a seize ans, la région n'était pas prête à entendre un tel langage. Elle vivait ces restructurations comme une injustice après avoir cru être le *« Texas français »*.

> « Notre région s'avère davantage encadrée par les nouvelles lignes majeures de l'Europe que directement sur ces dernières. Elle risque donc à court terme d'être dans une zone oubliée du nouvel archipel continental »

Aujourd'hui, le développement endogène, c'est-à-dire les projets d'initiative locale, est stratégique pour la Lorraine, à au moins deux titres. Premièrement, il permet d'ancrer les nouvelles implantations. Les investisseurs extérieurs à la recherche de sous-traitants et d'équipementiers peuvent en effet puiser dans le vivier des nouvelles PME. A l'instar de l'américain Allied Signal, qui, pour son unité de pots catalytiques de Florange (Moselle), utilise les compétences d'une jeune société, Travodiam, pour la découpe de pièces effectuée auparavant aux Etats-Unis.

Deuxièmement, les grands groupes, se recentrant sur le cœur de leur métier, veulent autour d'eux des partenaires participant aussi aux efforts de recherche, explique Philippe Gallin, président de l'Association pour l'expansion industrielle de la Lorraine et PDG d'une filiale d'un groupe américain implantée dans les Vosges. Les constructeurs automobiles ont ouvert la voie. A preuve, la conception de l'usine MCC (Micro Compact Car) à Hambach (Moselle), où est construite la Smart, la petite dernière de Mercedes et Swatch, qui concentre sur un même site six fournisseurs pour travailler en flux tendu.

Synergie est, avec Promotech, un des deux centres européens d'entreprise et d'innovation lorrains spécialisés dans le développement de projets d'initiative locale. *« Depuis 1992, nous avons soutenu quatre cents dossiers ayant débouché sur trois cents créations d'entreprises employant globalement, aujourd'hui, 2 814 salariés »*, explique son président, Hubert Trost, dont la démarche intéresse d'autres régions en France et en Europe. Pour faciliter l'éclosion de projets, ce centre fédère le savoir-faire de plusieurs entreprises pour donner naissance à de nouveaux produits.

Promotech, de son côté, travaille beaucoup avec les universités de Nancy et accompagne les transferts de technologie, notamment dans les secteurs de l'information, de la communication et de la santé. Cette pépinière a à son actif cent soixante-sept créations d'entreprises et soixante-dix-sept diversifications, portant globalement sur près de deux mille nouveaux emplois.

Ayant appris à colmater les brèches, à former et à reconvertir les hommes, ayant maintenant retrouvé un esprit d'entreprise, la Lorraine saura-t-elle se construire un vrai projet ? C'est l'enjeu des prochaines années pour cette région qui a su faire de sa faiblesse une force. A l'heure de la construction européenne apparaissent de grands axes, à l'échelle continentale, sur lesquels se focalise la prospérité, comme le couloir Londres-Bruxelles-Francfort-Milan ou la diagonale Est-Ouest. *« Notre région s'avère davantage encadrée par ces nouvelles lignes majeures de l'Europe que directement sur ces dernières »*, prévient Christiane Rolland-May, directrice du Centre d'études géographiques de l'université de Metz, tout en soulignant qu'*« elle risque donc à court terme d'être dans une zone oubliée du nouvel archipel continental »*.

Jean-Louis This et Monique Raux

Prochaine étape : POITOU-CHARENTES

TROIS QUESTIONS À
François Roth

1 Quel est le poids de l'histoire en Lorraine ?
La géographie administrative particulière de la Lorraine est l'héritage du traité de Francfort, en 1871, et de l'annexion, vécue comme une véritable fracture. Auparavant, il existait deux départements : la Meurthe et la Moselle. Cette organisation n'a pas été remise en cause après 1918. Ce qui fait qu'aujourd'hui Longwy, au nord du département, est à cent kilomètres de Nancy, avec une culture différente du chef-lieu d'un département dont la forme défie la logique et le bon sens. Il subsiste de cette période d'annexion quelques particularismes en Moselle, hérités du système allemand d'avant 1918. Il n'y a pas de séparation de l'Eglise et de l'Etat, et la Sécurité sociale est complétée par un régime local, véritable mutuelle obligatoire, plus favorable. Mais ce droit local se réduit comme une peau de chagrin.

2 La Lorraine a-t-elle su tirer parti de sa situation frontalière avec le Luxembourg ?
Les relations sont fortes avec le Luxembourg, dont la frontière a toujours été perméable. Plus de trente mille Lorrains travaillent à Luxembourg, capitale internationale à forte attractivité, dans les banques, les entreprises de transport et le tertiaire. Avant les années 60, le mouvement se faisait en sens inverse, les Luxembourgeois venant travailler dans la sidérurgie. Pour une grande partie de la population frontalière, l'effacement relatif des frontières et la construction européenne se sont traduits électoralement – vote à 60 % en faveur de Maastricht – et sont perçus positivement.

3 Avec l'Allemagne, les rapports apparaissent plus complexes.
L'annexion de 1870, les occupations de 1918 et de 1940 entretiennent à l'égard de l'Allemagne un sentiment de défiance, surtout chez les anciens, mais également de compréhension. Une partie de la population de Moselle-est parle allemand, et vingt-cinq mille à trente mille personnes vont travailler en Sarre. Toute une série d'entreprises allemandes se sont installées en Lorraine germanophone, à commencer par MCC à Hambach-Sarreguemines. Là, la frontière, au lieu d'être un repoussoir, a permis de conjuguer les synergies et à la région d'être ouverte à l'Europe.

★ *François Roth est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Nancy-II.*

La patrie de Verlaine et du baccarat a mal à son image

METZ
de notre correspondant

Fernand Braudel avait gravé sur son épée d'académicien une croix de Lorraine. *« Je suis marqué par cette origine de façon curieuse,* expliquait-il en 1984, à la veille de sa réception à l'Académie française. *Comment dire ça ? Un Lorrain a une idée de la France qui n'est pas celle des autres. Un Lorrain a la France dans le dos. Il est appuyé contre elle. Etre lorrain, c'est être vigilant. »*

Pour son image, la Lorraine a été prise en défaut. La vigilance, si justement mise en avant par l'un de ses fils les plus célèbres, lui a manqué. En fait, cette région semble même frappée d'un drôle de sort. Pourquoi autant d'éléments négatifs viennent-ils à l'esprit quand on prononce son nom : froid, casernes, fumées d'usine, puis plus récemment restructurations, crise économique ?

A quoi cela sert-il d'être passé maître dans l'art de créer des images, d'Epinal bien sûr, quand on a tant et tant de mal à corriger la sienne ? Le comble est que la Lorraine, avant bien d'autres régions, a compris l'importance de la communication, ayant clamé haut et fort dès le début des années 80 sa volonté de passer *« de l'ère industrielle à celle de la communication »*. A l'évidence, l'intendance n'a pas suivi. La magie du luxe, par exemple, fait partie du charme français à l'étranger. Mais elle ne joue pas du tout pour la Lorraine, qui compte pourtant sur son sol quelques-uns des plus beaux fleurons de cette industrie.

Citons, pêle-mêle et sans ordre de préséance, les faïenceries de Sarreguemines, les émaux de Longwy, les cristalleries de Saint-Louis, Daum et Baccarat, présentes sur les tables les plus prestigieuses, de celle de la reine d'Angleterre à celle de l'empereur du Japon, et connues pour leurs réalisations exceptionnelles comme les vases monumentaux du négus ou les candélabres du shah de Perse. Pourquoi la Lorraine ne profite-t-elle pas des éclats de cette renommée ?

UNE LENTE SORTIE DE L'OMBRE

Cette région autrefois appelée les marches de l'Est n'a pas été seulement terre de dur labeur. Elle a aussi été un creuset d'inventions célèbres, mais dont l'origine a été oubliée. Le Meusien Nicolas Cugnot n'est-il pas, avec son fardier, le père de la voiture à vapeur ? Le Messin François Pilâtre de Rosier n'a-t-il pas fait voler le premier ballon dans la cour du château de Versailles, en 1783 ? N'est-elle pas aussi la patrie de la mirabelle, du baba au rhum, mitonné à Nancy par le cuisinier du roi Stanislas Leczinski, et de la madeleine de Commercy, immortalisée par Proust ?

Le décalage entre la réalité lorraine et son image est-elle irrémédiable ? Non. Georges de La Tour vient d'en apporter la preuve. Après trois siècles d'oubli puis une lente sortie de l'ombre, le maître de Vic-sur-Seille connaît aujourd'hui une véritable résurrection. Le succès de la rétrospective que lui a consacrée le Grand-Palais à Paris l'atteste.

Tout est affaire de patience, comme le disait déjà Verlaine, autre Messin qui, en 1872, après l'annexion de la Moselle et de l'Alsace, s'adressait à sa ville natale dans un poème resté célèbre : *« Patiente encore, bonne ville. /On pense à toi. Reste tranquille. /On pense à toi, rien ne se perd /Ici des hauts pensers de gloire /Et des revanches de l'histoire /Et des sautes de la victoire. »*

Quel ambassadeur lorrain saura aujourd'hui faire partager tant de richesses ? Michel Platini ou Patricia Kaas ?

J.-L. T.

Lorraine

Conseil régional sortant : 3 PC ; 1 MDC ; 8 PS ; 1 PRG ; 1 Div. g. ; 5 Verts ; 2 Ecol. ; 1 GE ; 3 UDF-rad. ; 3 UDF-FD ; 6 UDF-DL ; 4 UDF ; 1 App. UDF ; 16 RPR ; 2 App. RPR ; 5 Div. d. ; 7 FN ; 3 Div. ; 1 siège vacant.
Président : M. Gérard Longuet.

La population

1995 (en millions d'habitants)	2,311	
PART DANS LA POPULATION MÉTROPOLITAINE	4 %	
TAUX D'EVOL. ANNUEL MOYEN (1990-1994)	+ 0,07 %	
DENSITÉ 1995	98 hab./km²	(106,2 hab./km²)*
PART DES - 25 ANS	34,9 %	(33,3 %)*
PART DES + 60 ANS	18,9 %	(21,3 %)*
PROJECTIONS DE POPULATION EN 2010 (en millions d'habitants)	2,198	

URBANISATION (évol. 1982-1990) : superficie urbaine + 3,8 %, population - 1 %

La richesse régionale (Part des branches en 1992, en %)

	Lorraine
AGRICULTURE, PÊCHE	2,4
BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	5,6
SERVICES NON MARCHANDS	21,4
INDUSTRIE	27,0
SERVICES MARCHANDS ET COMMERCE	43,6

VALEUR AJOUTÉE BRUTE : 225,6 milliards de francs, 3,3 % du total national

Les indicateurs économiques et fiscaux

BUDGET RÉGIONAL 1997	2 003 millions de francs (15e rang)
BUDGET RÉGIONAL/HAB.	866 francs (22e rang)
REVENU DISPONIBLE BRUT/HAB. 1992	79 300 francs (81 118)*
PIB 1992	234,2 milliards de francs
Part dans le PIB national	3,4 %
Part d'IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE prélevé par rapport au total France 1995	1,2 %

L'environnement

INSTALLATIONS INDUSTRIELLES À RISQUES 1994 (soumises à autorisation)	2 103
Total France	64 604
DÉCHETS INDUSTRIELS 1990 (en % du total France)	12 %
DÉCHETS MÉNAGERS 1993 (en % du total France)	3,5 %
NOMBRE DE SITES POLLUÉS 1994	49

L'occupation des sols

SUPERFICIE DE LA RÉGION 23 668,3 km²

Le chômage

CHÔMAGE en % de la pop. active sept. 1997 (BIT)

BÉNÉFICIAIRES DU RMI en janv. 1996 : 28 600

Les 20 premières entreprises

1 - Sollac
2 - HBL UE Vouters Reumaux
3 - SMAE
4 - HBL Siège
5 - Unimétal
6 - Elf Atochem SA
7 - Pont-à-Mousson SA
8 - HBL UE La Houve
9 - SMAE Citroën
10 - Sovab
11 - Sollac
12 - Bata Hellocourt
13 - Vittel SA
14 - Pneumatiques Kleber
15 - Ferco Int. Ferrures Serrures Batiment
16 - Générale de Grandes Sources
17 - Sicup SNC
18 - Lucas France SA
19 - Entreprise Muller Frères
20 - Manuf. Vosgienne de Meubles

aujourd'hui profondément divisée en deux camps : d'un côté, la « vision orthodoxe » selon laquelle l'unique objectif de la Banque centrale européenne doit être celui de faire de l'euro une devise forte et prestigieuse ; de l'autre, la conviction que la tâche essentielle est la réduction du chômage et que l'euro doit servir à cela. Depuis longtemps, c'est le premier des deux camps qui domine la scène européenne et impose ses règles du jeu. L'autre s'y soumet pour ne pas compromettre l'entrée en vigueur de l'euro et de la nouvelle Banque centrale, dans l'espoir qu'elle sera inévitablement amenée à être plus sensible au problème du chômage. Mais le parti du prestige sait que le danger existe de voir la Banque centrale tomber sous l'influence du parti du plein emploi ; c'est pourquoi il cherche à restreindre le plus possible le nombre des participants, ou se demande même – ainsi que l'ont fait cent cinquante économistes allemands dans un document – s'il ne vaudrait pas mieux tout renvoyer à plus tard.

La proposition d'un renvoi, qui signifie en substance garder inchangé le rôle dominant de la Bundesbank dans la politique monétaire, ne nous convainc pas du tout : dans deux ans, le chômage serait égal à ce qu'il est aujourd'hui et les divergences en matière de politique économique ne seraient toujours pas résolues. Nous pensons au contraire qu'il vaudrait beaucoup mieux affronter ouvertement la question. Les pays de l'euro ont réussi à converger sur les paramètres matériels de Maastricht. Il leur faut parvenir maintenant à une convergence sur les orientations ou – pourrait-on dire – sur l'âme de Maastricht : un euro fort grâce à un taux de change élevé, soutenu par une politique monétaire restrictive et des taux d'intérêt élevés, et aucune concession aux nécessités imposées par le chômage ; ou bien un euro clairvoyant qui assure son prestige en se montrant capable de résoudre le problème du chômage au bénéfice de ses citoyens et de la marche de l'économie mondiale. Une chose est sûre : la non-résolution d'une contradiction si essentielle risque de miner l'euro dans ses fondements.

Giorgio La Malfa *est président du Parti républicain italien et député au Parlement européen.*

Franco Modigliani *est Prix Nobel d'économie 1985, professeur émérite au Massachusetts Institute of Technology (MIT).*

(Traduit de l'italien par Myriem Bouzaher).

La mort des petites filles chinoises

par Sylvie Brunel et Yves Blayo

UN autocar quitte le village. A bord, des petites filles, rien que des petites filles. Chétives, en guenilles. Abandonnées volontairement par leurs parents, elles sont conduites dans un des multiples orphelinats que compte la Chine. Les autorités les nomment *« centres de bien-être »*. Ironie cruelle de la formule lorsqu'on sait que huit sur dix de ces petites filles mourront de faim et de maladie dans les mois qui suivront leur arrivée. Le dénuement absolu de ces *« centres de bien-être »*, que la BBC qualifiait, en 1995, de mouroirs, n'est pas un hasard : dans une Chine qui veut à tout prix limiter la croissance de sa population, la disparition des petites filles est tolérée, voire encouragée.

Etre de sexe féminin est un malheur qui vous tombe dessus très tôt : avant même que vous ne naissiez. Si vous naissez. Selon la démographe anglaise Kay Johnson, la pratique des échographies aboutit chaque année à un million de « naissances manquantes », celles, bien sûr, des foetus de sexe féminin.

Si la grossesse se poursuit jusqu'à son terme, la petite fille n'est pas tirée d'affaire pour autant : l'infanticide a souvent lieu dès la naissance, dans le secret du domicile familial – dans les campagnes, quatre naissances sur cinq se déroulent à la maison. Un seau d'eau au pied du lit, et l'affaire est réglée. De nombreuses naissances de petites filles ne sont ainsi même pas enregistrées : le délai d'un mois dont disposent les familles auprès de l'état-civil leur permet de ne déclarer ni la naissance... ni le décès.

Depuis 1979, les autorités chinoises ont imposé la politique de l'enfant unique, en ville tout au moins, car l'échec rencontré dans les campagnes y a conduit à son abandon de fait à partir de 1984. Deux enfants par famille sont donc tolérés en milieu rural. Mais tous les couples veulent avoir au moins un garçon. Question de prestige, bien sûr, mais pas seulement : à son mariage, la femme chinoise quitte ses parents pour entrer pleinement dans sa belle-famille ; en l'absence de tout système de retraite, il est donc impératif de donner naissance à un fils pour garantir ses vieux jours.

Le seul moyen des familles qui ont eu une fille ou, pis encore, deux filles d'obtenir l'autorisation légale de procréer à nouveau, c'est de se débarrasser de leurs indésirables aînées. La politique *« deux enfants-un fils »* conduit de fait les responsables politiques locaux des régions rurales à fermer les yeux sur le nombre réel de grossesses et de naissances de chaque femme mariée pour ne contrôler étroitement que le nombre final d'enfants de chaque couple. Voilà pourquoi les abandons sont tolérés, voire organisés.

Etre de sexe féminin est un malheur qui vous tombe dessus très tôt : avant même que vous ne naissiez. Si vous naissez

Avortement sélectif, infanticide à la naissance, abandon, mais aussi moindre qualité des soins et de la nourriture prodigués aux petites filles, sevrées plus rapidement et plus rarement amenées à l'hôpital en cas de maladie... la surmortalité féminine en Chine atteint, aux jeunes âges, des niveaux d'autant plus marquants que partout ailleurs, sauf en Asie du Sud, de tradition comparable, la mortalité des filles est toujours inférieure à celle des garçons. Le gouvernement chinois en est conscient – la loi sur le mariage de 1981 précise que *« noyer son nouveau-né ou toute autre forme d'infanticide est interdit »* ! –, mais il refuse de reconnaître l'ampleur du problème, ne publiant ni statistiques sur le nombre d'enfants abandonnés ni estimations sur le sous-enregistrement des naissances et des décès.

Le déséquilibre de la pyramide des âges en faveur des garçons est stupéfiant : dans la province de Hainan, par exemple, il y a 175 garçons pour 100 filles chez les femmes de cinquante ans qui n'ont qu'un seul enfant ; dans celle du Shandong, le premier (et sans doute unique) enfant des femmes de 35-39 ans est presque trois fois plus souvent un garçon qu'une fille ! Dans un pays encore trop pauvre pour que l'enfant mâle cesse d'être considéré comme une assurance sociale, la coercition exercée sur les familles dans le cadre de la politique de l'enfant unique aboutit aujourd'hui au sacrifice, presque institutionnalisé, de millions de petites filles. Elle compromet, demain, la survie démographique du pays. La Chine risque de payer très cher ce choix de société.

Sylvie Brunel *est géographe.*

Yves Blayo *est démographe.*



La double résistance des femmes algériennes

par la Coordination 8 mars Algérie

A la veille de la Journée internationale des femmes du 8 mars, il faut le redire : au milieu des débats qui agitent l'opinion française, la lutte des femmes algériennes est toujours en porte à faux. Elles ne peuvent ignorer la violence intégriste parce qu'elles en sont, et depuis longtemps, les premières victimes ; mais elles ne peuvent ignorer non plus la nature du pouvoir, qui manifeste clairement son caractère antidémocratique en leur imposant, depuis 1984, un code de la famille rétrograde et infâmant. Elles sont, en quelque sorte, la pierre angulaire des deux édifices, et le signe même de leur collusion.

Elles savent qu'il y a des islamistes qui tuent en Algérie, parce que, dès les années 70, des étudiantes étaient vitriolées dans les cités universitaires par des intégristes, au nom de l'islam. En 1974-1975, elles se faisaient battre à coups de chaîne de vélo, de barres de fer, ou défigurer par des rasoirs. Elles ont vu, dans les années 80, l'école et les mosquées devenir les tribunes de discours haineux et meurtriers contre les femmes. Elles ont vu des frères inspirés par ces discours tuer leurs soeurs (Relizane), des incendies criminels contre les maisons de femmes seules (à Ouargla, le bébé d'une de ces femmes a été brûlé vif). Elles savent donc parfaitement de quoi est capable ce mouvement intégriste, mouvement idéologique et politique dont ni la misère sociale ni le blocage politique ne peuvent seuls rendre compte : mouvement qui prône la ségrégation entre les hommes et les femmes, la suppression pour elles de tout espace public, leur enfermement et leur mise à merci. Les crimes atroces dont elles sont victimes dans les maquis intégristes sont la forme extrême du refus de leur reconnaître le statut de personne humaine, la forme extrême de l'affirmation de leur esclavage.

Mais elles savent aussi que l'Assemblée populaire nationale a fait un « cadeau de fiançailles » au mouvement islamiste en promulgant en 1984 ce code de la famille et que, malgré leurs mouvements, le nouveau pouvoir n'y a rien changé et ne veut rien y changer, en dépit de ses promesses. Elles savent donc que la situation ne peut évoluer sans une avancée démocratique et que la première avancée démocratique est celle qui leur donne des droits. Elles savent qu'elles ne peuvent pas se passer d'un Etat de droit et de lois égalitaires, dans l'espace public comme dans l'espace privé. Elles refusent l'éternel argument des « priorités », qui revient toujours à faire passer leurs revendications au second plan : les violences qui sont faites contre les familles dans les villages aujourd'hui en Algérie ont leur écho assourdi dans la violence que leur fait depuis des années ce code, source d'une multitude de petits assassinats.

Ce rapprochement, qui peut choquer ceux qui croient que l'intégrisme peut apparaître, soudainement, comme un monstre sorti de rien ou comme l'effet d'influences étrangères, ce sont elles-mêmes qui le font puisqu'elles ont bravé la mort en manifestant en pleine montée islamiste et que, lors de toutes leurs manifestations, elles ont crié qu'elles ne voulaient plus du code de la famille ; puisqu'elles la bravent encore en faisant signer, actuellement (s'étant constituées en un comité interassociatif qui regroupe une quinzaine d'associations de femmes) des pétitions demandant vingt-deux amendements aux articles les plus discriminatoires de ce code. Etant toutes pour l'abrogation du code de la famille, elles ont été amenées à proposer des amendements importants, démarche tactique dans un contexte politique particulièrement difficile.

A leur mouvement, le pouvoir répond par le mépris : en prévision de la session de printemps de l'Assemblée populaire nationale, où ce code doit être discuté, le ministère de la solidarité nationale vient de proposer un avant-projet d'amendements qui ne reprend pour ainsi dire rien de leurs propositions ; sont maintenus la polygamie (article 8), le tutorat, qui fait d'elles des mineures (article 11) et l'inégalité entre hommes et femmes dans le mariage comme dans le divorce (articles 39 et 48). Ce code demeure profondément rétrograde. Quand il s'agit d'utiliser les femmes comme *pasionarias* de la lutte contre l'intégrisme, tout va bien ; mais quand il s'agit de lutter vraiment contre lui, en leur donnant des droits égalitaires, le silence se fait

Leur lutte n'est pas médiatisée. Elle est pourtant essentielle, étant au coeur de la lutte contre l'intégrisme en même temps que d'une réelle avancée démocratique. Elles ont besoin du soutien de tous les démocrates dignes de ce nom.

La Coordination 8 mars Algérie *est un collectif d'associations de femmes françaises et algériennes.*

Attention ! L'eurochômage pourrait tuer l'euro

par Giorgio La Malfa et Franco Modigliani

DEPUIS toujours, nous sommes favorables à l'euro, en raison non seulement de l'évident aspect politique de l'intégration européenne, mais aussi des avantages économiques qu'il implique. Aujourd'hui, pourtant, nous ne pouvons nous empêcher d'exprimer notre profonde préoccupation face au peu d'attention portée au plus grave des problèmes européens : le chômage. Désormais, il frappe en moyenne 10 à 11 % des forces de travail, avec des pointes de 20 %, à comparer avec un taux inférieur à 3 % jusqu'au début des années 70. Son coût économique et social – surtout le gaspillage d'un énorme potentiel d'investissements et d'épargne – est considérable.

Le sommet européen de Luxembourg, réuni en novembre dernier pour débattre du chômage, nous a particulièrement déçus : il en est ressorti que l'Union européenne n'entend prendre aucun engagement, aucune responsabilité en la matière.

On dirait que les gouvernements n'ont pas une idée claire de la façon dont ils pourraient résoudre vraiment le chômage et encore moins une volonté affirmée d'affronter la question. L'appel à la flexibilité pour seul et unique remède – leitmotiv du sommet du Luxembourg – est léger (l'expérience nous le prouve) s'il n'est pas accompagné de mesures concomitantes pour soutenir la demande consolidée. Or, dans le document final, comme dans toutes les déclarations précédentes, on ne trouve pas la moindre allusion au rôle de la demande. Pas plus que n'est mentionnée la nécessité d'une étroite collaboration entre gouvernements afin de poursuivre les politiques nécessaires.

L'affirmation répétée *ad nauseam* que le chômage est le problème exclusivement national de chacun des pays membres n'est pas seulement fallacieuse ; elle a aussi des accents ironiques. En effet, les accords sur le fonctionnement de l'euro et les engagements pris par les pays participants – par exemple le fameux « pacte de stabilité » – les privent de pratiquement tous les instruments de contrôle de la demande.

Dans le régime euro, les changes fixes et la totale mobilité des capitaux empêcheront les banques centrales d'agir sur les taux d'intérêt. Les limites du budget prévues par le « pacte » annulent la possibilité de politiques fiscales.

Pourquoi ce silence sur le rôle de la demande ? Il reflète en grande partie une conviction répandue en Europe selon laquelle le chômage serait dû à des causes échappant totalement au contrôle des gouvernements ; il s'agirait d'une calamité à supporter par peur de voir les choses empirer. Il nous semble saisir une telle résignation dans la longue liste des « explications » fournies pour « justifier » le chômage.

A gauche, on parle de profonde crise du capitalisme avancé, d'un progrès technologique trop rapide ou de la concurrence des pays à bas salaires. A droite, on ajoute d'autres explications, parmi lesquelles la rigidité du travail et le poids écrasant de l'imposition. Or rien de tout cela n'est satisfaisant. Il n'est pas vrai que les différences fiscales soient aussi fortes : l'incidence des impôts en Europe est de 27 %, à peine supérieure à celle de 24 % aux Etats-Unis. Il y a une différence notable entre les charges sociales (16 % en Europe pour 9 % aux USA) ; toutefois, il ne s'agit pas ici d'impôts, mais d'épargne obligatoire en raison de retraites plus élevées. Il existe des différences de flexibilité entre Etats-Unis et Europe, mais cela était aussi le cas dans les années 60 et 70, quand le chômage européen était plus bas que celui des Etats-Unis.

Et l'on peut réfuter nombre d'autres « explications » en se fondant sur une observation capitale : aujourd'hui, le chômage élevé n'existe ni aux Etats-Unis, ni au Japon, ni même dans les autres pays développés, y compris les pays européens non euro : Norvège (4 %), Suisse (5,5 %) et même Grande-Bretagne (6 %).

La zone du chômage à deux chiffres coïncide largement avec celle des pays candidats à l'euro qui ont dû suivre une politique monétaire restrictive et une politique fiscale tout aussi restrictive pour rentrer dans les critères de Maastricht

On doit donc en conclure que la zone du chômage à deux chiffres coïncide largement avec celle des pays candidats à l'euro qui, au cours de ces dernières années, ont dû suivre une politique monétaire restrictive dictée par la Banque centrale allemande, et une politique fiscale tout aussi restrictive pour rentrer dans les critères de Maastricht.

Nous reconnaissons que les conditions de Maastricht en matière de finances publiques ont eu une utilité : amener les pays membres à contrôler leur inflation et à contenir les besoins publics. Toutefois, la politique monétaire trop restrictive a provoqué une érosion continue des investissements privés et donc de la demande consolidée, et une augmentation concomitante du chômage. Aussi ne peut-elle être prolongée maintenant que l'inflation est supprimée et les budgets publics équilibrés.

Le rapport étroit entre investissements et emploi, qui, du reste, n'a rien de surprenant d'un point de vue macro-économique, suggère le chemin à prendre pour affronter efficacement le problème du chômage : les responsables de l'euro et les pays membres doivent s'engager sur un vaste et rapide programme de relance des investissements privés et publics. Les méthodes pour obtenir ce résultat sont connues, mais il faut que les gouvernements et la Banque centrale européenne assument la responsabilité de réaliser ces programmes. Il faut, en outre, redéfinir le pacte de stabilité en référant l'obligation d'équilibrer le budget aux dépenses courantes mais en permettant de financer des programmes d'investissement avec une dette publique, à condition qu'ils soient économiquement justifiés, en les soumettant le cas échéant à une vérification des autorités communautaires.

Il n'est pas évident que la réduction du chômage entraînerait aujourd'hui une flambée immédiate de l'inflation. Cependant, il nous semble opportun que les partenaires sociaux soient impliqués dans ce programme par un accord de concertation semblable à celui que l'Italie expérimente avec succès depuis 1992. Cela permettrait aux autorités monétaires de se concentrer sur leur effort pour atteindre les objectifs d'investissements fixés par le programme. Contrairement aux conclusions du sommet de Luxembourg, les pays membres devraient bien évidemment coordonner leurs politiques économiques de manière très étroite afin d'éviter les déséquilibres de leurs balances commerciales.

D'après ce que nous savons, cet ensemble de propositions recueille un vaste consensus, du moins parmi les économistes. Mais peu d'entre eux osent s'opposer ouvertement aux positions acceptées officiellement par leurs gouvernements. En réalité, l'Europe est

Agriculture : le devoir d'imagination

par Dominique Chardon

L'AGRICULTURE de notre pays est à l'orée d'une nouvelle et forte mutation. Organiser le passage de la monofonctionnalité – produire de la nourriture – à la multifonctionnalité – continuer à assurer la production alimentaire, mais aussi remplir des fonctions territoriales, sociales, environnementales mieux définies : telles sont les conditions du succès. De la réussite ou de l'échec de cette mutation dépend la survie d'une catégorie professionnelle à part entière. Tel est l'enjeu.

Les agriculteurs ont engagé depuis longtemps l'élargissement de leur offre de services. Partout, ils inventent de nouveaux concepts, de nouveaux métiers. Tourisme à la ferme sous toutes ses formes, offre de produits culturels ou pédagogiques, entretien des espaces, amélioration des paysages, etc. Partout, ils s'adaptent à la réalité de notre société et s'efforcent de conquérir de nouveaux marchés.

Toujours, l'acte de production reste la base de l'activité. Parce qu'une ferme-auberge ou une ferme pédagogique reposant sur une agriculture virtuelle ou folklorique, et non sur des femmes et des hommes travaillant la terre, n'intéresserait personne. Parce que la production agricole, réfléchie et adaptée, reste encore ce que l'on a trouvé de mieux pour « repaysager » une vallée, lutter contre l'érosion des sols, la friche galopante ou les ravages du feu.

D'autres métiers sont encore à découvrir, en particulier dans le domaine de l'insertion sociale ou de la santé. Confusément, nous restons persuadés que le secteur agricole peut proposer, autour d'une utilité économique, des réponses à la déshérence ou à l'exclusion, ne serait-ce qu'en offrant ses valeurs, son cadre de vie structurant et ses modes solidaires d'organisation collective.

Tandis qu'il diversifiait son offre de services, l'agriculteur modifiait fondamentalement ses processus de production. Il s'est engagé, pour ses produits, dans un mouvement accéléré vers le qualitatif et, pour ses pratiques, vers l'intégration permanente de la préoccupation environnementale.

Mais l'agriculture ne pourra poursuivre sur cette voie que si les agriculteurs restent nombreux. Au rythme actuel de leur disparition, il n'y aura plus que 200 000 exploitations agricoles au début du prochain siècle. Or le modèle multifonctionnel qui se met en place en exigerait trois fois plus. Et nous pensons que celui-là seul peut garantir un devenir à l'agriculture à taille humaine, qui prédomine encore dans notre pays et dans l'ensemble de l'Union européenne.

Le soutien financier public apporté aux agriculteurs doit être légitime pour être conservé et doit compléter leur revenu sans s'y substituer.

Au-delà des 62 milliards de francs d'excédents de la balance commerciale, sans justification basée sur l'emploi, sur l'existence d'un corps social étoffé, sur le maintien du cadre de vie de nos concitoyens, sur la gestion de la ressource patrimoniale (l'eau, la terre, le paysage...), l'agriculture ne saurait conserver durablement ce soutien.

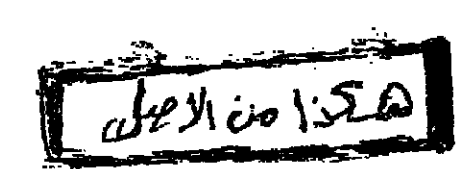
Le seul argument de la contribution économique brute du secteur ne suffira plus. Que vaudrait, en effet, un discours économique reposant exclusivement sur des performances à l'exportation obtenues, qui plus est non pas grâce à une compétitivité intrinsèque, mais grâce au soutien financier qui lui est affecté ?

Le soutien est pourtant vital, à la fois pour aller sur le marché mondial et pour la survie de la majorité des exploitations. C'est pour cela qu'il convient d'aller – c'est la voie engagée au congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) à Toulouse – vers un nouvel équilibre des soutiens, légitimés désormais sur un triple fondement : des hommes, des produits, des territoires. Les moyens doivent suivre le projet !

Pour autant, nous ne voulons être ni des jardiniers de la nature ni des mercenaires de l'agro-industrie. Nous voulons être des paysans, ancrés sur nos territoires. Car notre métier n'est pas tout à fait comme les autres. Il a vocation nourricière. Métier de pointe, résolument moderne, faisant appel à des techniques de précision, il reste tributaire du climat et des saisons. Il gère l'espace. Il organise le cycle de la naissance et de la mort de la plante et de l'animal. Il gère la vie.

De sa conduite collective dépend une partie des grands équilibres écologiques planétaires.

***Dominique Chardon** est secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).*



CHANGES Dès la création de l'euro et de façon automatique, les instituts d'émission nationaux vont transférer une partie de leurs avoirs à la Banque centrale européenne (BCE). Que faut-il faire du solde qui devrait être considérable ? ● CERTAINS ÉCONOMISTES suggèrent d'utiliser tout simplement les réserves de change et d'or pour soutenir la croissance ou pour réduire les déficits. ● LES BANQUIERS CENTRAUX s'opposent à ce projet et estiment que la BCE aura besoin des réserves restantes des banques centrales nationales pour asseoir la crédibilité de la nouvelle monnaie sur les marchés financiers internationaux. ● DANS UNE ÉTUDE récente, la Caisse des dépôts souligne par ailleurs que la BCE ne devrait pas trop souffrir des disparités, notamment en matière de salaires, à l'intérieur de la zone euro pour mener sa politique monétaire.

Euro : que faire des réserves de la Banque de France ?

Après le lancement de la monnaie unique, les instituts d'émission nationaux vont transférer une partie de leurs avoirs à la Banque centrale européenne. Les spécialistes s'interrogent sur l'utilisation que les Etats feront de soldes considérables

QUE VONT *devenir* les réserves de change et d'or de la Banque de France après le lancement de l'euro ? Pourra-t-on en utiliser une partie pour réduire les déficits ou pour stimuler la croissance ? *Faudra-t-il* transférer par fourgons blindés le stock d'or national de Paris à Francfort, au siège de la Banque centrale européenne (BCE) ? Autant de questions politiquement sensibles, surtout lorsqu'on sait que ces réserves sont la propriété de l'Etat français et qu'elles sont seulement *« gérées »* par la Banque de France.

VERS L'EURO

La création de l'Union monétaire modifiera en profondeur la gestion des avoirs de change en Europe. La BCE, conformément au traité de Maastricht, se verra *« dotée par les banques centrales nationales d'avoirs de réserves de change (...) jusqu'à concurrence d'un montant équivalant à 50 milliards d'écus »* (330 milliards de francs). Ces réserves propres, d'une taille modeste puisqu'elles seront par exemple nettement inférieures à celles que possède aujourd'hui la Bundesbank, seront constituées, pour l'essentiel, de devises et, pour une faible part, de métal jaune.

De façon automatique, les instituts d'émission vont donc transférer une partie de leurs avoirs à la BCE dès la création de celle-ci, *« la contribution de chaque banque centrale nationale étant fixée proportionnellement à sa part dans le capital souscrit de la BCE »*, précise le traité. La part dans le capital fait lui-même l'objet d'un calcul savant qui prend en compte la population et le produit intérieur brut (PIB) de chaque Etat. Pour la France, le résultat, compte tenu d'une Europe à quinze, s'établit à 17 %. Au total, la Banque de France devra, selon ce schéma, verser 8,5 milliards d'euros (56 milliards de francs) à la BCE, sous forme de devises mais aussi d'or – qui sera « physiquement » transporté à Francfort. Cette ponction – qui sera sans doute légèrement supérieure aux 56 milliards de francs prévus, *puisque* le bloc euro ne devrait comprendre à l'origine que onze pays – ne représentera qu'une part très faible de la totalité des réserves, estimées à environ 330 milliards de francs (150 milliards de francs de devises, 180 milliards de francs d'or).

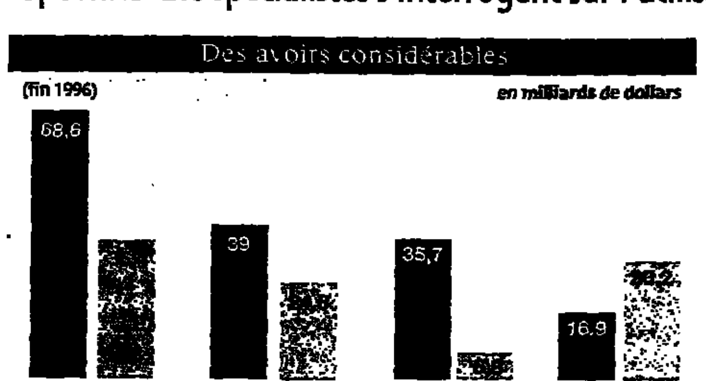
Que fera la Banque de France, mais aussi les autres banques centrales nationales, du solde ? Certains, comme l'ancien président de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), Jacques Attali, voudraient pousser les Etats, propriétaires des réserves, à dépenser les avoirs qui ne seront pas transférés à la BCE. L'argent disponible pourrait être employé pour stimuler la croissance par des programmes d'investissements publics ou pour réduire les déficits des Etats.

GARDER SES MUNITIONS

Leur principal argument consiste à dire que la BCE aura des besoins en réserves bien moins importants que la somme des pays européens pris séparément. Ils rappellent que le niveau des réserves de change d'un pays doit théoriquement représenter entre 20 % et 30 % du montant annuel des importations. Le volume des importations en provenance de pays extérieurs à la zone euro étant amené à se contracter fortement après le 1[er] janvier 1999, les réserves de change pourraient donc se trouver amputées sans dommage.

La BCE et les banques centrales nationales n'auraient ainsi besoin, pour respecter un ratio de 25 % du volume des importations, que de 1 400 milliards de francs de réserves, alors que l'ensemble des pays de l'Union possèdent aujourd'hui des avoirs en devises d'environ 2 100 milliards de francs. Les Etats auraient à leur disposition une manne de 700 milliards de francs, sans tenir compte des stocks d'or.

Mais les banquiers centraux européens s'opposent fermement au projet de dépenser les réserves qui n'auront pas été confiées à la BCE. Ils observent d'abord que la création de l'euro amputera mécaniquement le montant des avoirs de change disponibles : les instituts d'émission européens possèdent aujourd'hui dans leurs réserves d'importantes quantités de deutschemarks ou d'écus (près de 30 % au total). Or, le 1[er] janvier 1999, ces avoirs libellés en devises européennes se transformeront en euros, deviendront des actifs domestiques, et perdront du même coup toute utilité comme outil de réserve.



La Banque de France dispose de réserves de changes peu élevées par rapport à ses partenaires.

Le deuxième argument des banquiers centraux consiste à critiquer le calcul du niveau de réserves établi à partir du volume des importations. Selon eux, cette évaluation ne tient pas compte du développement des marchés financiers, où s'échangent quotidiennement 1 300 milliards de dollars sur le seul compartiment des changes. Pour faire face à la puissance nouvelle des marchés, les niveaux des réserves doivent être plus élevés que dans le passé.

Les dirigeants monétaires européens soulignent aussi que la vente des réserves en devises, rémunérées au taux du marché, priverait les instituts d'émission des fonds dont ils ont besoin pour assurer leurs missions. L'Etat, actionnaire des banques centrales, perdrait d'un côté ce qu'il gagnerait de l'autre. La vente des stocks d'or – non rémunéré – présenterait d'autres inconvénients. D'une part, selon les normes de comptabilité publique européenne, le produit de ces ventes ne pourrait pas être affecté à la réduction des déficits ou être employé pour engager de nouvelles dépenses budgétaires. D'autre part, vendre *« l'actif ultime de réserve »* risquerait d'être perçu négativement, notamment en France, par une opinion publique qui aurait l'impression qu'on brade le patrimoine national. Les agences financières, enfin, pourraient sanctionner une telle décision en abaissant la note des Etats dépensiers.

Les banquiers centraux, surtout, affirment que le système européen de banques centrales (SEBC), réunion de la BCE et des instituts d'émission nationaux, aura besoin de l'intégralité de ses réserves pour asseoir la crédibilité de la nouvelle monnaie sur les marchés financiers internationaux et les dissuader de lancer des attaques contre elle. Comme le rappelait récemment le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet (*Le Monde* du 18 février), *« l'euro, qui devra être aussi fort, solide et stable que le franc, le mark ou le florin, sera garanti par les réserves que conserveront les banques nationales dans le cadre du système européen de banques centrales »*. Pas question, pour les dirigeants monétaires, de se priver de munitions qui pourraient se révéler utiles en cas de tentative de déstabilisation de l'euro. Les gouvernements européens, s'ils souhaitent alléger le niveau de leurs réserves, devront batailler ferme pour vaincre l'opposition des banquiers centraux.

Pierre-Antoine Delhommais

Il y a moins de disparités salariales en Europe qu'aux Etats-Unis

ESTIMANT que la future banque centrale européenne (BCE) sera *dans l'incapacité d'adapter sa politique monétaire* à la variété des indicateurs économiques dans la zone euro, à la disparité des évolutions de salaires et de prix en Europe, certains économistes doutent de la viabilité de l'Union monétaire européenne.

Dans une étude intitulée « Du point de vue des banques centrales, l'Europe est une zone monétaire moins hétérogène que les Etats-Unis », le service des études économiques de la Caisse des dépôts et consignations apporte des éléments d'analyse rassurants pour l'avenir de l'euro. L'évolution des salaires par tête entre les différents Etats américains révèle, contrairement à ce qu'on pense parfois, une très grande hétérogénéité. L'étude s'est intéressée à deux années marquantes pour l'économie américaine – 1992, creux de la récession, et 1997, avec un taux de chômage très bas. En 1992, alors que certains Etats enregistrent une baisse significative (– 3 % dans le Delaware, – 2 % dans l'Oklahoma), d'autres connaissent des progressions importantes (5 % dans le Dakota et le Vermont, 9 % dans le Montana). Le même phénomène a été observé en 1997 (+ 1 % dans la Virginie de l'Ouest mais 9 % dans le Wyoming). Les indices de prix dans les grandes villes enregistrent aussi aux Etats-Unis des évolutions contrastées (+ 2 % à Dallas contre + 6 % à Los Angeles en 1992, + 1,5 % à Philadelphie et + 4 % à San Fransisco en 1997). En Europe, au contraire, les énormes différences constatées au début des années 80, avec des hausses de salaires allant de 5 % en Allemagne à plus de 20 % en Italie et en Espagne, se sont fortement atténuées aujourd'hui. En 1997, la fourchette s'est établie de 2,25 % (Allemagne, France, Belgique) à 4,5 % (Italie, Danemark). *« Il y a convergence très forte des hausses de salaires en Europe, à tel point que la dispersion est aujourd'hui plus faible entre les Etats européens qu'entre les Etats américains »*, concluent les économistes de la CDC.

NIVEAU D'INFLATION HOMOGÈNE

Les pays du Vieux Continent ont également vu leurs rythmes d'inflation, très éloignés il y a quinze ans, converger, comme l'a démontré la facilité avec laquelle ils ont pu respecter sans difficulté le critère fixé par le traité de Maastricht. Ce mouvement s'explique, selon la CDC, *« par les efforts de stabilisation des changes, la mise en place de politiques monétaires restrictives dans les pays les plus inflationnistes, la création du grand marché et la pression concurrentielle qui en a résulté, la rigueur salariale »*.

Contrairement à ce qui est souvent avancé, la stratégie de la banque centrale européenne, s'appuyant avant tout sur les variables nominales (prix, salaires), ne serait pas plus difficile à mettre en place que pour la Réserve fédérale américaine. Si les banques centrales ont d'abord comme objectif la stabilisation de l'inflation, notent les experts de la CDC, l'hétérogénéité sur ce point entre régions est plus forte aux Etats-Unis qu'en Europe : *« Contrôler l'inflation moyenne pose davantage de problèmes aux Etats-Unis qu'en Europe du point de vue de l'inadaptation de la politique monétaire globale aux différentes régions. »*

Cette homogénéité monétaire européenne cache toutefois d'importantes disparités dans l'économie réelle, reflétées par les importants écarts de taux de chômage (d'un peu plus de 6 % en 1997 en Autriche à 22 % en Espagne). Les Etats-Unis ne connaissent pas une aussi grande hétérogénéité (le taux de chômage évoluant, en 1997, de 3 % dans l'Utah à 7 % en Virginie de l'Ouest), grâce à des migrations plus faciles et à un fédéralisme fiscal, c'est-à-dire à un mécanisme de transferts publics automatiques entre Etats. Mais, pour les experts de la CDC, c'est dans le rapprochement des politiques structurelles (fiscalités favorables à l'emploi et transferts budgétaires entre pays) et non à travers des politiques monétaires spécifiques à chaque pays que pourrait se réaliser la réduction et la convergence des taux de chômage en Europe

P.-A. D.

Querelles internes à la Fédération française des sociétés d'assurances

UN AN après l'arrivée de Jean Arvis à la présidence de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), qui succédait à Denis Kessler, parti chez AXA, l'organisation professionnelle connaît des heures difficiles. La succession de M. Arvis est en marche. Patrick Werner, le vice-président délégué général de la FFSA, numéro deux de l'organisation, serait sur le départ. Interrogé, il n'a fait aucun commentaire. D'autres personnes de la fédération sont également parties : Pierre Bollon, directeur des affaires économiques et financières, Georges Denizet, conseiller parlementaire, Valérie Ohannessian, directeur de la communication et de l'information..., et d'autres devraient suivre.

Un comité de sélection, aidé par un chasseur de têtes, a été constitué pour rechercher un successeur à Jean Arvis. Le nom de Jean-Philippe Thierry est le plus souvent cité pour prendre la tête de la FFSA. De source interne, les salariés, environ 250, sont de plus en plus démotivés.

Rappel des faits. Jean Arvis avait été désigné le 25 mars 1997, dans des conditions difficiles avec le soutien de Claude Bébéar, le patron d'AXA. Son choix ne faisait pas alors l'unanimité. Il y a eu une cassure, de style, de génération, rompant fortement avec Denis Kessler, qui avait réveillé la profession, longtemps affublée d'une image vieillotte.

DÉSTABILISATION

A l'époque, il était plus ou moins question que Patrick Werner, recruté par Denis Kessler en novembre 1996, soit le candidat naturel à la succession de Jean Arvis au terme d'une période de 21 mois (à la fin de 1998), au lieu des trois ans traditionnels. M. Werner a d'ailleurs mené la bataille de l'assurance-vie, avec ténacité. Il s'est pourtant produit à l'automne une rupture entre Jean Arvis et Patrick Werner, conduisant selon plusieurs observateurs à l'affaiblissement de la FFSA. *« Le tandem n'a pas fonctionné, mais les hommes ne sont pas en cause »*, confie un membre du bureau. *« Il était prévu dès le début que Jean Arvis joue la transition »*, poursuit-il. Il n'empêche, son départ interviendra en principe plus vite que prévu.

La crise de la FFSA, qu'elle dément, est liée aussi à la *« situation délicate »* marquée par l'alternance politique et la restructuration rapide du secteur. L'assurance vit actuellement une période de concentration sans précédent... L'UAP est tombé dans les bras d'AXA en novembre 1996, Athéna a été racheté par les AGF, elles-mêmes passant actuellement sous la bannière de l'allemand Allianz, après avoir échappé à celle de l'italien Generali. Le GAN est en train d'être privatisé...

De fait, le bureau de la fédération, qui compte parmi ses quatorze membres les ténors du secteur, était bien plus occupé à régler les *« affaires courantes »* que celles de l'organisation professionnelle. *« La profession a la tête ailleurs »*, résume un expert. Mais la fédération n'en est pas moins affaiblie, ce dont se passerait volontiers la profession.

Pascale Santi

Les bons résultats du CIC et du CFF facilitent leurs privatisations

UNE FOIS n'est pas coutume, le secteur bancaire vient d'apporter deux bonnes nouvelles à l'Etat. Les résultats du CIC et du Crédit foncier de France (CFF) marquent tous deux une amélioration, qui ne peut jouer que favorablement dans les processus de privatisation en cours.

Dans le cas du CIC, cinq candidats ont déposé une offre et attendent que la Commission de privatisation se prononce, leur ouvrant ainsi l'accès à de nouvelles informations sur la banque, dont ses comptes pour 1997. Ils ajusteront alors le prix de leur offre.

Le Crédit foncier, dont la privatisation rapide laissait tout le monde sceptique il y a un an, il a dû, quant à lui, ouvrir plus de *data rooms* – ces chambres de données où les candidats peuvent étudier les comptes de l'établissement – que prévu. Deux Américains, General Electric et General Motors, la Caisse des dépôts du Québec et La Poste manifestent un intérêt pour tout ou partie de l'établissement. Les syndicats du CFF espèrent toujours que les Caisses d'épargne profiteront des derniers jours d'ouverture des *data rooms* pour entrer dans la course ou participer au moins au tour de table d'un repreneur.

Sur le plan de l'activité et de la rentabilité, la situation des deux établissements est très différente. Le CIC, avec 1 123 millions de francs de bénéfice net part du groupe pour 1997 (+32,6 %), affiche un rendement sur fonds propres de 8 % (6,3 % en 1996). Une amélioration obtenue malgré une politique prudente : la banque a passé plus de 730 millions de francs de provisions non récurrentes pour faire face à ses risques asiatiques et nettoyer les comptes de la Banque régionale de l'Ouest. Elle a aussi doté son fonds pour risques bancaires généraux de 109 millions. Son produit net bancaire, principal indicateur de l'activité des banques, progresse de 3,6 %.

Celui du Crédit foncier en revanche recule rapidement (– 11 % en 1997), et *« l'exercice 1998 sera caractérisé par une poursuite marquée de cette baisse, sous l'effet de la baisse des encours de prêts aidés et des remboursements anticipés »*, prévient l'établissement en butte à la concurrence de banques mieux portantes. Le rendement sur fonds propres du CFF, lui, ne signifie rien, puisque l'établissement, qui a ramené ses effectifs à 2 400 personnes (contre 3 300 fin 1995), fonctionne toujours artificiellement, sans capitaux propres, sous l'aile protectrice de la Caisse des dépôts et de l'Etat. *« Pour autant, nous n'avons pas coûté un franc à l'Etat »*, explique Jérôme Meyssonier, gouverneur du Crédit foncier. Le CFF a remboursé toutes les lignes de crédit mises en place par la CDC et a assuré son auto-financement en cédant des actifs. Des cessions qui ont soutenu le résultat : celui-ci s'élève à 855 millions, comme en 1996, après une dotation prudente de 200 millions au fonds pour risques bancaires généraux. Hors éléments exceptionnels, le résutlat s'améliore aussi, à 365 millions (contre 323 millions en 1996).

Sophie Fay

Brusque remontée du dollar

LES TENSIONS se déplacent d'un compartiment à l'autre des marchés financiers internationaux. Après les fortes turbulences observées sur les taux d'intérêt américains et européens (*Le Monde* du 6 mars), c'est maintenant au tour des devises de connaître d'importants remous. Le dollar s'est brusquement apprécié, jeudi 5 mars, passant de 1,81 deutschemark et 6,07 francs à 1,8350 deutschemark et 6,15 francs, ses plus hauts niveaux depuis un mois et demi.

Les déclarations de Hans-Dieter Kuehbacher, membre du conseil de la Bundesbank, ont déclenché ce mouvement. Il a affirmé qu'il ne voyait *« aucune raison justifiant un relèvement des taux d'intérêt allemands cette année. En fait, nous nous trouvons dans une situation où nous pourrions même envisager de les réduire »*. Une baisse des taux directeurs allemands, en diminuant la rémunération du deutschemark, aurait pour effet d'augmenter l'attrait du billet vert.

Evoquant le problème de la convergence des taux d'intérêt à court terme imposée par l'Union monétaire, M. Kuehbacher a précisé que les taux des pays d'Europe du Sud devront *« être abaissés par étapes »* avant le 1[er] janvier 1999, jusqu'au niveau de 3,3 % observé dans les pays de la zone mark. Cette analyse va à l'encontre des anticipations actuelles des opérateurs, qui parient que les rendements se situeront à 4 % en Europe lors du lancement de l'euro.

La confusion qui règne sur le marché des devises asiatiques – avec, d'un côté, les risques de démission du vice-ministre japonais des finances, Eisuke Sakakibara, surnommé *« Monsieur Yen »* par les opérateurs, et, de l'autre, le nouveau plongeon de la roupie indonésienne (– 10 %) lié aux craintes d'une suspension de l'aide du FMI en faveur de Djakarta – est un élément de soutien supplémentaire pour le billet vert. Les investisseurs considèrent que le dollar demeure, en cette période troublée, la monnaie la plus solide du monde.

P.-A. D.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Hommes, encore un effort

C'EST un mouvement *long, lent, commencé* il y a plus d'un siècle et qui, pourtant, semble toujours devoir être repris à zéro : la conquête par les femmes bien sûr, mais plus encore par l'humanité tout entière, de l'égalité entre celles et ceux qui *la composent*. A chaque 8 mars, date choisie par l'ONU pour célébrer la journée internationale des femmes, les responsables politiques, les syndicats, les associations de défense *des droits* de l'homme, les médias redécouvrent la question des femmes qui, comme le dit la *philosophe* Sylviane Agacinski dans *L'Express*, *« nous rattrape toujours »*. En Occident, les inégalités sociales persistent, voire s'aggravent ; ailleurs, les *discriminations s'alourdissent*, les régressions menacent, l'oppression ne se dément pas.

Le tableau est sombre parce que les faits sont accablants. Pourtant, les progrès accomplis sont indéniables, du droit de vote généralisé au cours de la seconde moitié du siècle aux évolutions juridiques et sociales accomplies dans de nombreux pays et à la *normalisation – établie des deux* côtés de l'Atlantique, sinon ailleurs – de la participation des femmes à l'ensemble des activités économiques et sociales.

Au-delà des retards qui ne se réduisent pas et des injustices qui s'obstinent, il y a un autre motif à ce scandale toujours renouvelé : c'est que les lois, les règlements, les réussites individuelles et collectives *des femmes ne sont que* les approches d'un but fondamental qui, lui, est sans cesse sourdement contesté, quand il n'est pas violemment refusé. *D'obscurs archaïsmes résistent* à l'idée que le monde appartient également, et dans son intégralité, aux hommes et aux femmes.

Tout ne se ramène pas à la *question du pouvoir, mais beau*coup en dépend. En France, le pouvoir est d'abord politique ou *institutionnel*. A un peu plus d'une semaine des élections régionales et cantonales, il est satisfaisant de constater que la percée réalisée par la gauche lorsqu'elle *s'est imposé de faire* place aux femmes parmi ses candidats, ses élus, ses dirigeants, ne *se dément pas* et qu'elle inspire aux autres forces politiques une crainte et des résolutions salutaires. 36,9 % très exactement, selon le ministère des l'intérieur, *des candidats aux régionales*, toutes formations et toutes listes confondues, sont des candidates. Le Parti socialiste fait état de 40 % de femmes parmi ses candidats et de 40 % également aux places « éligibles ». Le RPR, avec 34,3 % de candidates et 30,1 % en position *éligible, a fait, sous l'impul*sion de Philippe Séguin, un progrès qui mérite d'être salué.

Cette amélioration a sa logique, qui doit conduire à une conclusion simple : l'inscription de la parité dans les principes de la représentation politique. Sans doute l'unité de l'humanité, qui fonde la revendication de l'égalité, ne saurait-elle se diviser en groupes réclamant, chacun pour *lui-même*, une légalité qui lui serait propre. Mais la loi, pour être commune, *exige que la représentation de* l'humanité ne bafoue pas sa diversité fondamentale : celle des *sexes*.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; *directeur des relations internationales* : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, *Le Monde* Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Des malles pleines d'armes

ÉTRANGE spectacle ce matin devant le 36, quai des Orfèvres. En *présence d'un demi-cercle de ba*dauds et de photographes, des policiers déchargeaient d'un camion de déménagement une série de malles poussiéreuses comme on en trouve dans les greniers. Mais ces malles étaient pleines d'armes. Bientôt, sur le trottoir, les fusils *s'entassèrent et l'on procéda à l'in*ventaire de cinq tonnes d'armes saisies cette nuit dans un garage du quartier de la Chapelle : grenades, explosifs, balles contenues dans des sacs à pommes de terre, un bazooka, mitrailleuses, mitraillettes, revolvers : de quoi constituer un arsenal *complet*.

L'affaire fut découverte par le commissaire Levasseur. Il y a huit jours, un certain Louis Rava, vingt-six ans, avait loué à M. Horn, garagiste, 10, rue Marx-Dormoy à Paris, un camion pour effectuer, disait-il, un déménagement. Il acheta ensuite à des brocanteurs tout un lot de malles neuves *ou d'occasion* et deux tonnes de vieux chiffons, puis revint au garage, où il retrouva d'autres complices. Peu après arrivait un autre camion plein d'armes. Le transbordement commença. Entassés dans les malles, fusils, mitrailleuses et autres engins était re*couverts de vieux chiffons puis* chargés sur le nouveau camion.

Mais les allées et venues avaient attiré l'attention de la police, et trois inspecteurs survinrent au cours de l'opération. Ils achevèrent le chargement et le véhicule fut conduit quai des Orfèvres. Les trafiquants aussi. *Toute la nuit* les interrogatoires se sont poursuivis. Les délinquants sont israélites. Est-on en présence d'un trafic à destination de la Palestine ? Il le semble bien.

(7-8 mars 1948.)

Grippe asiatique ou crise du capitalisme ?

LES PAYS D'ASIE, qui apparaissaient comme des surdoués du capitalisme, ont plongé dans la crise avec une rapidité qui a surpris. Une leçon *se dégage de l'expérience par les questions* qu'elle pose.

Cette crise est-elle conjoncturelle ou structurelle ? S'agit-il d'un hiatus provisoire entre décollage économique et évolution sociale, ou d'un malaise correspondant à un stade de développement réalisé avec des méthodes dont l'Occident capitaliste connaît bien les méfaits, no*tamment la collusion entre pouvoir politique et* conglomérats économiques ?

Une lecture « à l'américaine » de la crise tend à en rejeter la responsabilité sur les passerelles quasi institutionnelles entre intérêts publics et *privés, véritables empires économiques* enkystés dans l'Etat. Une approche moins manichéenne force à noter que les pays considérés n'ont guère eu de choix dans leur manière de se développer. La guerre froide les a sommés d'opter soit pour le début de prospérité que leur permettait d'espérer la *pax americana*, soit pour les aléas du communisme. Ils préférèrent le camp américain, *quitte à ravaler en partie* leur nationalisme. Ils ne peuvent que s'en féliciter si l'on compare leur degré de développement avec *le retard pris par ceux qui* crurent trouver leur salut dans une alliance avec le soviétisme.

COMME L'OCCIDENT

Pour autant, il y aurait quelque injustice à les blâmer de *s'être coulés dans le capitalisme* le plus facile, celui qui se nourrit d'une connivence étroite avec le pouvoir politique. Quel responsable *occidental ou international* peut se vanter de les avoir mis en garde contre les dangers d'une telle attitude, quand il ne les y a pas encouragés ? Quand les « bébés tigres » économiques ont pris l'habitude de passer des *commandes industrielles substantielles* auprès des pays occidentaux, leur succès apparent a alimenté les effets d'annonce mis au service d'intérêts politiques : avoir « vendu » tel ou tel gros contrat à l'étranger en vint à tenir lieu d'argument électoral dans le monde industrialisé et démocratique. De simples clients décolonisés, les pays d'Asie devinrent partenaires courtisés.

Dès lors, cette « crise asiatique » est-elle si « asiatique », c'est-à-dire périphérique, que cela ? N'est-ce pas *plutôt l'aboutissement* d'une logique qui a conduit ces pays à commettre les mêmes fautes que l'Occident quelques décennies *avant eux ? Ici*, liens occultes entre potentats politiques et puissances d'argent sont désormais décortiqués par la justice. Qu'il ait fallu, là-bas, un temps de décalage pour qu'on en arrive à ce stade n'est pas surprenant. Si le capitalisme est un système global, qui a vocation à exclure tout autre, il est aussi évolutif : tous ceux qui l'épousent ne sont pas affectés au même degré et de la même manière à un moment donné. Certains dominent ces tares avant d'autres et même les exportent. L'Asie, en ce sens, ne fait aujourd'hui que souffrir de son retard à se joindre à ce jeu. De sa « jeunesse », en quelque sorte. La crise asiatique est une *crise de capitalisme*, comme on dirait de croissance.

Autre question : comment se fait-il que si peu de *gourous et de décideurs aient vu venir* la bourrasque sur cet Extrême-Orient dont la réussite faisait si belle impression voilà encore peu de temps ? Et, au-delà, quelles mauvaises surprises peut réserver l'avenir au regard des engagements pris aujourd'hui envers tel et tel autre partenaire d'Asie ?

On ne peut, là, que penser à la Chine. N'est-ce pas *le prochain domino à devoir vaciller* dans la tempête financière asiatique, tant il serait surprenant que le régime de Pékin trouve en son sein les ressorts pour surmonter les difficultés immenses liées à la transition vers le capitalisme à l'échelle d'un tel pays ? L'insouciance dont ont fait preuve les dirigeants occidentaux envers le « risque chinois » serait, du coup, bien coupable. Et si un marasme régional prolongé amenait la Chine à avouer brutalement qu'elle n'a plus les moyens de payer sa *dette aux échéances fixées* et d'honorer les contrats mirobolants de technologie qu'elle avait fait miroiter auprès des opinions publiques occidentales ?

L'EMPRUNT CHINOIS

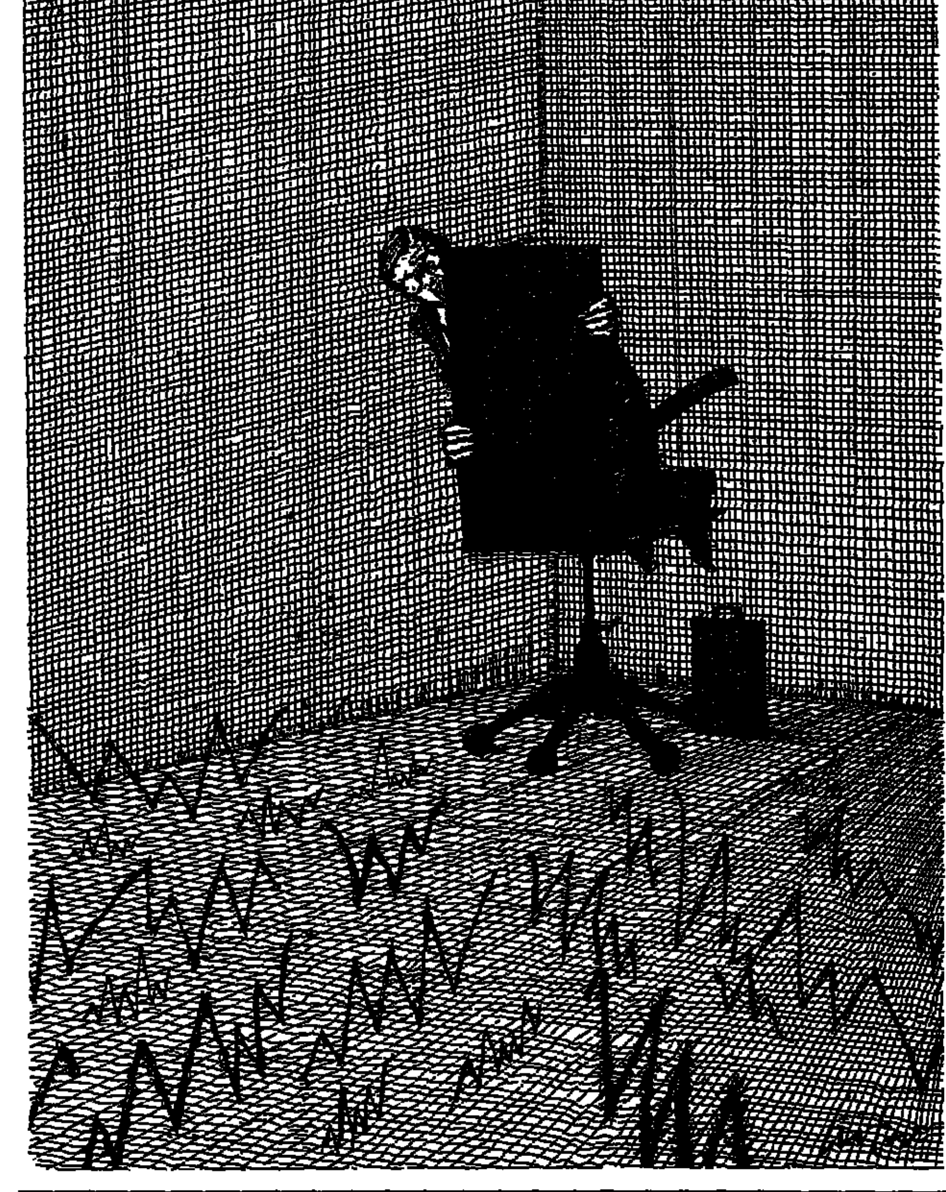
On retrouve là – en France notamment l'insalubre « cohabitation » de l'Etat et des firmes vivant en symbiose avec *lui dans l'effort* d'exportation. Le contribuable occidental moyen sait rarement qu'une portion substantielle de *son écot risque, un jour, de devoir servir* à rembourser des paris engagés en Chine par le simple jeu des assurances d'Etat, si d'aventure Pékin se déclare à son tour *affecté* par cette « grippe asiatique » de l'économie.

Aucune mutation économique dans l'histoire du monde n'a présenté plus d'incertitudes sociales et politiques que celle que traverse la Chine. Pourtant, dans aucun pays du monde, la France n'a pris autant d'engagements à long terme sous la forme des assurances contractées *auprès de la Coface par les banques* qui financent des projets industriels dans ce pays. De plus, on en arrive aujourd'hui à y installer des *équipements (centrales électriques*, pour commencer) qui ne seront payés que d'ici dix à quinze ans par la vente sur place de leur production. L'éventualité d'une catastrophe n'entre pas dans les lignes de calcul des gouvernements qui font la promotion de telles affaires.

Personne ne peut prédire que la Chine sera à *coup sûr* la prochaine victime du virus économique d'Asie. Le serait-elle, pourtant, que l'effet de contamination resterait connu sous le nom *d'« emprunt chinois »*, au moins *aussi* douloureusement qu'un emprunt russe resté célèbre dans l'histoire du capitalisme.

Francis Lron

Delirium *par Leiter*



Le carnaval des critères de Maastricht

Suite de la première page

Tous les experts prévoyaient, compte tenu de l'accélération de la croissance observée en Europe et des coupes budgétaires décidées, une amélioration des finances pu*bliques en 1997. Ils s'attendaient* à de bonnes surprises. Elles l'ont été un peu trop, d'où leurs soupçons, même si ceux-ci sont difficiles à étayer compte tenu de l'opacité et de la complexité des comptes publics et des budgets nationaux.

Afin de ne pas retarder le calendrier de l'euro, la publication des statistiques nationales a été avancée de quelques semaines. Ces *« estimations précoces »*, pour reprendre l'expression de l'Insee, sont une source majeure d'approximations et d'erreurs dans le calcul des fameux ratios.

PROUESSES ITALIENNES

En France, par exemple, il faudra *attendre le mois d'avril pour que* l'Insee publie des comptes nationaux plus complets et détaillés. Dans *ces conditions*, les économistes n'ont pu qu'admirer la précision extrême avec laquelle le gouvernement français a présenté son chiffre de déficit public établi à la deuxième décimale près (3,02 %).

Plus grave : au-delà des approximations liées à une parution hâtive, de nombreux économistes ont mis en cause *la sincérité des comptes* publiés. Ils sont restés perplexes devant les prouesses budgétaires italiennes. En un an, Rome *a réussi*, en dépit d'une croissance très faible (1,5 %), à réduire de 4 points son déficit public (2,7 % en 1997 contre 6,7 % en 1996). A leurs yeux, ni la forte baisse des taux d'intérêt italiens, qui a réduit le coût de la dette, ni les taxes exceptionnelles prélevées ne suffisent à expliquer le miracle de l'assainissement des finances publiques italiennes, réalisé *à un rythme jamais observé dans* l'histoire économique mondiale. La performance de Rome leur apparaît d'autant plus extraordinaire que, sans une décision prise récemment par l'organisme européen de contrôle Eurostat concernant le stock d'or, l'Italie aurait obtenu un score de 2,5 %. Personne n'a osé, en Italie, contester la validité des chiffres. Il est vrai que le Trésor italien est passé *maître dans l'art de* faire taire les économistes sceptiques en menaçant, par exemple, les banques étrangères chargées d'animer le marché de la dette pu*blique de leur retirer l'agrément* si leurs analystes osaient douter de la participation de Rome au premier *train de l'euro*.

L'Allemagne est parvenue, malgré l'envolée du chômage – source de dépenses budgétaires supplémentaires – et une consommation très faible, se traduisant par de moindres recettes fiscales, à ramener son déficit à 2,7 %. L'un des principaux instituts de conjoncture allemands, DIW, a publiquement contesté ce chiffre en affirmant que le déficit était *« sous-évalué »* et en jugeant *« incroyable et incompréhensible »* le fait que les investissements publics aient pu reculer de 23 % au cours du qua*trième trimestre 1997. Mais devant* la pression du gouvernement et des parlementaires de la CDU qui menacent, selon la presse allemande, de lui couper les vivres, le DIW a dû piteusement battre en retraite, en affirmant que *« son estimation se fondait sur des données moins fraîches et moins complètes que celles dont disposait l'Office fédéral des statistiques »*.

MASQUES FRANÇAIS

En France, le soupçon des économistes est d'une *autre nature*. Selon eux, le gouvernement, loin d'enjoliver la situation des comptes publics comme certains de ses voisins, l'aurait au contraire volontairement noircie. Les raisons de ce toilettage seraient doubles : d'une part, démontrer symboliquement à sa ma*jorité plurielle*, en affichant un chiffre très légèrement supérieur au critère de 3 %, que sa politique économique, conformément aux promesses faites pendant la campagne électorale, n'est pas restée prisonnière de la logique de Maastricht ; tenter de prouver, d'autre part, en présentant le plus mauvais résultat de déficit de l'Union après la Grèce, que sa marge de manœuvre budgétaire est *limitée, et couper* court à tout débat sur le partage des fruits de la croissance.

La magnifique opération de publication des comptes publics européens méritait, selon les experts, un traitement plus sérieux. Elle laissera à tous le sentiment d'un travail accompli dans la hâte, l'approximation et l'opacité, sinon la manipulation. Sans doute les gouvernements européens avaient-ils un intérêt objectif à accepter le maniement habile des chiffres chez leurs partenaires de façon à ne pas *compromettre le lancement* de l'Union monétaire pour lequel ils se battent depuis des années. Sans *doute aussi les savants montages* comptables ne remettent-ils pas en cause, sur le fond, la convergence économique constatée à l'intérieur de l'Union européenne. Mais une fois lancée la monnaie unique, les pouvoirs publics devront se résoudre à une plus grande transparence et à une plus grande sincérité, sous peine de voir la Banque centrale européenne indépendante sanctionner, par une politique monétaire plus dure que nécessaire, un tel manque de rigueur et une lecture *aussi politique des statistiques* économiques.

Pierre-Antoine Delhommais

RECTIFICATIF

VEDIORBIS

Notre article intitulé « La reprise et les 35 heures donnent un coup de fouet au travail temporaire », dans *le Monde* du 14 février, faisait référence à des propos tenus par Claude Deroure, *président* de l'Union nationale des entreprises de travail temporaire. Ces propos ont en fait été tenus par *Patrick de* Roux, directeur du développement et de la communication chez VediorBis en France.

L'incertitude croît sur la stratégie nucléaire franco-allemande

Réunion de l'Office parlementaire d'évaluation

« FAUT-IL construire de nouvelles centrales nucléaires ? » Cette question apparaît pour le moins paradoxale au moment où la France achève son programme d'équipements décidé après le premier choc pétrolier de 1973, et dispose de cinquante-huit réacteurs fournissant plus de 80 % de l'électricité. Mercredi 4 mars, à l'initiative de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, le député Claude Birraux (RPR, Haute-Savoie) en a fait le thème d'une audition parlementaire. Il avait convié tous les acteurs travaillant sur *« le projet de réacteur nucléaire franco-allemand »* (European Pressurized Reactor, EPR) : les autorités de sûreté et leurs appuis techniques, le CEA, les électriciens français EDF et allemands, dont Preussen Elektra, les constructeurs Framatome et Siemens.

PERSPECTIVE

Sur le plan technique, ce réacteur est présenté comme *« évolutionnaire »*. Successeur supposé du Konvoi allemand et du N4 français de 1 450 mégawatts, il se distingue par la prise en compte, dès la conception, des risques d'accident grave, niés par l'industrie nucléaire jusqu'à l'« incident » de Three Mile Island (Pennsylvanie), en 1979. Quatre boucles de refroidissement indépendantes (deux sur N4), un système de récupération du coeur en fusion, une double enceinte de confinement et diverses protections doivent prévenir tout *« syndrome chinois »* – l'enfoncement du coeur en fusion dans le sous-sol.

En fonctionnement normal, EPR doit permettre une maintenance sans arrêt du réacteur. Les exploitants tablent sur un rechargement du combustible tous les deux ans, contre un an à dix-huit mois auparavant. Ils visent une durée de vie de soixante ans. Des études sont en cours pour valider l'emploi du combustible Mox (contenant du plutonium issu du retraitement de combustible usé).

Si le projet ne fait plus guère l'objet de contestation technique, l'incertitude ne cesse de croître sur sa mise en service. Pour l'heure, le calendrier imaginé à la fin des années 80 est respecté. La société commune rassemblant Siemens et Framatome, créée en 1989, a lancé l'avant-projet sommaire en 1992. Les autorités de sûreté examinent actuellement l'avant-projet détaillé (un dossier de 55 000 pages). André-Claude Lacoste, directeur de la sûreté des installations nucléaire, et son homologue allemand estiment que l'*« engagement des travaux ne paraît pas possible avant 2003, pour une mise en service en 2009 »*. Il convient cependant d'avancer le plus vite possible, *« afin de ne pas se retrouver le bec dans l'eau s'il fallait fermer prématurément plusieurs tranches à la fois »*.

Pourtant les interrogations sur l'EPR se développent. Ecologiques, d'abord. Monique Sené, présidente du Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN), regrette que l'EPR *« ne prenne pas en compte le problème des déchets »*. Bernard Laponche, conseiller de Dominique Voynet, se demande si une nouvelle génération de générateurs ne devrait pas inclure une *« réflexion sur d'autres cœurs, d'autres types de combustible »*.

Economiques, ensuite. Claude Mandil, directeur général de l'énergie, a fait part de ses incertitudes. La France dispose d'une surcapacité de quatre tranches, et ne verra pas cet excédent se résorber avant 2020 environ. Les besoins éventuels se manifesteront à l'occasion du remplacement des tranches les plus anciennes. A cette échéance se poseront deux questions : *« L'EPR sera-t-il concurrentiel avec d'autres technologies* (turbine à gaz à cycle combiné) *dans un espace déréglementé ? La France voudra-t-elle remplacer du nucléaire par du nucléaire ? »* Quoi qu'il en soit, compte tenu de la durée de conception et de construction prévisible de l'EPR, M. Mandil estime que les politiques devront prendre une décision *« dans les deux ou trois ans »*.

L'incertitude tient à l'estimation de la durée de vie du parc actuel. EDF prétend l'allonger à quarante ans, mais ce pronostic suscite le scepticisme des autorités de sûreté. Pour EDF, cependant, la centrale de Fessenheim, en Alsace, première tranche mise en service en 1977, pourrait être arrêtée en 2017. *« C'est une date repère, on ne sait pas si ce sera plus ou moins »*, explique Pierre Daurès, directeur général, pour qui toute décision est liée à *« trois facteurs principaux, l'usure des composants, le niveau global de sûreté, et la compétitivité »*.

M. Lacoste ajoute un quatrième paramètre, *« la décision politique de fermeture »*. Claude Birraux suggère que *« la pression de l'opinion publique peut parfois accélérer le vieillissement des centrales lorsque apparaissent de nouveaux projets »*. Dominique Vignon, président de Framatome, considère qu'il faudra un jour arbitrer entre une opération de maintenance lourde et un investissement. *« Pour cela, nous devons être prêt à tout moment à construire l'EPR »*, qui est selon lui déjà compétitif – le coût d'un prototype est estimé à 15 milliards de francs, recherche comprise.

La France dispose d'une surcapacité de quatre tranches. Un excédent qui ne sera pas résorbé avant 2020

Une affirmation tempérée par les exploitants. Pour Hans-Ulrich Fabian, représentant de Preussen Elektra, *« l'EPR est compétitif par rapport aux centrales à charbon situées dans le centre du pays loin des ports d'importation. Il ne l'est pas encore par rapport aux centrales combinées à gaz »*. A ce jour, aucun électricien ne s'est engagé dans une commande. Comme dans l'aéronautique, les initiateurs du projet aimeraient que de grandes compagnies soutiennent le projet en passant des commandes. Dans le cas contraire, peut-on tabler sur l'exportation, sans modèle d'exposition ? *« EDF n'entend pas se transformer en vitrine commerciale »*, rétorque Pierre Daurès. *« Nous ne l'achèterons que s'il répond à nos besoins et s'avère compétitif. »*

Une autre hypothèque repose sur la pérennité de la coopération franco-allemande. Depuis 1996, elle traverse une période de tensions : Siemens n'a pas apprécié le projet de fusion entre Framatome et GEC Alsthom évoqué un temps par le gouvernement précédent et abandonné au printemps 1997. Les relations se sont aussi refroidies avec EDF. Enfin, l'alliance à l'automne de Siemens avec le britannique BNFL – concurrent des Français dans la fourniture des combustibles et les services – suscite des interrogations en France.

M. Burkle, directeur général de Siemens, assure vouloir poursuivre la coopération. *« Nous sommes convaincus que le rapprochement avec BNFL – pour élargir notre gamme de services dans le nucléaire – ne risque en aucune manière de pénaliser les Français sur l'EPR. »* Côté français, on parle de *« langue de bois »* allemande. Siemens et Framatome font certes alliance en Turquie et en Europe de l'Est, mais restent concurrents sur le plus grand marché potentiel, la Chine.

L'audition parlementaire devait éclaircir la future stratégie nucléaire franco-allemande. Plus le temps passe, plus elle apparaît incertaine.

Dominique Gallois et Hervé Morin

Comment Thomson-CSF organise la réduction du temps de travail des cadres

Management. Depuis le 2 mars, les 1 300 ingénieurs de sa filiale Radars et Contre-mesures ne travaillent plus que 38 h 30 par semaine et, pour cela, pointent comme les autres salariés, obligeant l'entreprise à repenser son fonctionnement

SI LE MANAGEMENT est l'art de transformer une contrainte en opportunité, Bernard Rocquemont dispose de très peu de temps pour montrer ses talents de manager. Le PDG de Thomson-CSF Radars et Contre-mesures va bouleverser l'organisation du travail de ses 3 000 salariés et en particulier de ses 1 300 ingénieurs et cadres pour que son image de « patron aux 8 000 procès-verbaux » dressés par l'inspection du travail laisse la place à celle d'un des premiers dirigeants à avoir réduit le temps de travail de ses cadres.

Depuis 1996, l'entreprise a fait l'objet de plusieurs contrôles de l'inspection du travail, qui a constaté qu'en moyenne la durée du travail des ingénieurs et cadres oscille autour de 45 heures par semaine. En principe, cela relève désormais du passé. Après un accord signé en décembre 1997, le temps de travail des cadres est réduit à 38 h 30 par semaine (*Le Monde* du 7 janvier).

Depuis le 2 mars, les pointeuses ont fait leur apparition, et les locaux ne sont plus ouverts que de 7 h 15 à 19 heures. Deux cabinets ont été mis en concurrence pour aider Thomson à revoir son organisation. *« L'un nous propose une démarche qui repose sur le comportement des salariés, l'autre sur les procédures à instaurer. Nous choisirons d'ici la fin du mois »*, explique Philippe Decressac, directeur des ressources humaines. La direction fait preuve d'optimisme : *« Nous avions déjà de nombreuses contraintes économiques et sociales : le temps en devient une supplémentaire. Désormais, celui-ci est un élément fini. Cela va être une occasion pour nous de remettre en cause nos processus de travail »*, explique M. Decressac. Des exemples ? *« Il va falloir mieux préparer les réunions et mieux les conduire. De même, comme les autres entreprises, nous sommes peut-être allés un peu loin dans la suppression des fonctions-supports, comme le secrétariat, en raison de la bureautique. C'est pourquoi les 80 embauches que nous allons réaliser ne seront pas forcément des embauches de cadres. »* Elles le seront d'autant moins que la fin de la distinction entre cadres et non-cadres que symbolise la généralisation du pointage s'accompagnera paradoxalement d'une plus grande distinction entre ingénieurs et techniciens.

« Jusqu'à présent, on employait par précaution des ingénieurs sur des postes de techniciens supérieurs. Conséquence : les ingénieurs n'étaient pas satisfaits, et les techniciens ne l'étaient pas non plus car ils n'avaient plus la possibilité de devenir techniciens supérieurs. »

PAS D'ANNUALISATION

La réorganisation du travail reposera en grande partie sur le management intermédiaire. *« Les modalités de la réduction du temps de travail doivent être déclinées dans chaque établissement, au niveau des services ou des centres de profit. Chaque service va devoir se demander comment il pourra supprimer les activités non génératrices de valeur ajoutée. Un des rôles des consultants sera de libérer la parole des salariés »*, explique M. Rocquemont, qui précise qu'*« il ne sera pas question de rattraper le temps perdu dans les semaines qui précèdent l'aboutissement d'un projet puisque le temps de travail n'est pas annualisé »*.

Si la direction de Thomson-CSF Radars et Contre-mesures est convaincue que le passage des cadres aux 38 h 30 est gérable, elle est très dubitative sur les 35 heures. *« Croire que les cadres pourront descendre à 35 heures est hautement audacieux »*, estime M. Decressac. C'est pourquoi à l'automne, il compte ouvrir une négociation instaurant un nouveau forfait pour les cadres à 38 h 30 ; ce qui signifierait que, lors du passage aux 35 heures, les cadres pourraient continuer à travailler 38 h 30 sans que les 3 h 30 soient considérées comme des heures supplémentaires. Une façon de rétablir une différence entre cadres et non-cadres malgré la pointeuse.

Frédéric Lemaître

Aerospatiale a dégagé un résultat net record de 1,4 milliard de francs en 1997

La guerre des prix affecte la rentabilité d'Airbus

Malgré le redressement de ses activités hélicoptères et avions régionaux, Aerospatiale tire la totalité de ses profits d'Airbus. Le consortium européen d'avions civils parvient à préserver ses bénéfices grâce à la hausse de son activité. Mais la guerre des prix à laquelle il se livre avec Boeing fait craindre une dégradation des marges de la future société qui devrait être constituée le 1er janvier 1999.

LE GROUPE Aerospatiale (avions civils Airbus, hélicoptères, missiles, satellites, fusée Ariane...) a enregistré un bénéfice record de 1,4 milliard de francs en 1997, en hausse de 75 % par rapport à celui de l'année précédente. La hausse de 11 % du chiffre d'affaires, à 56,3 milliards de francs, explique en grande partie le redressement des marges. Le formidable succès des avions Airbus, qui représentent près de 60 % des ventes, est venu gonfler le carnet de commandes d'Aerospatiale : celui-ci a atteint, fin 1997, le niveau record de 160,9 milliards de francs, assurant au groupe une croissance significative de son activité dans les prochaines années. « *Ces résultats placent Aerospatiale dans une situation favorable pour participer activement à la construction de l'industrie européenne aéronautique et spatiale, civile et militaire* », a estimé Yves Michot, PDG du groupe, vendredi 6 mars.

Plusieurs activités ont retrouvé la voie de la rentabilité. Comme prévu les hélicoptères, regroupés dans une société commune Eurocopter avec l'allemand Daimler-Benz Aerospace (DASA), ont tout juste atteint le point mort, après des pertes cumulées de 1 milliard de francs au cours des deux dernières années. Le redressement devrait se poursuivre grâce au succès enregistré par une gamme rajeunie et élargie avec, à partir de 1999, les hélicoptères Tigre et NH90. Les avions régionaux ATR sont parvenus, plus rapidement que prévu, à un quasi-équilibre sur un marché très compétitif et aux marges faibles.

RECUL DE L'ESPACE ET DE LA DÉFENSE

En revanche, le recul de 15 % du chiffre d'affaires de la branche espace et défense, dû à des décalages de facturation dans les activités satellites et à la baisse des activités balistique et missiles tactiques, a fait basculer cette activité dans le rouge, après 600 millions de francs de profit sur les deux dernières années.

Aerospatiale doit finalement la totalité de son résultat d'exploitation à Airbus, qui lui a rapporté 1,1 milliard de francs. La stabilité de cette contribution depuis trois ans est pourtant inquiétante. Manifestement, la hausse de 30 % du chiffre d'affaires d'Airbus n'a pas apporté de bénéfice supplémentaire à Aerospatiale, qui détient 37,9 % du consortium. En outre, Aerospatiale, qui s'est prémuni contre la baisse du dollar avec des mécanismes de couverture, n'a pu bénéficier de la hausse de la devise américaine. Enfin, en tant que fournisseur du consortium (Aerospatiale fabrique le cockpit, le fuselage central et les mâts-réacteurs), le groupe ne semble pas avoir augmenté ses marges.

L'examen des comptes des différents industriels européens est riche d'enseignements sur la profitabilité des avions Airbus, dont les comptes resteront confidentiels tant que le groupement d'intérêt économique ne sera pas transformé en société anonyme. British Aerospace a encore perdu 200 millions de francs sur son activité aéronautique civile, qui inclut, il est vrai, les avions régionaux déficitaires Avro et Regional Jet. De son côté, l'allemand DASA affirme avoir redressé sa rentabilité grâce à des efforts de productivité. Mais, selon Manfred Bischoff, son PDG, la guerre des prix qui fait rage avec Boeing risque d'entraîner une dégradation de la rentabilité d'Airbus au cours des prochaines années. Ce constat rend d'autant plus urgente la réorganisation industrielle d'Airbus, sur laquelle les quatre partenaires planchent toujours pour pouvoir porter sur les fonts baptismaux, le 1er janvier 1999, la nouvelle société (*Le Monde* du 3 mars).

Au-delà de la pression concurrentielle de Boeing sur l'activité Airbus, Aerospatiale estime pouvoir augmenter sa rentabilité grâce à une politique de rationalisation des achats, d'amélioration de sa productivité et de réduction de l'endettement. Celui-ci a été ramené, fin 1997, à 939 millions de francs, soit 15 % des fonds propres. Il avait été supérieur à 15 milliards en 1992 et il était encore de l'ordre de 4 milliards de francs en 1996.

Jacques Isnard et Christophe Jakubyszyn

Daimler-Benz a connu une bonne année 1997

Toutes les activités, de l'automobile à la défense et l'aéronautique en passant par les services, ont contribué à faire bondir le bénéfice de 78 %

BONNE ANNÉE 1997 pour le *numéro un de l'industrie* allemande Daimler-Benz. En attendant de présenter ses résultats définitifs le 8 avril, le groupe de Stuttgart a annoncé jeudi 5 mars que son bénéfice opérationnel avait bondi de 78 % en 1997 à 4,3 milliards de deutschemarks (14,6 milliards de francs). Un résultat calculé selon les règles de la comptabilité américaine US-GAAP. Le chiffre d'affaires du groupe à périmètre comparable a progressé de 19 % en 1997, à environ 124 milliards de marks. Le bénéfice avant impôt s'est élevé à 4,2 milliards de deutschemarks contre 2 milliards en 1996, et le bénéfice net, qui n'a *pas été dévoilé, lui sera supérieure « en raison d'un effet fiscal exceptionnel »*, a déclaré Daimler-Benz. Les actionnaires du groupe de Stuttgart peuvent se réjouir : le dividende qu'ils recevront au titre de 1997 passera à 1,60 mark par action, contre 1,10 mark l'année dernière. Les syndicats également : le groupe de Stuttgart a augmenté ses effectifs de 11 000 personnes en 1997, les portant à plus de 300 000 personnes.

Toutes les activités (voitures particulières, véhicules utilitaires, aéronautique et défense avec DASA (Daimler-Benz Aerospace), services informatiques et financiers avec Debis) ont contribué aux bons résultats du groupe, qui, en 1995, affichait des pertes records (plus de 7 milliards de marks). C'est à cette époque que Jürgen Schrempp prend la tête du groupe et engage une restructuration sans précédent.

EFFET BÉNÉFIQUE DU DOLLAR

Daimler-Benz a bénéficié en 1997 de la force du dollar par rapport au mark. Et particulièrement sa filiale aéronautique DASA, qui libelle ses contrats en billets verts. Son chiffre d'affaires s'est accru de 20 % à 15,3 milliards de marks. Le constructeur a profité de la forte progression des livraison d'Airbus, dont il détient 37,9 %. La faillite des avions régionaux Fokker en 1996 et la vente des avions Dornier ont débarrassé DASA d'un foyer de pertes important. Dans le même temps, le lancement de la phase d'industrialisation de l'avion de combat anglo-germano-hispano-italien Eurofighter lui garantit d'importants revenus pour plusieurs années.

La remontée du dollar a également aidé l'activité automobile du groupe, dont le chiffre d'affaires a progressé de 15 % à 53 milliards de marks : les Mercedes ont actuellement le vent en poupe aux Etats-Unis. Mais la marque à l'étoile doit surtout ses bons résultats aux restructurations menées par Helmut Werner, patron de Mercedes-Benz jusqu'à ce que M. Schrempp ne décide, en avril 1997, de fusionner la filiale automobile et la holding Daimler-Benz, provoquant ainsi son départ. Pour M. Werner, Mercedes, qui a vendu en 1993, année noire de l'automobile européenne, moins de 500 000 voitures, risque de mourir à petit feu en devenant un nouveau Rolls-Royce. La survie de la marque passe par le développement de ses ventes et l'affirmation de son image de luxe, qualité et sécurité. La firme s'est lancée dans une expansion tous azimuts. Objectif : faire du haut de gamme sur tous les segments – de la petite voiture à la grosse berline, en passant par le monospace et le 4 × 4 – et vendre un million de voitures en l'an 2000.

Le pari est en passe d'être gagné : en 1997, 715 000 voitures étoilées ont trouvé preneur. A moins que les difficultés rencontrées d'abord par la Classe A puis par la Smart – qui ont conduit à retarder de plusieurs mois le lancement de ces deux petites voitures, fer de lance de la stratégie de M. Werner – ne remettent en cause un parcours jusqu'ici sans faute.

Les deux autres activités du groupe ont également progressé : les ventes de véhicules utilitaires se sont élevées à 39 milliards de marks, soit 24 % de plus qu'en 1996 ; celles de la filiale de services informatiques et financiers Debis de 22 %, à 15,5 milliards de marks.

Virginie Malingre

Computer Associates prêt à abandonner son OPA sur CSC

LE FABRICANT américain de logiciels Computer Associates n'insistera pas. Lundi 16 mars, il devrait renoncer à l'offre de rachat de 9,8 milliards de dollars (près de 60 milliards de francs) lancée sur son homologue Computer Sciences (CSC), spécialiste des services informatiques. Charles Wang, PDG de Computer Associates, l'a spécifié jeudi 5 mars.

Dans une lettre adressée à Van Honeycutt, PDG de CSC, il a relevé qu'« *il semble que vous préférez porter tort à votre société et en diminuer la valeur plutôt que de discuter avec Computer Associates, en dépit de nos offres répétées de parvenir à une transaction à l'amiable* ».

« *A moins que vous, ou votre conseil d'administration, ne changiez d'avis, nous ne prolongerons pas notre offre au-delà de son expiration du 16 mars* », a ajouté M. Wang, qui a indiqué examiner d'autres possibilités d'acquisitions.

Un changement d'avis chez CSC (50 000 salariés, 11 milliards de dollars de chiffre d'affaires) semble improbable. Jeudi 5 mars, sa direction a demandé à Computer Associates (11 000 personnes, 4,5 milliards de dollars de ventes) « *de mettre fin immédiatement à son offre et à toutes ses initiatives dirigées vers ses actionnaires pour lever tout doute sur ses intentions* ».

L'offre de rachat de Computer Associates a été lancée le 17 février. Elle était hostile, car elle ponctuait plusieurs mois de discussions infructueuses entre les deux groupes en vue d'un accord à l'amiable. La direction et le conseil d'administration de CSC ont rejeté l'offre.

Si la perspective d'un rachat s'éloigne, la direction de CSC pourrait malgré tout connaître des jours difficiles. Il lui faudra tenir les promesses de bénéfices plus élevés que prévu pour l'année en cours qu'elle a faites, le 5 mars, à ses actionnaires pour les convaincre de ne pas succomber à Computer Associates. Ces promesses ont surpris certains analystes financiers. La pression des actionnaires pourrait être forte dans les mois à venir.

Philippe Le Cœur

Elf Atochem reprend l'eau oxygénée de L'Air Liquide

ASSOCIÉS À PARITÉ DEPUIS 1956 dans la production de peroxyde d'hydrogène (eau oxygénée), Elf Atochem et L'Air Liquide ont annoncé le 5 mars leur séparation. La filiale chimique d'Elf reprend pour 800 millions de francs la part d'Air Liquide (hors peroxyde d'hydrogène ultra-pur), pour lequel cette activité ne représente qu'1 % du chiffre d'affaires global. Le marché mondial a progressé de plus de 12 % l'an dernier, son principal débouché est le blanchiment de la pâte à papier. Avec une production de 240 000 tonnes par an, Elf Atochem devient le quatrième mondial, derrière le belge Solvay, l'américain FMC et l'allemand Degussa.

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **ISIS : la holding de participations,** contrôlée à hauteur de 57,8 % par l'Institut français du pétrole, a renforcé, le 5 mars, ses participations dans Coflexip et Géophysique, pour les porter respectivement à 20 % et 19,8 %. Pour réagir à la concentration du secteur, Isis souhaiterait être le maître d'œuvre d'un rapprochement entre différentes entités françaises travaillant dans le parapétrolier.

● **NEC : le groupe japonais** a vu sa part du marché des ordinateurs personnels au Japon chuter en 1997 à 29,9 % (32,6 % en 1996) et ne conserve qu'une faible avance sur Fujitsu (23,6 %), selon la société d'études IDC.

● **FORD ET MOBIL : le constructeur automobile et le pétrolier** ont annoncé le 5 mars leur association pour accélérer la mise au point d'un carburant et de véhicules propres.

FINANCE

● **BANQUES JAPONAISES : vingt et un établissements bancaires japonais** ont demandé jeudi 5 mars à bénéficier d'une aide de 2,1 trillions de yens (environ 100 milliards de francs), dans le cadre de la politique gouvernementale de soutien au système financier japonais.

SERVICES

● **AT&T : l'accord de coopération** entre l'opérateur téléphonique américain et Telecom Italia ne sera pas signé ce mois-ci comme prévu, a prévenu, jeudi 5 mars, le groupe italien.

RÉSULTATS

■ **AEROSPATIALE : le groupe aéronautique français** a annoncé le 6 mars une hausse de 75 % de son résultat net en 1997 à 1,4 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 56,3 milliards. (Lire p. 20)

■ **BONGRAIN : le groupe agroalimentaire** a annoncé le 5 mars un résultat net 1997 de 313,7 millions de francs (plus 4,4 %) pour un chiffre d'affaires de 11,5 milliards de francs.

■ **CIC : la banque, en cours de privatisation,** a annoncé le 5 mars un bénéfice net de 1,1 milliard de francs, en hausse de 32,6 % par rapport à l'exercice de 1996. (Lire p. 19)

■ **CRÉDIT FONCIER : l'établissement bancaire,** qui doit être prochainement privatisé, a annoncé le 5 mars, un bénéfice net de 855 millions de francs. (Lire p. 19)

■ **DAIMLER-BENZ : le groupe allemand** a annoncé, le 5 mars, un bénéfice opérationnel de 4,3 milliards de deutschemarks (14,6 milliards de francs) pour 1997, en hausse de 78 % par rapport à l'année précédente. (Lire p. 20)

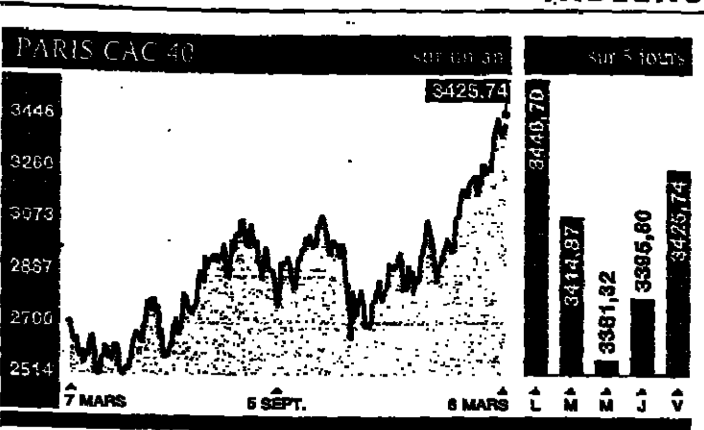
■ **ECIA : l'équipementier, filiale de PSA,** a dégagé en 1997 un bénéfice net part du groupe de 347 millions de francs en baisse de 4,7 % pour un chiffre d'affaires de 10,57 milliards.

■ **PROMODÈS : le groupe de grande distribution** a réalisé en 1997 un résultat net de 1,6 milliard de francs, en hausse de 29,9 %, pour un chiffre d'affaires de 171,5 milliards de francs.

■ **SGE : la filiale BTP de la Générale des eaux** a affiché pour 1997 un bénéfice net de 308 millions de francs contre une perte de 372 millions en 1996 pour un chiffre d'affaires de 53,4 milliards.

■ **ZENECA : le pharmacien britannique** a annoncé le 5 mars un bénéfice avant impôt de 1,081 milliard de livres pour 1997 (10 milliards de francs) en hausse de 10,9 % pour un chiffre d'affaires de 5,19 milliards de livres, en recul de 3 %.

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». www.lemonde.fr



Indices boursiers

Europe 12h30 ▶	Cours 06/03	Var. % 05/03	Var. % 31/12
PARIS CAC 40	[illegible]	0,88	14,23
PARIS SBF120	2241,10	0,88	14,10
PARIS SBF250	[illegible]	-0,11	13,13
PARIS SEC. MAR.	[illegible]	0,28	15,47
PARIS MIDCAC	[illegible]	0,13	11,60
LONDRES FT100	[illegible]	0,72	11,77
AMSTERDAM AEI	1075,10	1,38	17,67
BRUXELLES BEL	[illegible]	1,22	13,52
FRANCFORT D30	[illegible]	2,01	10,98
MADRID IBEX35	[illegible]	1,18	24,90
MILAN MIB30	[illegible]	0,91	20,60
SUISSE SMI	[illegible]	1,04	14,13
DJ STOXX 666	256,93	0,83	—
DJ EURO STO326	264,54	1,02	—
DJ STOXX 50	[illegible]	1,09	—
DJ EURO STOXX50	[illegible]	1,15	—

Monde ▶	Cours 05/03	Var. % veille	Var. % 31/12
NEW YORK DJ	[illegible]	-1,11	6,78
- SP 500	[illegible]	-1,17	6,68
- NASDAQ	[illegible]	-2,72	9,02
BUENOS-AIRES M.	[illegible]	-2,08	-3,67
JOHANNESBURG	[illegible]	-0,03	9,29
MEXICO BOLSA	[illegible]	-1,16	-9,37
SANTIAGO IPSA	[illegible]	-0,25	-11,44
SAO PAULO BOU.	[illegible]	0,45	7,36
TORONTO FSE I.	[illegible]	-0,21	6,39
ASIE 10h15	06/03	05/03	31/12
BANGKOK SET	[illegible]	-0,42	45,46
HONGKONG H.	[illegible]	1,07	1,84
SÉOUL	[illegible]	-2,43	44,21
SINGAPOUR ST.	[illegible]	-0,54	2,70
SYDNEY ALL O.	[illegible]	0,58	1,95
TOKYO NIKKEI	[illegible]	1,88	12,28

Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses ▶	Cours 05/03	Var. % 04/03	Var. % 31/12
B.N.P.	[illegible]	+9,09	+24,88
CRED.FON.FRAN.	[illegible]	+9,09	+12,23
PECHINEY	[illegible]	+5,30	+17,84
COFLEXIP	[illegible]	+5,21	+3,15
RENAULT	[illegible]	+5,08	+23,33
MARINE WENDEL	[illegible]	+6,02	+52,77
BOUYGUES OFFS.	245,70	+4,85	-2,53
SFIM	[illegible]	+4,61	+18
LEGRAND	[illegible]	+4,31	+25,10
SOPHIA	251	+4,14	+8,84

Baisses ▶	Cours 05/03	Var. % 04/03	Var. % 31/12
SEITA	[illegible]	-5,23	+10,64
CAP GEMINI	[illegible]	-5,05	+25,63
ECIA	1445	-3,98	+19,42
SELECTIBANQUE	[illegible]	-3,84	+12,78
GR.ZANNIER (L	160	-3,43	+18,22
EURAFRANCE	[illegible]	-3,34	+14,40
CLUB MEDITERR.	[illegible]	-3,19	+9,57
CHRISTIAN DAL.	[illegible]	-3,12	+11,67
PATHE	1325	-2,77	+4,88
LEGRIS INDUST.	253	-2,85	+21,05

PARIS SBF 250 3 mois
2200,31
2227
2149
2072
1995
1918
1840
8 DÉC.
22 JANV.
6 MARS

NEW YORK Dow Jones 3 mois
8444,33
9702
9154
8696
8178
7669
7161
6653
6145
8 DÉC.
22 JANV.
5 MARS

LONDRES FT100 3 mois
5736,70
6199
5901
5603
5305
5008
4711
4413
4115
8 DÉC.
22 JANV.
6 MARS

FRANCFORT DAX 30 3 mois
4716,41
5279
4955
4631
4307
3983
3659
3335
8 DÉC.
22 JANV.
6 MARS

TOKYO Nikkei 3 mois
17131,97
18468
16946
15425
13142
11620
8 DÉC.
21 JANV.
6 MARS

LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

VENDREDI 6 MARS vers midi, la Bourse de Paris semblait sereine avant la publication des chiffres du chômage américain. L'indice CAC 40, qui avait ouvert sur une note hésitante, s'est adjugé un gain de 1,27 %, à 3 437 points, une heure plus tard. L'avance s'est ensuite réduite à 0,79 %, avec 3,78 milliards de francs échangés sur le règlement mensuel. Le marché est conforté par la bonne tenue du notionnel sur le Matif et la poursuite de la hausse du dollar, à 6,14 francs.

Les valeurs financières sont particulièrement bien orientées, les actions Natexis et Société générale s'adjugent les plus fortes hausses de la séance (respectivement +8,6 % et +6,5 %). A la veille de l'annonce des modalités de l'offre de la Générale des eaux sur le groupe Havas, l'action de ce dernier a atteint 512 francs au plus haut de la séance.

TOKYO

DOPÉE par l'espoir d'une injection massive de fonds publics dans l'économie, la Bourse de Tokyo est repartie de l'avant, vendredi 6 mars. L'indice Nikkei, qui avait perdu 1,45 % la veille, a terminé en hausse de 283,42 points, à 17 131,97 points, repassant ainsi au-dessus du seuil des 17 000 points.

LONDRES

UNE REPRISE in extremis en fin de la séance a permis à la Bourse de Londres de limiter ses pertes, jeudi 5 mars. L'indice Footsie, qui perdait plus de cent points en cours de matinée avant l'annonce du maintien de ses taux par la Banque d'Angleterre, a finalement perdu 37,5 points, à 5 695,60 points. La décision de la Banque n'exlut pas un nouveau resserrement monétaire.

NEW YORK

WALL STREET a connu, jeudi 5 mars, l'une des pires séances depuis deux mois, alors que les investisseurs recommencent à porter leur attention sur la performance des compagnies américaines après l'avertissement lancé la veille par Intel (lire ci-dessous). L'indice Dow Jones a perdu 94,91 points (-1,11 %), à 8 445,33 points. Peu avant la clôture, il abandonnait encore 133 points.

FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort a débuté la journée sur une hausse de 0,22 % à l'ouverture des transactions informatisées. La veille, la place francfortoise avait terminé la séance officielle sur un recul de 1,83 % jeudi, à 4 623,40 points, sous la pression de prises de bénéfice après une série de records.

Valeur du jour : Intel entraîne le Nasdaq à la baisse

DEPUIS quelques semaines, de nombreuses sociétés de haute technologie alertent le marché sur la baisse de leurs futurs résultats. Mais les investisseurs n'y ont pas pris garde et l'indice du Nasdaq, le marché des valeurs de croissance, a continué à progresser. Mais, lorsque Intel et Motorola, deux des plus importants fabricants de semi-conducteurs, ont reconnu être également touchés, l'ensemble du secteur a chuté. L'action Intel, négociée sur le Nasdaq, a perdu 12,5 %, à 75 9/16 dollars, durant la seule séance du jeudi 5 mars. Celle de Motorola, négociée sur le New York Stock Exchange a perdu 8 %, à 51,5 dollars, dans les transactions hors séance. Dans leur sillage, les actions des autres fabricants de puces, ainsi que celles des constructeurs d'ordinateurs comme Compaq et Dell Computer, ont plongé. Le 5 mars, l'indice du Nasdaq a abandonné 2,72 %, à 1 711,92 points.

Cours de l'action Intel
en dollars à New York (Nasdaq)
75
100
95
90
85
80
75
70
65
60
31/1
23/5
12/9
2/1
27/1
1997

Intel a averti les analystes que ses ventes devraient se contracter à 5,85 milliards de dollars au premier trimestre 1998, en baisse de 10 % par rapport au trimestre précédent. En conséquence, le résultat net par action devrait être inférieur aux 93 cents attendus par le consensus des analystes. Cette mise en garde est justifiée par la croissance moins importante que prévu de la demande des fabricants de micro-ordinateurs. Surtout, les dirigeants d'Intel prévoient une baisse de près de quatre points de la marge brute par rapport au niveau de 59 % atteint au quatrième trimestre 1997. Cette moindre rentabilité s'explique par la baisse plus rapide des prix de vente que des coûts fixes. Autre inquiétude, la firme de Santa Clara qui contrôle 85 % du marché des microprocesseurs, semble en mauvaise posture sur le seul créneau en croissance : celui des PC à moins de 1 000 dollars. Le Pentium II d'Intel n'est pas adapté à cette demande, et les concurrents directs Advanced Micro Devices et Cyrix gagnent des parts de marché. Pour ces raisons, les analystes viennent de réviser en hâte leurs prévisions de résultat pour l'ensemble de l'année. Initialement estimé à près de 4 dollars, le bénéfice par action a été abaissé à 3 dollars par le courtier Bear Stearns, à 3,25 dollars par Morgan Stanley et à 3,30 dollars par l'analyste de Lehman Brothers.

Jeudi 5 mars, après la séance de Bourse, c'était au tour de Motorola de prévenir les investisseurs. Ses ventes pour le premier trimestre 1998 seront inférieures à 6,64 milliards de dollars et le bénéfice pas action n'atteindra pas les 49 cents prévus.

Enguérand Renault

Matières premières

En dollars ▶	Cours 05/03	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	[illegible]	-0,84
ALUMINIUM 3 MOIS	[illegible]	-0,24
PLOMB 3 MOIS	[illegible]	-0,09
ETAIN 3 MOIS	5420	-0,18
ZINC 3 MOIS	[illegible]	-0,28
NICKEL 3 MOIS	[illegible]	-0,41
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	[illegible]	0,88
PLATINE A TERME	[illegible]	-16,85
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	235,75	3,79
MAÏS (CHICAGO)	[illegible]	-0,09
SOJA GRAINE	[illegible]	-0,08
SOJA TOURT	174	0,06
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1595	-0,31
CAFÉ (LONDRES)	1629	-0,08
SUCRE BLANC (PARIS)	272	0,08

Pétrole

En dollars ▶	Cours 05/03	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	[illegible]	—
WTI (NEW YORK)	[illegible]	0,39
LIGHT SWEET CRUDE	[illegible]	0,03

Or

En francs ▶	Cours 05/03	Var % 04/03
OR FIN KILO BARRE	[illegible]	-1,38
OR FIN LINGOT	[illegible]	-1,61
ONCE D'OR LONDRES	[illegible]	-1,03
PIÈCE FRANCE 20 F	[illegible]	-1,18
PIÈCE SUISSE 20 F	[illegible]	-0,59
PIÈCE UNION LAT. 20 F	[illegible]	-0,88
PIÈCE 20 DOLLARS US	[illegible]	-1,66
PIÈCE 10 DOLLARS US	[illegible]	—
PIÈCE 50 PESOS MEX	2155	-1,37

MONNAIES

● **Dollar :** la devise américaine était orientée à la hausse, vendredi 6 mars. Dès les premières transactions interbancaires, le billet vert s'échangeait à 6,1397 francs et 1,8315 deutschemark, contre respectivement 6,1235 francs (6,0697 francs, selon le cours de la Banque de France) et 1,8265 deutschemark jeudi soir dans les derniers échanges entre banques. Face au yen, le dollard restait ferme, à 127,19 yens, pour un dollar, contre 127,73 yens dans les derniers échanges interbancaires de jeudi.

● **Franc :** le franc évoluait peu face à la devise allemande, s'échangeant à 3,3530 francs pour un DM, contre 3,3526 francs jeudi.

● **Roupie :** la devise indonésienne a encore chuté de près de 10 % vendredi 6 mars, passant en dessous des 12 000 pour un dollar. Cette chute s'explique, selon les opérateurs, par les pertes de changes de 2,2 milliards de dollars enregistrées par une banque contrôlée par l'Etat.

Cours de change

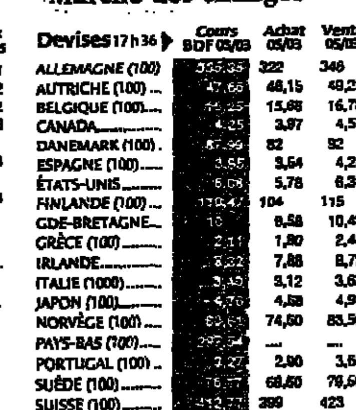
06/03 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR. S.	Cours FLORIN	Cours YEN	Cours LIRE	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	6,07	6,63	10	4,13	2,98	4,77	0,34	3,35	....
DM	1,83	1,98	3	1,23	0,89	0,14	0,98	....	0,30
LIRE	1799,85	1945,41	2945,06	1207,48	871,97	1413,10	....	982,52	293,10
YEN	127,36	137,66	208,38	85,42	61,70	....	7,08	69,54	20,74
FLORIN	2,06	2,23	3,38	1,39	....	1,62	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,49	1,61	2,44	....	0,72	1,17	0,08	0,81	0,24
LIVRE	0,61	0,66	....	0,41	0,30	0,48	0,03	0,33	0,10
ECU	0,93	....	1,51	0,62	0,45	0,73	0,51	0,51	0,15
DOLLAR	....	1,08	1,64	0,67	0,48	0,79	0,06	0,55	0,16

Taux d'intérêt (%)

Taux 05/03 ▶	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	[illegible]	3,43	5,07	5,61
ALLEMAGNE	[illegible]	3,42	5,02	5,62
GDE-BRETAG.	[illegible]	7,38	6,06	6,92
ITALIE	[illegible]	6,74	5,33	5,88
JAPON	[illegible]	0,48	1,84	—
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,17	5,75	6,04
SUISSE	[illegible]	1,15	2,92	...
PAYS-BAS	[illegible]	3,35	5,02	5,54

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 06/03	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
MARS 98	[illegible]	103,17	103,10
Pibor 3 mois			
MARS 98	[illegible]	96,43	96,43



Marché des changes

Devises 17h36 ▶	Cours BDF 05/03	Achat 05/03	Vente 05/03
ALLEMAGNE (100)	[illegible]	322	346
AUTRICHE (100)	[illegible]	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	[illegible]	15,68	16,78
CANADA	[illegible]	3,97	4,57
DANEMARK (100)	[illegible]	82	92
ESPAGNE (100)	[illegible]	3,64	4,24
ÉTATS-UNIS	[illegible]	5,78	6,38
FINLANDE (100)	[illegible]	104	115
GDE-BRETAGNE	10	9,58	10,43
GRÈCE (100)	[illegible]	1,80	2,40
IRLANDE	[illegible]	7,88	8,72
ITALIE (1000)	[illegible]	3,12	3,62
JAPON (100)	[illegible]	4,58	4,93
NORVÈGE (100)	[illegible]	74,50	83,50
PAYS-BAS (100)	[illegible]	—	—
PORTUGAL (100)	[illegible]	2,90	3,60
SUÈDE (100)	[illegible]	68,50	78,50
SUISSE (100)	[illegible]	399	423

TAUX

● **France :** le marché obligataire a ouvert en hausse, vendredi 6 mars. Dès les premières transactions, le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 6 centièmes, à 103,15. La veille, le Matif avait poursuivi son recul, mais à un rythme moins soutenu que celui de mardi. En clôture, le contrat notionnel avait baissé de 9 centièmes. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,10 %, soit 5 centièmes de points au-dessus du Bund.

● **Etats-Unis :** le rendement moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, qui évolue à l'inverse du prix, est remonté à 6,063 %, contre 6,02 % la veille, après la publication d'une baisse des demandes d'allocations chômage, alors qu'un niveau inchangé était attendu.

● **Grande-Bretagne :** la Banque d'Angleterre a maintenu son taux de prise en pension à 7,25 %.

ÉCONOMIE

Vote favorable aux Etats-Unis pour l'augmentation des ressources du FMI

LA COMMISSION bancaire de la Chambre des représentants, à majorité républicaine, a voté jeudi 5 mars en faveur d'une législation prévoyant une enveloppe de 18 milliards de dollars (110 milliards de francs) pour le Fonds monétaire international (FMI), accroissant ainsi nettement les chances d'une adoption de ces nouvelles ressources par le Congrès.

■ **ROYAUME-UNI : la croissance des ventes de détail** a ralenti en février mais reste forte en rythme annuel, selon l'étude mensuelle de la Confédération de l'industrie britannique (CBI).

■ **Le nombre d'immatriculations de voitures** particulières a progressé, sur un an, de 8,3 % au mois de février, pour atteindre 163 492, a annoncé jeudi 5 mars la Société des constructeurs et concessionnaires automobiles (SMMT).

■ **ÉTATS-UNIS : les chaînes de grands magasins** ont enregistré une bonne progression de leurs ventes en février, selon des statistiques professionnelles publiées jeudi 5 mars.

■ **Les commandes industrielles ont augmenté** de 0,5 % en janvier, contre un recul de 2,6 % en décembre, a indiqué jeudi 5 mars le département du commerce.

■ **CHINE : le gouvernement prévoit un déficit budgétaire** de 46 milliards de yuans (34 milliards de francs) en 1998, en baisse de 18 % par rapport à 1997, a annoncé vendredi 6 mars le ministre des finances, Liu Zhongli.

■ **La crise financière asiatique** a exercé « un fort impact » sur la Chine et constitue une « préoccupation croissante » pour Pékin, a reconnu vendredi 6 mars Chen Jinhua, ministre de la commission d'Etat au Plan.

■ **JAPON : l'économie continue à stagner,** a estimé vendredi 6 mars l'Agence de planification économique (EPA), qui décèle malgré tout des signes de stabilisation au niveau de certains indicateurs.

■ **Le ministre nippon des finances,** Hikaru Matsunaga, a estimé vendredi 6 mars que « la confiance envers le système financier avait considérablement augmenté » par rapport à la situation observée à la fin de l'année 1997.

■ **ALLEMAGNE : plus de 50 000 chômeurs ont manifesté** jeudi 5 mars dans 200 à 300 villes du pays, a déclaré la coordination des chômeurs.

■ **RUSSIE : le gouvernement a indiqué,** jeudi 5 mars, s'attendre à une chute des recettes de privatisation en 1998, avec 8,1 milliards de roubles (8,3 milliards de francs), contre 18 milliards de roubles (18,3 milliards de francs) en 1997, a rapporté l'agence Itar Tass.

■ **EURO : le commissaire européen aux affaires monétaires,** Yves-Thibault de Silguy, a estimé jeudi 5 mars qu'« il est urgent de prendre une décision » sur le président de la future Banque centrale européenne (BCE).

NOMINATIONS

■ **CLUB MÉDITERRANÉE : Serge Ravailhe** remplacera Paul Roll en tant que directeur général adjoint chargé des opérations du groupe.

■ **BOURSE DIRECT : Philippe Gellman** rejoint la société en tant que directeur associé.

■ **BARCLAYS : Christian Bartholin** devient directeur général des activités investment banking chez Barclays Capital en France.

■ **CARREFOUR : Bruce Johnson,** quarante-six ans, rejoint le directoire comme directeur général oganisation et systèmes du groupe. Américain, M. Johnson a passé quinze ans chez Colgate-Palmolive.

Havas Advertising veut fusionner avec un groupe anglo-saxon

La première entreprise publicitaire française devrait boucler en 1998 son alliance avec un partenaire qui pourrait être britannique. D'ici un mois, elle prévoit de se désendetter, en convertissant des obligations en actions

LE RYTHME s'accélère pour Havas Advertising. Deux projets de rapprochement auraient été récemment présentés par le huitième groupe mondial de publicité à son actionnaire de référence, le groupe Havas. La décision serait désormais entre les mains de l'actionnaire, dont un conseil d'administration décisif doit avoir lieu lundi 9 mars.

Le président d'Havas Advertising, Alain de Pouzilhac, s'interdit tout commentaire. Au sein d'Havas, on dit *« être informé des discussions menées mais aucun projet particulier n'est susceptible de donner lieu à un démenti ou à confirmation »*. Ce rapprochement devrait toutefois être bouclé d'ici à la fin de l'année.

Havas Advertising demande à Havas de choisir entre deux scénarios, deux candidats : le premier fait cohabiter le réseau publicitaire Euro RSCG, fleuron international d'Havas Advertising, au côté d'un autre réseau publicitaire ; le deuxième suggère qu'Euro RSCG fonctionne parallèlement à un cabinet international de conseil fortement développé dans les médias. Dans les deux cas, les réseaux partageraient des ressources communes, comme l'achat d'espace publicitaire, les bases de données, et les métiers transversaux liés aux nouvelles technologies de l'information (programming, Internet,..), en permettant de diviser les coûts par deux.

NOUVEAU NOM

Les deux schémas prévoient la création d'une holding rebaptisée dans laquelle Havas Advertising et son nouveau partenaire seraient associés à 50-50 dans un cas et à 60-40 dans l'autre. Depuis le printemps dernier, le groupe français est officiellement en quête d'un partenaire anglo-saxon afin d'entrer dans le peloton de tête des groupes mondiaux de communication, où figurent déjà les américains Omnicom et Interpublic et le britannique WPP. Ce rapprochement, qui se fera par une augmentation de capital sans nécessiter de sortie de cash, vise également à satisfaire Havas, actionnaire à 37 %, qui souhaite se désengager *« à environ 20 % »* du capital de sa filiale publicitaire.

Alors que les réseaux publicitaires américains indépendants Leo Burnett et Grey Advertising sont fréquemment cités comme des prétendants possibles, le patron d'Havas Advertising rappelle n'avoir *« jamais dit que nous nous associerons avec un américain mais avec un anglo-saxon qui devrait avoir une position forte aux Etats-Unis »*. Un mariage avec un groupe d'origine britannique pourrait donc être à l'ordre du jour.

Les négociations menées par les dirigeants du premier groupe européen de publicité seront sans doute facilitées par la confirmation, vendredi 6 mars, de résultats financiers en progression. Le groupe issu de la fusion en 1991 des Français Eurocom et RSCG a augmenté sa marge brute consolidée de 17,1 % à 5,1 milliards de francs en 1997, pour un résultat net courant part du groupe en progression de 37,3 %, à 262 millions de francs. En excluant les acquisitions et l'impact des taux de change, la progression de l'activité est de 11 %. Un taux similaire à celui du premier groupe mondial, WPP. Havas Advertising, qui affiche cette année la *« plus belle progression de ses profits depuis qu'il est coté en Bourse »*, a gagné 1,2 % en rentabilité.

Il progresse en Amérique latine (+ 59 %), suivi des Etats-Unis (+ 23 %), de l'Asie (+ 20 %) et de l'Europe (+ 4 %). Le marché américain devient le premier marché du groupe avec 1,6 milliard de francs de marge brute, avant la France. La filiale d'Havas y dispose de cinq agences, à New York, Chicago, Salt Lake City, San Francisco et Los Angeles et a acquis en février la première agence média indépendante, la new-yorkaise SFM Média Corporation. Havas Advertising n'a pu exporter sa filiale média Médiapolis – une joint-venture à 50-50 avec l'américain Young & Rubicam – en raison du conflit d'intérêt qui oppose aux Etats-Unis Colgate, un client de Young & Rubicam, et Procter & Gamble, client d'Havas Advertising.

STABILISER LES COURS

Le rapprochement du français avec un autre groupe anglo-saxon pourrait d'ailleurs conduire à modifier l'actionnariat de Médiapolis sur le Vieux Continent. Le contrat qui lie aujourd'hui Young & Rubicam et Havas Advertising prévoit qu'*« au terme d'un préavis inférieur à un an chaque partie retrouvera sa liberté »*, affirme un dirigeant. Les agences seront soit réparties entre les deux groupes, soit elles ouvriront leur capital au nouveau partenaire.

Enfin, Havas Advertising, fragilisé depuis plusieurs années par un endettement excessif, prévoit de convertir un an avant terme les emprunts obligataires contractés en 1994 pour un montant de 850 millions de francs. Mais, pour cela, le cours doit être stabilisé à 880-900 francs pendant un mois. Une demande d'autorisation pourrait être déposée dans les prochains jours auprès des autorités boursières, afin de proposer d'ici trois semaines la conversion des obligations en actions. Le groupe affirme avoir, par ailleurs, réduit de 20 % son endettement net consolidé, à 714 millions de francs fin 1997.

Fl. A.

Une percée dans le rugby

Depuis un an, l'état-major d'Havas Advertising s'interroge sur l'opportunité d'investir dans le rugby. Le ballon ovale resterait pour l'instant *« abordable »*, le ticket d'entrée s'élevant à environ 15 millions de francs, contre 150 millions de francs pour le football. Alain de Pouzilhac, le patron du groupe, est membre du Racing-Club de Narbonne-Méditerranée ; Jacques Séguéla, vice-président en charge de la création, est vice-président de l'USA Perpignan ; Philippe Couchaux, de l'agence Euro RSCG-BETC, est manager du Stade français. Convaincus que le rugby peut, d'ici trois ans, devenir le deuxième sport le plus populaire en France, ils jouent déjà le *« rôle de conseil en communication »* pour doter leurs clubs de structures professionnelles avec chefs de publicité, responsables de la communication, de la promotion, des ventes... Fin 1998, le groupe pourrait décider d'investir dans six ou sept clubs, pour lesquels il trouverait une soixantaine de sponsors qui paieraient entre 1,2 et 2 millions de francs chacun. Le tout dans le *« respect des valeurs du rugby »*.

TROIS QUESTIONS À *ALAIN DE POUZILHAC*

1 Comment voyez-vous l'avenir d'Havas Advertising, groupe dont vous êtes le PDG, après l'OPE qui devrait entériner, lundi 9 mars, l'absorption d'Havas par la Compagnie générale des eaux ?

Nous sommes fixés sur notre sort depuis un an. Les évolutions d'Havas ne devraient donc pas avoir d'incidence sur Havas Advertising. Lorsque la Compagnie générale des eaux s'est rapprochée d'Havas, il a été dit – Pierre Dauzier, président d'Havas, et Jean-Marie Messier, président de la CGE, étaient présents – que, lorsque mon groupe présenterait un projet de développement mondial, Havas l'accompagnerait par une dilution de sa participation entre 15 et 20 %. Depuis, ni Pierre Dauzier, ni Eric Licoys, directeur général d'Havas, ni Jean-Marie Messier, n'ont fait évolué officiellement ce discours. On va être dans les cinq premiers mondiaux. Le maintien d'un actionnariat français à 40 % ou à 45 % est un contresens par rapport au marché. La sagesse vous commande, quand la France ne pèse que 3 % des investissements mondiaux, d'avoir un actionnariat éclaté en fonction du poids des marchés sur un plan international.

2 *Quelle est la justification de* votre course à la croissance ?

L'objectif n'est pas d'être dans les cinq premiers mondiaux pour être dans les cinq premiers mondiaux. Il faut avoir une masse critique suffisante pour répondre aux nouveaux besoins des annonceurs, donc investir pour être plus efficace. Notre métier a évolué à cause des nouvelles technologies. On nous demande de fidéliser un consommateur pour augmenter ses achats ; ou d'en conquérir de nouveaux pour gagner des parts de marché. Cela suppose une modification de nos structures et des acquisitions.

3 Comment jugez-vous l'acquisition par le géant américain Omnicom du réseau d'origine française BDDP-GGT ?

Excellente. Je ne sais pas si les Français avaient le choix, mais le résultat me semble positif pour les deux parties.

Propos recueillis par Florence Amalou

DÉPÊCHES

■ **MULTIMÉDIA : Havas Interactive, filiale multimédia d'Havas, lance Infos on Line,** premier site web de presse magazine français. Ce site payant regroupe des titres du groupe (*L'Express, L'Expansion, L'Entreprise, L'Usine nouvelle, La Vie française,* etc.) mais aussi *Le Point* ou *Les Echos*. Le service veut *« rivaliser avec les bases de données, souvent étrangères, à destination des professionnels »*, souligne Havas Interactive. Havas lance aussi Infos Graphiques on Line, site d'information par l'image qui regroupe plus de 1 000 infographies.

■ **PRESSE : 278 nouveaux points de vente de presse ont été créés en 1997,** a annoncé, jeudi 5 mars, le président de l'Union nationale des diffuseurs de presse (UNDP), Jean-Pierre Marty, à l'issue de son congrès. En 1995 et 1996, 78 points de ventes avaient été créé, tandis que 1 300 avaient disparu entre 1990 et 1994. M. Marty a alerté les éditeurs et les représentants des messageries sur la hausse brutale du taux d'invendus. Dans un message, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, a indiqué que *« le lecteur moins fidèle a besoin de trouver son journal près de chez lui »* et que *« l'action des pouvoirs publics en faveur de la diffusion devrait s'exprimer dans les prochains mois, dans une nouvelle étape de départs négociés »*.

■ **La chambre sociale de la Cour de cassation a jugé, jeudi 5 mars,** qu'un journaliste ne pouvait se voir imposer une mutation géographique si elle n'est pas prévue dans son contrat de travail. Les magistrats ont rejeté un pourvoi de *La Voix du Nord*, condamnée en 1995 pour *« licenciements abusifs »* par la cour d'appel de Douai. Le quotidien lillois avait licencié pour *« faute grave »* deux journalistes en poste à Amiens (Somme), qui avaient refusé d'être mutés à Saint-Quentin et à Laon (Aisne).

■ **Le quotidien *L'Eclair-Pyrénées*** a renouvelé sa formule, lundi 2 mars. Le journal qui appartient au groupe Sud-Ouest, comme son concurrent *La République des Pyrénées*, entend défendre *« la pluralité en Béarn »*.

« L'EDJ » dramatise les relations entre le CSA et France Télévision

HERVÉ BOURGES, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), et Xavier Gouyou Beauchamps, PDG de France-Télévision, sont très en colère. La publication par *L'Evènement du jeudi* du 5 mars d'un article intitulé « France 2 dans la mire du CSA » a provoqué l'agacement de l'organisme de régulation et de la chaîne publique.

L'article assure qu'*« une enquête confidentielle »*, réalisée par les sages de l'audiovisuel contiendrait des critiques acerbes contre la gestion du PDG de France-Télévision. En réalité, la plupart des points évoqués par le magazine sont connus. Ainsi, lors de l'examen des comptes 1997, la plupart des observateurs avaient pointé la manière dont France 2 avait sous-évalué les stocks de programmes. *« Plus de 100 millions de francs de programmes inédits, jamais diffusés, ont été considérés comme non exploitables »*, indiquait *Le Monde* du 23 juillet 1997 qui précisait que *« les comptes de France 2 ont été sérieusement grevés par 235 millions de francs de provisions pour dépréciation de programmes. »*

Autre point retenu par le CSA : le traitement de certains faits divers par les journaux télévisés. Ce reproche a été fait à toutes les chaînes, le CSA ayant réuni, mardi 17 février, tous les directeurs d'information pour débattre avec eux de la couverture d'événements comme la mise en examen pour pédophilie du maire de Chablis, l'affaire Elf-Roland Dumas et l'interpellation du guide de haute montagne des Orres. Le CSA avait alors fait valoir que *« le respect de la présomption d'innocence et de la personne humaine »* n'avait pas été suffisamment pris en compte (*Le Monde* du 21 février).

Parmi les autre points évoqués dans ce rapport, certains ne relèvent pas vraiment du mystère. C'est notamment le cas de l'érosion de l'audience de France 2 et la chute des recettes publicitaires, faits qui ont largement nourri l'actualité du secteur. Après avoir reculé de 24,3 % en 1996, l'audience aurait encore chuté de 23,7 % en 1997.

En revanche, la partie sur *« le soutien au cinéma français en perpétuel déclin »* apporte un élément nouveau sur France-Télévision. Le CSA estime qu'*« on constate une diminution importante de la part des films français, notamment des inédits »*. En 1997, la proportion de films français serait *« au-dessous de 50 % »*. Le constat est aussi sévère pour les *« premières diffusions »* : en première partie de soirée, la proportion de films français s'éléverait à peine à 30 %.

LECTURE BIAISÉE

Ces éléments ont été évoqués lors de l'audition par le CSA de Xavier Gouyou Beauchamps, en février. Le PDG de France-Télévision a été reçu avec ses proches collaborateurs et interrogé sur plusieurs points. Pour préparer cette audition, les services du CSA avaient préparé un ensemble de notes destinées aux conseillers. *« C'est une partie de ces notes qui ont été publiées par le magazine. Mais à aucun moment, le PDG de France-Télévision n'a été mis en accusation. Il s'agissait d'un dialogue et il est absurde de dramatiser cette audition »*, estime-t-on dans l'entourage de M. Bourges. En outre, précise-t-on, les éléments positifs de la gestion de France-Télévision, contenus dans les quelques feuillets introductifs de M. Bourges, qui évoquait par exemple *« l'excellent climat existant »* entre l'organisme et la direction des chaînes publiques ou le fait que *« l'ensemble des obligations quantitatives sont respectées »*, comme c'est *« la tradition »*, ont été en grande partie *« gommés »*.

F. Ch. et Y.-M. L.

La bande dessinée retrouve les faveurs de la presse généraliste

Le secteur des magazines spécialisés traverse en revanche des périodes de grandes difficultés

LE GRAND PRIX de la BD du Festival international d'Angoulême 1998 devrait être décerné au ministère de la culture, à Paris, jeudi 19 mars, jour de l'inauguration du Salon du Livre. Cette consécration va de pair avec la bonne santé d'un secteur auquel la presse quotidienne recommence d'ailleurs à faire les yeux doux. A l'exception de la publication par *Libération* et *Le Monde*, au cours de l'été 1997, des dernières aventures de héros du Neuvième art – XIII pour le premier, Blueberry pour le second – et de l'immuable page BD de *France-Soir*, la plupart des journaux avaient progressivement abandonné BD et *strips* (suite de trois cases) hérités de la presse anglo-saxonne.

L'Echo du centre (Limoges) est le premier à avoir renoué avec la tradition. Depuis le 26 janvier, le journal des refondateurs communistes et ses éditions – *La Marseillaise du Berry* et *L'Echo-Dordogne*, soit plus de 45 000 exemplaires – proposent, le lundi, une page baptisée « Bédéphiles » comprenant *strips* et critiques d'albums. Les premiers chiffres font état d'une hausse des ventes de 10 % environ de la diffusion due à cette page hebdomadaire.

Le *Journal du dimanche*, quotidien dominical du groupe Hachette Filipacchi Médias, lancera, dimanche 22 mars, un supplément de douze pages de BD. Il offrira une fois par mois, *« jusqu'en juin, mais avec l'idée de continuer après les vacances »*, des entretiens avec des auteurs (André Juillard et Plantu pour le premier numéro), une prépublication de planches d'album à venir (*Alpha*) et de jeunes auteurs (Sfar et Guibert), des *strips*, des informations sur le Neuvième art, un jeu-concours, etc.

Ce supplément, sponsorisé par la firme américaine Xerox et imprimé grâce au concours de l'Imprimerie nationale, sera distribué sur l'ensemble de l'Hexagone – soit à 400 000 exemplaires –, à la différence du supplément hebdomadaire du *JDD*, *Fémina hebdo*, qui n'est offert que dans certaines zones de diffusion.

Ces deux naissances devraient mettre du baume au cœur des lecteurs de BD, qui ont surtout assisté ces dernières années à la mort de plusieurs magazines ou à l'asphyxie des titres qui tentent de se lancer. Lors du dernier Festival d'Angoulême, un des lauréats des Alph'arts (trophées) avait d'ailleurs profité de la présence de Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, pour lui adresser une supplique : accorder un numéro de commission paritaire (et donc les avantages afférents) à la revue *Lapin*. L'entourage de la ministre avait salué le *« coup »*, Mme Trautmann venant de regretter la disparition de la presse BD et ayant évoqué un projet de revue ouvert aux jeunes créateurs francophones (*Le Monde* daté 25-26 janvier).

De nouveaux titres, souvent tenus à bout de bras par des fans bénévoles, veulent entretenir le flambeau. Les uns prépublient classiquement de la BD ; les autres jouent un rôle de laboratoire ou privilégient actualité et critique

Plusieurs magazines ont déjà rejoint le cimetière de la BD : *Tintin, Circus, Vécu, Métal Hurlant*, et, en décembre 1997, *A Suivre*. Le mensuel des éditions Casterman, animé par Jean-Paul Mougin et formellement conçu par Etienne Robial, a fait connaître les grands auteurs de BD – Hugo Pratt, Comès, Munoz, Sampayo, Jacques Tardi, Servais, Auclair, Boucq, etc. –, mais n'a pas résisté à la vogue des albums. *« Le mensuel a subi une érosion lente ; les lecteurs refusaient de suivre une histoire sur plusieurs mois, à l'exception d'un noyau dur de 7 000 abonnés. De 60 000 exemplaires en 1983-1985, on est tombé à 20 000 »*, explique Didier Platteau, directeur général des éditions Casterman, qui affirme toutefois *« réfléchir à un concept nouveau »*.

Parmi les ancêtres, seul *Spirou* a survécu, *Tintin* ayant disparu il y a dix ans. L'hebdomadaire des éditions Dupuis né en 1938 vend aujourd'hui 56 000 exemplaires en moyenne en France, son marché le plus important (il est diffusé à 55 000 exemplaires en Belgique). Et des survivants des années 70-80, âge d'or de la BD, ne restent que *L'Echo des Savanes* et *Fluide Glacial*. Le premier, lancé en 1972 par Gotlib, Bretécher et Mandryka, a vécu plusieurs avatars. Publié par Albin Michel, il propose un mélange de BD et d'articles plus ou moins provocateurs, et sa diffusion, en hausse régulière, frôle les 140 000 exemplaires. *Fluide Glacial*, qui dépend de Flammarion, vend à 100 000 exemplaires, sans compter ses hors-série trimestriels qui dépassent les 150 000.

« Son succès est dû à la complicité entre dessinateurs et lecteurs, à des histoires courtes fondées sur l'humour, et sans suite. Fluide n'a jamais été à la mode ; il traverse les années », explique son rédacteur en chef, Jean-Christophe Delpierre. De nouveaux titres, souvent tenus à bout de bras par des fans bénévoles, veulent aussi entretenir le flambeau de la BD. Les uns prépublient classiquement de la BD ; les autres jouent un rôle de laboratoire ou privilégient actualité et critique.

Né il y a six mois, *Bo Doï* (35 francs) prépublie des épisodes de BD grand public (Hermann, Margerin, Van Hamme, Berthet et Yann, etc.). Il diffuse quelque 15 000 exemplaires. *Golem*, publié par les éditions Le Téméraire, société lilloise spécialisée dans la BD historique, propose du fantastique, de la science fiction et de l'humour aux 15-25 ans et est vendu 24 francs à 8 000 exemplaires. Deux anciens fanzines édités dans le sud de la France, *Féraille* et *Jade*, défendent une BD d'auteur et sont désormais diffusés en kiosques. Plusieurs « revues-laboratoires » comme *Lapin* (éditions L'Association), *Le Cheval blême* (éditions Amok), etc., explorent aussi la planète BD.

Autre preuve de renouveau, les 108 libraires spécialisés ont créé leur revue, *Canal BD Magazine* (20 000 exemplaires). *La Lettre de Dargaud* et *Bédescope* labourent quant à elles un même terreau – l'actualité de la BD – mais différemment. La première, lettre bimestrielle distribuée par Dargaud Editeurs auprès des professionnels, va être désormais vendue au prix de 40 francs et va tenter de développer ses abonnements. *Bédescope* a été fondé il y a un an par de jeunes journalistes frappés par le contraste entre *« le déficit en matière de journalisme BD »* et *« l'importance de ce secteur éditorial »*.

Décidé à jouer le « poil à gratter » de la BD, ce bimestriel petit format, diffusé par les NMPP depuis novembre 1997 (20 francs) revendique 6 000 exemplaires.

Yves-Marie Labé

SPORTS Le Grand Prix d'Australie ouvrira, dimanche 8 mars à Melbourne, le *championnat* du monde de formule 1 1998, *marqué par l'entrée* en vigueur de nouveaux règlements destinés à *mieux garantir la* sécurité des pilotes. ● LES RÉFORMES prévoient notamment des pneumatiques sculptés, même par temps sec, un retrécissement de *vingt centimètres des monoplaces* et une surveillance accrue des systèmes d'aide au pilotage. ● WILLIAMS, MCLAREN ET FERRARI restent *les* grands favoris, mais devront compter avec *l'écurie Prost* Grand Prix. ● LE CHAMPION du monde affirme, dans un entretien au *Monde*, que le bon comportement de ses pilotes *« rejaillira sur l'image du pays à l'étranger »*. ● MÉCACHROME, qui poursuit la fabrication du moteur Renault pour les écuries Williams et Benetton, défendra également les couleurs de la France.

Pour garantir le spectacle, la formule 1 choisit de freiner ses pilotes

Les nombreuses modifications de règlement du Championnat du monde de formule 1 visant à réduire la vitesse des voitures tout en favorisant les dépassements soulèvent beaucoup de questions à l'aube de la reprise de la saison, dont Williams, McLaren et Ferrari sont encore les grands favoris

LE CHAMPIONNAT du monde 1998 de formule 1, qui débute di*manche 8 mars sur* le circuit de l'Albert Park de Melbourne, est annoncé comme étant celui d'un grand chambardement. Les nombreuses *modifications* de règlement dictées par la Fédération internationale de l'automobile (FIA) dans le but de rendre le spectacle à la fois plus sûr et plus haletant ont conduit les écuries à emprunter la voie de l'expérimentation.

● ***Les pneumatiques.*** Les pneus secs, hier totalement lisses, doivent désormais présenter des rainures. Ces sculptures sont au nombre de trois à l'avant et de quatre à l'arrière. Elles sont larges de 14 mm à la surface du pneu et profondes de 2,5 mm. Cette réduction de la surface de contact de la gomme va se traduire, en course, par des vitesses moins élevées, surtout dans les courbes, en raison de la diminution *des appuis latéraux*. Elle va de plus aiguiser la concurrence entre les deux seuls fabricants encore présents sur les circuits, le japonais *Bridgestone* et l'américain *Goodyear*, dont c'est la dernière saison de F 1.

● **Les freins, les voies étroites et l'électronique.** Soucieuse de sécurité, la FIA n'en demeure pas moins attachée à préserver l'aspect spectaculaire d'une compétition retransmise par 70 chaînes de télévision. Raison pour laquelle les freins ont perdu de leur efficacité (étrier à *6 pistons*, et *non plus 8* ; *disques* de 28 mm d'épaisseur, au lieu de 31 mm), alors que les monoplaces se retrouvent moins larges (180 cm, contre 200 cm). Les *dépassements* seront donc plus nombreux, espère-t-on à la FIA. Les pilotes sont loin d'en être convaincus.

Ce débat *peut se révéler obsolète* si la polémique sur les « aides au pilotage » reprend. L'an dernier, certaines écuries (Ferrari, McLaren) avaient été soupçonnées d'utiliser des systèmes électroniques liant directement le moteur au cockpit. Les progrès en ce domaine semblent sans limites : contrôle de l'antipatinage, maîtrise intelligente des chevaux, dosage de la motricité de chaque demi-train... La FIA veut *stopper cette dérive, de peur de voir* les pilotes se transformer en gestionnaires en informatique. Reste à savoir si ces systèmes réduisent la *responsabilité du conducteur* ou s'ils ne sont qu'un avatar moderne de leur art.

● **Les hommes.** Voilà bien la *meilleure preuve que toutes ces* querelles de fine mécanique sont au cœur du Championnat du monde 1998 : suffisamment occupées par les modifications techniques, les écuries ont préféré limiter les remplacements humains. Quelques pilotes ont toutefois changé de baquet. C'est le cas de Damon Hill, qui a finalement quitté Arrows pour Jordan. Et de Jean Alesi, qui arrive chez Sauber, en provenance de Benetton. Du coup, le transfert le plus *stratégique concerne un technicien* : l'ingénieur-star Adrian Newey, passé de Williams à McLaren au mois d'août 1997. A noter : l'arrivée de *Bernard Dudot, ex-grand patron de* Renault-Sport, aux côtés d'Alain Prost.

● **Les favoris et les outsiders.** Si *l'on en juge par le montant de leurs* budgets respectifs (au minimum 600 millions de francs) et par les chronomètres des essais privés, Williams, *McLaren et Ferrari devraient* partir en première ligne. Tenant du titre, Williams a su conserver son pilote vedette, Jacques Villeneuve, *ainsi que le moteur Renault*, rebaptisé Mécachrome. McLaren, de son côté, va pouvoir compter sur un *moteur Mercedes profondément* remanié et sur un châssis neuf. Quant à Ferrari, l'usage que Michael Schumacher fera du tout nouveau *V10 des usines de Maranello* décidera du destin de la Scuderia, qui court après le titre mondial depuis 1979.

Derrière, Benetton (également armée d'un moteur Mécachrome), Jordan, qui possède un duo de pilotes pour le moins disparate (le *paisible Damon Hill et l'hyperactif* Ralf Schumacher), sans oublier Prost GP, dont la deuxième année *d'existence est placée sous le signe* de l'ambition.

● **Le calendrier.** Il n'est toujours pas définitivement fixé. Si le Grand *Prix du Portugal a été définitive*ment supprimé en raison de travaux non effectués sur le circuit d'Estoril, nul ne sait encore si l'on *disputera 16 ou 17 épreuves cette* année. Le Conseil mondial de l'automobile devrait en dire un peu plus mercredi 18 mars. Le Grand *Prix de France devrait être réinté*gré, puisque le réaménagement de la loi relative à la liberté de l'information que réclamait la FIA a été *adoptée par le Parlement* (*Le Monde* du 28 février). Le Grand Prix de Belgique a, lui, déjà été confirmé, la FIA ayant reçu des garanties du gouvernement wallon en vue d'un assouplissement de la législation antitabac.

● **Les affaires.** Max Mosley, président de la FIA, et *Bernie Ecclestone*, président de Formula One Administration (FOA, le bras économique de la FIA), ont fourni au commissaire européen à la concurrence, Karel Van Miert, qui avait reproché à la formule 1 de se trouver dans une position d'abus de position dominante, les éléments de *réponse exigés. Bruxelles prend* son temps alors que se confirme l'information selon laquelle des acteurs du monde de la F 1 auraient dénon*cé le système FIA-FOA auprès de* Karel Van Miert.

F. P.

La FIA songe à interdire la publicité pour le tabac

Le président de la Fédération internationale automobile (FIA), *Max Mosley, a indiqué, jeudi 5 mars*, à Melbourne (Australie), que, si on apportait la preuve d'un lien direct de cause à effet entre la publicité pour le tabac et le fait de fumer, la FIA supprimerait le parrainage tabac en formule 1 dès la fin de la saison 2001, soit quatre ans avant la *mise* en application de la *loi* européenne. Une telle interdiction serait applicable à tous les *grands prix* de F1, y *compris* ceux qui ont lieu en dehors de l'Union européenne. Selon le président de la FIA, cette décision constituerait un *« manque à gagner »* colossal pour la discipline reine du sport automobile. *« Environ 300 millions de dollars (1,8 milliard de francs) par an »*, a-t-il précisé.

Pour les écuries, excepté Arrows et Stewart, les cigarettiers tiennent en effet une part importante dans le budget d'une saison.

La grille de départ

LES ÉCURIES

● ***Williams-Mécachrome* (pneumatiques Goodyear) :** 1. Jacques Villeneuve (Canada) ; 2. Heinz-Harald Frentzen (Allemagne).

● **Ferrari (pneumatiques Goodyear) :** 3. Michael Schumacher (Allemagne) ; 4. Eddie Irvine (Grande-Bretagne).

● **Benetton-Mécachrome (pneumatiques Bridgestone) :** 5. Giancarlo Fisichella (Italie) ; 6. Alexander Wurz (Autriche).

● ***McLaren-Mercedes* (pneumatiques Bridgestone) :** 7. David Coulthard (Grande-Bretagne) ; 8. Mika *Hakkinen (Finlande)*.

● **Jordan-Mugen-Honda (pneumatiques Goodyear) :** 9. Damon Hill (Grande-Bretagne) ; 10. Ralf Schumacher (Allemagne).

● **Prost-Peugeot (pneumatiques Bridgestone) :** *11. Olivier Panis* (France) ; 12. Jarno Trulli (Italie).

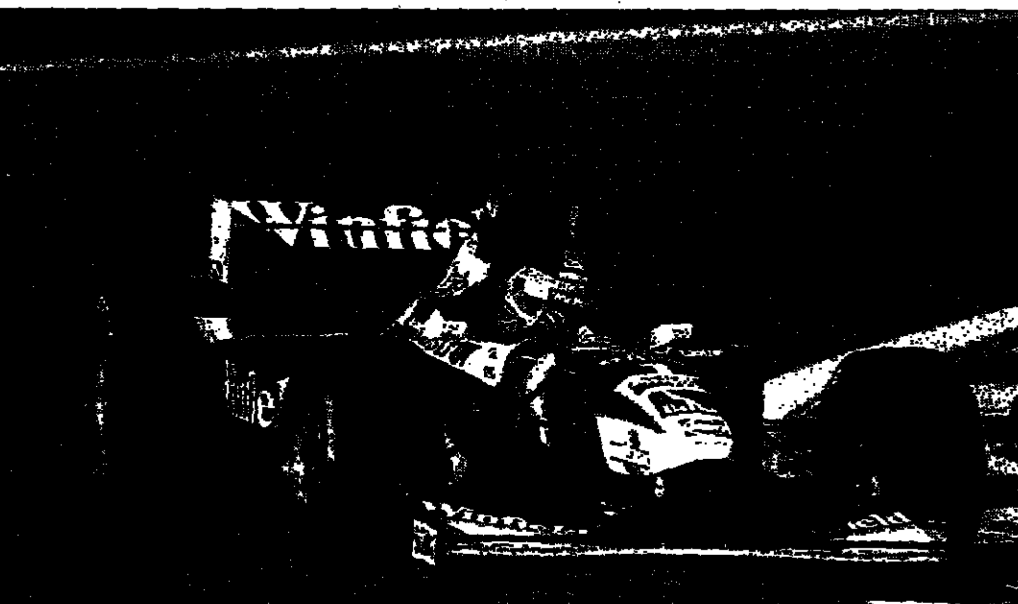
● **Sauber-Petronas (pneumatiques Goodyear) :** 14. Jean Alesi (France) ; 15. Johnny Herbert (Grande-Bretagne).

● **Arrows-Yamaha-Hart (pneumatiques Bridgestone) :** 16. Pedro Diniz (Brésil) ; 17. Mika Salo (Finlande).

● **Stewart-Ford :** 18. Rubens Barrichello (Brésil) ; 19. Jan Magnussen (Danemark).

● ***BAR-Tyrrell-Ford* (pneumatiques Goodyear) :** 20. Ricardo Rosset (Brésil) ; 21. Toranosuke Takagi (Japon).

● ***Minardi-Ford (pneumatiques* Bridgestone) :** 22. Shinji Nakano (Japon) ; 23. Esteban Tuero (Argentine).



GÉRÔME PREVOST

La Williams Mécachrome.

Mécachrome, des moteurs au régime Renault

AUBIGNY-SUR-NÈRE
de notre envoyé spécial

Aux confins de la Sologne, du *Sancerrois et du Berry*, sous un hangar dans lequel on ne pénètre qu'en montrant patte blanche, des petits groupes d'hommes en bleu *de travail sont absorbés par leur* ouvrage. Le visiteur de passage a le droit de jeter un oeil, rapide. L'endroit est, dit-on, une copie conforme de l'atelier de Renault-Sport de Viry-Châtillon (Essonne). Mêmes plans, mêmes machines, mêmes rangées d'outils et même *souci du secret. Objet de toutes les* attentions : ce moteur atmosphérique 10 cylindres en V qui portait hier le nom de Renault et porte au*jourd'hui celui de Mécachrome*, une entreprise d'usinage de haute définition implantée à Aubigny-sur-Nère (Cher).

Mais qui était capable d'associer Mécachrome au monde de la F 1 avant le début de cette saison ? La *surprise fut grande lorsque Patrick* Faure, le président de Renault-Sport, révéla, voilà un an, qu'un accord avait été conclu avec cette so*ciété spécialisée dans l'aéronau*tique (pièces pour Mirage, Super-Puma, Airbus, fusée Ariane...) afin que cette dernière poursuive l'aventure du moteur V 10. Loin des circuits, loin du vacarme qui entoure certains ingénieurs-vedettes, cela fait pourtant *près de vingt-cinq ans que Méca*chrome usine des bielles, des carters-cylindres et des culasses, et environ quinze ans qu'elle assemble *des moteurs Renault.*

En quittant l'ombre pour le devant de la scène, l'entreprise subit une situation dont elle n'est pas res*ponsable. Tout remonte à juin 1996*, lorsque Renault annonce son retrait de la formule 1 pour la fin de la saison 1997. Coup de froid dans les paddocks. Williams fait le tour des fournisseurs de moteurs et s'en revient bredouille. Idem pour Benetton, *l'autre écurie équipée* par la marque au losange. Une idée commence alors à faire son chemin : transmettre le relais à l'un des *partenaires techniques de Renault*, celui qui connaît le mieux les entrailles du V 10.

Mécachrome dit banco. Mais *dans des conditions bien parti*culières. En amont, l'entreprise va ainsi acheter à Renault-Sport un certain nombre de prestations comme le développement du moteur ou l'assistance sur les grands prix. Du coup, la vingtaine d'ingénieurs et de techniciens de Viry-Châtillon bien connus du milieu vont pouvoir continuer à travailler comme auparavant, ne procédant qu'à un seul changement visible : la couleur des tenues. En aval, Méca*chrome peut alors vendre le mo*teur, toujours usiné et assemblé par ses soins, aux deux écuries concernées, Williams (pour 1998 et 1999) et Benetton (*qui n'a signé que* pour une seule saison).

« SECRET DÉFENSE »

D'un côté, Renault réussit finalement le tour de force de rester en formule 1 tout en n'y étant officiellement plus. De l'autre, Williams et *Benetton continuent d'être équipés* par un des moteurs les plus performants du marché. Quant à Mécachrome, son activité F 1 (60 per*sonnes) est préservée*, alors qu'une publicité sans précédent l'attend au gré des grands prix. *« Nous qui, pendant des années, avons effectué tant de travaux soumis au "secret défense" allons enfin pouvoir montrer notre savoir-faire »*, ironise Jean-Yves Houé, responsable du secteur formule 1.

N'ayant cependant aucune vocation à communiquer, l'entreprise *devrait se montrer assez discrète* tout au long de la saison. Son logo – un mouton à cinq pattes – ne figurera pas à côté de son nom. Aucune *campagne de publicité n'est prévue* dans les journaux. Jean-Yves Houé sera le seul représentant de sa société à être présent à Melbourne, pour le premier grand prix de l'année. *« On sait parfaitement ce qui nous attend*, indique ce dernier. *Si nos moteurs fonctionnent bien cette année, tout le monde dira en effet qu'il s'agit de moteurs Renault. Et s'ils ne marchent pas bien, on dira que ce sont des moteurs Mécachrome. »*

F. P.

Alain Prost, président de Prost Grand Prix

« Nous avons réussi à construire une écurie »

« Quel bilan faites-vous de la saison 1997, qui fut votre première en tant que nouveau patron d'écurie ?

– Je crois que nous avons accompli une très bonne saison, *vu que* nous n'avions pas les moyens techniques ni humains, ni financiers pour rivaliser avec les meilleures équipes. *Il faut également* prendre en considération les difficultés rencontrées durant l'année, comme l'accident d'Olivier Panis au Grand Prix du *Canada ou la* tension des relations avec notre motoriste, Honda. Sans oublier, bien sûr, l'annonce du déménagement de Magny-Cours pour la région parisienne, *qui fut l'élément* le plus perturbant pour l'écurie. Mais ce déménagement était une condition *sine qua non* pour que je rachète l'écurie Ligier et pour que mes par*tenaires me suivent*. *Sur* le plan pratique, il était impossible de rester à Magny-Cours.

– Pourquoi ?

– Cela peut paraître curieux, mais, avec 150 *personnes, on* est *moins* productif qu'avec 70. En effet, on fait beaucoup plus de « développement » et on passe beaucoup de temps en réunion. La F1 est un métier de communication où il faut se rencontrer, on ne peut pas se parler au téléphone. Cer*tains de nos partenaires, comme* Bridgestone, ne voulaient plus venir à Magny-Cours.

– A quoi ressemble l'usine que *vous avez fait construire* à Guyancourt et dans laquelle vous allez vous installer dans le courant du mois de mars ?

– Elle *a été* conçue en observant les usines les plus modernes de la F1. Il y a deux fois plus de place qu'à Magny-Cours. *Le bâtiment a été étudié* pour que les gens communiquent entre eux. Il s'agit enfin d'une usine moderne également du point de vue du matériel. *Tout ce qui était* à Magny-Cours était devenu complètement obsolète. On travaillait là-bas comme on le faisait il y a quinze ans.

– Que vont devenir *les* installations de Magny-Cours *qui vous* appartiennent ?

– Je vais conserver la soufflerie. On va la remettre à niveau, même s'il n'est pas impossible que nous ayons une *deuxième soufflerie* à Guyancourt. Quant au reste de l'équipement – environ 4 000 m² –, nous n'avons pas eu le temps de nous en occuper. On discute avec pas mal d'investisseurs pour occuper ces installations, *mais il n'y a* encore rien de concret. Ce qui est sûr, c'est que je ferai tout ce que je peux pour aider ce site de Magny-Cours afin qu'il continue à vivre.

– Vous êtes le personnage central de votre écurie. *Qu'il s'agisse* de communication, de sport, de gestion, de sponsoring, tout passe par vous. On vous reproche de ne pas déléguer...

– Ce sont les gens du milieu qui disaient cela, la saison dernière ; les mêmes qui aujourd'hui se de*mandent comment je vais faire* avec 150 employés alors que les autres écuries en ont 300. Mais, au tout début, j'en avais 68. Comment *déléguer avec si peu de personnel ?* Ma fierté, aujourd'hui, est de constater qu'après une première année où rien n'était facile nous avons réussi à « construire » une *écurie. Cela étant dit, même dans la* configuration actuelle avec l'arrivée de nouveaux collaborateurs, comme Bernard Dudot, je continuerai à avoir un oeil sur tout.

– A l'heure de la mondialisation, n'est-ce pas un leurre de croire qu'on peut réussir avec une écurie 100 % française ?

– Mais je n'ai jamais présenté l'écurie comme étant franco-française ! *Nos pneus sont japonais et un de nos pilotes est italien.* Notre vocation est internationale. Tous nos sponsors *ont des ambitions in*ternationales. Même mon nom, Prost, est un nom qui est devenu international. Avoir une écurie to*talement franco-française serait* utopique, ce serait même contre-productif. En France, nous possédons des sociétés de très grande *technologie. Etre ici est un avan*tage. Et je dis cela en sachant que nous avons aussi des handicaps incroyables, comparés aux écuries *anglo-saxonnes, qui, par exemple*, paient au-delà de 50 % de charges sociales en moins que nous. Et je ne vous parle pas des 35 heures : *dans notre métier*, c'est aberrant ! Je veux néanmoins prouver qu'il est possible de réussir en France.

– Vous rêviez de devenir chef d'entreprise ?

– A seize ans, je courais en karting et j'avais trouvé un « deal » pour préparer mes moteurs moi-même. Je me souviens avoir travaillé un mois comme magasinier *dans une société de métallurgie*, à Saint-Etienne. Je n'avais pas besoin de le faire, puisque je vivais chez mes parents. J'avais déjà tout simplement envie d'être indépendant. »

Propos recueillis par Frédéric Potet

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 6 MARS

Liquidation : 24 mars
Taux de report : 3,88
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS

+0,79 %

CAC 40 : 3422,56

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% + -	Nominal (1)
B.N.P. (T.P)	1015	1006	- 0,88	1000
Cr.Lyonnais(T.P.)	948	929	- 2	1000
Renault (T.P.)	2005	1995	- 0,49	1000
Rhone Poulenc(T.P)	2520	2520	—	1000
Saint Gobain(T.P.)	1280	1285	+ 0,39	1000
Thomson S.A (T.P)	970	965	- 0,51	1000
Accor	1398	1400	+ 0,14	100
AGF-Ass.Gen.France	331,70	331,40	- 0,09	30
Air Liquide	969	970	+ 0,10	70
Alcatel Alsthom	791	799	+ 1,01	40
Atos CA	971	962	- 0,92	10
Axa	586	588	+ 0,34	60
Bail Investis.	885	900	+ 1,69	100
Bazar Hot. Ville	640	641	+ 0,15	50
Bertrand Faure	428	426,10	- 0,44	5
BIC	477,10	480,50	+ 0,71	25
BIS	576	576	—	20
B.N.P.	399,50	407,30	+ 1,95	25
Bollore Techno.	876	881	+ 0,57	50
Bongrain	2721	2795	+ 2,71	50
Bouygues	880	890	+ 1,13	50
Bouygues Offs.	245,70	254	+ 3,37	10
Bull#	58,30	58,35	+ 0,08	10
Canal +	1338	1355	+ 1,27	20
Cap Gemini	620	621	+ 0,16	40
Carbone Lorraine	2086	2070	- 0,76	50
Carrefour	3535	3581	+ 1,30	100
Casino Guichard	376,90	384,70	+ 2,06	10
Casino Guich.ADP	272	280	+ 2,94	10
Castorama Dub.(Li)	905	912	+ 0,77	25
C.C.F.	428	445	+ 3,97	25
Cegid (Ly)	847	850	+ 0,35	25
Cerus Europ.Reun	34,50	34,50	—	40
CGIP	2480	2570	+ 3,62	100
Chargeurs	376,10	377,10	+ 0,26	100
Christian Dalloz	775	772	- 0,38	10
Christian Dior	725	731	+ 0,82	50
Ciments Francais	306,80	305	- 0,58	25
Cipe France (Ly) #	214,50	216	+ 0,69	10
Clarins	550	560	+ 1,81	50
Club Mediterranee	457,90	456	- 0,41	25
Coflexip	686	691	+ 0,72	10
Colas	980	1007	+ 2,75	40
Comptoir Entrep.	15,85	16,05	+ 1,26	10
Comptoirs Mod.	3254	3300	+ 1,41	100
CPR	480	484,10	+ 0,85	50
Cred.Fon.France	105,50	110,60	+ 4,83	100
Credit Lyonnais CI	491	490	- 0,20	100
CS Signaux(CSEE)	267	273	+ 2,24	100
Damart	3720	3780	+ 1,61	50
Danone	1205	1209	+ 0,33	10
Dassault-Aviation	1520	1535	+ 0,98	50
Dassault Electro	639	638	- 0,15	80
Dassault Systemes	239,50	238	- 0,62	5
De Dietrich	300	305	+ 1,66	25
Deveaux(Ly)#	911	904	- 0,76	20
Dev.R.N-P.Cal Li #	56,10	56,60	+ 0,89	100
Dexia France	764	778	+ 1,83	100
DMC (Dollfus Mi)	135,80	135,50	- 0,22	75
Dynaction	167	166,90	- 0,05	25
Eaux (Gle des)	1015	1000	- 1,47	100
Ecia	1445	1530	+ 5,88	25
Eiffage	343,50	349,60	+ 1,83	50
Elf Aquitaine	680	688	+ 1,17	50
Eramet	255	253,30	- 0,66	20
Eridania Beghin	1087	1088	+ 0,09	65
Essilor Intl	1822	1857	+ 1,92	20
Essilor Intl.ADP	1703	1730	+ 1,58	20
Esso	550	549	- 0,18	50
Eurafrance	2803	2811	+ 0,28	200
Euro Disney	9,15	9,35	+ 2,18	5
Europe 1	1321	1315	- 0,45	100
Eurotunnel	5,65	5,65	—	—
Fimalac SA	600	595	- 0,83	100
Finextel	109,60	109,80	+ 0,18	100
Fives-Lille	370	373,50	+ 0,94	50
France Telecom	295,90	294,10	- 0,60	25
Fromageries Bel	4580	4600	+ 0,43	50
Galeries Lafayette	3850	3810	- 1,03	100
GAN ex.dt sous.	149,70	150,60	+ 0,60	10
Gascogne (B)	533	532	- 0,18	80
Gaumont #	425	428	+ 0,70	50
Gaz et Eaux	2640	2680	+ 1,51	50
Geophysique	680	690	+ 1,47	10
G.F.C.	552	550	- 0,36	100
GrandVision	214,80	214,10	- 0,32	10
Groupe Andre S.A.	675	676	+ 0,14	50
Groupe GTM	386	405	+ 4,92	50
Gr.Zannier (Ly) #	160	157,80	- 1,37	10
Guilbert	970	971	+ 0,10	10
Guyenne Gascogne	2014	2002	- 0,59	100
Hachette Fil.Med.	1450	1450	—	20
Havas	492	500	+ 1,62	15
Havas Advertising	979	970	- 0,91	50
Imetal	797	820	+ 2,88	50
Immeubl.France	412	418,50	+ 1,57	50
Infogrames Enter.	255	256	+ 0,39	20
Ingenico	148	146	- 1,35	10
Interbail	178	178	—	100
Intertechnique	1500	1483	- 1,13	100
ISIS	608	624	+ 2,63	50
Jean Lefebvre	375	—	—	50
Klepierre	942	941	- 0,10	100
Labinal	1820	1871	+ 2,80	100
Lafarge	466,70	475,80	+ 1,94	25
Lagardere	228	230	+ 0,87	40
Lapeyre	398	395	- 0,75	10
Lebon	286	282,70	- 1,15	50
Legrand	1500	1499	- 0,06	10
Legrand ADP	950	960	+ 1,05	10
Legris indust.	253	255	+ 0,79	20
Locindus	827	830	+ 0,36	150
L'Oreal	2625	2649	+ 0,91	10
LVMH Moet Hen.	1169	1195	+ 2,22	10
Marine Wendel	1045	1070	+ 2,39	100
Metaleurop	62,30	62,50	+ 0,32	25
Metrologie Inter.	13,95	14	+ 0,35	10
Michelin	380	386,60	+ 1,73	12
Moulinex #	161,50	159,20	- 1,42	10
Natexis	350	373,50	+ 6,71	100
Nord-Est	124,50	124,90	+ 0,32	50
Nordon (Ny)	448	—	—	80
NRJ #	1135	1131	- 0,35	10
Olipar	67,30	67,40	+ 0,14	60
Paribas	566	581	+ 2,65	50
Pathe	1225	1253	+ 2,28	100
Pechiney	280	280,70	+ 0,25	100
Pernod-Ricard	403	401	- 0,49	20
Peugeot	842	838	- 0,47	35
Pinault-Print.Red	3950	3957	+ 0,17	100
Plastic Omn.(Ly)	814	810	- 0,49	20
Primagaz	544	546	+ 0,36	10
Promodes	2817	2800	- 0,60	20
Publicis #	649	649	—	25
Remy Cointreau	109,70	112	+ 2,09	10
Renault	208,80	205,10	- 1,77	25
Rexel	2050	2070	+ 0,97	20
Rhone Poulenc A	271	274,70	+ 1,36	25
Rochette (La)	27,85	27,05	- 2,87	10
Rue Imperiale(Ly)	6100	6120	+ 0,32	200
Sade (Ny)	235	230	- 2,12	100
Sagem SA	3660	3610	- 1,36	50
Saint-Gobain	861	869	+ 0,92	100
Salvepar (Ny)	505	511	+ 1,18	30
Sanofi	691	693	+ 0,28	25
Sat	2130	2100	- 1,40	100
Saupiquet (Ns)	520	516	- 0,76	50
Schneider SA	378	376,70	- 0,34	50
SCOR	308	315	+ 2,27	25
S.E.B.	890	920	+ 3,37	20
Sefimeg CA	372	370,20	- 0,48	100
SEITA	239	245	+ 2,51	50
Selectibanque	75	74,50	- 0,66	100
SFIM	1180	1170	- 0,84	100
SGE	194,90	200	+ 2,61	35
Sidel	425,80	432	+ 1,45	35
Silic CA	935	949	+ 1,49	100
Simco	477	475	- 0,41	100
S.I.T.A.	1300	1290	- 0,76	50
Skis Rossignol	118	119	+ 0,84	25
Societe Generale	914	972	+ 6,34	30
Sodexho Alliance	3830	3830	—	100
Sogeparc (Fin)	408,90	410	+ 0,26	50
Sommer-Allibert	237	238,50	+ 0,63	[illegible]
Sophia	251	254	+ 1,19	[illegible]
Spir Communic. #	479	482	+ 0,62	[illegible]
Strafor Facom	470	470	—	25
Suez Lyon.des Eaux	805	808	+ 0,37	60
Synthelabo	839	835	- 0,47	10
Technip	670	667	- 0,44	20
Thomson-CSF	226,50	224,70	- 0,79	20
Total	645	[illegible]	+ 2,63	50
UIF	448	450	+ 0,44	100
UIS	220,90	222,80	+ 0,86	25
Unibail	660	661	+ 0,15	100
Union Assur.Fdal	797	802	+ 0,62	[illegible]
Usinor	95,70	[illegible]	- 0,94	20
Valeo	518	[illegible]	—	20
Vallourec	423	422	- 0,23	100
Via Banque	193,50	197	+ 1,80	100
Worms & Cie	380,30	384	+ 0,97	[illegible]
Zodiac ex.dt divid	1436	[illegible]	+ 0,27	[illegible]
Elf Gabon	1010	[illegible]	+ 7,38	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% + -	Nominal (1)
ABN Amro Hol.#	132,90	[illegible]	+ 3	[illegible]
Adecco S.A.	1895	[illegible]	+ 3,48	[illegible]
Adidas AG #	947	[illegible]	+ 3,69	[illegible]
American Express	554	[illegible]	+ 1,26	[illegible]
Anglo American #	240	[illegible]	—	[illegible]
Amgold #	239	[illegible]	- 2,92	[illegible]
Arjo Wiggins App.	19,50	[illegible]	+ 1,02	[illegible]
A.T.T. #	374,20	[illegible]	- 0,85	[illegible]
Banco Santander #	277	[illegible]	+ 2,88	[illegible]
Barrick Gold #	114,20	[illegible]	+ 2,71	[illegible]
B.A.S.F. #	218	[illegible]	+ 1,83	[illegible]
Bayer #	252	[illegible]	+ 4,36	[illegible]
Crown Cork ord.#	330	[illegible]	- 0,57	[illegible]
Crown Cork PF CV#	303,50	[illegible]	—	[illegible]
Daimler Benz #	518	[illegible]	+ 2,12	[illegible]
De Beers #	118,40	[illegible]	+ 2,11	[illegible]
Deutsche Bank #	408	[illegible]	+ 0,66	[illegible]
Diageo PLC reg.	64,90	[illegible]	- 1,38	[illegible]
Dresdner Bank	287	[illegible]	—	[illegible]
Driefontein #	37,40	[illegible]	+ 0,40	[illegible]
Du Pont Nemours #	374,90	[illegible]	+ 0,08	[illegible]
Eastman Kodak #	395,10	[illegible]	—	[illegible]
East Rand #	1,30	[illegible]	- 0,76	[illegible]
Echo Bay Mines #	12	[illegible]	+ 0,41	[illegible]
Electrolux #	465	[illegible]	- 1,72	[illegible]
Ericsson #	270	[illegible]	- 0,81	[illegible]
Ford Motor #	346,40	[illegible]	+ 2,19	[illegible]
Freegold #	27,60	[illegible]	+ 0,90	[illegible]
Gencor act.regr.	10,20	[illegible]	- 0,49	[illegible]
General Elect. #	462,80	[illegible]	+ 1,77	[illegible]
General Motors #	440	[illegible]	+ 0,38	[illegible]
Cie Belgique #	680	[illegible]	+ 2,64	[illegible]
Hanson PLC reg.	33,40	[illegible]	- 3,59	[illegible]
Harmony Gold #	19,15	[illegible]	+ 0,26	[illegible]
Hitachi #	45,55	[illegible]	+ 2,85	[illegible]
Hoechst #	230,30	[illegible]	+ 1,56	[illegible]
I.B.M #	610	[illegible]	- 0,81	[illegible]
I.C.I #	113,90	[illegible]	+ 2,72	[illegible]
Ito Yokado #	324,40	[illegible]	+ 1,66	50
Kingfisher plc #	104	[illegible]	+ 0,96	—
Matsushita #	89	[illegible]	+ 1,40	50
Mc Donald's #	323,90	[illegible]	+ 1,48	—
Merck and Co #	765	[illegible]	—	—
Mitsubishi Corp.#	46,75	[illegible]	+ 6,41	50
Mobil Corporat.#	431,10	[illegible]	+ 1,55	1
Morgan J.P. #	743	[illegible]	—	2
Nestle SA Nom. #	10360	[illegible]	+ 2,02	10
Nipp. MeatPacker #	79,50	[illegible]	- 2,89	50
Nokia A	589	[illegible]	- 0,67	5
Norsk Hydro #	275	[illegible]	+ 1,09	20
Petrofina #	2031	[illegible]	+ 0,34	—
Philip Morris #	264,90	[illegible]	- 2,15	—
Philips N.V #	445	[illegible]	—	10
Placer Dome Inc #	74,50	[illegible]	+ 0,67	—
Procter Gamble #	495	[illegible]	+ 0,20	—
Quilvest	322	[illegible]	—	—
Randfontein #	11,70	[illegible]	- 3,41	—
Rio Tinto PLC #	81,20	[illegible]	+ 0,36	—
Royal Dutch #	332,10	[illegible]	+ 0,51	1
Sega Enterprises	123,40	[illegible]	+ 0,48	50
Schlumberger #	478,90	[illegible]	- 1,77	—
SGS Thomson Micro.	422,10	[illegible]	- 2,44	10
Shell Transport #	42,75	[illegible]	+ 0,58	—
Siemens #	368,10	[illegible]	+ 1,33	5
Sony Corp. #	539	[illegible]	+ 2,47	50
Sumitomo Bank #	70,60	[illegible]	—	50
T.D.K #	462,70	[illegible]	+ 1,01	50
Telefonica #	212,80	[illegible]	+ 1,40	500
Toshiba #	27	[illegible]	+ 1,29	50
Unilever act.Div.#	393	[illegible]	+ 1,60	[illegible]
United Technol. #	540	[illegible]	+ 0,37	5
Vaal Reefs #	246,90	[illegible]	- 0,44	—
Volkswagen A.G #	4063	[illegible]	+ 2,85	50
Volvo (act.B) #	169,70	[illegible]	+ 1,29	6
Western Deep #	115,50	[illegible]	+ 0,17	2
Yamanouchi #	147,50	[illegible]	+ 0,67	50
Zambia Copper	14,05	[illegible]	+ 1,06	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 6 MARS

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	117,55	3,132 d
CEPME 9% 89-99 CA#	106,70	5,030
CEPME 9% 92-06 TSR	—	6,436 ↑
CFD 9,7% 90-03 CB	120,95	8,984
CFD 8,6% 92-05 CB	121,50	0,683 o
CFF 10% 88-98 CA#	103,56	3,836 ↑
CFF 10,25%90-01CB#	115,10	10,138
CLF 8,9% 88-00 CA#	109,40	6,998
CNA 9% 4/92-07	125,70	7,668
CRH 8,6% 92/94-03	117	6,008
CRH 8,5% 10/87-88#	104	0,140
EDF 8,6% 88-89 CA#	107,73	0,565 ↓
EDF 8,6% 92-04 #	119	7,987
Finansder 9%91-06#	125,96	2,589
Finansd.8,6%92-02#	114	1,013 o
Florai9,75% 90-99#	107	6,144
OAT 9/85-98 TRA	—	2,054
OAT 9,50%88-98 CA#	101,66	6,741
OAT TMB 87/99 CA#	99,98	0,432 d
OAT 8,125% 89-99 #	104,95	6,455 ↓
OAT 8,50%90/00 CA#	108,60	8,104
OAT 85/00 TRA CA#	102,75	2,711
OAT 10%5/85-00 CA#	112,25	7,890
OAT 89-01 TME CA#	101	0,538
OAT 10% 90-01 ecu	—	0,356 ↑
OAT 7,5%7/86-01 CA#	109,20	4,705 ↓
OAT 8,5% 91-02 ecu	113,51	8,487
OAT 8,5%87-02 CA#	116,75	2,468
OAT 8,50% 89-19 #	136,50	3,190
OAT 8,50%92-23 CA#	—	7,452 d
SNCF 8,8% 87-94CA	106,06	0,892 d
Suez Lyon.Eaux 90	970	

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbet	51	50
Baccarat (Ny) ◆	599	599
Bains C.Monaco	655	658
Bque Transatlantl.	224	234,90
B.N.P.Intercont.	1075	1099
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie) 7,60	—	
Centenaire Blanzy	520	525
Champex (Ny) ◆	19,20	19,20
CIC Un.Euro.CIP	488	516
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2700	2700
Generali Fce Assur	1335	1358
Continental Ass.Ly.	530	530
Darblay ◆	496	496
Didot Bottin	810	808
Eaux Bassin Vichy ◆	3020	3020
Ent.Mag. Paris ◆	1455	1455
Fichet Bauche	42,50	42,50
Fidei	34,90	34
Finalens ◆	305	305
F.I.P.P. ◆	265,50	265,50
Fonciere (Cie)	775	800
Fonc. Lyonnaise #	852	845
Foncina #	551	551
Francarep	330	330
France S.A. ◆	1403	[illegible]
From. Paul-Renard ◆	1050	[illegible]
Gevelot	1310	[illegible]
G.T.I (Transport)	328	[illegible]
Immobail ◆	199,50	[illegible]
Immobanque	760	[illegible]
Lucia ◆	59	[illegible]
Monoprix	343	[illegible]
Metal Deploye	416	[illegible]
Mors	5,40	[illegible]
Navigation (Nie)	132,10	[illegible]
Optorg	380	[illegible]
Paluel-Marmont ◆	425	[illegible]
Exa.Clairefont(Ny)	940	[illegible]
Parfinance	270	[illegible]
Paris Orleans	296,10	[illegible]
Promodes (CI)	2044	[illegible]
PSB Industries Ly	608	[illegible]
Rougier #	325	[illegible]
Saga ◆	138	[illegible]
S.I.P.H. ◆	300	[illegible]
Sofragi	4900	[illegible]
Taittinger	3600	[illegible]
Tour Eiffel	286	[illegible]
Vicat	546	[illegible]
Caves Roquefort ◆	1850	[illegible]
Elyo ◆	319	[illegible]
Finaxa	465	[illegible]
Gaillard (M) ◆	1550	[illegible]
Givaudan-Lavirotte ◆	1290	[illegible]
Grd Bazar Lyon(Ly)	210	[illegible]
Gd Moul.Strasbourg ◆	2001	[illegible]
Hotel Lutetia	387	[illegible]
Hotels Deauville	712	[illegible]
Immeubl.Lyon (Ly) ◆	547	[illegible]
L.Bouillet (Ly) ◆	300	[illegible]
Lloyd Continental ◆	9060	[illegible]
Matussiere Forest	55,70	[illegible]
Moncey Financiere ◆	3000	[illegible]
M.R.M. (Ly) ◆	418	[illegible]
Part-Dieu(Fin)(Ly) ◆	100	[illegible]
Pollet	490	[illegible]
Sabeton Ly	667	[illegible]
Samse (Ly)	1080	[illegible]
Sechilienne (Ly)	1280	[illegible]
Sucr.Pithiviers	3272	[illegible]
Tanneries Fce (Ny) ◆	270	[illegible]
Teleflex L. Dupont	103,90	[illegible]
Union Gle Nord(Li) ◆	285	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	380,50	[illegible]
Fiat Ord.	22,55	[illegible]
Gold Fields South	79,50	[illegible]
Kubota Corp.	19	[illegible]
Montedison act.ep.	9,60	[illegible]
Olympus Optical	45	[illegible]
Robeco	620	[illegible]
Rodamco N.V.	173,80	[illegible]
Rolinco	581	[illegible]
Sema Group Plc	205	[illegible]
Solvay SA	380,10	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 6 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Adal (Ns) # ◆	50	50
AFE #	672	672
Aigle #	438	440
Albert S.A (Ns) ◆	153	153
Altran Techno. #	2735	2787
Arkopharma#	412	408
Montaignes P.Gest. ◆	1996	1996
Assystem #	259,30	261
Bque Picardie (Li) ◆	780	780
Bque Tarneaud(B)#	405	405
Bque Vernes	165	165
Beneteau CB#	1685	1743
B I M P	114	110
Boiron# (Ly)	405	401,20
Boisset (Ly) #	355	355
But S.A.	296	297,90
Cardif SA ◆	1151	1151
C.E.E #	94	94,30
Change Bourse (M)	235	238,10
CNIM CA#	227,80	223,10
Codetour #	401	401,20
Comp.Euro.Tele-CET	315	315
Confiandey #	289,90	280
C.A. Hte Normandie	335	335
C.A. Paris IDF	868	873
C.A.Ile & Vilaine	297	297
C.A.Loire Atl.Ns #	292,50	292,50
C.A.Pas de Calais	554	552
C.A.du Nord#(Li)	515	519
C.A. Oise CCI	318,90	318,90
C.A. Somme CCI	338,50	339
C.A.Toulouse (B)	415	415,10
Devanlay	650	660
Devernois (Ly)	611	618
Ducros Serv.Rapide ◆	23,80	23,80
Emin-Leydier (Ly)#	389	388
Europ.Extinc.(Ly)	473	470
Expand s.a	917	910
Factorem	661	660
Faiveley #	231,10	237
Finacor	68	68
Fininfo	740	740
Assur.Bq.Populaire	655	640
Gautier France	290	285
Gel 2000	42	40
GEODIS #	384	384
GFI Industries #	1441	1565
Girodet (Ly) # ◆	24,80	34,80
GLM S.A.	232	233
Gpe Guillin # Ly	250	252
Kindy #	167	164,10
Guerbet	212	211
Hermes internat.1#	467	465
Hurel Dubois	790	818
ICBT Groupe #	190	189
I.C.C.#	160	165
ICOM Informatique	460	467
Idianova ◆	67,35	67,35
Int. Computer #	67	70,30
IPBM	70	70
M6-Metropole TV	703	705
Manitou #	876	875
Manutan	530	531
Marie Brizard #	584	560
Maxi-Livres/Profr.#	36,20	34,50
Mecelec (Ly)	89	89
MCI Coutier #	341,60	344
Monneret Jouet Ly#	139	139
Naf-Naf #	89,80	89,20
Norbert Dentres.#	800	800
NSC Groupe Ny	810	815
Onet #	932	920
Paul Predault ◆	130	[illegible]
P.C.W. 19	—	[illegible]
Petit Boy #	88,60	[illegible]
Phyto-Lierac #	214	[illegible]
Pochet	790	[illegible]
Poujoulat Ets (Ns) ◆	227	[illegible]
Radiall #	710	[illegible]
Robertet #	1159	[illegible]
Rouleau-Guichard ◆	274,90	[illegible]
Securidev #	100	[illegible]
Smoby (Ly)#	560	[illegible]
Sofco (Ly)	10,95	10,50
Sofibus ◆	366	366
Sopra #	920	[illegible]
Steph.Kelian # ◆	84,30	84,30
Sylea	680	671
Teisseire-France	190	193,80
TFI	744	[illegible]
Thermador Hol. #	368	365,10
Trouvay Cauvin #	117,30	116,10
Unilog	1299	1270
Union Fin.France	750	742
Viel et Cie #	170	[illegible]
Vilmorin et Cie #	500	500
Virbac	524	[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 6 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	34	[illegible]
Belvedere	910	[illegible]
BVRP	270	[illegible]
Coil	175	[illegible]
Electronique D2	472	[illegible]
FDM Pharma n.	166	[illegible]
Genset	501	[illegible]
Guyanor action B	9,90	[illegible]
High Co.	200	[illegible]
Infonie	108	[illegible]
Joliez-Regol	82	[illegible]
Mille Amis ◆	39,50	[illegible]
Naturex ◆	69,90	[illegible]
Olitec	1060	[illegible]
Picogiga	233	[illegible]
Proxidis	19,50	[illegible]
R21 Santé	420	[illegible]
Stelax	5,50	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

VENDREDI 6 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI ◆	885	[illegible]
Générale Occidentale ◆	160	[illegible]
Sté lecteurs du Monde ◆	165	[illegible]
Via Crédit (Banque) ◆	25,30	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 5 mars

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI		
Agipi Ambition (Axa)	154,99	147,61
Agipi Actions (Axa)	136,98	130,46
BANQUES POPULAIRES		
Valorg	2427,91	2392,09
BNP — 3615 BNP		
Natio Court Terme	14481	14481
Natio Epargne	2271,51	2249,02
Natio Oblig. M.T. C/D	885,49	876,72
Natio Ep. Croissance	3762,48	3688,71
Natio Ep. Patrimoine	158,02	154,92
Natio Epargne Retraite	182,26	178,69
Natio Epargne Trésor	11548	11524,95
Natio Euro Valeurs	1231,56	1207,41
Natio Euro Oblig.	1060,56	1050,06
Natio Euro Oppor.	1266,04	1241,22
Natio Inter	1143,35	1120,93
Natio Opportunites	223,05	218,68
Natio Revenus	1124,41	1113,28
Natio Sécurité	11366,67	11366,67
Natio Valeurs	1576,65	1545,74
BRED BANQUE POPULAIRE		
Moneden	94310,52	94310,52
Oblig. tres cate.	286,73	282,49
CDC-GESTION (Groupe Caisse des dépôts)		
Livret Bourse Inv. D PEA ◆	997,39	968,34
Nord Sud Develop. C ◆	2682,02	2676,67
Nord Sud Develop. D ◆	2534,22	2529,16
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC		
Patrimoine Retraite C	319,89	313,62
Patrimoine Retraite D	310,21	304,13
Sicav Associations C ◆	2460,25	2460,25
CDC TRESOR		
Fonsicav C	20058,39	20058,39
Mutual. dépôts Sicav C	19687,69	19668,02
CAISSE D'EPARGNE		
Écur. Act. Futur D PEA	331,74	325,24
Écur. Capitalisation C	264,16	264,16
Écur. Expansion C	84781,08	84781,08
Écur. Géovaleurs C	4012,39	3933,72
Écur. Investis. D PEA	262,70	257,55
Écur. Monépremière	11558,46	11558,46
Écur. Monétaire C	13250,22	13250,22
Écur. Monétaire D	12281,55	12281,55
Écur. Trésorerie C	325,16	325,16
Écur. Trésorerie D	304,88	304,88
Écur. Trimestriel D	2068,58	2065,58
Éparcourt-Sicav D	197,65	197,65
Géoptim C	13496,53	13297,07
Géoptim D	12397,10	12213,89
Horizon C	2576,88	2526,35
Prévoyance Écur. D	108,99	108,99
Sensipremière C	14010,99	13976,05
Fonds communs de placements		
Écur. Capipremière C	12377,46	12352,75
Écur. Securipremière C	12260	12247,75
CRÉDIT AGRICOLE — INDOCAM		
Amplia ◇	121989,18	121989,18
Atout Amérique	211,59	206,43
Atout Asie	91,68	89,44
Atout France Europe	1002,75	968,51
Atout France Monde	249,80	243,71
Atout Futur C	955,42	932,12
Atout Futur D	890,01	868,30
Coexis	2021,06	1987,28
Dièze	2444,84	2403,97
Elicash ◇	969296,77	969296,77
Eurodyn	3108,55	3032,73
Indicia ◆	2065,89	2020,21
Moné.J C ◇	12155,42	12155,42
Moné.J D ◇	11515,11	11515,11
Oblifutur C	574,89	565,28
Oblifutur D	550,87	541,66
Oraction	1523,81	1486,64
Revenu-Vert	1200,77	1180,70
Sévéa ◆	117,37	114,51
Synthésis	19350,26	19008,11
Uni Associations ◇	120,03	120,03
Uni-Foncier	1640,07	1600,07
Uni-Garantie C	1973,74	1940,75
Uni-Garantie D	1411,99	1388,39
Uni-Régions	1865,31	1819,81
Univar C ◇	315,02	315,02
Univar D ◇	301,91	301,91
Univers Actions	280,35	273,51
Univers-Obligations	261,78	257,40
CIC BANQUES		
Francic	175,02	169,92
Francic Pierre	158,70	154,08
Europe Régions	276,02	267,98
CIC PARIS		
Associc	1095,64	1095,64
Cicamonde	1730,31	1704,74
Converticic	442,22	435,68
Ecocic	1889,92	1834,87
Mensuelcic	10114,57	[illegible]
Oblicic Mondial	4132,22	4071,75
Oblicic Régions	1230,70	1212,51
Rentacic	165,45	[illegible]
CRÉDIT LYONNAIS		
Euro Solidarité	1398,62	1384,77
Lion 20000 C	17443,67	17443,67
Lion 20000 D	16320,10	16320,10
Lion-Associations C	11310,46	11310,46
Lion-Associations D	10718,96	10718,96
Lion Court Terme C	26941,89	26941,89
Lion Court Terme D	23736,08	23736,08
LionPlus C	1645,39	1613,13
LionPlus D	1569,54	1538,76
Lion Trésor	2576,07	2550,56
Oblilion	2302,73	2229,93
Sicav 5000	850,43	833,75
Slivafrance	1436,52	1408,35
Slivam	642,28	[illegible]
Slivarente	260,12	255,02
Slivinter	913,42	895,51
Trilion	5195,72	5129,04
CRÉDIT MUTUEL FINANCE		
Avenir Alizes	2557,12	[illegible]
CM Option Dynamique	154,28	[illegible]
CM Option Equilibre	287,32	[illegible]
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.	181,22	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	943,73	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Ind. C	169,78	[illegible]
Créd.Mut.Ep.J	23344,61	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Monde	1907,91	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Oblig.	1943,57	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Quatre	1099,32	[illegible]
Fonds communs de placements		
CM Option Modération	108,07	[illegible]
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000	558,14	[illegible]
Saint-Honoré Capital	20878,69	[illegible]
St-Honoré March. Emer.	711,10	[illegible]
St-Honoré Pacifique	671,56	[illegible]
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux	1861,17	[illegible]
Stratégie Actions	1235,14	[illegible]
Stratégie Rendement	2078,14	[illegible]
LA POSTE		
Amplitude Amérique C	133,34	[illegible]
Amplitude Europe C	199,25	[illegible]
Amplitude Europe D	195,92	[illegible]
Amplitude Monde C	1166,17	[illegible]
Amplitude Monde D	1112,55	[illegible]
Amplitude Pacifique C	95,02	[illegible]
Elanciel D PEA	217,25	[illegible]
Émergence Poste D PEA	171,16	[illegible]
Géobilys C	694,52	[illegible]
Géobilys D	657,11	[illegible]
Kaleis Dynamisme C	1217,54	[illegible]
Kaleis Équilibre C	1145,12	[illegible]
Kaleis Sérénité C	1085,26	[illegible]
Latitude C	151,09	[illegible]
Latitude D	137,65	[illegible]
Oblitys D	654,92	[illegible]
Plénitude D PEA	237,23	[illegible]
Poste Gestion C	15162,13	[illegible]
Revenus Trimestr. D	5264,28	[illegible]
Solstice D	2384,70	[illegible]
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT		
Actimonétaire C	38682,23	[illegible]
Actimonétaire D	30646,42	[illegible]
Cadence 1 D	1070,74	[illegible]
Cadence 2 D	1059,16	[illegible]
Cadence 3 D	1061,53	[illegible]
Capimonétaire C	417,62	[illegible]
Capimonétaire D	376,82	[illegible]
Sogeoblig C/D	9603,25	[illegible]
Interoblig C	7842,11	[illegible]
Intersélection France D	824,53	[illegible]
S.G. France opport. C	2422,38	[illegible]
S.G. France opport. D	2293,05	[illegible]
Sogenfrance C	2305,81	[illegible]
Sogenfrance D	2093,40	[illegible]
Sogépargne D	304,86	[illegible]
Soginter C	2649,69	[illegible]
Sogelance D	1753,99	[illegible]
Sogenfrance Tempo D	284,53	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

Certains traitements contre l'hypertension artérielle augmentent le risque de suicide

Une étude suédoise confirme les graves dangers inhérents à l'utilisation des inhibiteurs calciques

Les inhibiteurs calciques étaient déjà au centre d'une polémique, aux Etats-Unis, en 1995. En 1996, une possible augmentation de la fréquence des cancers chez les personnes âgées ainsi traitées était évoquée. L'enquête, publiée dans le *British Medical Journal* daté 7 mars, conclut que le risque de suicide est 5,4 fois supérieur chez les patients traités par inhibiteurs calciques plutot que par d'autres antihypertenseurs.

TRÈS UTILISÉS dans le traitement de l'hypertension artérielle et de l'angine de poitrine, les inhibiteurs calciques constituent une classe pharmacologique quelque peu hétérogène dont les représentants ont, schématiquement, en commun de s'opposer à l'entrée du calcium au niveau des membranes cellulaires. De nombreuses études ont démontré ces dernières années que de telles molécules avaient pour propriété d'abaisser la pression artérielle, et c'est à ce titre qu'elles sont massivement prescrites même si, par rapport aux autres antihypertenseurs, leur efficacité fait encore l'objet de discussions concernant notamment la possible prévention des accidents coronariens. D'autre part, depuis plusieurs années, de nombreuses informations circulent quant à l'innocuité de ces médicaments.

En 1995, les inhibiteurs calciques (au premier rang desquels la nifédipine ou Adalate de la firme Bayer) avaient été au centre d'une vive polémique qui, outre-Atlantique, avait entraîné un début de panique dans l'opinion. On savait jusqu'alors que les effets secondaires de ces médicaments étaient relativement fréquents mais le plus souvent sans danger : maux de tête, bouffées de chaleur, vertiges ou encore palpitations.

DE 1988 À 1994

Quelques cas plus graves (insuffisance cardiaque, troubles du rythme, infarctus du myocarde et hypotension brutale) avaient également été observés. En 1996, une nouvelle controverse avait agité la communauté médicale à la suite de la publication d'un travail établissant une possible augmentation de la fréquence des cancers chez les personnes âgées traitées avec ces médicaments.

Le travail publié aujourd'hui par le *British Medical Journal* (daté du 7 mars) vient relancer la polémique. Les auteurs de ce travail, dirigé par le professeur Arne Melander (hôpital universitaire de Malmö, Suède), expliquent avoir travaillé sur des données pharmacologiques et épidémiologiques établies sur une population de 7,3 millions de personnes ainsi que sur un groupe de près de 3 400 patients traités par des antihypertenseurs vivant dans une ville de 20 000 habitants du sud-est de la Suède. Dans ce groupe, les inhibiteurs calciques étaient utilisés chez 18,2 % des malades. L'analyse des données collectées entre 1988 et 1994 montre une nette augmentation des suicides dans ce groupe comparé à celui des patients traités par d'autres médicaments antihypertenseurs.

Les auteurs, toutes précautions méthodologiques et statistiques prises, concluent que ce risque est 5,4 fois plus élevé chez les personnes sous inhibiteurs calciques. En d'autres termes, cinq d'entre elles se sont suicidées durant la période de l'étude (dans un groupe de 617 personnes) contre quatre dans un groupe de 2 780 patients.

DÉPRESSIONS NERVEUSES

L'équipe suédoise explique en outre avoir entrepris ce travail rétrospectif à la suite d'une publication de 1996 établissant un lien entre les inhibiteurs calciques et la dépression nerveuse. En réalité, les premières observations allant en ce sens remontent à la fin des années 80. Il y a peu, l'*American Journal of Psychiatry* mentionnait quatre cas de syndrome dépressif réversible à l'arrêt du traitement par la nifédipine. Aujourd'hui, pour les signataires du *British Medical Journal*, l'affaire est entendue. *« Les inhibiteurs calciques devraient être considérés comme étant une cause possible de dépression et de suicide »*, écrivent-ils. Il reste à savoir pourquoi un risque à ce point majeur n'est mis en évidence que de manière si tardive. Et, plus encore, pourquoi les notices d'utilisation de ces produits ne mentionnent ni une telle éventualité pathologique ni les conseils qui s'imposent, notamment quant à la prescription de ces produits chez des personnes hypertendues souffrant de dépression.

Ces mesures semblent d'autant plus indispensables que les inhibiteurs calciques apparaissent aux yeux des spécialistes indépendants de l'industrie pharmaceutique (comme ceux du mensuel *Prescrire, lire ci-contre*) notablement trop utilisés eu égard à leur efficacité et à la qualité de l'évaluation dont ils ont fait l'objet.

Ces nouvelles données viennent enrichir un chapitre déjà fort fourni de la pharmacopée moderne, un chapitre caractérisé par l'analyse des rapports pouvant exister entre les experts médicaux et les firmes pharmaceutiques. C'est ainsi que plusieurs articles de la presse spécialisée ont, ces dernières années, abordé de diverses manières – à propos des inhibiteurs calciques – cette question généralement considérée comme taboue.

La dernière publication en date, celle du *New England Journal of Medicine* daté du 8 janvier, établissait une *« forte corrélation »* entre les signataires des écrits positifs sur l'innocuité de ces molécules et les liens financiers de ces auteurs avec les firmes concernées.

Jean-Yves Nau

Les précisions de l'Agence française du médicament

Interrogés, jeudi 5 mars, par *Le Monde* sur les conclusions de l'enquête suédoise, les responsables de la pharmacovigilance de l'Agence française du médicament ont déclaré qu'ils avaient déjà en communication des principaux éléments de ce travail *via* les autorités sanitaires suédoises. Selon eux, ce travail, comme celui qui l'a précédé sur le même thème, comporte *« de nombreux biais méthodologiques »*. *« Il ne s'agit en aucun cas de la démonstration d'une association entre ces médicaments et le suicide,* ajoutent-ils. *Il n'existe que quelques notifications faites sur ce thème et l'épidémiologie doit ici être soutenue par d'autres arguments. »* Ils pensent néanmoins que c'est là *« un signal »* qui devrait conduire à la mise en place d'une étude prospective rigoureuse.

Le vidéodisque numérique fera son entrée en France au mois d'avril

Sony et Philips se lancent sur le marché

1997 a été l'année du faux départ du vidéodisque numérique (*DVD*) avec la timide apparition des lecteurs de Thomson Multimédia. 1998 devrait marquer le véritable lancement de ce nouveau disque compact, qui doit apporter à la vidéo ce que le CD audio a donné à la musique. En avril, Sony et Philips commercialiseront leurs lecteurs de DVD vidéo. Le géant japonais lancera deux modèles, les DVP-S715 et DVP-S315, aux prix respectifs de 5 000 et 6 500 francs.

Philips devrait vendre en Europe dès le 1er avril trois modèles aux prix de 4 000, 4 700 et 6 700 francs. Doug Dunn, président de Philips Consumer Electronics, prévoit une montée en puissance de ce produit, qui devrait culminer à l'automne, et table sur un marché de 250 000 lecteurs de DVD en Europe pour 1998, dont 40 000 à 50 000 pour la France. La marque japonaise espère capter le tiers de ces ventes. A titre de comparaison, il s'est vendu l'an dernier 450 000 appareils aux Etats-Unis, 200 000 au Japon et 200 000 dans le reste de l'Asie. Un démarrage assez lent, largement imputable à la rareté des films édités sur DVD. Aux Etats-Unis, il n'en existait que 25 en janvier 1997. Mais ce chiffre est passé à plus de 600 en douze mois.

En Europe, Philips estime le nombre de titres disponibles à environ 25. Mais ce chiffre est obtenu grâce à l'importation de DVD réalisés au Japon. Le manque de production européenne a donc conduit les distributeurs à se laisser aller à des pratiques douteuses. Ainsi, des enseignes renommées comme la Fnac des Champs-Elysées ou Virgin Megastore mettent-elles en rayon des DVD dont la pochette est presque entièrement rédigée en japonais, titre compris... Impossible, pour les rares consommateurs disposant d'un lecteur, de savoir si le disque – qu'ils vont payer entre 320 et 450 francs – est en français.

De telles pratiques devraient disparaître. En avril, Philips prévoit la sortie d'environ 25 *blockbusters*, c'est-à-dire des grands succès de Hollywood. A la fin de l'année, le fabricant néerlandais, propriétaire à 75 % du producteur Polygram, estime que 200 titres seront disponibles.

RETARDS SUCCESSIFS

Les prévisions de Columbia Tristar Home Video (CTHV), filiale de Sony, sont du même ordre. Fin 1998, 250 titres sur DVD devraient être en vente, dont 20 % produits par CTHV. Ces derniers seront vendus entre 180 et 220 francs l'unité. Philips annonce des prix inférieurs (environ 130 francs) qui mettent le vidéodisque numérique au prix de la cassette analogique préenregistrée. En 1999, le catalogue européen de DVD devrait contenir près de 500 titres. Cela sera-t-il suffisant pour séduire les consommateurs ?

Le prix des lecteurs constituera le principal handicap du démarrage du nouveau format, au moins au cours des premières années. Avec son diamètre de 12 centimètres, identique à celui du CD audio, le DVD marque la première entrée du numérique dans la vidéo familiale. Ses retards successifs et l'accélération de la technologie laissent planer le doute sur ses chances de succès. Certes, la qualité de l'image associée à celle du son ainsi que l'accès aux bandes sonores en plusieurs langues et à de multiples sous-titres attireront les passionnés de cinéma d'action.

L'enjeu essentiel de la vidéo numérique réside dans le remplacement du magnétoscope. Le DVD ne peut encore y prétendre. Il faudra attendre qu'il devienne enregistrable pour que le numérique chasse définitivement l'analogique des salons du grand public. Or les DVD-RAM, version enregistrable du DVD pour ordinateurs, apparaît déjà au Japon. Son adaptation à la vidéo pourrait arriver début 1999. De quoi pousser les consommateurs économes à faire preuve de patience.

Michel Alberganti avec Alain Franco à Amsterdam

Sida : les ressources prometteuses et insoupçonnées des trithérapies

UNE NOUVELLE ÉTAPE est franchie dans la lutte contre l'infection par le virus du sida avec la publication des résultats obtenus par des chercheurs du centre hospitalier universitaire vaudois de Lausanne dirigé par le docteur Amalio Talenti, dans le numéro du 7 mars de l'hebdomadaire britannique *The Lancet*. Ce travail permet de nourrir de nouveaux espoirs thérapeutiques et ouvre de nouveaux horizons quant à la physiopathologie de cette maladie à bien des égards mystérieuse.

On sait que les trithérapies, nouvelles associations médicamenteuses antirétrovirales, ont radicalement modifié les chances de survie et la qualité de vie des malades du sida, laissant espérer que cette affection puisse se transformer bientôt en une infection au long cours. Les chercheurs de Lausanne ont suivi pendant près d'un an une centaine de personnes sous trithérapie.

Outre les signes cliniques d'amélioration de l'état de santé de leurs patients, les spécialistes avaient observé la traduction biologique de ce phénomène. Il s'agit, pour l'essentiel, de la réduction – ou de la quasi-disparition – du VIH dans le sang et de la remontée des taux de certaines cellules du système immunitaire (les lymphocytes dits « CD4 »). Ce taux est l'un des paramètres les plus fiables pour juger la capacité des malades à ne pas souffrir dès l'apparition des maladies dites « opportunistes ».

« Alors que l'on pensait que l'augmentation du nombre des cellules CD4 était essentiellement due à la disparition progressive du VIH dans le sang, nos résultats montrent aujourd'hui qu'il n'en est rien : les malades chez lesquels le virus du sida est encore ou à nouveau détectable parviennent à maintenir leur taux de CD4, et donc leur protection immunitaire », expliquent les chercheurs de Lausanne.

En d'autres termes, les spécialistes suisses arrivent à la conclusion que les nouvelles trithérapies permettent aux patients de conserver une certaine immunité. Cette découverte remet, selon eux, *« fondamentalement en question les théories admises »*. Jusqu'à présent, lorsque le VIH subsistait dans le sang des patients ou lorsqu'il y réapparaissait (ce qui était considéré comme un signe d'échec du traitement), les médecins cherchaient à prescrire en urgence de nouvelles associations médicamenteuses, avec le risque de provoquer de nouvelles résistances des souches virales. Or il semble que *« près de 50 % des patients sous trithérapie hébergent encore, après une année de traitement intensif, une charge virale non négligeable »*, explique-t-on à Lausanne.

« UN RISQUE CALCULÉ »

Les chercheurs suisses ont donc *« pris le risque calculé »* de continuer à administrer un traitement pouvant être considéré comme inefficace. Les patients qu'ils ont suivis se répartissent en trois groupes : ceux (environ un tiers) dont la présence du VIH dans le sang est restée indétectable, ceux (environ un quart) chez lesquels elle n'était détectable que de manière sporadique, et enfin ceux (environ 40 %) chez lesquels le VIH était toujours présent dans le sang. C'est dans ce dernier groupe que les résultats suisses ont été les plus surprenants puisque le taux de lymphocites CD4 s'est également accru pour atteindre entre 75 % et 80 % du taux des groupes précédents.

Ces résultats *« permettent de comprendre le décalage qui existe entre l'amélioration clinique, souvent spectaculaire, due aux antiprotéases et certains bilans biologiques a priori peu satisfaisants*, a déclaré au *Monde* le professeur Luc Perrin (centre hospitalier cantonal de Genève). *Deux hypothèses sont avancées : soit le VIH restant dans l'organisme a perdu de sa virulence, soit – comme je le pense – les associations thérapeutiques agissent par des voies en partie encore inconnues. Quelle qu'en soit la raison, il y a là un nouveau motif d'espoir pour les malades qui jusqu'à présent savaient ne pas recevoir une association médicamenteuse totalement efficace d'un point de vue biologique »*.

J.-Y. N.

■ **ASTRONOMIE : de nouvelles images d'Europe**, l'une des seize lunes de Jupiter, prises par la sonde américaine Galileo, viennent renforcer l'hypothèse selon laquelle elle abriterait de l'eau liquide sous son épaisse croûte de glace. (*Le Monde* du 31 janvier 1997). Des clichés présentés lundi 2 mars montrent notamment un cratère, baptisé Pwyll, qui semble avoir été rempli par de la glace suffisamment molle pour être remontée à la surface. Ce « sorbet » issu des profondeurs pourrait aussi avoir entouré certains icebergs détectés par Galileo. A plus grande échelle, il semble que de vastes plaques de glace subissent des déformations et des dérives, à l'image des plaques de la croûte terrestre. Pour certains chercheurs, Europe pourrait réunir les conditions nécessaires à l'apparition de la vie.

■ **ARCHÉOLOGIE : l'épave d'un trois-mâts du XVIIe siècle**, qui pourrait être celle du vaisseau amiral de l'explorateur français Robert Cavelier de la Salle, a été découverte, le 25 février, dans le golfe du Mexique. Les plongeurs espèrent récupérer un butin de plusieurs tonnes. L'*Aimable*, un trois-mâts de plus de 30 m de long, s'était échoué en 1685, alors que le Français cherchait l'embouchure du Mississippi pour y établir une colonie. L'expédition fut un fiasco : deux des trois navires furent perdus (*La Belle* a été retrouvée en 1995), les survivants étant rapidement décimés par la maladie et les Indiens. – (*AFP*)

Thierry Mugler expérimente le défilé virtuel

Le « mannequin » a été présenté à Monaco, lors du forum annuel Imagina des nouvelles images

KINETIX REM

MONACO
de notre envoyé spécial

Sur la scène, un mannequin en chair et os. Sur l'écran géant, son double en image de synthèse. Tous deux « portent » la même robe de soie blanche de la dernière collection du couturier Thierry Mugler. Les différences entre les mouvements du vêtement réel et ceux de son homologue numérique se distinguent à peine. Certes, l'illusion souffre encore de l'imperfection des images virtuelles du décor et du visage du « mannequin numérique ». Mais le pari est gagné. A l'écran, la robe est presque aussi réelle que celle du modèle qui défile.

Thierry Mugler confirme le succès de cette réalisation présentée lors d'Imagina, le forum annuel des nouvelles images qui s'est tenu à Monaco du 4 au 6 mars. Même s'il insiste sur le charme irremplaçable des jeunes femmes qui portent ses robes pendant les défilés, il salue l'apport de l'informatique à un métier plus habitué à manier le crayon à papier que la souris d'ordinateur.

L'artisan de ce monde virtuel, c'est Kinetix, la division multimédia de l'éditeur américain de logiciels de conception assistée par ordinateur (CAO) Autodesk. Une société que Thierry Mugler a découverte lors de l'exposition Siggraph, qui s'est tenue à Los Angeles en juillet 1997. Enthousiasmé par les démonstrations du logiciel 3D Studio Max de Kinetix, il a imaginé de mettre la mode aux canons de la 3D.

DÉTECTION DE COLLISION

L'équipe européenne de Kinetix dirigée par Eric Lemaréchal a relevé le défi. Pour cela, elle a fait appel à l'anglais Vicon, à l'espagnol REM Infogràfica et à l'américain Digital qui a fourni les ordinateurs. Vicon s'est chargée de la numérisation des ondulations caractéristiques de la démarche « défilé de mode ». Pour cela, des capteurs ont été disposés autour de la tête du mannequin et sur ses articulations. Une caméra a pu ainsi suivre et enregistrer leurs mouvements lors du déplacement du modèle.

La numérisation de la robe elle-même, un modèle très simple, n'a pas posé de problème. De même que celle du mannequin artificiel réalisé à partir de dessins de Thierry Mugler. La difficulté majeure résidait dans l'assemblage de ces différentes composantes : la mise en mouvement simultanée du mannequin et de sa robe. C'est là qu'est intervenu le savoir-faire de REM Infogràfica. Cette entreprise a appliqué au tissu son logiciel de *détection de collision*.

Partant d'une surface plane, REM est capable de simuler la chute d'une bille d'acier sur l'étoffe en tenant compte des effets de la gravité et des caractéristiques du tissu (poids, rigidité, friction...). Pour le projet de Thierry Mugler, la technologie de REM a ainsi permis de générer les mouvements de la soie pendant la marche du mannequin virtuel. Contrairement à d'autres systèmes d'animation, les déplacements de l'étoffe de la robe ne sont donc plus dessinés. Ils sont calculés par le logiciel en fonction des gestes du corps virtuel qui « conduit » alors le vêtement. D'où la possibilité de modifier les paramètres pour visualiser le comportement de le même robe avec des couleurs ou un tissu différents. Tout l'intérêt du procédé réside, pour le couturier, dans le réalisme du résultat.

D'ici le prochain Siggraph où elle sera présentée, cette technologie devrait être perfectionnée. Les mouvements du mannequin virtuel seront encore affinés pour parfaire leur fluidité. Le corps et le visage du modèle numérique seront traités de façon plus « humaine ». Eric Lemaréchal ne doute pas du succès de l'entreprise. Le logiciel 3D Studio Max évolue grâce aux ajouts d'autres entreprises qui développent des programmes additionnels *(plugins)*. L'animation du visage et des muscles du corps viendra ainsi compléter celle de la démarche. Jusqu'à permettre de visualiser en un instant l'effet d'une robe sur le corps d'une femme. Seul le charme ne semble pas aujourd'hui numérisable.

Michel Alberganti

Anticernes et soins des contours des yeux

AGRESSÉ par le froid, le vent, le soleil, l'air climatisé, la pollution, le tabac... l'œil imprime les empreintes du temps. A l'heure où 73 % des Français déclarent souffrir de troubles du sommeil – selon un sondage effectué en novembre 1996 par la Sofres pour la Chambre syndicale de la literie –, la morosité ambiante s'inscrit sur les visages. A ces périls extérieurs s'ajoutent les 12 000 clignements des paupières qui sollicitent quotidiennement la peau et font de l'œil le point de mire des allergies et du vieillissement. Les fabricants de cosmétiques ont posé leur regard sur le business prometteur des rides d'expression, pattes d'oie et autres ridules.

Loin des visages plâtrés des années 80, qui cachaient leurs imperfections sous une pâte épaisse, la génération 90 préfère les gestes préventifs. L'œil se soigne avant de se farder. Clarins, le premier à s'intéresser au contour de l'œil en 1966, propose deux gammes de soins, pour les moins et les plus de quarante ans. Et la terminologie d'évoluer avec l'âge des utilisatrices : au gel douceur anticernes succède le sérum contour des yeux *« superlift multi-régénérant »*. Chanel propose une thérapie de choc avec ses nouveaux soins : contour des yeux réparateur, soin hydratant protecteur et Eye Lift intense, qui corrige les imperfections. A coups de flacon-pompe, Estée Lauder s'attaque aux cernes violacés avec Uncircle, qui favorise la microcirculation. De même, Guerlain, dont le soin 12m est présenté dans un boîtier futuriste extra-plat. Remede, marque new-yorkaise utilisée par Courtney Love ou Uma Thurman, dégonfle les poches des noctambules avec l'Eye Repair Balm vendu à Paris chez Colette.

En puisant dans l'herbier des grands-mères, les marques réinventent les recettes de jouvence. Extrait de petit houx, concombre hydratant, thé vert anti-irritant, lierre grimpant désinfiltrant, protéines de petit-lait ou ougon, une plante médicinale chinoise dans la crème Beauté du regard de Nina Ricci : la vague verte a fait des émules.

Pour le plaisir des yeux, les gammes s'étoffent de soins onctueux et de masques-caresses : « anti-fatigue contour des yeux » chez Clarins, « réparateur effet immédiat » de René Guinot, qui propose également un soin en institut, Hydradermie contour des yeux. Au programme, ionisation, gel au collagène et au bleuet, sérum « lifting » et massage des yeux.

CRAYONS CORRECTEURS

Celles qui n'ont pas la patience d'entamer un traitement de fond peuvent soigner l'emballage à coups de crayon correcteur. Les anticernes jouent sur les ombres et les lumières, sculptent les volumes et les creux pour estomper les traces de fatigue comme le Cover Crayon de Shu Uemura. Au sommet des ventes de cosmétiques chez Yves Saint Laurent, Touche éclat est un stylo-pinceau doré « anti teint terne », faisceau de lumière contre la fatigue. La Prairie, marque suisse de produits de soin – la plus chère du monde – a sorti les grands moyens pour raviver les regards fatigués avec un soin-bouclier. Sa crème cellulaire autodéfense pour le contour des yeux se vend 590 francs... les 15 millilitres.

Malgré cet attirail, *« le meilleur des anticernes, c'est dormir »*. Une considération de Lucia Boce, l'héroïne du *Chronique d'un amour* d'Antonioni que les magiciens de la cosmétique n'iront surement pas démentir.

Anne-Laure Quilleriet

Un raz de marée gris déferle sur Milan

L'atmosphère des collections de prêt-à-porter de l'hiver 1998 se ressent de la crise asiatique

MILAN
de notre envoyée spéciale

Le gris est-il un nouveau beige ? En janvier à Milan, les collections masculines de l'hiver 1998 avaient déjà donné le ton. Organisés du 27 février au 9 mars, les défilés de prêt-à-porter féminin – quatre-vingt-cinq au total – le confirment. Dans l'attente de jours meilleurs, un vent de conformisme s'abat sur la ville déjà peu réputée pour ses excentricités.

Les performances qui font de l'Italie un modèle ne peuvent occulter la chute des exportations vers le Japon – deuxième client après l'Allemagne –, qui ont officiellement baissé de près de 20 % en six mois, sans oublier la Corée (– 15,7 %). L'heure est au repli, au manteau qui frôle les murs et à la jupe molle rase bitume. Rares sont ceux qui, comme Muccia Prada, osent ces petits manteaux à la Courrèges, ces robes suspendues qui électrisent l'atmosphère sur fond de bruits de pas entêtants. Au-delà du beau et du laid, elle cherche, remplace les boutons par des pièces magnétiques et les broderies par de la gélatine de pellicule de film. Mais la chape de plomb s'installe.

Les mannequins s'avancent, lèvres effacées, épaules nues et rentrées, comme si elles étaient convoquées au parloir. Tous les gris se frôlent : version *executive woman* en séminaire de relaxation chez Max Mara – la collection qui devrait servir de modèle à des industriels français –, tendance jeune fille riche élevée dans un collège suisse chez Philosophy d'Alberta Ferretti, une seconde ligne dont les scores rappellent qu'à Milan tout ce qui se montre se vend : 180 000 pièces par saison, et deux nouvelles boutiques cette année, à New York et à Taïpeh.

Nouveau poulain du puissant groupe AEFFE, qui produit entre autres les collections de Rifat Ozbek et de Jean-Paul Gaultier, Narcico Rodriguez avait fait triompher pour l'été des jeunes femmes pressées et scintillantes : 20 000 pièces vendues, 200 points de vente.

Six mois plus tard, assis devant sa tasse de camomille, il ne rêve que *« de profondeur et de grâce »*. Tout se passe comme si ses égéries avaient renoncé à la pilule, retrouvant dans une mode du vingt-huitième jour rondeurs et « féminitude » cachées sous d'amples joggings de double cachemire (gris bien sûr), de luxueux manteaux rugueux d'apparence et légers comme des nuages, des bustiers de laine aux couleurs de tranche Wasa et de sapin, des robes bandeaux à porter sans rien en dessous, des sabots Birkenstock de cachemire faits pour jouer les fermières de luxe en limousine. Les paillettes sont brodées à l'intérieur.

Chez l'Allemand Jil Sander, qui retrouve avec maestria ses racines protestantes, l'alpaga prend des allures de modeste Bulgomme. Et c'est avec des savates « de cuir fin » que se portent les longues robes monacales et les petits manteaux blancs sans doute créés en hommage à Helmut Lang. A quelques exceptions près, l'ambiance qui domine est celle d'un pensionnat où l'on étudie sans fin, en long, en large et en travers, les coupes d'un Yohji Yamamoto, dont les asymétries, les tailleurs à un bouton, les robes à pans décalés, sont parmi les plus plagiés de la saison avec les créations de Rei Kawakubo (Comme des garçons). De cachemire bouilli ou d'astrakan, le gris s'abat comme un tulle sur la mode italienne, que le krach asiatique semble avoir livrée à des interrogations.


RELLANDINI/REUTERS/MAXPPP

Défilé de l'Allemand Jil Sander.

Laurence Benaïm

Faux ongles pour vraies séductrices

Les Américaines en raffolent. Depuis les années 70, le marché du faux ongle fait fureur aux Etats-Unis. Certains autres pays se sont depuis laissé prendre au jeu, notamment l'Allemagne, qui compte aujourd'hui 14 000 techniciennes spécialisées. La France, qui n'en répertorie que 1 500, est en retard. Mais tous les espoirs sont encore permis, si l'on en croit quelques signes annonciateurs de promesses : un état d'esprit qui n'est plus entièrement paralysé par la crise et un intérêt croissant de la part des adolescentes pour ce produit. *« Notre cœur de cible était, ces dernières années, la femme de 35-45 ans active, mariée ou vivant en couple, bonne consommatrice de produits de beauté et de revues féminines, pour qui la notion de paraître est importante. Cette tendance est en train de se corriger avec l'arrivée des 20-30 ans, qui, en plus, nous renseignent sur les tendances »*, souligne Christian Pommier, PDG de L'Onglerie, chaine de franchise spécialisée dans le secteur. La jeunesse n'a qu'un problème : elle manque souvent de moyens. Les faux ongles, après leur pose, nécessitent en effet un entretien mensuel.

Cette enseigne dont la spécificité est une technique de pose d'ongles fabriqués en résine acrylique d'origine dentaire (importée du Canada par Françoise Lartiguelongue) n'a cessé de progresser depuis l'ouverture de sa première boutique, en 1983, à Bordeaux. Aujourd'hui, L'Onglerie, qui affichait en 1996 un chiffre d'affaires de 74 millions de francs, compte 133 points de vente à travers la France et deux centres de formation. Une situation qu'elle espère encore améliorer en doublant son réseau au cours des quatre prochaines années, en développant son implantation dans les réseaux commerciaux – déjà présente à Bel-Epine, elle va bientôt l'être à Créteil Soleil – et qui va modifier son graphisme et son design, histoire de redonner un coup de jeune à sa signature. L'Onglerie bénéficie de l'avantage d'une concurrence minime. Celle-ci provient essentiellement des esthéticiennes indépendantes et d'enseignes comme Ongl'Créanail ou Onglissima. Le faux ongle n'est pas encore massivement passé dans les mœurs des Françaises. *« Mais les choses changent*, affirme Christian Pommier. *On le voit à travers les magazines féminins, qui consacraient, tout au plus, une page sur les mains dans l'année. Or, l'an passé, j'ai vu l'un deux proposer quatre dossiers sur le sujet. »* Un problème de culture serait aussi, selon le PDG de l'enseigne, à l'origine de cette timidité vis-à-vis du faux ongle qui permet pourtant toutes les folies (piercing, dessins...). *« Dans les pays anglo-saxons ainsi qu'en Allemagne*, note-t-il, *l'esthétique est facilement synonyme d'outrance, ce qui donne d'ailleurs naissance à des stéréotypes ; les femmes y sont volontiers consommatrices d'excentricités. Dans les pays latins, les femmes sont attachées à leur personnalité, elles veulent que celle-ci transparaisse à travers une esthétique qui sauvegarde le naturel. »* Pendant des années, L'Onglerie a ainsi satisfaisait ses clientes avec la pose d'ongles plus longs, mais plus vrais que nature. Aujourd'hui, les femmes semblent bien vouloir s'encanailler un peu. Elles réclament de la couleur, de la fantaisie. Influencées par leurs filles (*Le Monde* du 9 juin 1997), elles suivent la mode, ne se contentant plus seulement, avec leurs mains, de séduire, mais aussi de se distinguer.

Véronique Cauhapé

AMÉNAGEMENT Les grands travaux lancés depuis plus de vingt ans par les présidents de la République successifs ont multiplié les espaces culturels, qui comptent tous des « dents creuses », ces espaces vacants, en attente d'affectation. ● UN INVENTAIRE parisien montre que, dans de nombreuses institutions culturelles, des dizaines de milliers de mètres carrés pourraient être occupés. ● L'ENSEMBLE des investissements sur des projets dits lourds (des chantiers de plus de 200 millions de francs) est estimé à 6 milliard de francs. Des programmes ont été entamés il y a plusieurs années, d'autres sont impossibles à différer. ● EN CE DOMAINE, les coûts élevés et les financements étroits ne laissent pas une grande marge de manœuvre au ministère de la culture, qui assume seul, depuis 1993, le financement des grands chantiers culturels.

Les grands travaux parisiens et le casse-tête des « dents creuses »

Colline de Chaillot, quai Branly, Parc des expositions de la porte de Versailles, Bastille, Cité des sciences de La Villette... On n'en finit pas de compter les espaces vacants et les bâtiments à peine occupés à Paris qui attendent certains des nombreux projets culturels de l'Etat

MERCREDI 4 MARS, Salon de l'agriculture, haut lieu parisien de la France rurale *qui reste fidèle au* Parc des expositions. Au milieu d'une foule éblouie par la masse *lustrée* des bovins, mais encore dubitative sur les pouesses du maïs transgénique, Jean-Jacques Aillagon, président de la Mission an 2000 et du Centre Georges-Pompidou, *achève la visite* du hall numéro 4 : 20 000 mètres carrés d'un seul tenant.

La vaste structure métallique flambant neuve, dédiée pour quelques *jours encore* à la *gastronomie* et aux produits de la mer, est le premier élément de la rénovation complète entreprise porte de Versailles. Un énorme complexe de 220 000 mètres *carrés dont* les constructions disparates devenaient peu commodes pour des manifestations d'envergure. Confié à l'agence française Valode et Pistre et au cabinet d'ingénierie britannique Ove Arup, le réaménagement urbain et architectural de cet ensemble demandera encore une dizaine d'années. Mais le premier bâtiment achevé, proche du boulevard Victor, est jugé assez convaincant pour abriter une des grandes manifestations *des fêtes du* troisième millénaire : la Mission an 2000 est à la recherche d'espaces.

Les espaces vides, ce n'est pourtant pas ce qui manque à Paris. Les *grands travaux lancés par François* Mitterrand et ses prédécesseurs ont multiplié les édifices culturels, et, partant, les « dents creuses », ces bâtiments vides *qui* attendent une *affectation. La plus* ancienne de ces dents creuses est due, depuis 1978, au Centre Pompidou, qui a annexé le Musée national d'art moderne (MNAM). Celui-ci était installé depuis sa création au Palais de Tokyo, construit par Dondel, Aubert, Viard et Dastugue pour l'Exposition universelle de 1937.

Après de longues hésitations, il sera finalement affecté au Centre national de la photo (CNP) puis à la Fémis, l'école de cinéma. En 1988, Jack Lang décide d'y loger un palais du cinéma qui accueillera la Cinémathèque, une bibliothèque de l'image – la BiFi – et la Fémis. Exit le CNP. Un panneau, sur le quai de Tokyo, témoigne toujours de cette ambition que devait concrétiser l'architecte lauréat du concours, *Franck Hammoutène. Mais* la BiFi et la Fémis, devant l'accumulation des retards, finissent par s'installer ailleurs.

D'importants travaux ont cependant permis de retrouver la structure originale, révélant un vaste bâtiment de 22 000 mètres carrés aux volumes élégants, puissants, diversifiés, et de surcroît inondés de lumière grâce à ses larges baies vitrées *et à son éclairage zénithal. On* commence à se demander si c'est un endroit bien indiqué pour un palais du cinéma qui réclame l'obscurité, lorsque survient la décision de Jacques Chirac de créer un musée consacré aux arts, dits primitifs.

ÉQUIPER LÉGÈREMENT

Ce futur Musée de l'homme, des arts et des civilisations (MHAC) ne serait-il pas tout à fait à sa place au Palais de Tokyo, à deux pas des arts *asiatiques du Musée Guimet, en* cours de rénovation ? Mais le programme établi pour le MHAC exige 35 000 mètres carrés. Tokyo ne peut en offrir que 28 000, si l'on creuse un peu le sous-sol. *Le minis*tère de la culture, favorable à ce choix – le moins coûteux (500 millions de francs) et le plus cohérent géographiquement – suggère d'implanter les réserves du musée en banlieue. Ou de caser les laboratoires du MHAC dans l'aile Passy de Chaillot, allégée du départ des collections d'éthnologie vers le MHAC.

Les responsables du futur MHAC, Germain Viatte et Maurice *Godelier, plaident pour l'unité du* futur établissement. M. Chirac, épaulé par Claude Allègre, le ministre de l'éducation nationale, choisit le quai Branly, autre dent creuse de belle taille, laissée vacante par l'abandon du Centre de conférences internationales (CCI). Ici l'addition dépassera sûrement le milliard de francs, et les casse-tête juridiques qui ont conduit à l'aban*don du CCI dessiné* par Francis Soler ne sont toujours pas réglés.

Et que faire de Tokyo ? Un musée du « demi-XX[e] siècle », comme le suggérait la direction des musées de France, histoire de récupérer une grosse moitié des collections du MNAM logées au Centre Pompidou ? Cela semble exclu. Une « Kunsthalle » dédiée aux arts contemporains ? L'idée plaît, au *ministère de la culture, où l'on es*père que le président de la République reviendra sur le choix de Branly. *« Il n'est pas scandaleux de laisser pendant quelques années de tels espaces vides*, plaide Jean-Claude Moreno, responsable de la nouvelle mission grands travaux. *Ils répondront à nos besoins futurs ou à ceux de nos successeurs* ». Mais il n'exclut pas d'équiper légèrement Tokyo, en attendant que les prochaines générations tranchent en*fin*.

La quête d'espaces pour le MHAC a permis de faire l'inventaire de quelques autres dents supposées creuses. Ainsi, l'Arche de la Défense offrirait 34 000 mètres carrés, vides ou médiocrement occupés, répartis entre le toit, le socle et sous la terrasse. *Le* bâtiment de Spreckelsen est prestigieux, visité – 450 000 personnes paient chaque année 40 francs pour contempler la vue depuis son sommet. Les volumes du socle sont occupés actuellement par une exposition, « Les Sources d'Europe », qui promeut *l'Union* du même nom. D'autres sont loués comme centre de congrès, ou pour héberger un défilé de mode, les vœux du président d'une entreprise, un concert. Ils offrent les surfaces nécessaires au MHAC mais ils se révèlent ingrats pour une institution culturelle *avide de lumière. Il faudrait* en outre relier par un ascenseur direct les salles logées dans le toit au reste de l'établissement, logé dans les entrailles de l'Arche. A ce niveau, la belle *vue* sur Nanterre, *qu'offre* une des salles, ne compense pas une absence générale de lumière qui semble destiner ces beaux cubes de béton au culte de l'électricité. La Caisse des dépôts et consignation, qui a sur les bras l'essentiel de ce prestigieux ensemble, ne *serait pas fâchée de lui trouver une* affectation plus durable et plus rentable.

ESPACES BRUTS

La Cité des sciences et de l'industrie à La Villette a, elle aussi, été auscultée pour le grand projet de M. Chirac. Depuis son inauguration en 1986, le bâtiment d'Adrien Fainsilber possède toujours une travée libre, soit 40 000 mètres carrés, la plus vaste des dents creuses, l'équivalent du Centre Pompidou. Quelques arpents de ces immenses espaces bruts de décoffrage, qui prennent la lumière sur trois côtés sont squattés par la Cité, qui y stocke du matériel et y a installé une aire de pique-nique destinée aux enfants des écoles. Un étage modèle de la Tour-sans-fin imaginée par Jean Nouvel pour la Défense avait été discrètement logé pour en tester grandeur nature l'humanité et la fiabilité technique. Au niveau inférieur, on voit des quais, terminus des trains de bestiaux, quand la Cité était encore un abattoir à scandales. *Il faudrait 300 millions* de francs pour un aménagement minimal, plaident les défenseurs du *statu quo*. Les uns veulent que ce volume soit préservé pour un développement futur de la Cité. D'autres estiment impossible d'aménager un nouvel accueil.

Parmi les plus célèbres « dents creuses », difficile à combler, la deuxième salle de l'Opéra Bastille, destinée initialement aux « opéras d'essai ». Ce volume fantôme sert *épisodiquement* à l'établissement pour entreposer décors et costumes. *« La première fois que je l'ai visité, j'ai cru que c'était un hangar pour Boeing 747 »*, déclare un *membre* de la *mission* des *grands* travaux.

Entre les nouveaux programmes annoncés, les anciens projets en attente, les lieux que les uns abandonnent guignés par d'autres, la poursuite des grands travaux multiplie les dents à plomber d'urgence. *Il faudra en effet régler le* sort du Musée de l'homme qui occupe actuellement 14 000 mètres carrés dans l'aile Passy du Palais de Chaillot. On pense à y regrouper *les collections d'ethnologie* européennes, issue du Musée de l'homme, et les collections françaises, détenues par le Musée des arts et traditions populaires (ATP), au bois de Boulogne. Que faire alors du bâtiment des ATP, œuvre de Dubuisson et Jausserand ? Et *quelle affectation trouver au Mu*sée des arts d'Afrique et d'Océanie de la porte Dorée puisque ses collections doivent rejoindre le MHAC ? Le jeu de taquin des institutions et le casse-tête des dents creuses n'est pas près de prendre fin, si l'on y ajoute les projets supposés certains – le Centre d'architecture et du patrimoine à Chaillot – et ceux auxquels manque encore un programme cohérent – la future Bibliothèque des arts, qui devrait occuper la dent à demi creuse de la rue de Richelieu.

F. E. et E. de R.



L'état actuel du Palais de Tokyo, à Paris, dans le seizième arrondissement.

JACQUES LEBAR

Un investissement de 6 milliards de francs

- **Versailles.** Transformation de l'ancien hôpital Larrey et des jardins, 1,5 milliard de francs (sur quinze ans).
- **Institut national d'histoire de l'art.** Rue de Richelieu et rue Vivienne, 500 millions de francs.
- **Centre Pompidou.** 450 millions de francs (à revoir à la hausse).
- **Grand Palais.** 800 millions de francs ; 1,2 milliard est nécessaire pour la rénovation complète.
- **Musée des arts premiers.** 1 à 1,5 milliard de francs (solution quai Branly).
- **Immeuble administratif.** Rue des Bons-Enfants, 300 millions de francs.
- **Centre du patrimoine et de l'architecture de Chaillot.** 250 millions de francs.
- **Palais du cinéma.** 250 millions de francs (lieu à déterminer).
- **Fin du Grand Louvre.** Dont passerelle Solférino, 200 millions de francs (à revoir à la hausse).
- **Projets lourds.** L'ensemble de *ces investissement tourne autour* de 6 milliards de francs. Le projet des archives de la V[e] République, à Reims, semble différé, voire en panne, le ministère des armées hésitant à participer à l'opération. La rénovation du Musée Guimet (230 millions de francs) est largement entamée, il reste une trentaine de millions à dépenser, tandis que le Centre de culture canaque Jean-Marie-Tjibaou, à Nouméa, qui aura coûté 350 millions de francs, sera inauguré le 4 mai. On n'évoque ici que les projet lourds, à plus de 200 millions de francs.

Des coûts élevés, des financements étroits

ANALYSE

Distinguer le superflu du nécessaire ? Facile à dire, périlleux à faire

« L'HÉRITAGE hérite de l'héritier. » Autrement dit, il pèse plus lourd que ce que peuvent assumer les bienheureux successeurs. Ce paradoxe attribué à Karl Marx reflète la situation actuelle de Catherine Trautmann, ministre de la culture. L'héritage, c'est bien sûr celui des grands travaux lancés à partir du premier septennat de François Mitterrand. On estime à 30 milliards de francs le montant des *investisse*ments engagés entre 1981 et fin 1997. Soit deux fois le budget annuel de la culture. Etalé sur quinze ans, cet effort financier n'est pas extravagant, d'autant moins que ces chantiers, pendant les années Lang, étaient en grande partie financés par une enveloppe spéciale qui relevait du secrétariat aux grands travaux. Ils n'interféraient donc pas sur le budget de la *culture, lui-même en* constante augmentation.

Depuis cinq ans, la situation est différente. La France a connu des années de disette économique dont on voit à peine la fin. Le budget de la culture n'a frôlé le sacro-saint 1 % du budget de la nation qu'au prix de subterfuges pour replonger rapidement au-dessous de la barre sous les gouvernements Balladur et Juppé. Si la situation a été stabilisée avec Catherine Trautmann, ce budget *ne retrouvera son niveau* de 1993 qu'en l'an 2000 au plus tôt. Depuis 1993, enfin, le secrétariat aux grands travaux a disparu et avec lui les financements spéciaux. Les grands chantiers culturels relèvent désormais intégralement du ministère de la culture. Mais, dira-t-on, *ces chantiers sont achevés ou* en voie de l'être. Erreur. Un certain nombre de programmes sont toujours en cours, et il faut en lancer d'autres, impossibles à différer – *question d'héritage encore (lire ci-dessus)*.

La question de l'investissement n'est pas tout : il faut assurer la bonne marche des établissements nouveaux. *Le coût de fonctionne*ment annuel de ces institutions est estimé à 10 % ou 15 % de leur investissement. Il absorbe, dès à présent, 3 milliards de francs par an. Tout indique que, dans moins de *cinq* ans, ce chiffre dépassera les 4 milliards. Plus d'un quart du budget total de la culture. La marge du nouveau ministre pour la création ou les initiatives nouvelles n'en est que plus réduite. Que peut-on faire pour *sortir de ce piège ? Augmen*ter le budget de la culture à chaque mise en service d'un nouvel établissement. C'était *la solution* préconisée par Jack Lang. Mais le ministère des finances est hostile à un tel automatisme. Ses principes arithmétiques, qui avaient été infléchis par l'algèbre *personnelle* de François Mitterrand en faveur de la culture, ont retrouvé une norme où la culture ne pèse pas lourd. Le prix du porte-avions *Charles-de-Gaulle* (17 milliards de francs, nu, 37 milliards avec ses équipements), le coût de l'autoroute Lyon-Balbigny (*10,5 milliards de francs pour 60 ki*lomètres) n'émeuvent pas nos chers énarques.

FOISONNEMENT

En revanche, des sommes très inférieures affectées à un poste culturel les font sursauter. Pourtant, ces équipements ne sont-ils pas essentiels dans le choix fait par les soixante millions de touristes qui visitent chaque année la France ? On peut remarquer qu'au même moment Tony Blair, premier ministre britannique, parie sur le *foisonnement* des *entreprises* culturelles d'outre-Manche pour relancer la machine économique du royaume (*Le Monde* du 5 mars).

Sans changement de cap de la part du ministère des finances, l'ardoise culturelle, plombée par les *grands chantiers*, apparaît de plus en plus difficile à solder. Faut-il alors la partager avec d'autres ministères ? *Lequels, en dehors de* l'éducation nationale, déjà lourdement chargée ? Doit-on rechercher de nouvelles ressources hors des fonds gouvernementaux ? Les recettes propres des établissements culturels, quel qu'en soit le succès, ne sont ni suffisantes ni extensibles, *et le mécénat* ne peut alimenter le four (les institutions publiques) et le moulin (les associations ou les fondations privées).

Peut-on confier au privé la gestion de quelques poids lourds ? C'est possible pour certains d'entre eux, comme le *Grand Palais*, dont la vocation est l'accueil de manifestations plus ou moins commerciales. Pour le reste, l'administration se méfie de cette méthode développée – outre mesure, *il est* vrai – en Grande-Bretagne. Peut-on alors mieux distinguer le superflu du nécessaire ? Facile à dire, périlleux à faire.

A l'évidence, la solution ne peut être purement comptable. Elle passe par une autre vision de la culture dont le rôle dans l'économie mérite d'être avant tout réévalué. Sans qu'en soit pour autant dévalué le contenu.

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

Vent sur les côtes

UN ÉPISODE DE NUAGES et de pluies traversera la France au cours de la journée de samedi. Il sera suivi d'un ciel partagé entre nuages et soleil. Les températures resteront clémentes, tandis que le vent d'ouest soufflera sur l'ensemble des côtes.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Un passage pluvieux traversera ces régions le matin ; ensuite, soleil et passages très nuageux alterneront, avec parfois une averse. Les rafales de vent atteindront de 80 à 90 km/h sur les côtes. Il fera de 12 à 14 degrés.

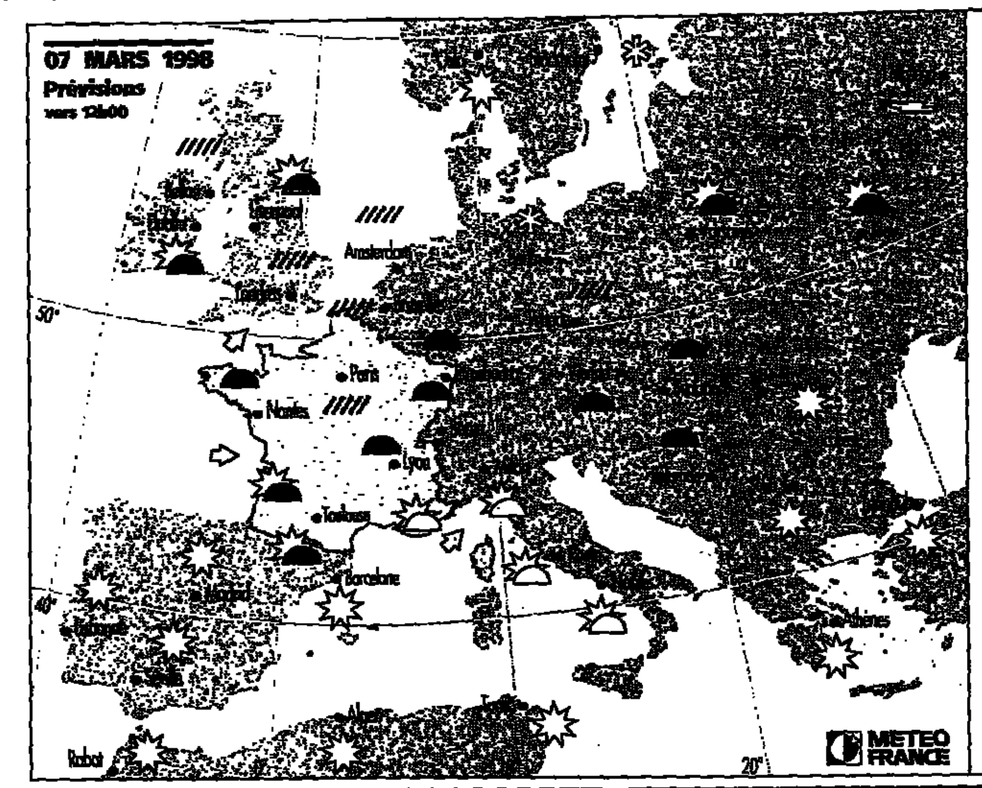
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Les nuages et la pluie occuperont une bonne partie de la journée. Une amélioration se produira au cours de l'après-midi. Il fera de 11 à 14 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Les nuages domineront, avec un passage pluvieux qui traversera l'ensemble de ces régions. Une amélioration suivra en fin d'après-midi. Il fera de 12 à 15 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – En Midi-Pyrénées, après une matinée ensoleillée, le ciel se couvrira pour donner un peu de pluie en fin de journée. Sur les autres régions, les nuages envahiront le ciel en matinée, pour donner de la pluie vers la mi-journée ; retour d'éclaircies l'après-midi. Il fera de 14 à 19 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Après des éclaircies matinales, le ciel se couvrira pour donner un peu de pluie l'après-midi, et de la neige au-dessus de 1 700 mètres dans les Alpes. Il fera de 14 à 17 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – La matinée sera partout très bien ensoleillée. Ensuite, le ciel se voilera, principalement sur le Languedoc-Roussillon. Le vent d'ouest soufflera fort du littoral varois au nord de la Corse, avec des rafales qui atteindront 80 km/h l'après-midi. Il fera de 16 à 19 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **EUROPE.** La compagnie française Regional Airlines ouvre le 30 mars, au départ de Caen et via Clermont-Ferrand, des lignes vers une douzaine de villes françaises et européennes, notamment Amsterdam, Düsseldorf, Milan, Lyon et Marseille. La compagnie a transporté, en 1997, 636 000 passagers. – *(AFP.)*

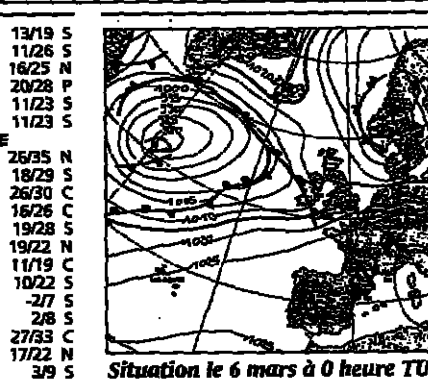
■ **FRANCE.** La compagnie aérienne Air Littoral a signé avec Air Liberté, d'une part, et avec AOM, de l'autre, un accord de réciprocité de leurs cartes d'abonnement valable jusqu'au 16 août. Celle d'Air Littoral coûte, jusqu'au 31 mars, 1 500 F, au lieu de 2 500 F.

■ **MONDE.** L'annuaire de la chaîne hôtelière Radisson SAS, qui compte plus de 330 établissements de luxe à travers le monde, est offert gratuitement sur demande, au 0800-91-60-60 (France), 0800-1-98-98, 0-800-55-27-77.

PRÉVISIONS POUR LE 07 MARS 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	27/30 P	KIEV	-2/5 N	VENISE	6/15 S	LE CAIRE	13/19 S
				POINTE-A-PIT.	23/30 P	LISBONNE	13/21 S	VIENNE	8/15 C	MARRAKECH	11/26 S
				ST-DENIS-RÉ.	24/28 C	LIVERPOOL	7/11 N	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	16/25 N
				EUROPE		LONDRES	9/13 P	BRASILIA	20/29 N	PRETORIA	20/28 P
				AMSTERDAM	8/11 P	LUXEMBOURG	6/8 P	BUENOS AIR.	17/26 N	RABAT	11/23 S
FRANCE métropole		NANCY	6/12 P	ATHENES	8/18 S	MADRID	6/23 S	CARACAS	23/29 S	TUNIS	11/23 S
AJACCIO	7/16 S	NANTES	9/13 P	BARCELONE	10/21 S	MILAN	8/19 N	CHICAGO	1/8 C	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	10/18 N	NICE	9/17 S	BELFAST	3/10 P	MOSCOU	-9/-2 C	LIMA	25/30 C	BANGKOK	26/35 N
BORDEAUX	8/17 N	PARIS	7/13 P	BELGRADE	6/20 C	MUNICH	6/12 C	LOS ANGELES	8/15 S	BOMBAY	18/29 S
BOURGES	6/14 P	PAU	8/16 N	BERLIN	5/9 *	NAPLES	8/18 N	MEXICO	9/23 S	DJAKARTA	26/30 C
BREST	8/12 P	PERPIGNAN	9/19 S	BERNE	4/13 C	OSLO	-14/-4 S	MONTREAL	-2/3 N	DUBAI	16/26 C
CAEN	8/11 C	RENNES	9/13 C	BRUXELLES	7/11 P	PALMA DE M.	9/22 S	NEW YORK	5/10 C	HANOI	19/28 S
CHERBOURG	9/13 C	ST-ETIENNE	5/17 N	BUCAREST	1/16 S	PRAGUE	7/9 P	SAN FRANCIS.	6/14 N	HONGKONG	19/22 N
CLERMONT-F.	6/17 N	STRASBOURG	6/14 C	BUDAPEST	7/16 C	ROME	8/18 N	SANTIAGO/CHI	7/25 S	JERUSALEM	11/19 C
DIJON	5/13 P	TOULOUSE	6/15 N	COPENHAGUE	-2/1 N	SEVILLE	11/27 S	TORONTO	0/7 N	NEW DEHLI	10/22 S
GRENOBLE	3/17 N	TOURS	7/13 P	DUBLIN	5/10 N	SOFIA	3/17 S	WASHINGTON	6/13 P	PEKIN	-2/7 S
LILLE	8/12 P	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	9/11 P	ST-PETERSB.	-10/-6 S	**AFRIQUE**		SEOUL	2/8 S
LIMOGES	5/12 P	CAYENNE	25/30 N	GENEVE	6/17 S	STOCKHOLM	-5/-1 *	ALGER	10/24 S	SINGAPOUR	27/33 C
LYON	5/16 N	FORT-DE-FR.	23/29 S	HELSINKI	-12/-7 S	TENERIFE	16/22 S	DAKAR	20/27 S	SYDNEY	17/22 N
MARSEILLE	8/18 S	NOUMEA	26/30 P	ISTANBUL	4/10 S	VARSOVIE	-2/8 N	KINSHASA	24/29 P	TOKYO	3/9 S





Situation le 6 mars à 0 heure TU



Prévisions pour le 8 mars à 0 heure TU

SPORTS D'HIVER

Les prix fondent en mars

PASSÉ la flambée tarifaire des vacances scolaires de mardi gras, les formules « tout compris », associant l'hébergement au forfait pour les remontées mécaniques, sont de nouveau affichées à niveau raisonnable. En s'adressant aux Maisons régionales, qui ont pignon à Paris, on dispose d'un large choix. La Maison de Savoie, qui publie la brochure *Prenez des sports d'hiver, Séjours tout compris*, informe et réserve les vacances dans plus d'une centaine de stations de Savoie et Haute-Savoie, avec en prime une réduction de 30 % sur le transport SNCF (en 2e ou 1re classe, tél. : 01-42-61-74-73, 3615 Maison de Savoie). Ainsi, un duplex à la Plagne-Village, partagé à deux, coûte 2 000 F, avec le forfait ski, par personne et par semaine. Dans un deux étoiles de la Plagne-Montalbert, la pension complète revient à 3 290 F avec déjeuners sur les pistes et remontées mécaniques pour 6 jours. Budget comparable à Samoens (2 970 F), en demi-pension, dans un 3 étoiles pour un ski « grand massif », jusqu'aux pistes de Flaine.

En s'adressant à la Maison Alpes-Dauphiné, on peut réserver un séjour dans une vingtaine de stations de l'Isère (tél. : 01-42-96-08-43). A Chamrousse, le forfait en résidence de vacances revient à 944 F la semaine (studio à partager à quatre). A l'Alpe-d'Huez, un deux-pièces à partager à quatre coûte 1 435 F par personne, avec un forfait qui inclut, en sus, des virées à la carte aux Deux-Alpes, à Serre-Chevalier, Puy-Saint-Vincent et la Voie Lactée italienne.

Enfin les Alpes-de-Haute-Provence (3615 Alprovence) annoncent des forfaits à 990 F la semaine (Comité départemental du tourisme, tél. : 04-92-31-57-29), notamment à Pra-Loup, dans un appartement à partager à quatre. Mais aussi 5 jours dans un trois étoiles Logis de France avec piscine. Idem à Le Sauze-Super-Sauze, dans un deux étoiles campé au pied des pistes, ou encore au Val-d'Allos, à condition de louer un appartement situé à 1 800 m, au centre même de la station du Foux. Les trois vallées ensoleillées ont un nom, l'Espace lumière, faute d'avoir une vitrine dans la capitale.

Fl. E.

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement au jeudi 5 mars. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver, qui diffusent aussi ces renseignements sur répondeur au 08-36-68-64-04, par Minitel sur le 3615 EN MONTAGNE, ou le 3615 CORUS, et sur Internet : htt ://www. skifrance.fr.

Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes ; le second, en haut des pistes.

DAUPHINE-ISÈRE
Alpe-d'Huez : 70-240 ; Alpe-du-Grand-Serre : 30-105 ; Auris-en-Oisans : 10-80 ; Autrans : 40-80 ; Chamrousse : 50-90 ; Le Collet-d'Allevard : n-c ; Les Deux-Alpes : 50-280 ; Lans-en-Vercors : 10-60 ; Meaudre : n-c ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 00-100 ; Les Sept-Laux : 30-110 ; Villard-de-Lans : 30-100

HAUTE-SAVOIE
Avoriaz : 20-155 ; Les-Carroz-d'Arâches : 05-200 ; Chamonix : 60-197 ; Châtel : 20-100 ; La Clusaz : 10-140 ; Combloux : 15-105 ; Les Contamines-Montjoie : 05-190 ; Flaine : 50-180 ; Les Gets : 10-80 ; Le Grand-Bornand : 60-110 ; Les Houches : 35-85 ; Megève : 05-80 ; Morillon : 00-205 ; Morzine-Avoriaz : 10-150 ; Praz-de-Lys-Sommand : 30-80 ; Praz-sur-Arly : n-c ; Saint-Gervais : 25-80 ; Samoëns : n-c ; Thollon-les-Memises : 02-30

SAVOIE
Les Aillons : n-c ; Les Arcs : 77-180 ; Arèches-Beaufort : 15-130 ; Aussois : 30-40 ; Bonneval-sur-Arc : 70-115 ; Bessans : 70-80 ; Le Corbier : 40-130 ; Courchevel : 15-106 ; La Tania : 25-108 ; Crest-Voland-Cohennoz : 30-75 ; Flumet : 35-120 ; Les Karellis : 68-135 ; Les Menuires : 55-130 ; Saint-Martin-Belleville : 25-130 ; Méribel : 40-102 ; La Norma : 20-80 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 35-120 ; La Plagne : 110-190 ; La Rosière 1850 : 55-155 ; Saint-Francois-Longchamp : 40-130 ; Les Saisies : 20-150 ; Tignes : 98-170 ; La Toussuire : 40-60 ; Val-Cenis : 50-100 ; Val-Fréjus : 15-120 ; Val-d'Isère : 80-220 ; Valloire : n-c ; Valmeinier : 30-120 ; Valmorel : 60-140 ; Val-Thorens : 80-250 .

ALPES-DU-SUD
Auron : 60-150 ; Beuil-les-Laumes : n. c. ; Isola 2000 : 130-160 ; Montgenèvre : 70-150 ; Orcieres-Merlette : 50-170 ; Les Orres : 80-180 ; Pra-Loup : 25-120 ; Puy-Saint-Vincent : 60-180 ; Risoul 1850 : 100-130 ; Le Sauze-Super-Sauze : 25-130 ; Serre-Chevalier : 60-205 ; Superdévoluy : 40-190 ; Valberg : 50-100 ; Val d'Allos/Le Seignus : 50-150 ; Val d'Allos/La Foux : 120-210 ; Vars : 80-120.

PYRÉNÉES
Ax-les-Thermes : 00-30 ; Cauterets-Lys : 50-90 ; Font-Romeu : 40-70 ; Gourette : 05-70 ; Luz-Ardiden : 45-90 ; La Mongie : 25-65 ; Peyragudes : 30-90 ; Piau-Engaly : 20-100 ; Saint-Lary-Soulan : 10-45 ; Luchon-Superbagnères : 10-80.

AUVERGNE
Le Mont-Dore : 15-75 ; Besse/Super-Besse : 20-80 ; Super-Lioran : 10-80

JURA
Métabief : 05-10 ; Mijoux-Lelex-la-Faucille : 10-60 ; Les Rousses : 05-30.

VOSGES
Le Bonhomme : 30-30 ; La Bresse-Hohneck : 15-30 ; Gérardmer : 05-10 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : 00-20 ; Ventron : 05-10.

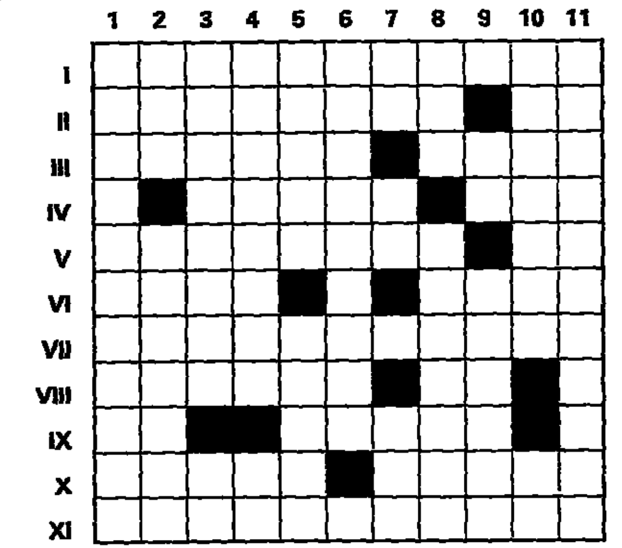
■ **SKI DE FOND DANS LE JURA.** Balade d'un village à l'autre, à skis de fond, ou à raquettes, dans le parc naturel régional du Haut-Jura, où alternent combes enneigées et forêts profondes. L'étape du soir est un établissement de montagne, aux Rousses, à Lamoura ou à Lajoux, qui garantit une *« cuisine régionale variée et un service soigné »*. 2 200 F la semaine en demi-pension avec documentation complète sur la région et topo-guide des itinéraires conseillés (Haut-Jura Tourisme, tél. : 03-84-45-72-37). Les programmes sont modulables selon le niveau sportif. Accueil possible aux gares TGV de Vallorbe ou Bellegarde.

■ **CONFORT AUX SOMMETS.** Des appartements spacieux, charpentes massives, plafonds lambrissés, plancher dans les chambres et larges balcons : un volume et un luxe inhabituels en montagne, à des prix abordables. Voilà le pari de MGM, contructeur savoyard, dont les deux premiers ensembles ont ouvert dans la vallée de Chamonix. C'est le Cristal d'Argentières, 70 appartements à 5 minutes à pied des Grands-Montets, avec piscine couverte. On y loue un quatre-pièces de 98 m², équipé d'un sauna ou d'une douche-hammam, pour 5 140 F par semaine (tél. : 04-50-78-40-80).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98057

➧ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Aucune fillette ne lui résiste. – II. Pousse la bête. Problème inversé. – III. Attention à son exécution. Dans toutes les directions. – IV. Rangée dans les placards du Vatican. Liaisons franciliennes. – V. Composent l'inflorescence. Article. – VI. Tel qu'on le dit. Fournisseur de cachous. – VII. Naît souvent de la frustration. – VIII. Mise sous pression. L'actinium. – IX. Dans les règles. Pour attirer discrètement l'attention. – X. Retraite pas toujours glorieuse. Rapproché. – XI. Fatiguer la bête par trop d'efforts.

VERTICALEMENT

1. Nous sommes tous sensibles à ses courbes. – 2. La moitié d'une équipe. Poissons ailés. – 3. Peuvent vivre sans travailler. Dans les pattes. – 4. Déchirés en surface. Limer par les deux bouts. – 5. Prison pour le poisson rouge. Encre jetée à la mer ou sur le papier. – 6. Qui entraînent des frais importants. – 7. Au départ d'une grande série. Fait la liaison. Se portera. – 8. L'Europe à ses débuts. Soutiennent le bâtiment avant le départ. – 9. A ses chercheurs. Grimace qui prête à sourire. – 10. Marteau, enclume, ou simplement pièce d'un jeu. Négation. – 11. Sa fin n'est qu'un refus.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98056

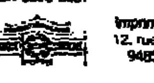
HORIZONTALEMENT

I. Particulier. – II. Océanologue. – III. Icare. Inca. – IV. Soliste. Elf. – V. Su. Poussif. – VI. Odomètre. Di. – VII. Nouer. Armer. – VIII. Ni. Séisme. – IX. Iris. Sienne. – X. Violentée. – XI. Rage. Entées.

VERTICALEMENT

1. Poissonnier. – 2. Accoudoir. – 3. Réal. Ou. IVG. – 4. Tari. Messie. – 5. Inespéré. – 6. Co. Tôt. Isle. – 7. Ui (lu). Eurasien. – 8. Loi. Serment. – 9. Ignés. Mente. – 10. Euclide. Née. – 11. Réaffirmées.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-32-39 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

« Joyeux anniversaire » à la Biennale de Paris

DEVANT LE SUCCÈS remporté par le Salon philatélique d'automne, ses promoteurs – la Chambre syndicale française des négociants et experts en philatélie (CNEP) – ont décidé de doubler la mise en transformant ce rendez-vous annuel en biennale, dont la première édition se déroulera du 13 au 15 mars, à l'Espace Champerret à Paris.

La Poste apporte sa contribution à cette manifestation en « offrant » la vente « premier jour » du timbre semi-permanent à 3 F *Joyeux anniversaire*.

Cette biennale rassemblera une soixantaine de négociants ainsi que la presse spécialisée.

Les visiteurs y trouveront aussi un atelier jeunesse et un stand d'information sur Philexfrance 99.

Le timbre, au format horizontal 36 × 22 mm, dessiné par Céline Boinnard, lycéenne de dix-huit ans à Reims, 1er Prix du concours général d'arts plastiques en 1997, mis en page par Aurélie Baras, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante.

P. J.

★ **Vente anticipée au *bureau de poste temporaire « premier jour »* ouvert à la 1re Biennale *philatélique de Paris*, à l'Espace Champerret, 75017 Paris.**

EN FILIGRANE

■ **Elections.** Le Service national des timbres-poste organise, jusqu'au 27 mars, l'élection du plus beau timbre de l'année 1997. Ce concours s'adresse aux acheteurs des timbres français réservataires dans les bureaux de poste ou abonnés au Service philatélique. Le premier des 300 prix est une œuvre d'art d'une valeur de 8 000 F (SNTP, 111, boulevard Brune, BP 129, 75663 Paris Cedex 14).

■ **Ventes.** La vente sur offres Jamet-Baudot (Paris, tél. : 01-42-96-51-12), clôturée le 7 mars, disperse plus de 3 500 lots, dont des collections spécialisées sur des lettres taxées ainsi que des képis de facteurs.

François Feldman (Paris, tél. : 01-45-23-10-22) clôture sa 41e vente sur offres le 10 mars. En couverture du catalogue, la paire tête-bêche du 15 c bistre *Cérès IIIe République* est au prix de départ de 60 000 F. Il faut compter 15 000 F pour une feuille de 150 de Canton, n° 71 b, 4 c surchargé sur 10 c, erreur de surcharge 2 au lieu de 4, ou 5 000 F pour la feuille complète tête-bêche de Suisse *Pro Juventute 1953* avec oblitération Bern du 1er décembre 1953.

Bertrand Sinais (Paris, tél. : 01-48-78-29-80) reçoit les ordres pour sa vente sur offres de près de 10 000 lots jusqu'au 13 mars. On y retrouve les traditionnelles rubriques sur les deux dernières guerres mondiales ainsi que des ensembles sur *Le Travail* ou des lettres de premiers vols de Suisse...

« Les Brigands » révolutionnaires de Schiller entrent doucement en ville

Le metteur en scène Dominique Pitoiset affronte la pièce monstre de Schiller

A sa création à Mannheim, en 1782, cette tragédie suscita un énorme scandale en Allemagne. Lyrique et provocante, *Les Brigands*, de Schiller, fut perçue en son temps comme un souffle qui annonçait la Révolution française. Deux siècles plus tard, peu de metteurs en scène osent l'affronter. Dominique Pitoiset en donne une version personnelle où la dimension politique s'efface devant le drame personnel d'un jeune homme révolté.

LES BRIGANDS, de Schiller. Adaptation et mise en scène : Dominique Pitoiset. Avec Eric Caravaca, Cyril Dubreuil, Nadia Fabrizio, Nicolas Rossier, Laurent Sandoz... THÉÂTRE DE LA VILLE, 2, place du Châtelet, 4e. Mo Châtelet. Tél. : 01-42-74-22-77. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 15 heures. 95 F et 140 F. Durée : deux heures. Jusqu'au 28 mars.

C'est une histoire de haine et de révolution. Une histoire enflammée, lyrique et désespérée, mûrie dans l'esprit d'un jeune homme en guerre contre son temps et son père, Friedrich von Schiller. C'est une pièce, *Les Brigands*, qui fit un énorme scandale en son temps et paie depuis sa notoriété : un monstre de la littérature dramatique, que les metteurs en scène craignent d'approcher. Comment rendre compte de l'ivresse de l'écriture de Schiller ? Par quel bout empoigner ce récit, discontinu, digressif et parfois confus ? Que choisir dans la profusion des pistes proposées ? *« L'action se situe en Allemagne et dure environ deux ans »*, indique Schiller au début de sa pièce. Autant envoyer un bateau dans la tempête.

Dominique Pitoiset réfléchit depuis des années à ce casse-tête qui l'obsède. Il en est venu à la conclusion qu'il était impossible de monter *Les Brigands* sans trancher dans le vif. S'approprier le texte. Y aller franchement. Oser. Et il l'a fait. Les défis ne l'effraient pas. Il s'est déjà attaqué à *Oblomov*, de Gontcharov, et au *Procès*, de Kafka. L'air de rien, ce Dijonnais suit depuis dix ans une voie qui s'apparente à une obsession. Il aime les personnages qui n'aiment pas l'humanité. Ce n'est pas chez lui un principe, mais une croyance formatrice – il a d'ailleurs mis en scène *Le Misanthrope*, son héros. Sa vision des *Brigands* s'inscrit dans cette lignée. A cause de Karl, l'aîné des deux fils du comte de Moor. Un jeune homme en colère, qui a quitté sa famille pour vivre autre chose. Quoi ? C'est la question.

« Je vomis cet indolent siècle d'impuissants », lance Karl (Cyril Dubreuil) à son ami Spiegelberg (Alain Trétout), en ouverture du spectacle. Karl vomit l'absence de hauteur de son temps, les conventions qui écrasent, la loi qui opprime. Il rêve d'une liberté trempée dans l'audace ; il voudrait être l'Arminius qui mène l'Allemagne à la République, vivre comme un aigle et non une limace. Pendant ce temps, son frère Franz (Eric Caravaca), resté à la maison, ressasse son dépit. D'être né laid, de n'être pas aimé autant que Karl. Il souhaite la mort de son père et convoite Amalia, la fiancée de Karl (Nadia Fabrizio). Cette vieille histoire de l'humanité est pour Schiller un moyen d'arriver à ses fins : passer du drame bourgeois à la tragédie nationale. Il veut enflammer le cœur de ses compatriotes pour qu'ils se rebellent contre l'Allemagne morcelée, affaiblie par le règne de *« petits tyrans »* accrochés à leurs pouvoirs.

DÉSIR DE PARRICIDE

C'est cette incitation à la révolte qui fit scandale à la création des *Brigands*, en 1782. La pièce enthousiasma le public autant qu'elle suscita la colère des dirigeants. Elle valut à Schiller d'être mis aux arrêts parce qu'il avait quitté sans autorisation l'école militaire pour aller à la première de sa pièce (il avait alors vingt-deux ans). Elle lui valut aussi une gloire européenne, couronnée par l'attribution de la nationalité française, en 1792. Deux siècles plus tard, le texte des *Brigands* n'a pas perdu son odeur de soufre, ni son enjeu politique. C'est un souffle révolutionnaire, attisé par le désir torturé du meurtre du père – celui-là même qui, dans les années 70, poussa la bande à Baader à passer à la lutte armée.

Dominique Pitoiset ne s'aventure pas sur ce terrain. Question d'histoire, et de génération. Il laisse en arrière-plan la dérive pathétique des brigands dirigés par Karl (au point de les faire évoluer en ombres chinoises). Le point d'ancrage de sa mise en scène tient en un fauteuil rouge, posé sur le plateau de bois blanc comme une coquille d'œuf sur l'océan. C'est le fauteuil du père (Laurent Sandoz), le nœud gordien du spectacle, la cristallisation des haines, des désirs et des dépits de Karl et Franz. A son habitude, Dominique Pitoiset réussit à instaurer un malaise subtil, à travers les corps des personnages. Avec leurs cheveux plaqués sur le crâne comme des mouches sur un ruban poisseux, leurs vestes étriquées et leurs pantalons trop courts, les hommes sont des Gregor en mal de métamorphose. Toujours en déséquilibre sur le magnifique plateau de bois clair, pris dans de belles images, ils semblent parfois loin de Schiller, mais jamais d'eux-mêmes.

Brigitte Salino

Serge Hureau escalade le monument Trenet par la face nord

AU BON PETIT CHARLES, chansons de Charles Trenet par Serge Hureau, Montferrat, Michel Risse, Pierre Sauvageot. Serge Hureau et Elisabeth Chailloux (mise en scène), Jean Grison (décors et lumières), Dorian Masset (accessoires et costumes). CITÉ DE LA MUSIQUE, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Prochains spectacles, les 6, 7 mars, à 20 heures ; le 8, à 15 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.

Serge Hureau escalade le monument Trenet par la face nord mais prononce, *avé l'assent*, « Tréné », et non « Trénais ». Face nord inconnue de ceux – nous en sommes – qui ne voulaient voir en Trenet que le fou gesticulant, le chapeau en vrille et en battoir, l'éternel vociférant, l'œil écarquillé, la mine rosie par l'expression replète d'une chanson si tranquillement « française » qu'on n'avait guère envie d'aller voir les quelques bosquets rocailleux qui peuplaient l'arrière-fond de ce jardin aux abords trop bien dessinés.

Serge Hureau est allé interroger les chansons « en creux » de Trenet, négatifs grinçants du portrait chromo trop attendu. Il a puisé, extrait, assemblé, cousu des textes de liaison savoureux comme ceux d'un instituteur de province à l'ancienne mode. Il est à la Cité de la musique, dans un amphithéâtre un peu froid (il sera à l'Européen, du 12 mars au 28 avril). Il a mis en scène. Il occupe la scène avec trois comparses épatants : Montferrat, Michel Risse et Pierre Sauvageot.

Pour régler son compte (gentiment) au fou chantant, Hureau ne chante pas *Je chante*, mais le dit. Le texte, vociféré à la tête des spectateurs des bords de rang, prend des noirceurs insoupçonnées. Pas de mer qui danse ni moutonne dans les quinze chansons interprétées, mais des histoires de curés pédophiles (c'est écrit en 1971 – la même année, le Cubain José Lezama Lima, dans *Paradiso*, parlait de joueur d'harmonium *« aux doigts inquisitoirement allongés »*), de *« petits punis »* en rade pour la vie, d'amours dans les champs, de bicyclette, de santons de Provence, de Lacombe Lucien qui ne jurent que par la France de 1942, de marquises de troisième étage, de vacances bêtes. Hureau a des couleurs étranges dans la voix. On entend, dans le masque, des souvenirs nasalisés de Piaf, inconscients ou non, et même d'étranges couleurs à la Guesch Patti dans l'aigu. La voix n'est pas vraiment belle. Est-ce le propos, d'ailleurs ? Hureau est comme les grands raconteurs : les mots et l'émotion d'abord – le luxe vocal est en option.

Les trois musiciens à ses côtés jouent d'un *instrumentarium qui ferait impression jusque* dans les arcanes des concerts Hoffnung : pour un banjo, une trompette ou une caisse claire, relativement classiques, il faut compter avec trois fois plus d'objets trouvés sonores : tapette à mouches, plateau-repas, sucette à coulisse, bombe superboum, guitare Barbie (?)... On craint un instant l'effet Deschiens. Mais ici, c'est l'inverse : la poétique sonore passe avant le spectaculaire – ou encore : le spectaculaire découle du projet sonore –, même si, à tout moment, les musiciens, en maillot rayé, le visage chaussé de lunettes de Rapetou ou en uniforme de gardien de parking, jouent pleinement leur rôle d'acteurs, généralement en décalage faussement benêt.

Les arrangements musicaux dépassent tout projet du genre : il s'agirait plutôt de dérangements. La musique, démontée, auscultée, remontée, ne sonne pas vraiment comme l'original, mais l'observation fine des mécanismes autorise les plus aventureuses des déviations, les plus insensés arrangements avec les accords et les notes. Compagnons de la chanson passés par la *close harmony* néo-renaissante, bruitistes géniaux (une simple serviette de bain posée à terre et un transistor des familles grésillant établissent l'imaginaire côtier-vacancier en moins de temps qu'il n'en faudrait pour le dire), « orchestre Mickey-Club » itinérant en tournée des plages, acrobates du minimum sonore, les partenaires de Serge Hureau *ne sont pas pour rien dans la réussite poétique* de ce spectacle de l'« autre » Trenet.

Renaud Machart

Le jazz, sans maîtres ni élèves

JAZZ WAVE COLLECTIVE. Dunois Paris, le 3 mars.

Déjà une nouvelle génération. Jazz Wave Collective a été fondé en 1996 autour de quatre formations. On y trouve des solistes américains et européens, certains partis s'installer à New York. Ils sont plus près des vingt ans que de la trentaine, et leur curriculum vitae laisse baba : diplômes en pagaille, collaborations itou. Pour survivre, ils savent tout faire : jazz traditionnel, noces et banquets, grands orchestres, notamment ceux dirigés par des femmes, comme Maria Schneider ou le Mingus Big Band, fermement tenu par Sue Mingus. Ils trouvent auprès des institutions ou des mécènes les trois francs six sous qui sont alloués au jazz un peu partout dans le monde, ils tannent avec succès les radios et les télévisions privées pour être enregistrés et filmés. Ce sont des musiciens qui ont une envie énorme de jouer. De rencontrer.

A Dunois, qui depuis ses travaux d'insonorisation a pu renouer avec toutes les musiques, le collectif présentait, mardi 3 mars, le Normal Garden du trombone Christoph Schweizer et le septette du saxophoniste Ohad Talmor. Le collectif a organisé, avec l'aide des institutions suisses Pro Helvetia et Suisa, une tournée en Europe du Nord. Un concert chaque soir, la route... durant quinze jours. On y apprend plus qu'en cinq ans d'école. Ils ont des invités : le batteur Billy Hart pour le premier groupe, le saxophoniste Lee Konitz pour le second. Là, on s'inquiète. On a vu assez d'orchestres d'étudiants qui, pour faire événement, parviennent à convaincre un nom du jazz d'être « invité spécial ». C'est généralement très prévisible. Ici, Hart et Konitz font naturellement partie des orchestres qui, en retour, ne les traitent pas autrement que comme l'un des leurs. Les leaders sont aussi compositeurs. Schweizer écrit, dans l'esprit des Jazz Messengers, un hard bop moderne. Les morceaux sont récents, un poil raide sur certaines figures, mais avec ce qu'il faut de fluidité pour se mettre à swinguer. Talmor, lui, a convoqué ses classiques. Il a beaucoup écouté la musique de la fin du XIXe siècle, il arrange Debussy ou le *Concertino* de Stravinsky. C'est assez culotté, assez casse-gueule aussi, comme ce souci d'éviter tout effet brillant. Le tempo, généralement lent, est suggéré. Virtuosité sans vanité.

Sur un solo de trompette d'Alexandre Sipiagin, dont la capacité d'expression au bugle impressionne, Hart construit un jeu de questions-réponses entre une cymbale et la grosse caisse. Un truc simple, gamin, qui emmène pourtant l'orchestre au plus haut. Ailleurs, Konitz, dont le son fait toujours rêver, encourage du regard l'un des solistes, lui aussi trompettiste très pertinent, Russell Johnson. Konitz n'a pas à faire les sempiternels « yeah » ou grands hochements de tête pour dire son attention. Il n'y a là ni maîtres ni élèves, mais des hommes de jazz, vrais, graves, tout à la grandeur de la musique.

Sylvain Siclier

SORTIR

PARIS

Bad Kitty, Kitschen, Pooka
En ouverture de la deuxième édition du festival « Les Femmes *s'en mêlent* », dédié au travail artistique des dames, le pop-folk de Bad Kitty, le rock'n'soul turbulent de Kitschen et surtout Pooka, duo envoûtant oscillant entre les mystérieuses mélopées de Kate Bush et une rusticité acoustique.
Glaz'art, 7-15, avenue de la Porte-de-la-Villette, Paris 19e. 20 h 30, le 6 mars. 70 F.

Rachel des Bois
Après un succès prolongé au Café de la danse, Rachel des Bois, qui, entre temps, a remporté le Grand Prix de la chanson de la Ville de Paris, mène joyeuse campagne à La Cigale. Rachel aime la variété, joue de son humour et d'un ton badin, mais non innocent, sur des rythmes est-européens, raggamuffins, rock des faubourgs.
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Pigalle. 20 h 30, le 7 mars. Tél. : 01-49-25-89-99. 110 F.

Nidaa Abou Mrad
Le « Festival de l'imaginaire », conçu par la Maison des cultures du monde, ouvre son programme musical avec le violoniste libanais Nidaa Abou Mrad. Celui-ci présente pour la première fois en France sa création, *Invocation de Laylâ*, un oratorio soufi consacré à l'amour, fondé sur des textes remontant jusqu'au VIIe siècle, qui sont interprétés ici par Mohamed Saïd Chami. Plénitude, transparence, silence apprivoisé : un moment de toute beauté (CD *Invocation de Laylâ*/Club du Disque Arabe).
Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6e. Mo Saint-Placide, Notre-Dame-des-Champs. 20 h 30, les 6 et 7 mars ; 17 heures, le 8 mars. Tél. : 01-45-44-41-42. 110 F.

Taoufik Bestandji
Installé en France depuis 1990, le chanteur et altiste Taoufik Bestandji est né à Constantine, où il fut initié au luth par son père, avant de se former au chant et à d'autres instruments avec de grands maîtres du *malouf* (terme désignant la musique arabo-andalouse en Libye, en Tunisie et à Constantine). Accompagné d'un ensemble instrumental, il excelle dans les variations et les arabesques des *noubas*, longues et envoûtantes suites vocales et instrumentales de la musique arabo-andalouse.
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16e. Mo Passy. 20 heures, le 6 mars. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

A armes égales
(Etats-unis, 2 h 05), de Ridley Scott.
Grève-party
(France, 1 h 26) de Fabien Onteniente.
Marie Baie des anges
(France, 1 h 30), de Manuel Pradal.
Suzaku
(Japon, 1 h 35), de Naomi Kawase.
On a très peu d'amis
(France, 1 h 25) de Sylvain Monod.
The Boxer
(Irlandais, 1 h 53), de Jim Sheridan.
Will Hunting
(Etats-Unis, 2 h 06), de Gus Van Sant.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

As M'Bengue
Le Monde de l'art, 33-35, rue Guénégaud, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 01-43-29-11-71. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 6 mars au 18 avril. Entrée libre.
Rainer Oldendorf
Caisse des dépôts et consignations, 13, quai Voltaire, Paris 7e. Mo Rue-du-Bac. Tél. : 01-40-49-41-66. De 12 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Du 6 mars au 22 mars. Entrée libre.
Eugène Richards
Centre photographique d'Ile-de-France, la Graineterie, hôtel de ville, 77 Pontault-Combault. Tél.: 01-64-43-47-41. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et fêtes. Du 6 mars au 24 mai. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Orchestre philharmonique de Radio-France
Brahms: *Concerto pour piano et orchestre no 1*. Roussel : *Symphonie no 3*. Strauss : *Till Eulenspiegels Lustige Streiche*. Gerhard Oppitz (piano), Marek Janowski (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8e. Mo Ternes. 20 heures, le 6 mars. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.
Orchestre de chambre de Cologne
Bach : *Concerto pour deux violons et cordes BWV 1043, Concertos pour hautbois et cordes BWV 1055 et BWV 1059, Cantates*. Sibylla Rubens (soprano), Christian Hommel (hautbois), Helmut Müller-Brühl (direction).
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. 20 h 30, le 6 mars. Tél. : 01-49-52-50-50. De 40 F à 290 F.
Allen Hoist, Mario Canonge, Roger Biwandu
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, les 6 et 7 mars. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
Christian Escoudé Quartet et Quatuor
Romainville (93). Salle des fêtes, avenue Paul-Vaillant-Couturier. 20 h 30, le 6 mars. Tél. : 01-42-43-56-66. De 70 F à 90 F.
Yes
Palais des congrès, porte Maillot, Paris 17e. Mo Porte-Maillot. 20 h 30, le 6 mars. Tél. : 01-40-68-00-05. De 200 F à 290 F.
Zic Zazou
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Mo Bastille. 20 heures, les 6 et 7 mars. Tél. : 01-47-00-57-59. 110 F.
Casse-pipe.
Les Ogres de Barback
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2e. Mo Sentier. 20 heures, les 6 et 7 mars. Tél.: 01-42-36-37-27. 90 F.
Les Nomades rageurs
Parc de la Villette, Paris 19e. Mo Porte-de-la-Villette. 20 h 30, jusqu'au 14 mars. Tél.: 08-03-07-50-75. 140 F.
Le Buisson
de Marc Betton, mise en scène de l'auteur, avec Céline Betton et Marc Betton.
Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, Paris 6e. Mo Odéon, RER Luxembourg. A partir du 6 mars. Du mercredi au samedi, les lundi, mardi, à 18 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. De 50 F à 70 F. Jusqu'au 25 mars.

ANNULATION

Calvin Russell
Retenu aux Etats-Unis à la suite d'une décision de justice, le chanteur-guitariste a dû annuler son concert parisien prévu le 9 mars à L'Européen.
L'Européen, 5, rue Biot, Paris 17e. Tél. : 01-43-87-97-13.

RÉSERVATIONS

Ashes to Ashes
de pièce de Harold Pinter, mise en scène de l'auteur, avec Christine Boisson et Lambert Wilson.
Théâtre du Rond-Point Champs-Elysées, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8e. Mo Alma-Marceau. Du 9 mars au 17 mai. Tél. : 01-44-95-98-10. De 80 F à 180 F.
Germania 3
Les Spectres du mort-homme
de Heiner Müller, mise en scène Jean-Louis Martinelli, avec Jean-Marc Bory, Laurent Manzoni, Sylvie Milhaud...
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20e. Du 11 mars au 11 avril. Tél. : 01-44-62-52-52. 55 F et 110 F.
Opus Akoben
Steve Coleman Five Elements
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Les 14 et 15 mars à 20 h 30. Tél. : 01-49-25-89-99. 154 F.
Dan Ar Braz
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Les 16 et 17 mars à 19 h 30. Tél. : 01-42-08-60-00. 170 F et 200 F.
Pigalle
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9e. Le 16 mars. Tél. : 01-47-42-25-49.
Orchestre national de Barbès
Le Trianon, 80, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Le 19 mars à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-78-03. 121 F.
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Le 21 mars à 20 h 30 Tél. : 01-49-25-89-99. 121 F.

DERNIERS JOURS

8 mars :
Le Cercle de craie caucasien
de Bertolt Brecht, mise en scène de Ludovic Lagarde, avec Pierre Baux, Eric Challier, Juliette Failevic, Christophe Micoli, Laurent Poitrenaux, Mireille Roussel et Violaine Schwartz.
Grand Théâtre de la Ferme-du-Buisson, allée de la Ferme, 77 Noisiel. Les mardi 3, vendredi 6, samedi 7, à 20 h 45; le jeudi 5, à 19 h 30; le dimanche 8, à 16 heures. Tel.: 01-64-62-77-77. De 75 F à 125 F.*
9 mars :
Bruce Nauman
Centre Georges-Pompidou, galerie sud, mezzanine, place Georges-Pompidou, entrée rue Saint-Merri, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. 30 F.
10 mars :
Le Nu dans l'œuvre de Félix Vallotton
Musée Maillol-Fondation Dina-Vierny, 61, rue de Grenelle, Paris 7e. Mo Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. 40 F.
Félix Vallotton
Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-42-60-23-18. De 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.

Akosh S., ivre de la rage du free

Le Hongrois publie deux albums, public et studio, avec un groupe incluant le chanteur de Noir Désir

DEUX CD signés d'Akosh S. – Szelevenyi Akosh, Hongrois, multi-instrumentaliste, trente-deux ans : l'un, *Omeko*, en public ; l'autre en studio, *Imafa*, avec la même formation. Joe Doherty, le souffleur et violoniste, est irlandais. Une rythmique (basse-batterie) correcte sans plus. Mais ici, la connivence étroite rattrape le manque d'ampleur. A l'Aéronef de Lille comme dans les bars du nord de Paris, Akosh joue sur l'écho du passé, une lutherie composite, l'image des musiques traditionnelles, le free délibéré et la rage du moment. Il cherche ce qui va prendre, un climat, une formule, une ritournelle, pour l'emballer à mort. Structure et fonction des danses populaires. Public debout, culture bière et cigarettes, le « jazz » rejoint son autre jeunesse. Les temps rechangent.

Dans ses premières années (il est né dix ans après le 1956 de Budapest), Akosh a été chaviré par les Stones, Bartok, l'« Ouverture » d'*Egmont* et un concert de Cecil Taylor. Il se jette sur le free (Shepp, Ayler, Sun Ra, Coltrane) comme d'autres sur les Who. Il a joué avec Dewey Redman, Steve Lacy, Steve Potts. Sa musique en est ivre comme un bateau. Elle tangue entre bribes magyares, folklorèmes indistincts, séquences dures et climats flottants. Akosh déteste les étiquettes. Cinquante ans qu'on nous fait la chanson du sans-étiquette.

Le groupe – rejoint par Bob Coke (sarod ou percussions) et Bertrand Cantat, chanteur de Noir Désir (harmonica, percussions) – fonctionne comme un groupe en fusion : à l'énergie, à la vitesse. Plus, de ce point de vue, comme un groupe de rock – dans l'esprit – que comme un quartet de jazz. Akosh, agacé : *« Je n'ai jamais joué de rock. Je me suis toujours trouvé dans les circuits alternatifs, hors système. Toutes sortes de tracasseries pénibles m'ont fait quitter la Hongrie en 1986. Je ne savais rien de Paris. D'après ce que j'avais pu comprendre, c'était un des endroits où il pouvait être bon aller. C'est tout. »*

DENIS MAJOREL

Akosh S. : « Ça ne me dit rien d'aller là où le coca-scotch coûte une fortune. »

CENT AUTRES VIETNAMS

Le garçon est sans détour. Dans le style bourru de charme. On pourrait dire de sa manière comme de son syncrétisme musical qu'il les cultive. Mais on en est au point où il faut parler de simulacre sincère. Chacun son flux, à chacun son histoire. C'est l'histoire d'un jeune Hongrois qui a eu cette histoire-là. Ce n'est ni bien ni mal. C'est un changement de cap, de public et de forme. Attention, jeunes gens, il va falloir changer de clichés. C'est une promesse. On l'a vu, jusqu'à sa première partie de Noir Désir, dans les bistros parisiens. L'Atmosphère, le Cithéa, Apostrophes. Jamais dans les clubs patentés : *« Ça ne me dit rien d'aller là où le coca-scotch coûte une fortune, avec en plus le patron pour expliquer ce que tu dois jouer. Ce n'est pas une question de choix. Il faudrait penser un peu plus aux autres. A Paris, j'habite à Stalingrad, ce n'est pas un hasard. »*

L'événement fait événement parce que Akosh et sa bande entrent, avec ces deux CD plutôt déroutants – déroutants pour la production actuelle, déroutants pour l'histoire du free – dans une grande compagnie (Polygram). Il fait figure de poulain inattendu chez les « majors » : *« La vie n'est qu'une histoire de rencontres. Elle se fait entre gens qui se trouvent. Je suis content de cette rencontre-là, des gens que j'y ai connus. C'est comme Bertrand Cantat. On a vite compris ce qu'on avait à faire ensemble. »*

Nulle musique qui vaille si elle n'est appelée par un moment de rage. Akosh S. sait cela. Bertrand Cantat, son alter ego du groupe Noir Désir, il l'entend comme un *« rockeur-rageur »*. On va en finir avec les festivals pépères et le bon vieux *« djazz »*. On va recommencer de ne pas être d'accord. Les Instants chavirés, le Petit faucheux de Tours, cent autres Vietnams et la musique d'Akosh vont redistribuer l'espace. Il était temps. A moins que la machine ne veille et ne soit déjà prête à tout digérer. Ce n'est pas impossible. Les mal embouchés de charme comme Akosh donnent à espérer : *« Je ne suis pas d'accord avec le fonctionnement. »* Position morale ? *« Je me méfie du mot. »* Politique alors ? *« Sûrement pas que... Ou plutôt, position dictée par le manque de politique. »* On peut rater son coup dans cette musique ? *« Tout le temps. C'est une mise en danger, on espère rejoindre un mouvement lointain. Ça dépend des moments. »* Si on ne rejoint pas ? *« Ça rend triste, ça met en colère, mais ça peut être très marrant aussi. On a toujours tendance à dramatiser l'effet, à se prendre au sérieux. »* Attention, temps en train de changer.

Francis Marmande

★ *Omeko (live)*, 1 CD Barclay/Polygram 539 914-2. *Imafa*, 1 CD Barclay/Polygram 539 915-2.

Deux auteurs néo-zélandais dénoncent un plagiat dans « The Full Monty »

LES PRODUCTEURS de *The Full Monty* font l'objet d'une plainte, émanant de deux écrivains néo-zélandais, les accusant d'avoir plagié l'une de leurs pièces, *Ladies Night*, écrite en 1987, et racontant la même histoire, celle d'un groupe de chômeurs qui montent un spectacle de strip-tease pour s'en sortir. Selon les quotidiens britanniques *The Daily Telegraph* et *The Independent*, les plaignants réclament 200 millions de livres (2 milliards de francs) de dommages et intérêts et la saisie de toutes les copies du film.

Andrew McCarten et Stephen Sinclair, les auteurs de *Ladies Night*, affirment que des scènes entières de la pièce ont été transposées à l'écran et que ses personnages principaux – un magouilleur peu scrupuleux, un Noir, un homosexuel, un type impuissant qui cache à sa femme ses activités nocturnes de strip-teaser – sont les mêmes que ceux de *The Full Monty*. *Ladies Night* avait été présenté dans toute l'Angleterre, dans des théâtres régionaux, entre 1989 et 1996.

BÉNÉFICES COLOSSAUX

Le succès de *The Full Monty* a de quoi raviver les mémoires et exciter les instincts les plus carnassiers. Le film de Peter Cattaneo a rapporté à son producteur américain, Fox Searchlight Pictures, 1,2 milliard de francs dans le monde, alors qu'il n'a coûté que 20 millions de francs. A peine sorti en vidéo en Grande-Bretagne, *The Full Monty* bat, d'après *The Daily Telegraph*, des records de vente et devrait dépasser rapidement la barre du million d'exemplaires vendus.

On peut se demander pourquoi Andrew McCarten et Stephen Sinclair, les deux plaignants, ont mis autant de temps à réagir, et seulement alerté leur avocat au moment où le film dégage des bénéfices colossaux et met en route sa campagne publicitaire pour les Oscars (*The Full Monty* est nominé dans la catégorie du meilleur film et Peter Cattaneo, dans celle du meilleur réalisateur). *« Où étaient ces deux messieurs il y a six ou sept mois ?*, s'étonne Bert Fields, l'avocat de Fox Searchlight Pictures dans une déclaration au *Los Angeles Times*. *Il semble que, de nos jours, chaque film doit faire face à ce type de plainte. »* Pour Uberto Pasolini, le producteur de *The Full Monty*, son film ne doit strictement rien à personne. Persuadés du contraire, Andrew McCarten et Stephen Sinclair ont promis de publier le texte de leur pièce sur un site Web de façon que chacun puisse se faire une opinion.

Samuel Blumenfeld

SÉLECTION DISQUES

CAMILLE SAINT-SAËNS
Troisième Concerto pour violon et orchestre
Introduction et Rondo Capriccioso
Ouverture Spartacus
Annick Roussin (violon), Orchestre philharmonique de Nice, Klaus Weise (direction).

Le beau disque ! *Le Troisième Concerto* de Saint-Saëns n'est plus guère joué de nos jours quand il était l'un des chevaux de bataille des stars du violon jusque dans les années 60. Zino Francescatti en était l'interprète de prédilection, et c'est cette œuvre qu'il avait choisie pour ses adieux, à New York, en 1973 – adieux dirigés par... Pierre Boulez. Certes moins prestigieux, le tandem réuni pour ce disque n'en n'est pas moins idéal : la sonorité caressante, le charme d'Annick Roussin, son autorité, sa virtuosité et son intonation parfaite trouvent un écho dans la direction très claire, vivante, précise de Klaus Weise à la tête d'un orchestre irréprochable. Le reste du programme est de la même eau, et l'on découvrira avec plaisir l'*Ouverture de Spartacus*, une pièce de jeunesse de Saint-Saëns romantique en diable. En 1868, le compositeur était encore un jeune loup, un révolutionnaire.

Alain Lompech

★ 1 CD Accord Musidisc 20252.

JEAN-PHILIPPE RAMEAU
***Les Fêtes d'Hébé ou les Talens Liriques* (1739)**
Sophie Daneman, Sarah Connolly (dessus), Paul Agnew, Jean-Paul Fouchécourt (hautes-contre), Thierry Félix (basse), Les Arts florissants, William Christie (direction).

L'opéra-ballet tel que l'entend Versailles au temps de Campra a vécu lorsque Rameau revisite le genre. Données quatre ans après *Les Indes galantes*, *Les Fêtes d'Hébé* pâtissent d'un argument d'une faiblesse insigne. Ce qui explique peut-être que cette œuvre, des plus appréciées du temps du compositeur, soit si mal servie aujourd'hui. A la tête d'Arts florissants survoltés, qui ne ménagent ni les nuances les plus suaves, ni les attaques les plus rageuses, William Christie restitue la grâce naturelle (une vertu que redécouvre le XVIIIe siècle) de jeux mythologiques dépouillés de l'empesage « Grand Siècle ». La Musique, la Poésie et la Danse fusionnent-elles en un concert galant ? D'une vitalité ébouriffante, Christie trouve les couleurs et les tempos inimitables qui rendent justice au raffinement harmonique exceptionnel de ces pages. Servie par un plateau vocal convaincant, c'est là la première intégrale de cette œuvre sous-estimée. Une aubaine donc.

Philippe-Jean Catinchi

★ 1 coffret de 2 CD Erato 3984-21064-2

MICHAEL LEONHART
Glub Glub vol. 11

Sous un intitulé sans queue ni tête – le Glub Glub est un animal, le vol. 11 ne se réfère pas à de précédents albums –, le jeune trompettiste, pianiste, guitariste, bassiste et percussionniste Michael Leonhardt (une famille de musiciens) a réuni des curiosités savamment ouvragées dont il est le principal concepteur et « acteur ». Sa musique vient du jazz électrique, lui-même issu du Miles Davis des années 70 (*El Tapir*), avec un penchant pour des combinaisons de percussions assez fouillées, autant qu'elle se souvient des codes du passé (blues dans *Icodel*, jazz classique...) ; elle se faufile dans des ambiances étranges et imagées (*Terra Gekker*), fonctionne souvent par accumulation. Ce qui pourrait se confondre avec un exercice stylistique pour virtuose multi-instrumentiste. Mais parce qu'elle reste sur le fil, un rien rêveuse, secouée par quelques coups de rage, cette « suite » musicale très assurée, où les morceaux renvoient les uns aux autres, se révèle comme une des créations sonores les plus excitantes du moment et en définitive hors du temps. *Sylvain Siclier*

★ 1 CD Cream Records-JMS CR440-2. Distribué par Sony Music.

LONG JOURNEY HOME
Original Soundtrack

La puissance évocatrice des Chieftains, vétérans de la musique traditionnelle irlandaise, a souvent été utilisée par le cinéma. A nouveau, les producteurs d'un documentaire sur la grande famine de 1845-1847 et l'émigration irlandaise aux Etats-Unis ont fait appel à Paddy Moloney, flûtiste, joueur de *uillean pipes* (la cornemuse locale) et leader du groupe dublinois, pour illustrer leurs images du souffle historique de musiques ancestrales. Tenants d'une certaine rigueur académique, les Chieftains ont pourtant multiplié, au cours de leur longue carrière, les collaborations avec un monde du rock souvent à la recherche de ses racines. Une fois encore, ce sont moins les instrumentaux pittoresques réorchestrés pour le Irish Film Orchestra qui nous intéressent que les interprétations convaincantes de quelques invités. Vieux compère de Paddy Moloney, Van Morrison magnifie *Shenandoah* avec une autorité hiératique ; Sinead O'Connor emplit *Skibbereen* de sa foi rebelle ; Vince Gill tend un pont entre folk irlandais et country américaine ; la Norvégienne Sissel tire le lyrisme vers l'éther. Et Elvis Costello a composé pour la chanson-titre des refrains d'une mélancolie inspirée.

Stéphane Davet.

★ 1 CD *Unisphere 09026 68963 2*. Distribué par BMG.

POOKA
Spinning

Touchées par la baguette de la fée électricité, Sharon Lewis et Natasha Jones ont troqué la simplicité rustique de leurs chansons folk originelles contre les tensions, le venin et la sophistication de *Spinning*, leur deuxième album. Avec la fluide agilité du vif argent, les acrobaties vocales de Pooka oscillent de l'éthéré à l'organique, du fragile au menaçant. Plus que des refrains, ce sont des mélopées qui serpentent ou s'écorchent, caressent ou crissent, telles le chant de sirènes d'une dangereuse langueur. On ne sait si on doit céder à l'extase ou à la crispation. Plus qu'à la sagesse de marraines acoustiques, on pense à la féminité mystérieuse d'une Kate Bush adolescente, aux tumultes intérieurs de PJ Harvey. Des pointes de violons et de cuivres, des guitares vives, les synthétiseurs aventureux de Joe Leach tissent une trame luxuriante, parfois à la limite de la surcharge. Avant qu'*Ocean* nous berce pendant quinze minutes (!) du bruit des vagues et engloutisse l'écume d'un dernier murmure. *S. D.*

★ 1 CD Trade2 1003/524 426-2. Distribué par Island.

YANN TIERSEN
Le Phare

Yann Tiersen se joue de tout, saisit un sentiment fugace pour en faire une atmosphère de vie, navigue entre le violon, les pianos-jouets, le piano, l'accordéon, l'oud, la mandoline, etc. Mélodiques, limpides (*La Dispute*, d'un calme !), bâties selon des règles très personnelles du crescendo, les musiques de Yann Tiersen sont aussi cinématographiques qu'ancrées dans la réalité d'un continent d'émotions naturelles : la Bretagne élargie à la mer, à l'Irlande, à la France et à la musique classique. Les mélanges de Tiersen ne doivent rien à l'air du temps. Ils sont la liberté, le dénouement. Claire Pichet prête une voix emplie de celtitude, Dominique A son blues tendu (*Monochrome*, en anglais, *Les Bras de mer*). Dans ses promenades solitaires, Yanna Tiersen s'est arrêté pour enregistrer à Ouessant, en Belgique. Ou ailleurs.

Véronique Mortaigne

★ 1 CD Labels 845402-2.

SUZANA RINALDI
Sin Estridencias

Enregistré au théâtre La Tienda de Buenos Aires en 1987, cet album a été agrémenté d'une nouvelle chanson, *Sin Estridencias*, écrite par Suzana Rinaldi et composée par Juan Esteban Cuacci, son guitariste et directeur musical qui l'accompagne depuis vingt-cinq ans dans le dédale poétique du tango ancien et moderne et de la *milonga* (une superbe *Para cantarle a mi gente*, que chantait Mercedes Sosa, entre autres). Suzana Rinaldi est une grande dame de la chanson sud-américaine, une grande comédienne aussi, qui sait jouer d'humour et d'argot (*Esta Noche Me Un Borracho*, de Discepolo), de drame amoureux (*Sueno de Barrilete*, d'Eladia Blazquez) et de nostalgie (*Sur*, d'Anibal Troilo). *V. Mo.*

★ 1 CD Prophone PCD037. Distribué par IHL.

Les meilleures ventes d'albums en France

	ARTISTE ou GROUPE	Rang de la semaine précédente	TITRE	MAISON DE DISQUES
1	BANDE ORIGINALE DU FILM	1	Titanic	SONY
2	MADONNA	E	Ray of light	MAVERICK
3	LARA FABIAN	5	Pure	POLYDOR
4	FLORENT PAGNY	4	Savoir aimer	MERCURY
5	VERONIQUE SANSON	2	Indestructible	WEA
6	JANET JACKSON	7	The Velvet Rope	VIRGIN
7	ANDREA BOCELLI	3	Romanza	POLYDOR
8	CÉLINE DION	9	Let's Talk About Love	COLUMBIA
9	JOHNNY HALLYDAY	6	Ce que je sais	MERCURY
10	PASCAL OBISPO	10	Superflu	EPIC

Période du 22/02 au 28/02 inclus E = Nouvelle entrée
Résultats obtenus par le comptage à la sortie des caisses de cent magasins représentatifs des circuits de distribution

Petit effet Victoires de la musique, **Lara Fabian**, lauréate dans la catégorie espoirs, gagne deux places, **Florent Pagny** reste stable. Tous deux doublent l'*Indestructible* de **Véronique Sanson**, déjà partie en tournée hexagonale. L'entrée de **Madonna** à la deuxième place n'a rien d'une surprise, mais elle ne détrône toujours pas le *Titanic*. Le *Meli Meli* de **Cheb Mami** vit une belle vie à la 46e place. **Stomy Bugsy**, rappeur ironique, occupe la 7e place des singles avec *Mon papa à moi est un gangster*, et **Doc Gynéco** la 51e avec *Ma s... à moi*. Dans les compilations, **Gloria Estefan** se hisse de la 20e à la 3e place, l'été salsa s'annonce.

VENDREDI 6 MARS

FILMS DE LA SOIRÉE

20.30 **Le Guépard** ■■■ Luchino Visconti (Italie, 1962, v.o., *185 min*). Cinétoile
23.30 **La Voie lactée** ■■■ Luis Bunuel (France, 1968, 100 min). Festival
0.15 ▶ **Husbands** ■■ John Cassavetes (Etats-Unis, 1970, v.o., 125 min). France 2
0.15 **Sourires d'une nuit d'été** ■■ Ingmar Bergman (Suède, 1955, N., v.o., 105 min). Ciné Cinéfil
0.35 **Ran** ■■■ Akira Kurosawa (*France - Japon, 1985, 155 min*). Canal +
4.05 **Un ange à ma table** ■■ Jane Campion (Nouvelle-Zélande, 1990, v.o., 150 min). Cinéstar 2

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.00 Stars en stock. Barbra Streisand. *Errol Flynn.* Paris Première
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Emma Bonino ; Linford Christie. Canal +
19.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première
20.00 20 h Paris Première. Best of. Paris Première
20.05 C'est la vie ! Homme seul élève enfants. TSR
20.50 Thalassa. La folie-saumon. France 3
21.00 De l'actualité à l'Histoire. Histoire
21.15 Paris modes. Les collections à Londres. Paris Première
21.55 *Faut pas rêver.* USA : Saratosa, ville du cirque. France : Le château du Lou. Maroc : Les tanneurs de Fès. Invité : Bernard Murat. France 3
22.35 Bouillon de culture. Tête-à-tête avec Jorge Semprun. France 2
23.00 Intérieur nuit. Produits frais au rayon musique. RTBF 1
23.10 Sans aucun doute. Les médecines parallèles. Invitée : Catherine Destivelle. TF 1
23.20 Les Carnets du présent. *Ce que j'ai vu en Algérie, carnets de route d'André Glucksmann.* France 3

DOCUMENTAIRES

18.00 Une histoire du jazz en France. [3/3]. 1960 à nos jours. Histoire
18.30 Le Monde des animaux. Ecureuils et souris sylvestres. La Cinquième
18.35 Louisiana Blues. Planète
19.35 Enquêtes médico-légales. [1/13]. La disparition de Helle Crafts. Planète
20.00 La Boucane. Planète
20.00 Cités et merveilles. La Havane. Téva
20.20 Jeunesses musicales de France : Poulenc. Muzzik
20.35 Zev, le survivant des Carpates. Planète
21.55 Américains et pygmées, une vie de famille. Planète
22.10 ▶ Grand format. Amazonie : la terre et la peine. Arte
22.45 Les Nouveaux Explorateurs. Plongée souterraine. Planète
23.00 Le Temps des cathédrales. [7/9]. Le XIVe siècle. Histoire
23.10 *Elisabeth Schwarzkopf :* autoportrait. Muzzik
23.20 Rock Stories. Deep Purple. Canal Jimmy
23.35 Les Grands Moments de l'art en Italie. Léonard de Vinci. France Supervision
23.40 Une terre, des hommes. [1/3]. Les cheminées fumantes. Planète
0.10 Urgences. Planète
0.15 Helmut by June. Paris Première
0.35 Femmes en Palestine. Téva
1.00 Femmes du Maroc. Téva

SPORTS EN DIRECT

15.00 Tennis. Tournoi messieurs de Rotterdam (Pays-Bas) : quarts de finale. Eurosport
20.30 Football. Championnat de D 1 : Metz - Marseille. Canal +
22.00 Equitation. Coupe du monde de saut d'obstacles (13e manche). Eurosport

MUSIQUE

18.00 La Ronde. Par l'Orchestre symphonique de la Monnaie, dir. Bernard Sandstad. Muzzik
19.15 Alan Stivell au Casino de Paris 1994. France Supervision
22.00 Guillaume Tell. Par l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Riccardo Chailly. France Supervision
22.05 Dexter Gordon Quartet. Muzzik
22.55 Monserrat Caballé et José Carreras. Paris Première
0.30 Ravel et Beethoven aux Proms 1985. Muzzik
1.00 Mylène Farmer Live à Bercy 1996. TF 1

TÉLÉFILMS

20.30 *Condamné au silence.* Roger Andrieux. Festival
20.30 Passion criminelle. Reza Badiyi. RTL 9
20.35 L'Affaire Caillaux. Yannick Andréi [1/2]. TMC
20.45 En danger de vie. O Bruno Gantillon. Arte
20.50 Menaces dans la nuit. O Michael Tuchner. M 6
20.50 Sinistre complot. Alan Metzger. TSR
21.55 Sara. Robin Crichton. Festival
23.25 Mise en scène pour un meurtre. *O Kevin Meyer.* M 6

SÉRIES

20.55 Nestor Burma. Les affaires reprennent. France 2
21.00 Stargate SG-1. *L'ennemi intérieur.* Série Club
21.20 Dharma & Greg. And Then There's The Wedding (v.o.). Téva
21.20 L'Instit. Menteur ! RTBF 1
22.25 Dream On. Le week-end de tous les dangers (v.o.). Canal Jimmy
22.30 Twin Peaks. Ep. 22 (v.o.). Série Club
22.55 Seinfeld. Vivement l'an 2000 (v.o.). Canal Jimmy
0.00 Brooklyn South. Wild Irish Woes (v.o.). Série Club
0.30 Angela, 15 ans. Les bonnes résolutions (v.o.). Canal Jimmy
1.15 Spicy City. Tears of Clone (v.o.). Canal Jimmy
1.45 New York Police Blues. Une expérience épouvantable (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● **20.35 Planète**
Zev, le survivant des Carpates
Zev Godinger a plusieurs fois échappé au pire. Déporté à Auschwitz, alors qu'il n'était qu'adolescent ; à son retour, vivant dans la précarité la plus totale et persécuté par les communistes. Son destin est exemplaire de celui de tous les autres juifs des Carpates, où la communauté de ces montagnes comptait quelque 250 000 personnes *avant guerre, à peine* 1 200 aujourd'hui. L'histoire de Zev croise ici l'histoire de cette région pauvre de l'Europe de l'Est, où sont venus se mêler les cultures juives et gitanes. Un étonnant documentaire, *inédit, réalisé* par Yale Strom en 1996.
★ **Autres diffusions : samedi 7, 22.35 ; dimanche 8, 18.25.**

● **0.15 France 2**
Husbands
Trois petits-bourgeois new-yorkais mariés et pères de famille au bord de la quarantaine assistent aux obsèques d'un ami. Ils ne peuvent admettre cette mort et vont errer, se bagarrer, se saoûler, puis prendre l'avion pour Londres afin de faire les quatre cents coups. Tourné entre *Faces* et *Minnie et Moskowitz*, ce film peut passer pour un document sur la classe moyenne américaine, découvrant l'ennui de l'establishment. Mais c'est aussi, et surtout, un étonnant constat de la crise de la quarantaine chez l'homme. Cassavetes décrit les moments longs ou courts du temps vécu tel qu'il est ressenti par les trois maris en cavale (ses amis Ben Gazzara, Peter Falk et lui-même). Constamment au bord de la déprime, les trois lascars en bordée s'en libèrent par la parole, l'humour noir et les excès en tout genre. Acteurs et personnages semblent confondus. – *J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 Le Bigdil.
19.50 Météo.
20.00 Journal, Météo, Trafic infos.
20.55 La Soirée d'enfer.
23.10 Sans aucun doute. Les médecines parallèles.
1.00 Mylène Farmer Live à Bercy.

FRANCE 2

19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport.
19.55 Météo.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.35 L'Image du jour : Rugby.
20.40 A cheval, Météo, Point route.
20.55 Nestor Burma. Les affaires reprennent.
22.35 Bouillon de culture. Tête-à-tête avec Jorge Semprun.
23.45 Journal, Météo.
0.00 Présentation du Ciné-club.
0.05 Invocation of My Demon Brother. Court métrage Δ. Kenneth Anger (v.o.).
0.15 ▶ Husbands ■■ Film. John Cassavetes (v.o.).

FRANCE 3

18.20 *Questions pour un champion.*
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Thalassa. La folie-saumon.
21.55 Faut pas rêver.
22.55 Météo, Soir 3.
23.20 Les Carnets du présent. Ce que j'ai vu en Algérie, carnets de route d'André Glucksmann.
0.15 Libre court.
0.30 Cap'tain Café.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.30
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.15 Football. En direct. 20.30 D 1 : Metz - Marseille.
22.30 Flash infos.
22.35 *La Jurée.* Film. Brian Gibson.
0.35 Ran ■■■ Film. Akira Kurosawa.

ARTE

19.00 Tracks.
19.30 7 1/2. Les cent ans de Renault.
20.00 Brut.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 En danger de vie. Téléfilm O. Bruno Gantillon.
22.10 ▶ Grand format. Amazonie : la terre et la peine.
23.40 Da Capo ■ Film. Piotr Todorovski (v.o.).
1.15 Le Dessous des cartes.
1.25 Music Planet. Concert au Midem.

M 6

18.55 Lois et Clark.
19.50 Les Mots d'Eric et Ramzy.
19.54 Le Six minutes, Météo.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Décrochage info, Les Produits stars.
20.50 Menaces dans la nuit. Téléfilm O. Michael Tuchner.
22.30 Burning Zone, menace imminente. O.
23.25 Mise en scène pour un meurtre. Téléfilm O. Kevin Meyer.
1.00 Snow DJ tour.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Gisèle Gelbert (*Lire, c'est aussi écrire*).
21.00 Black and blue.
22.10 Fiction. *Détours imprévus*, de Michel Schilovitz.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert franco-allemand. *Roméo et Juliette*, extraits symphoniques, de Berlioz ; *Tristan et Isolde* (acte 2), de Wagner, Christine Brewer (Isolde), Gary Lakes (Tristan).
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Xenakis, Tim Smith.
23.07 Jazz-club. Kevin Hays, piano avec Doug Weiss, contrebasse et Bill Stewart, batterie.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Haydn et l'Europe.
22.35 Les Soirées... (suite). Œuvres de Magnard, Vierne, Franck.

SAMEDI 7 MARS

FILMS DU JOUR

13.50 **La Ballade des sans-espoir** ■■ John Cassavetes (Etats-Unis, 1961, N., 100 min). Cinétoile
15.30 **Voyage en Italie** ■■■ Roberto Rossellini (Italie, 1953, N., 85 min). Cinétoile
16.55 **Monsieur Smith au Sénat** ■■■ Frank Capra (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 125 min). Cinétoile
23.00 **La Rumeur** ■■ William Wyler (Etats-Unis, 1962, N., v.o., 110 min). Ciné Cinéfil
23.00 **Aux sources du Nil** ■■ Bob Rafelson (Etats-Unis, 1989, 135 min). Ciné Cinémas
23.15 **Les Espions** ■■ Henri-Georges Clouzot (France, 1957, N., 120 min). Cinétoile
1.15 **La Chèvre** ■■ F. Veber (Fr., 1981, 95 min). Cinétoile
2.20 **La Sarabande des pantins** ■■ Henry Koster, Henry Hathaway, Jean Negulesco, Howard Hawks et Henry King (Etats-Unis, 1952, N., v.o., 115 min). Ciné Cinéfil
4.55 **Jacquot de Nantes** ■■■ Agnès Varda (France, 1991, 115 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 16.10 Le Monde des idées. LCI

MAGAZINES

13.00 Plaisir du monde. Grands gourmands. Invitée : Mercedes Uribe. TV 5
13.45 Les Documents de Savoir plus. L'Hôpital des enfants. France 2
14.05 Strip-tease. Alimentaire, mon cher Watson... L'avenir radieux. Un patron peut en cacher un autre. J'englobe, j'adhère, j'envoûte. RTBF 1
14.30 *Le Magazine de l'Histoire.* Invités : Michel Winock, Yves Lacoste et Anette Wieviorka. Histoire
18.30 Les Dossiers de l'Histoire. Chasseurs d'ombres : retour au Vietnam. Histoire
19.00 T.V. Le cinéma à la télévision. Canal +
19.30 Histoire parallèle. Semaine du 7 mars 1948. Le sens d'une commémoration. Invité : Maurice Agulhon. Arte
20.00 Thalassa. Les rescapés de Phnom Penh. TV 5
20.45 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Alexandre Famoux, *Irène Frain, Roger Dupuy,* Pierre Joxe. Histoire
20.45 Le Club. Invité : Georges Beaume. Ciné Cinéfil
21.10 Cap'tain Café. France Supervision
21.40 Metropolis. La danse en Israël, une réussite culturelle. Visions 2000 : Regard de Rem Koolhaas sur l'avenir. Walter Jens lit... Arte
22.20 T'as pas une idée ? Invitée : Martine Laroche-Joubert. Canal Jimmy
23.05 Imagina 98. Canal +
23.50 Musique et Cie. France 3
0.00 Questions d'histoire. L'histoire des femmes. Histoire

DOCUMENTAIRES

18.05 Balthus. Planète
18.20 Les Grands Moments de l'art *en Italie. [4/6].* France Supervision
19.30 Une histoire du jazz en France. [3/3]. 1960 à nos jours. Histoire
19.45 L'Homme technologique. [5/8]. Temps et mouvement. Planète
20.10 Genèse d'un quatuor. Denis Levaillant, musicien généraliste. Muzzik
20.30 La Cathédrale Saint-Julien. France Supervision
20.35 Louisiana Blues. Planète
20.45 L'Aventure humaine. A la rencontre des dieux, avec Reinhold Messner sur la montagne du dieu noir. Arte
20.50 Primates d'hier et d'aujourd'hui. TMC
21.30 Enquêtes médico-légales. [1/13]. La disparition de Helle Crafts. Planète
21.45 Le Siècle Stanislavski. [2/3]. Les années sismiques. TMC
22.05 Making of Kiss of Death. Ciné Cinémas
22.05 Buto : Ushio Amagatsu, éléments de doctrine. Muzzik
22.15 ▶ Ainsi parlait Elisabeth Nietzsche. [2/2]. Odyssée
22.25 Rendez-vous avec le crime. L'affaire Grégory, le roman noir d'un fait divers. France 3
22.35 Zev, le survivant des Carpates. Planète
22.35 Star biographie : *Nicolas Cage.* Ciné Cinémas
23.00 La Grand-mère d'Israël. Histoire
23.15 Kazuo Ohno, danseur japonais. Muzzik
23.35 Music Planet, Classic Albums. The Grateful Dead : American Beauty. Arte
23.55 Américains et pygmées, une vie de famille. Planète

SPORTS EN DIRECT

14.00 Handball. Championnat de France. Montpellier - Toulouse. Canal +
14.30 Snowboard. Coupe du monde FIS. Slalom parallèle. Aux Gets (Haute-Savoie). Eurosport
15.00 Rugby. Tournoi des Cinq Nations. France - Irlande. France 2
20.00 Tennis. Tournoi messieurs de Rotterdam. Demi-finale. Eurosport
20.30 Equitation. *Jumping de Paris Bercy.* Paris Première
23.30 Boxe. Championnat d'Europe. Poids mouche : David Guerault (Fr.) - Philippe Desavoye (Fr.). France 2
3.50 Formule 1. Championnat du monde. Grand Prix d'Australie. La course. TSR
3.55 Formule 1. *Championnat du monde.* Grand Prix d'Australie. La course. TF 1

MUSIQUE

18.00 Barbara Thompson's Paraphernalia. Muzzik
22.05 Alan Stivell au Festival interceltique. France Supervision
23.25 Wap Doo Wap. France Supervision
23.55 Black Sessions. Paris Première
0.15 Le Chevalier à la *rose.* Mise en scène de Rudolf Harmann. Direction Herbert von Karajan. Muzzik
0.40 Guillaume Tell. Direction Riccardo Chailly. France Supervision

VARIÉTÉS

20.55 Claude François 20 ans. TF1
20.55 Faites la fête. France 2

TÉLÉFILMS

20.30 Maria des Eaux Vives. *Robert Mazoyer [1 et 2/4].* Festival
20.50 Les Pédiatres. Hartmut Griesmayr [2/4]. France 3
20.55 Nuits secrètes. Billy Hale [1 et 2/2]. Téva
22.35 Hollywood Night. Péchés capitaux. Δ Jim Wynorski. TF 1
23.20 *Les Dames du Creusot.* Bruno Gantillon. Festival
23.45 Lucas. Nadine Trintignant. RTL 9
0.15 Les Feux de la Saint-Jean. François Luciani. Festival
0.35 La Vie de Marianne. Benoît Jacquot [1/2]. Arte

SÉRIES

17.30 Ally McBeal. Compromising Positions (v.o.). Téva
17.50 L'Enfer du devoir. Pilote. RTL 9
18.55 Dharma et Greg. An Then There's *The Wedding (v.o.).* Téva
19.00 Armstrong et Miller. (v.o.). Arte
19.45 Murphy Brown. Envie de pouvoir. Le neveu. Téva
20.30 Derrick. A cœur perdu. Un papa modèle. RTL 9
20.35 ▶ Cracker. *Enfance sans partage.* Canal +
20.50 Le Caméléon. La découverte. M 6
21.00 Angela, 15 ans. Trahison en vidéo. Canal Jimmy
21.30 The Visitor. The Black Box (v.o.). Série Club
21.45 Dark Skies, l'impossible vérité. *Les tours de Watts.* M 6
22.15 Brooklyn South. Wild Irish Woes (v.o.). Série Club
22.40 Spectromania. L'envoûtement. Arte
22.40 Profiler. O L'ombre des archanges. M 6
22.50 Novacek. Le Croisé de l'ordre. TMC
23.00 Murder One, l'affaire Rooney. Chapitre III. Série Club
23.20 Columbo. Columbo change de peau. TSR
0.40 Médecins de nuit. *Hep, taxi !* Série Club
0.40 Star Trek, la nouvelle génération. Allégeance (v.o.). Canal Jimmy
1.25 Seinfeld. Vivement l'an 2000 (v.o.). Canal Jimmy
3.20 Spicy City. Tears of Clone (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « *Le Monde* Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des *programmes du* câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● **8.30 La Cinquième**
« A vous de voir »

Le regard intérieur

C'EST UN NUMÉRO particulier que propose « A vous de voir » à la veille de la 23e Journée *internationale de la femme.* Cette fois, l'aspect magazine de service pour les non-voyants est limité à quelques informations en fin d'émission, au profit d'un document réalisé par Laurence Petit-Jouvet intitulé *Regards de femmes* et consacré à la féminité et à la séduction telles qu'elles sont vécues par des aveugles.

En perdant la vue à l'âge de deux ans, Najat est devenue *« la petite fille qui ne compte plus »*, que la famille *« porte un peu comme une croix et qu'on cache aux étrangers »*. Aujourd'hui celle qui *« ne se donnait pas le droit d'immobiliser l'attention de* [sa] *mère »* s'est autorisée à avoir un enfant. Une radieuse petite Angélique, qu'elle élève seule malgré les craintes *« des autres »*.

Maudy, psychothérapeute et psychanalyste, a longtemps ignoré sa malvoyance. Et puis un jour elle ne s'est plus vue du tout dans la glace et elle a compris qu'elle n'aurait plus d'image d'elle que dans son souvenir, ou dans le regard des autres. Elle explique que le fait de perdre la vue exclut du champ de séduction naturelle, basique, que vivent les femmes au quotidien. *« On passe d'une position de séduction active à une position de séduction plus sereine et peut-être plus passive. C'est l'autre qui vient vers nous. »*

Claire, comédienne, a perdu la *vue à vingt-trois ans.* Ce n'est plus le miroir qui lui dit qu'elle est séduisante, *« c'est plutôt une sensation interne. Les jours où je me sens belle, quand j'ai ce sourire intérieur, les gens le voient, il y a quelque chose qui rayonne. »* Tout passe par la voix. On peut se faire une idée de l'âge mais, *« pour le physique, c'est vraiment le mystère »*. *« On ne sait pas s'il a des cheveux ou pas, s'il est gros ou maigre »*, jusqu'au moment où on peut toucher le visage, et alors c'est *« surprenant de faire coller un physique avec une voix. »*

On voudrait les regarder et les écouter longtemps, ces femmes qui nous révèlent un autre mode de communication. On aimerait aussi les remercier pour cette initiation.

Thérèse-Marie Deffontaines

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.15 Reportages. Doubles vies.
13.50 MacGyver.
14.45 Scandales à l'amirauté.
15.45 Moloney.
16.35 California College : Les Jumelles de Sweet Valley.
17.05 Xéna la guerrière.
18.00 Sous le soleil.
19.00 Beverly Hills.
20.00 Journal, L'Image du sport.
20.35 Spécial F 1.
20.45 Le Résultat des courses, Météo.
20.55 Claude François 20 ans.
22.35 Hollywood Night. Péchés capitaux. Téléfilm Δ. Jim Wynorski.
1.10 Formule F 1.
1.45 Formule foot.

FRANCE 2

13.35 L'Esprit d'un jardin.
13.40 Consomag.
13.45 Les Documents de Savoir plus. L'Hôpital des enfants.
14.40 et 16.50 Samedi sport.
15.00 Rugby. En direct. France - Irlande.
17.05 Tiercé.
17.25 Rugby. Pays de Galles - Ecosse.
18.50 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.55 Farce attaque... à Lyon.
19.45 et 20.50 Tirage du Loto.
19.50 Au nom du sport, Météo.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.35 L'Image du jour : Rugby.
20.40 A cheval, Météo.
20.55 Faites la fête.
23.30 Boxe. En direct. Championnat d'Europe.
0.40 Journal, Météo.
0.50 Troisième mi-temps.
1.45 Les 30 Dernières Minutes.

FRANCE 3

14.05 Evasion.
14.35 Les Pieds sur l'herbe.
15.05 *Destination pêche.*
15.40 Couleur pays.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 et 0.45 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 Météo, Météo des neiges.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Les Pédiatres. Téléfilm [2/4]. Hartmut Griesmayr.
22.25 Rendez-vous avec le crime. L'affaire Grégory, le roman noir d'un fait divers.
23.25 Météo, Soir 3.
23.50 *Musique et Cie.* Gershwin, un centenaire toujours swing.
0.55 Musique graffiti. Les week-ends jazz de Musique graffiti.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 14.00
13.50 Le Journal de l'emploi.
13.55 Handball. En direct. 14.00 Montpellier - Toulouse.
15.35 Basket NBA. Los Angeles Lakers - San Antonio Spurs.
17.05 Les Superstars du catch.
▶ En clair jusqu'à 20.35
17.55 Décode pas Bunny.
18.50 et 22.15 Flash infos.
19.00 T.V. +. Le cinéma à la télévision.
20.00 Les Simpson.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 ▶ Cracker. Enfance sans partage.
22.20 Jour de foot.
23.05 Imagina 98.
0.00 *Le Journal du hard.*
0.05 Les Nuits d'amour d'Antoine et Cléopâtre. Film classé X. Joe D'Amato.
1.40 Manga manga. Ninja Scroll.
3.10 Select Hôtel ■ Film. Laurent Bouhnik.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Correspondance pour l'Europe. Lorsque l'enfant paraît.
14.00 Fête des bébés.
14.30 Le Journal de la santé.
15.00 Fenêtre sur court.
15.30 Les Aventuriers. Robert Byrd.
16.25 Sur les chemins du monde. 16.30 Un monde nouveau : Les graines de l'espoir. 17.00 Jangal : Nature de Brenne. 17.30 Chasseurs de trésors : L'épave du Peacock Throne. 18.05 Mer Egée, l'héritage de l'Atlantide.
19.00 Armstrong et Miller. [2/7].
19.30 Histoire parallèle. Semaine du 7 mars 1948. Le sens d'une commémoration.
20.15 Le Dessous des cartes.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 L'Aventure humaine. A la rencontre des dieux, avec Reinhold Messner sur la montagne du dieu noir.
21.40 Metropolis.
22.40 Spectromania. L'envoûtement.
23.35 Music Planet, Classic Albums. The Grateful Dead : American Beauty.
0.35 La Vie de Marianne. Téléfilm [1/2]. Benoît Jacquot.
2.00 La Femme en gris. [8/10].

M 6

13.15 V.
14.10 et 15.05 Les Anges du bonheur.
16.10 Les Têtes Brûlées.
17.10 Chapeau melon et bottes de cuir.
18.10 Amicalement vôtre.
19.10 Turbo, Warning.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Hot forme.
20.40 Ciné 6.
20.45 La Trilogie du samedi. 20.50 Le Caméléon. La découverte. 21.45 Dark Skies. Les tours de Watts. 22.40 Profiler. O. L'ombre des archanges.
23.35 Prison de femmes. Téléfilm O. Karen Arthur.
1.10 Techno Max, Techno Mix.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Nouveau répertoire dramatique. *Houlette, bâton et schlag*, d'Elfriede Jelinek.
22.35 *Opus.* Beatriz Ferreyra.
0.05 Le Gai Savoir. Annick Houel, psychologue.

FRANCE-MUSIQUE

19.31 Opéra. *Orphée et Eurydice, de von Gluck*, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Frans Brüggen. Nathalie Stutzmann (Orphée), Virginie Pochon (Eurydice).
23.07 Présentez la facture. Les trompettes de Maurice André et Guy Touvron.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Intermezzo. Œuvres de Stamitz, Haydn, Mozart, von Weber.
20.40 Le violoncelliste Janos Starker. Œuvres de Bach, Hindemith, Beethoven, von Dohnanyi, Chopin.
22.35 Da Capo. Œuvres de Sibelius, Beethoven, Brahms.

Les rivaux du « Times » se déchaînent contre Rupert Murdoch

Le magnat américano-australien des médias est accusé par plusieurs organes de presse d'avoir incité la rédaction du quotidien britannique à censurer la couverture des événements en Chine afin de préserver ses intérêts commerciaux sur le marché chinois du câble

APRÈS le scandale des Mémoires du dernier gouverneur de Hongkong, Chris Patten, que l'éditeur Harper & Collins a renoncé à publier pour ne pas déplaire aux dirigeants de Pékin (*Le Monde* daté 1er-2 mars), la chasse au Murdoch s'amplifie dans la presse britannique. Rupert Murdoch – surnommé « KRM » –, le magnat américano-australien qui possède, outre Harper & Collins, le *Times*, le *Sun* et le réseau câblé Sky, est à nouveau la cible de ses confrères. En particulier du *Daily Telegraph* – propriété du millionnaire canadien Conrad Black, qui a accusé à la « une », mercredi 4 mars, le *Times* d'avoir censuré sa couverture de la Chine pour satisfaire les intérêts commerciaux de « KRM », qui lorgne le marché chinois du câble.

Le *Telegraph* reproduit les accusations de Jonathan Mirsky, l'ancien correspondant du *Times* en Asie. *« Le* Times *a simplement décidé, en raison des intérêts de Murdoch, de ne plus couvrir sérieusement la Chine »*, a déclaré, selon le *Daily Telegraph*, cet excellent connaisseur de la Chine, lors d'un forum sur la liberté de la presse à Londres le 20 janvier : au cours des trois mois suivant la restitution de Hongkong à la Chine, en juin dernier, les lecteurs du *Times « ont eu l'impression que Hongkong avait disparu de la planète, s'était volatilisé »*.

L'ancien correspondant reconnaît que ni M. Murdoch ni le directeur de la rédaction, Peter Stothard, ne lui avaient jamais demandé d'écrire des articles plus positifs sur la Chine, mais il estime que *« quelque chose s'est passé dans le journal au cours de la première moitié de 1997 qui les a fait décider de réduire au minimum la couverture de la Chine »*. Ainsi, le *Times* a été le seul grand quotidien à ne pas avoir publié d'entretien avec le dissident Wei Jingsheng lors de son récent passage à Londres.

Selon Jonathan Mirsky, « [ses] *questions étaient toujours suivies de la même réponse :* "Nous avons doublé le tirage en cinq ans (...), et c'est avec cela qu'on te paie ton salaire" ». Mirsky raconte avec saveur la visite de M. Stothard à Pékin. Celui-ci s'était vu offrir la possibilité d'avoir un entretien avec le numéro un chinois, Jiang Zemin, en remerciement pour une invitation à Londres des dirigeants du *Quotidien du peuple*. *« J'ai dit à Stothard :* "Vous n'aurez jamais votre interview". *On a discuté sans fin sur les questions à poser. On en a suggéré certaines, et les Chinois nous ont répondu que si nous les posions nous ne verrions jamais le président (...). Finalement il leur a demandé de lui dire quelles questions ils voulaient que l'on pose. Jusqu'à quel point peut-on s'humilier ! Et, comme prévu, l'interview a été refusé. En d'autres termes, après que nous eûmes baissé notre froc, ils nous ont expliqué qu'on ne pouvait pas rencontrer Jiang car nous avions pris une mauvaise position sur certains sujets. »* M. Stothard a répondu dans le *Telegraph* à ces accusations. Non, il n'a *« jamais pris de décisions éditoriales pour plaire à M. Murdoch, et celui-ci ne le lui a jamais demandé »*. *« La description par M. Mirsky de mon voyage à Pékin est une falsification de la vérité »*, et *« nombre d'articles du* Times *ont été très critiques envers la Chine »*. Mais *The Independent* est lui aussi monté à l'assaut, dans un éditorial titré « Le magnat qui souille l'information » : *« Ses rédacteurs en chef prennent son argent et font ses quatre volontés, se tortillant des hanches pour divertir des potentats étrangers avachis sur des divans. »*



On sent sourdre la haine contre M. Murdoch, ses méthodes impitoyables – comme quand il casse les prix pour éliminer la concurrence – et ses succès. Son association avec un des régimes les plus impopulaires a donné à ses rivaux des verges pour le fouetter. Le *Financial Times* appelle pourtant, sous le titre « La chasse à Murdoch », à raison garder : *« Il reste vrai que les politiciens britanniques, de quelque parti que ce soit, se sont montrés lamentablement anxieux de ne pas troubler ce qu'ils considèrent être les intérêts de M. Murdoch. Mais la recherche d'influence a toujours été le but des magnats de la presse. Nous n'avons pas besoin de nouvelles lois pour les contrôler mais d'hommes politiques assez courageux pour ne pas se laisser faire par ceux qui jouent les durs. »*

Patrice de Beer

DANS LA PRESSE

FRANCE-INTER
Dominique Bromberger

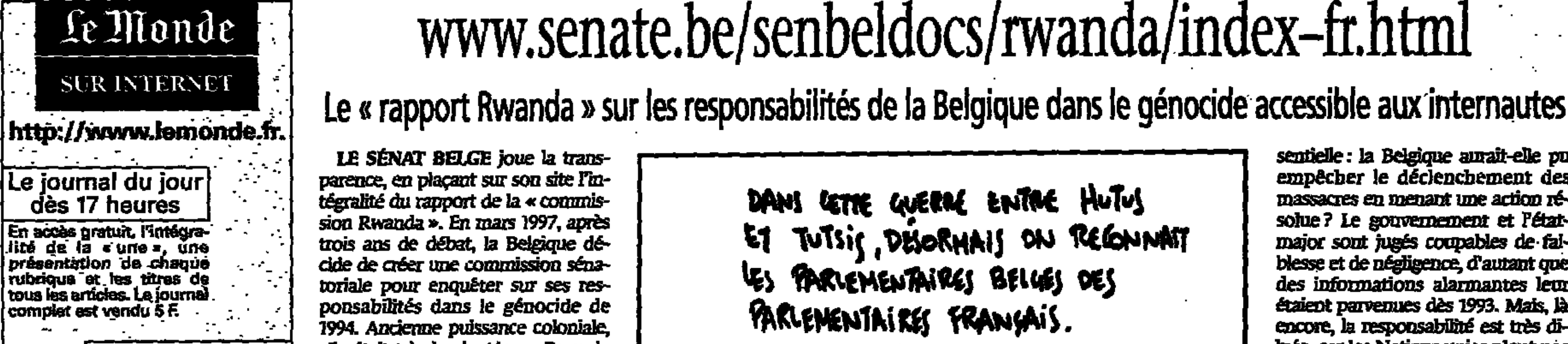
■ Que se passe-t-il véritablement au Kosovo ? Les informations les plus inquiétantes circulent depuis hier soir : villages bombardés par l'armée serbe ; exode de femmes et d'enfants sur les routes et les chemins du centre de la province ; cadavres mutilés à la morgue de Pristina, la capitale. Les Balkans, on le sait, sont la région de la rumeur et de la désinformation, mais ils sont aussi la scène des plus extrêmes cruautés et de l'épuration ethnique. La question qui se pose aujourd'hui est : que faire pour mettre un terme aux affrontements ? La réponse d'un certain nombre de responsables occidentaux, pas de tous, est : tenir à Milosevic un langage d'une extrême fermeté, d'une grande brutalité, de la menace assortie le cas échéant de quelques petits avantages s'il se montre raisonnable. L'expérience passée a démontré, avec l'affaire bosniaque, que les subtilités diplomatiques laissaient de marbre le leader serbe. Faute de quoi, le choix risque d'être, dans quelques jours ou quelques semaines, entre laisser les massacres se poursuivre une nouvelle fois dans un pays d'Europe, ou bien intervenir militairement. Espérons que la leçon de la Bosnie a été enregistrée, d'autant plus que, cette fois, le conflit pourrait bien s'étendre à des pays extérieurs à l'ex-Yougoslavie.

THE GUARDIAN

■ Des maisons incendiées et des civils tombés sous les balles des forces de sécurité serbes, hier, composent une image horriblement familière : est-ce le début d'un nouvel épisode d'affrontements ethniques dans l'ex-Yougoslavie ? Si cela est le cas, les avertissements n'auront pas manqué. L'idée que le prochain foyer de violence pourrait être au Kosovo, où les Albanais sont opprimés depuis des années, a été exprimée à de nombreuses reprises depuis que les accords de Dayton ont apporté une sorte de paix en Bosnie. La seule surprise a été la durée de la patience de la population majoritaire du Kosovo. Le Groupe de contact des six pays, qui se réunira lundi à Londres pour discuter du Kosovo, doit envoyer un message sans ambiguïté à M. Milosevic et fixer les choses clairement. Il devrait réclamer le renouvellement sans limite de date du mandat des forces de l'ONU, qui se trouvent du côté macédonien de la frontière avec la Serbie. Toute amélioration des relations avec M. Milosevic devrait être liée sans ambiguïté au progrès des négociations avec la majorité de la population du Kosovo, pour lesquelles le Groupe de contact devrait proposer ses bons offices. La seule solution reste l'obtention d'une certaine autonomie, mais alors qu'un nombre croissant d'Albanais prennent les armes, en proie à la colère et au désespoir, celle-ci paraît s'éloigner encore davantage.

BFM
Philippe Alexandre

■ A l'exception de De Gaulle qui s'était donné d'autres moyens d'entrer dans l'Histoire, tous nos présidents-monarques de la Ve République se croient autorisés à inscrire leur nom dans la pierre en dotant la capitale d'un monument de plus. Même Jacques Chirac, pourtant le moins monarque, le moins flamboyant de nos chefs d'Etat, va sacrifier à la tradition, après avoir souvent critiqué les grands, les ruineux chantiers de son prédécesseur Mitterrand. Il va faire construire à Paris un Musée des Arts Premiers, qui englobent les arts précolombiens, et il voit grand pour une ville déjà riche en musées nationaux : 35 000 m² au plancher. Prix : 1 milliard de francs, une paille à côté de ce qu'ont coûté Beaubourg, l'Opéra-Bastille et la Très Grande Bibliothèque. Mais une jolie somme, d'autant que les devis initiaux sont toujours dépassés, ainsi que les délais de construction, et il faudra aussi chiffrer les dépenses de fonctionnement de cet établissement public.



www.senate.be/senbeldocs/rwanda/index-fr.html

Le « rapport Rwanda » sur les responsabilités de la Belgique dans le génocide accessible aux internautes

LE SÉNAT BELGE joue la transparence, en plaçant sur son site l'intégralité du rapport de la « commission Rwanda ». En mars 1997, après trois ans de débat, la Belgique décide de créer une commission sénatoriale pour enquêter sur ses responsabilités dans le génocide de 1994. Ancienne puissance coloniale, elle était très implantée au Rwanda et avait fourni le plus gros contingent de la force de maintien de la paix envoyée par l'ONU en 1993.



La commission publie son rapport, un document de plus de mille pages. Dans un souci de transparence renforcé par l'exaspération de l'opinion face aux scandales qui secouent le pays, le Parlement a décidé d'afficher gratuitement sur Internet l'essentiel de ses textes législatifs et documents de travail. Les internautes ont ainsi accès à la version intégrale du « rapport Rwanda ». La commission s'est d'abord attachée à comprendre les circonstances de l'assassinat de dix « casques bleus » belges, qui a provoqué le départ de la force multinationale et laissé le champ libre aux tueurs. Les rapporteurs ont adopté un ton simple et direct ; parfois, le rapport se lit comme un reportage, grâce aux récits de témoins et aux transcriptions des communications radio. Les conclusions sont sévères pour les officiers, qui avaient sous-estimé l'aggravation de la situation sur le terrain, mais en même temps nuancées, car les « casques bleus » sont tombés dans un piège soigneusement préparé.

Le chapitre intitulé « Dysfonctionnements, erreurs, responsabilités » tente de répondre à la question essentielle : la Belgique aurait-elle pu empêcher le déclenchement des massacres en menant une action résolue ? Le gouvernement et l'état-major sont jugés coupables de faiblesse et de négligence, d'autant que des informations alarmantes leur étaient parvenues dès 1993. Mais, là encore, la responsabilité est très diluée, car les Nations unies n'ont pas donné aux « casques bleus » un mandat clair, et leur ont refusé les équipements appropriés.

Au final, la commission ne préconise aucune sanction, mais fait des recommandations : par exemple, elle souhaite que la Belgique cesse d'envoyer des « casques bleus » dans ses anciennes colonies, car le poids de l'Histoire rend leur action très ambiguë. Plus généralement, elle évoque une nécessaire réforme de l'ONU, et n'oublie pas les voisins français : *« La commission pense qu'il y aurait lieu d'examiner de plus près le rôle joué par la France avant, pendant et après les événements. »*

Yves Eudes

SUR LA TOILE

PARIS ILLÉGAUX

■ Deux Américains ont été arrêtés mercredi 4 mars et douze autres font l'objet d'un mandat d'arrêt, accusés d'avoir illégalement organisé des paris sportifs depuis six entreprises basées à Curacao, au Costa Rica, en République dominicaine et à Antigua en direction de clients aux Etats-Unis, a annoncé le procureur fédéral de New York, Mary Jo White. Les parieurs, sollicités sur Internet ou dans la presse, devaient ouvrir un compte, y déposer entre 1 000 et 5 000 dollars (de 6 000 francs à 30 000 francs). Les paris coûtaient entre 10 et 50 dollars, sur lesquels les sociétés retenaient 10 %. Les accusés risquent une peine maximale de cinq ans de prison et une amende pouvant aller jusqu'à 250 000 dollars (1,5 million de francs). – *(AFP)*

FÊTE DE L'INTERNET

■ Le Centre de formation des journalistes (CFJ) et l'Institut du multimédia et de l'architecture de la communication (IMAC) viennent de lancer *E-mag*, le magazine officiel de la fête de l'Internet qui aura lieu les 20 et 21 mars. Outre des informations sur les animations prévues, des sujets généraux sur le réseau des réseaux sont au sommaire.
imac. u-paris2. fr/e-mag.

Flagrant délire

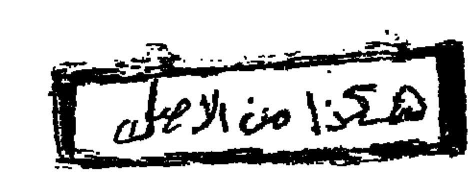
par Alain Rollat

LE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL du Front national a *« un rêve dans la vie »*. Bruno Mégret l'a confié, jeudi, sur LCI, à Ruth Elkrief : il *« rêve »* de gouverner la France. Mais, pour bien gouverner la France, il faut, au préalable, régler le *« problème de fond »* que constitue, selon lui, *« le pouvoir médiatique »*. Dès qu'il sera premier ministre, M. Mégret fera donc en sorte que l'exercice du journalisme soit *« soumis à des garanties de compétence et de moralité qui ne compromettent ni la sécurité, ni la cohésion, ni les valeurs fondatrices de la nation »*. *« Vous savez parfaitement*, a-t-il expliqué, *à quel point on peut manipuler l'information et quel est l'impact de la manipulation de l'information sur la formation de l'opinion publique et sur la réalité politique. »* Le numéro deux du parti d'extrême droite s'est référé à l'enseignement et à l'organisation de la médecine pour souhaiter que les praticiens de la presse *« passent des examens »* et respectent *« un code de déontologie »*.

Passant de la théorie à la pratique, M. Mégret a reproché à Ruth Elkrief d'avoir, pour sa part, fait référence au MSI – le Mouvement social italien – dans une question sur l'avenir du Front national. *« La comparaison avec le MSI est très mauvaise*, a-t-il dit, *parce que le MSI était un parti fasciste qui se réclamait de Mussolini. Le Front national n'est pas un parti fasciste. »*

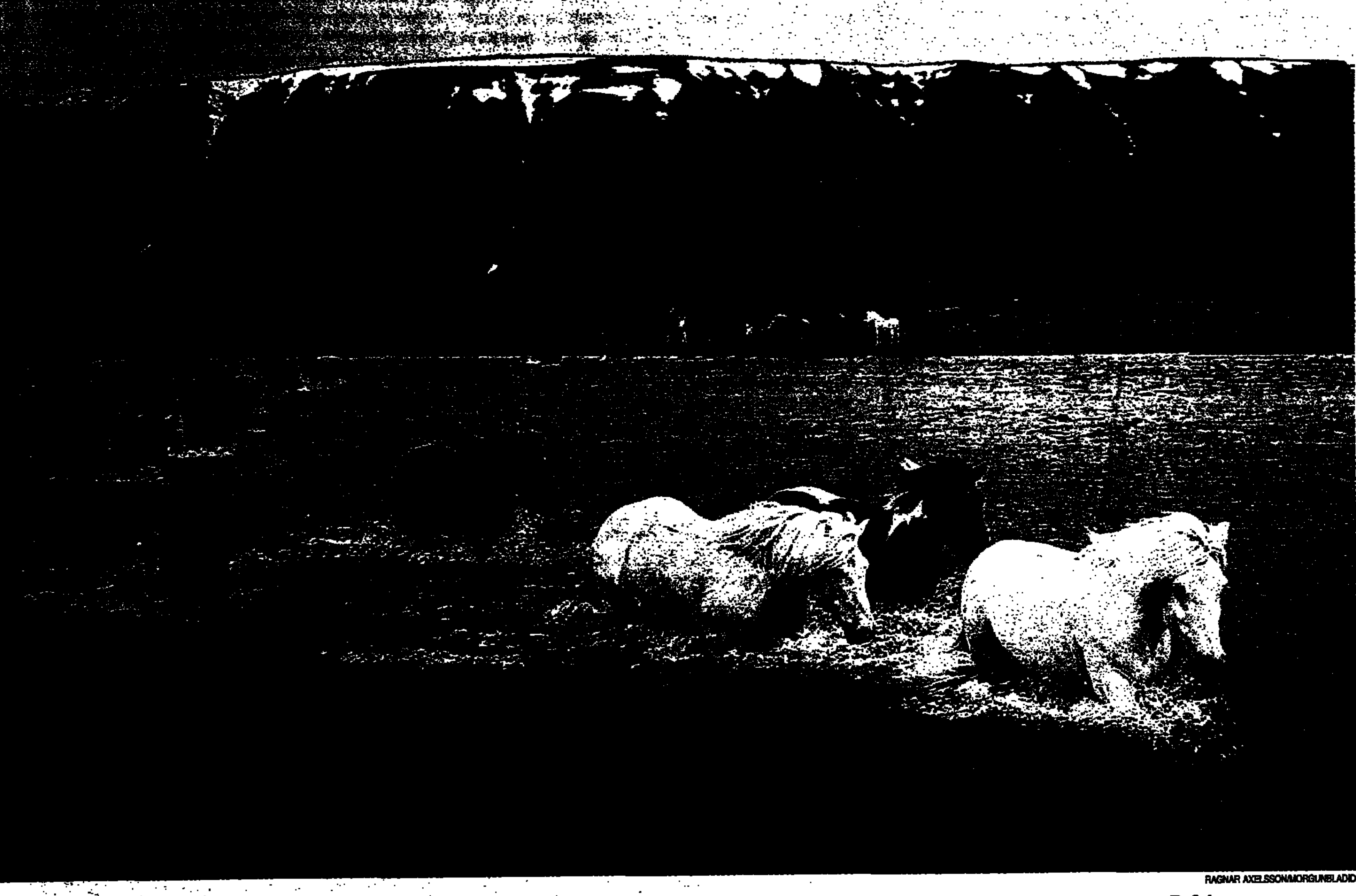
Il s'agissait sans doute, dans son esprit, de tester les compétences historiques de son interlocutrice et sa résistance à la manipulation. Car Ruth Elkrief était parfaitement fondée à établir cette comparaison. Le Front national s'est en effet créé, en 1972, en prenant explicitement comme modèle le MSI, dont il vantait alors *« la force militante »*. Il a même adopté son emblème, qu'il a conservé jusqu'à aujourd'hui, et que Bruno Gollnisch, le rival de M. Mégret, arborait, jeudi soir, sur France 3, au revers de son veston : cette petite flamme tricolore stylisée dans laquelle le bleu a simplement remplacé le vert. C'est d'ailleurs au MSI que M. Le Pen s'est allié pour constituer, à Strasbourg, le Groupe des droites européennes au lendemain des élections européennes de 1984. Il est incontestable, en revanche, que le Front national *« n'est pas un parti fasciste »* : tant qu'il n'est pas au pouvoir, il n'est qu'un parti pré-fasciste.

Flairant le piège, Ruth Elkrief a contre-attaqué en demandant à son censeur pourquoi il n'avait jamais dit qu'il lui était arrivé, naguère, aux Etats-Unis, d'avoir *« fumé un joint de marihuana »*. M. Mégret a jugé la question *« secondaire »*. Hum ! M. Gollnisch devrait faire une enquête de moralité sur l'« extrême droite pétard »...



Le Monde
VOYAGES

Terres du Nord



RAGNAR AXELSSON/MORGUNBLADID

CONCEPTION ET COORDINATION :
Patrick Francès
assisté de Danielle Tramard
et pour les « Partir », de François Weill

ICONOGRAPHIE :
Sophie Malexis

CARTOGRAPHIE :
infographie *Le Monde*

PUBLICITÉ :
Angélique Daure et Christine Koch

Le Monde
SAMEDI 7 MARS 1998

Consternation

par Pierre Georges

IL EST trop tôt. On ne sait pas encore comment. On ne sait pas pourquoi. *On ne sait rien si ce* n'est qu'il s'agit de trois adolescents, trois gamins, âgés de quatorze et quinze ans. Et que l'un d'eux armé d'un 357 magnum, dérobé à son père, a tué l'épicière du bourg au cours d'une tentative de hold-up. Cela s'est passé, peu après 13 heures, mercredi. Les gamins portaient des cagoules pour n'être point reconnus de celle qui les connaissaient sans doute parfaitement, enfants du quartier venus braquer la commerçante du quartier. Elle n'a, probablement, pas voulu leur donner la recette du matin, quelques malheureuses centaines de francs. Et elle en est morte, d'une balle dans la tête. Peut-être tirée accidentellement, par peur ou par maladresse, mais qu'est-ce que cela change au fond ?.

Faits divers parfaitement effrayant, de cet effroi qui saisirait n'importe quel parent. Ces choses-là ne se voient qu'au cinéma ou à la télévision, que trop au cinéma ou à la télévision peut-être. Trois gamins pas plus *« hauts que trois choux »* a-t-on lu quelque part. Une épicerie-mercerie-alimentation-bar-tabac, inscrite dans le paysage depuis trente ans. Un 357 magnum. Et cette soudaine bascule dans l'horreur, comme un incompréhensible meurtre de proximité.

On cherchera à comprendre, à expliquer, à trouver quelque raison sociale à ce drame, quelque ressort sociologique ou culturel à cette sanglante agression. On y détectera comme un symptôme tragique et presque clinique *« de cette montée de la violence »* dans une jeunesse privée de *« tous ses repères »*. Peut-être. Mais ce ne sont que des mots.

Et ces *faits-là laissent plutôt* sans mots. Ou alors si un seul, *présent dans tous les récits*, dans tous les témoignages, le mot *« consternation »*. La consternation de tout un quartier, paisible, la consternation des élus, des voisins, de tous, devant ce meurtre, devant ces quatre familles détruites.. L'épicière de la Vierge tuée par un enfant de la Vierge avec un 357 magnum, il y a là quelque chose d'inouï, d'inexplicable, qui dépasse tout simplement l'entendement. Ou le raisonnement.

La violence, la violence des jeunes est une constante ces temps-ci de l'actualité. Il n'est guère de matin, ou de soir, sur les fils des agences, que d'ici ou de là, n'arrivent des dépêches pour signaler des agressions, des bagarres entre bandes, des voitures incendiées, des enseignants ou des chauffeurs de bus molestés. La moisson est permanente. Ce matin, par exemple, et sans chercher trop loin, deux adolescents de la banlieue de Metz, interpellés pour avoir incendié la voiture du principal de leur collège. Ou un troisième, toujours à Metz, mais ce pourrait être ailleurs, arrêté pour avoir griffé et tenté un simulacre d'étranglement sur un contrôleur de bus qui voulait lui infliger une amende.

Des faits comme ceux-là sont légion. Et leur multiplication, de façon presque « clonée », pour utiliser un concept d'actualité, ne manque évidemment pas d'inquiéter. Mais une chose est cette violence devenue malheureusement assez ordinaire. Autre chose est ce qui s'est passé à Pavilly, en Seine-Maritime, presque comme un effrayant et sanglant vol de réglisse à main armée.

La Nasa confirme la présence de glace polaire sur la Lune

Les quantités d'eau pourraient atteindre 300 millions de tonnes

IL Y A *« une forte probabilité »* pour qu'il y ait de la glace sur les deux pôles de la Lune, a annoncé, jeudi 5 mars, l'agence spatiale américaine. La sonde Lunar Prospector, lancée le 7 janvier par la Nasa, a confirmé les observations réalisées il y a un an par le petit satellite Clementine, dont le radar avait décelé des indices de présence d'eau figée dans de profonds cratères.

Dans l'intervalle, des images obtenues par la grande antenne du radiotélescope d'Arecibo (Porto Rico) avaient tempéré l'enthousiasme des astronomes. Les signaux radar renvoyés par les pôles étaient analogues à ceux réfléchis par des régions à la température plus clémente, ce qui suggérait que les reflets supposés de ces mares de glace étaient en fait dus à un relief particulièrement accidenté. Il aura suffi de quelques tours de Lune au Lunar Prospector – 295 kilos de matériels valant 372 millions de francs – pour trancher le débat.

Mais cette glace polaire n'a rien d'une banquise. Elle est probablement issue du passage ou de la chute de comètes ou de météorites il y a des millions, voire des milliards d'années. Elle serait intimement mêlée au régolithe, cette couche de poussière superficielle de 5 à 10 m d'épaisseur foulée par les astronautes américains, et ne représenterait que 0,3 à 1 % de cette mixture. Soit tout de même 10 à 300 millions de tonnes, l'équivalent, au minimum, d'un lac d'une dizaine de kilomètres carrés et profond d'une dizaine de mètres.

ETUDIER OU EXPLOITER

Que faire d'une telle ressource ? Certains chercheurs aimeraient disposer de carottages, à l'image de ceux qu'on pratique dans la glace terrestre, non pour y retrouver les traces des climats passés, mais pour tenter de reconstituer à partir de la composition de ces eaux fossiles un peu de l'histoire du système solaire. D'autres sont prêts à puiser sans vergogne dans ce trésor, afin d'alimenter, un jour, une colonie lunaire et son potager.

Aucune mission habitée n'est prévue à ce jour mais cela n'empêche pas certains de rêver à un camp de base lunaire à partir duquel *serait lancée la conquête de* Mars. L'eau nécessaire à cette longue expédition y serait prélevée, tout comme le carburant (après dissociation de l'hydrogène et de l'oxygène contenus dans H_2O).

Resterait alors à déterminer comment extraire l'eau sur une planète sans atmosphère, et dans des zones où la température oscille entre – 20 et – 230C. L'envoi dans l'espace d'un kilo de matériel coûte actuellement 120 000 francs, souligne la Nasa. Sachant qu'un être humain utilise environ 38 litres d'eau par jour, les Américains ont calculé que le réservoir lunaire pourrait faire vivre une communauté de 2 000 personnes pendant un siècle, sans recyclage. Un bon scénario pour faire rêver les parlementaires américains, mais aussi européens. L'Agence spatiale européenne, avec un bon sens du tempo, vient d'annoncer qu'elle lancerait dans deux ans un robot, Euromoon-2000, qui devrait se poser à proximité du pôle Sud.

Hervé Morin

Trois adolescents soupçonnés du meurtre d'une épicière près de Rouen

TROIS JEUNES GENS, âgés de treize, quatorze et quinze ans, soupçonnés d'avoir participé, mercredi 4 mars à Pavilly (Seine-Maritime), à une agression au *cours* de laquelle une épicière a été tuée d'un coup de revolver 357 magnum en pleine tête, étaient toujours en garde à vue vendredi 6 mars au matin. Le jeune soupçonné d'être l'auteur du coup de feu est âgé de quinze ans et l'arme appartiendrait à son beau-père. Selon les premiers éléments de l'enquête, les agresseurs auraient attendu le départ de Michel Auzou, le mari de la victime, avant d'entrer dans l'épicerie, le visage recouvert d'une cagoule. Ils auraient menacé l'épicière avec le revolver 357 magnum et tenté de se faire ouvrir la caisse. Après le coup de feu, les trois jeunes, affolés, se sont enfuis en délaissant un butin qui s'élèverait à moins de 1 000 francs. Le corps de Simone Auzou (60 ans), gisant derrière le comptoir, a été découvert peu après par quatre adolescents venus lui demander de la monnaie pour jouer au baby-foot dans le bar-tabac qui jouxte l'épicerie.

La Turquie accuse l'Allemagne de bloquer son entrée dans l'UE

DANS UN ENTRETIEN accordé au *Financial Times* du 6 mars, le premier ministre turc, Mesut Yilmaz, accuse le chancelier allemand, Helmut Kohl, de vouloir bloquer l'entrée de son pays dans l'Union européenne (UE). Qualifiant de *« discrimination »* le fait que la Turquie n'ait pas été retenue, lors du sommet européen de Luxembourg en décembre 1997, parmi les pays invités à rejoindre l'UE, M. Yilmaz déclare : *« Les Allemands poursuivent la même stratégie qu'avant. Ils croient en un* lebensraum [espace vital]. *Cela signifie que les pays d'Europe centrale et orientale sont d'une importance stratégique pour l'Europe et pour l'Allemagne, dont ils constituent l'arrière-cour. Le but final est d'inclure ces pays dans l'OTAN et l'UE, et de diviser l'Europe entre la Bulgarie et la Turquie. La Turquie devrait être un bon voisin pour l'Europe mais pas un membre de l'UE »*, conclut-il.

L'« Arlequin » de Giorgio Strehler triomphe au Théâtre de l'Odéon

UNE SALLE COMBLE a salué pendant quinze minutes la première représentation, le 5 mars au théâtre de l'Odéon à Paris, d'*Arlecchino Servitore de Due Padroni*, de Carlo Goldoni, dans une mise en scène de l'Italien Giorgio Strehler, disparu en décembre 1997. Ce spectacle mythique, sans cesse recréé par la troupe du Piccolo Teatro de Milan depuis 1947, était présenté dans la version que Strehler avait conçue pour le 50e anniversaire de son théâtre, en mai 1997, à Milan. Dans le rôle-titre, Ferruccio Soleri a une nouvelle fois emporté la mise avant de saluer la mémoire du *maestro*.

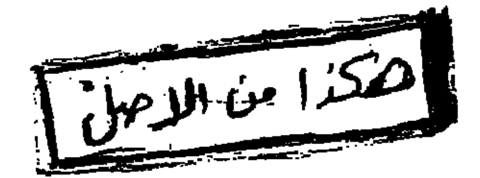
DÉPÊCHES

■ **RELIGION : 2 000 personnes ont assisté aux obsèques du cardinal Jean Balland**, archevêque de Lyon, jeudi 5 mars, à la cathédrale Saint-Jean de Lyon. Mgr Jean-Marie Lustiger a rendu hommage à un homme *« parfois indéchiffrable et trop silencieux »*. Chez lui, a ajouté l'archevêque de Paris, *« toute parole venait de la plus grande profondeur de la foi »*. Selon Mgr Lustiger, *« ses frères dans l'épiscopat peuvent témoigner de sa perspicacité sur la situation présente de l'Eglise »*. Deux autres cardinaux, Roger Etchegaray, président du conseil pontifical Justice et paix, et Pierre Eyt, archevêque de Bordeaux, ont concélébré la messe.

■ **IMMIGRATION : Patrick Weil estime que des *« dispositions absurdes »*** subsistent dans le projet de loi sur l'immigration qui vient d'être adopté en seconde lecture par l'Assemblée nationale. Dans un entretien à *Libération* du 6 mars, le politologue, auteur du rapport qui a servi de référence au gouvernement, critique la disposition qui met une condition de réciprocité à la délivrance de titres de séjour permanents aux étrangers européens après dix années de séjour.

■ **DOPAGE : l'attaquant de l'équipe de France de hockey sur glace**, Christian Pouget, a été contrôlé positif au cannabis à la fin du mois de décembre 1997 alors qu'il participait au tournoi de Saint-Gervais. Il a pu participer aux Jeux olympiques de Nagano car les résultats du contrôle ne lui ont pas été notifiés officiellement avant son départ pour le Japon. Il a été sanctionné à son retour par 10 semaines de suspension dont 4 avec sursis. Il n'a pas fait appel.

Tirage du *Monde* daté vendredi 6 mars : 535 381 exemplaires



Les petits chevaux de Dalécarlie

Ces jouets traditionnels, devenus emblème national et bimbeloterie pour touristes, ont gardé une part de mystère

MORA
de notre envoyé spécial

Je marche dans Stockholm endormie. Le ciel est rose et gris. Götgatan, une rue du quartier sud, qui a de faux airs de Greenwich Village, est encombrée de paquets de neige morte. Les kiosques à saucisses sont fermés. Les restaurants, comme Lilla Budapest (petite Budapest), O'Learys ou La Crêperie, soulignent le côté cosmopolite de l'endroit. Plus loin, sur la droite, pareille à un silo à blé, la tour moderniste du restaurant Gondolen : jouant de la déclivité, une passerelle permet d'y accéder par le haut et un ascenseur, par le bas. Elle fait l'effet d'un Lego dans un tableau de Vermeer. Gamla Stan, la vieille ville tassée dans son île, se trouve à deux pas. Un soleil extrêmement pâle se lève du côté de l'Archipel.

A l'arrêt du bus 53, alors que je remâche une pensée de François-Régis Bastide sur les Suédois (*« C'est le peuple le plus social qui sait vivre familièrement comme un primitif »*), un éclat de lumière m'attire. Il s'agit d'un patin à glace pas plus grand qu'une main d'enfant. Il a dû être oublié là *hier* au soir. L'idée m'effleure de le conserver en guise de souvenir. Finalement, je l'attache au montant de l'abri et décide, à part moi, que cela rendra la journée plus belle. Un brin de magie votive sied aux voyageurs.

La gare centrale de Stockholm forme un monde à part. Elle paraît plus méridionale, plus fiévreuse, moins luthérienne que les avenues et les places du centre-ville. L'urgence du départ rend les gens moins timides. Une sorte de fraternité foraine, à mi-chemin de la camaraderie et du compagnonnage, répond à la solitude et à la difficulté de communiquer.

C'est dans ces lieux-là que se révèle à l'étranger de passage le paradoxe d'un peuple hanté par l'isolationnisme et le salut individuel : les Suédois poursuivent collectivement une quête personnelle. Leur long attachement à la social-démocratie et à l'Etat-providence relève peut-être de cette psychologie.

Mon projet n'est pas de dresser le portrait moral d'une société mais, plus modestement, de satisfaire une ancienne curiosité : le Dala Häst, le petit cheval de Dalécarlie. Voilà pourquoi je me rends à Mora, sur les bords du lac Siljan, au centre de la Suède. Là où les artisans perpétuent la tradition.

Taillés au couteau dans des pièces de bois, parés de couleurs vives, rehaussés de décors floraux, ces jouets traditionnels – même s'ils sont devenus bimbeloterie pour les touristes – ont gardé une part de mystère. Aucun ne ressemble à l'autre. Il suffit de les regarder attentivement un à un pour savoir celui qui s'offre à vous. Un déclic passionnel le désigne. Nous sommes loin des tours Eiffel fabriquées en série ou des statues de la Liberté en plastique phosphorescent...

Le train traverse des zones boisées. Le bouleau et le pin dominent. Le socle de granit affleure. Les plans d'eau sont encore encombrés de plaques de glace, mais le dégel s'annonce. Le printemps sera précoce. Bientôt, la Suède sortira de l'hiver, rincée de toutes ses poussières, brillante comme un sou neuf... Le pronostic m'est donné par un voisin assez solennel et qui, féru d'étymologie, décide d'éclairer ma lanterne : le Dalarna (la Dalécarlie) *vient de dalar, « vallée », et de na*, article postposé, ce qui veut donc dire *« le Pays des vallées »*. Pour éviter un cours *ex cathedra*, je le branche aussitôt sur les fameux « petits chevaux » : *« Ces petits chevaux de bois viennent du temps de notre misère. Les bûcherons et les charbonniers, qui vivaient dans des cabanes couvertes de terre, en avaient fait une spécialité. Ils les confectionnaient pour leurs enfants. C'était un luxe de pauvres, mais aussi une sorte d'objet chargé d'énergie et de pouvoirs. J'en ai six à la maison ! »*

A Borlänge, je laisse le train et saute dans l'autorail. La voie, à partir de Laksand, longe le lac Siljan, « l'oeil de la Suède ». La région, située sur les bords du massif montagneux septentrional, ressemble à un décor de conte populaire : chevaux à l'enclos, chalets peints au rouge de Falun, églises rustiques et lilliputiennes. Tout cela baigne dans la lumière tremblée d'avril. Le Danois Hans Christian Andersen, qui s'y connaissait en matière de merveilleux, parle d'un *« pays enchanté »*.

Mora. Christina Liljegren m'attend. Elle travaille au bourg de Nusnäs où elle dirige Grannas A. Olssons Hemslöjd, atelier qui, depuis trois générations, produit toutes sortes d'objets folkloriques : des pendules ornées, des sabots enluminés, des coqs fleuris, des cochons chamarrés et, bien sûr, le « bien-aimé » cheval de Dalécarlie. Ils en expédient 140 000 par an. *« En fait, le succès commercial du "Dala Häst" date de 1939. L'architecte du pavillon suédois à l'Exposition de New York avait eu l'idée d'en faire fabriquer un de plusieurs mètres de haut et de le placer, bien en vue, devant le bâtiment. Il est aussitôt devenu un emblème national. L'atelier cette année-là dut répondre à une commande de 20 000 exemplaires... »* Difficile de dire où et quand la tradition est née. Les Dalécarliens ont toujours été des saisonniers et des transhumants, si bien qu'il est impossible de savoir s'ils ont prêté ou emprunté. Le motif « fleur-de-courge » vient probablement des peintres d'églises qui s'inspiraient des bibles allemandes et qui, à l'occasion, décoraient aussi des meubles. La première allusion au commerce des chevaux de bois est faite par l'évêque Rudbeckuis, en septembre 1624. Dans un vigoureux sermon, il dénonce les objets frivoles qui troublent les sens et pervertissent l'âme : les cartes, les dés, les pipeaux, les poupées, les chansons d'amour, les peintures profanes et... les petits chevaux. Le saint homme ne badinait pas avec la morale.


DALARNAS MUSEUM
« Lisskulla vid Härbre », de Carl Larsson. Musée Dalarnas.

Christina Liljegren me fait remonter la chaîne de fabrication. Au départ, il faut silhouetter les chevaux sur les blocs de pin (en évitant les noeuds), les découper avec la scie à ruban et supprimer les angles. Ils sont alors mis en sac et pris en charge par les sculpteurs, qui travaillent à domicile. Une fois taillés, ils sont passés dans des bacs de peinture (rouge, bleu ou noire) et mis à sécher. Les décorateurs les habillent alors de brides et de harnais. Un coup de vernis. C'est fini. Bien sûr, il y a un secret – mis au point par Stika Erik Hansson – et le voici : pour que les fioritures soient légères et que les cernes adoptent parfaitement les formes, l'artiste utilise un pinceau plat à deux couleurs. Les bords sont ainsi idéalement ajustés à la figure...

Plein d'histoires courent sur les petits chevaux. Celle-ci m'enchante : *« Les artisans de Dalécarlie étaient connus pour leurs talents de menuisiers. Ils fabriquaient de somptueuses consoles d'horloge et, avec les chutes, ils confectionnaient des "petits chevaux". Lorsqu'ils partaient vers Stockholm, ils emplissaient les consoles avec les "petits chevaux" et les troquaient, au fil du voyage, pour assurer le gîte et le couvert. Le "Dala Häst" était leur unité monétaire. »*

Chaque paroisse a ses chevaux particuliers, et ils font l'objet de collections. Ils ont même suivi le million de Suédois qui s'exila aux Etats-Unis à la fin du XIXe siècle. On en fabrique à Linsborg, au Kansas, et la police de New Scandia, dans le Minnesota, les porte sur ses écussons. Christina Liljegren vient de recevoir une commande du Chili.

Ils ont essaimé dans le monde entier, et les contrefaçons ne sont pas rares, mais les Suédois ne s'en affligent pas. Eux, si sévères parfois, se laissent aller à la confidence : *« Il est notre part d'enfance, et chacun, ici-bas, s'y reconnaîtra. »*

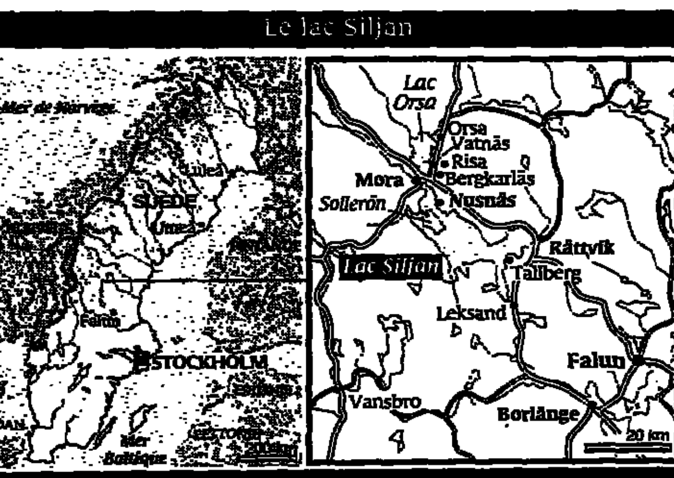
Jacques Meunier

CARNET DE ROUTE

■ **ACCÈS.** En avion, vols directs quotidiens (2 h 30) de Paris avec Air France (agences) et SAS (18, bd Malesherbes, 75008 Paris, tél. : 0-801-25-25-25, 3615 Fly SAS), qui dessert également Lyon et Nice, propose des forfaits week-end et permet, avec un billet A/R, d'acquérir des coupons pour les vols intérieurs. En train, compter 24 heures et environ 3 000 F A/R (tél. : 01-44-58-95-50). En autocar, de Paris (environ 1 400 F A/R) avec Eurolines (tél. : 01-49-72-51-51). En auto, 970 km de Paris à Travemünde (Allemagne) où les ferries de TT-Line (c/o Scanditours, tél. : 01-45-61-65-07) relient Trelleborg, au sud du pays. A partir de 590 F le passage, voiture comprise. On peut aussi emprunter le catamaran à grande vitesse de la Stena Line (tél. : 01-53-43-40-00) qui relie en 1 h 30 le Danemark à Göteborg.
En train, il faut 4 heures pour aller de *Stockholm à Mora, avec changement à* Borlange. Sur place, louer une voiture.

■ **SÉJOURNER.** Une grande variété d'hébergements, du très pittoresque hôtel Alkerblad, à Tallberg, jusqu'aux « bungalows de camping », en passant par les locations de chalets ou les chambres *chez l'habitant qui sont* indiquées par le panonceau « RUM ».

■ **LA RÉGION.** Les femmes et les hommes de Dalécarlie – les Dalla-kula et les Dalkarlana – sont fiers de leur langue et de leurs traditions. *Pour avoir* protégé le futur roi Gustav Vasa dans sa fuite et s'être soulevés, les premiers, contre l'occupation danoise, ils se sont mérité, depuis 1523, le privilège de tutoyer le roi de Suède. La fameuse course de ski de fond, la Vasaloppet, commé*more, chaque année, depuis 1922, ce* bel acte de rébellion et d'indépendance. Chaque village, presque chaque hameau, situé autour du lac Siljan, s'enorgueillit d'une spécialité artisanale : des céramiques de Nittsjö aux dentelles de Gagnef, des tissages de Leksand aux figurines d'étain de Hortnas, des bateaux et des tonneaux de Venjan aux couteaux de Ostnor, des parures de tête et *des paniers de Vamhus aux célèbres* « petits chevaux » de Bergkalas, Risa, Vatnas et Nusnas. Seule petite fausse note, *Santaworld*, à Mora, où le Père Noël vous attend entouré de lutins, gnomes et de trolls. Un parc d'attractions un peu factice et racoleur...
L'église de Rattvik, dite « la mariée agenouillée », ainsi que celle de Leksand méritent une visite attentive. On restera *longtemps sous le charme du bleu* dalécarlien de leurs fresques. Ne pas manquer non plus le manoir et le musée du peintre Anders Zorn, à Mora. La maison du peintre Carl Larsson et de son épouse Karin (spécialiste du travail des textiles) se trouve à Sundborn, près de *Falun.*



■ **AGENDA.** De juin à fin août, tous les dimanches, on peut assister aux courses de « bateaux d'église » (ils conduisent les fidèles à l'office), sur le lac Siljan. Dans la première semaine de juillet, un festival de musique réunit les meilleurs *groupes folkloriques de la région.* Mention spéciale pour la « nuit de Bringsö », rendez-vous de milliers de violoneux.

■ **SAVEURS.** Au menu, le hareng aigre-doux au vinaigre, le saumon à la moutarde et à l'aneth, les pains (au safran, au pavot et au cumin), le hjortron (la *framboise arctique*), *l'oie rôtie (farcie de* pommes et de pruneaux), sans oublier le renne ou l'élan aux myrtilles.

■ **LIRE.** Parmi les guides, citons le Guide bleu (Hachette) et le Petite Planète. Pour potasser le sujet (en anglais), on trouve sur place *Wooden Horses of Sweden, par Anne Marie Radström.*

Partir

■ **CALME ET SÉRÉNITÉ.** Certes, les paysages suédois sont moins spectaculaires que ceux du voisin norvégien, mais il règne dans ce pays une atmosphère de calme et de sérénité qu'apprécieront les citadins stressés. Romantique et paisible, la Suède est plus variée qu'on ne le pense. Pas ou très peu de circuits organisés. On vient ici en famille ou avec des amis. On loue un chalet dans la forêt, au bord d'un lac ou dans l'archipel. En Laponie suédoise, sous le soleil de minuit, l'été est propice au rafting et aux randonnées. L'un des plus beaux itinéraires se nomme La Piste royale. A la hauteur de Kiruna, elle s'engage dans une région spectaculaire où la montagne est parcourue de torrents. On marche de chalet en refuge, séparés les uns des autres par une vingtaine de kilomètres. Renseignements auprès du STF (Touring Club de Suède), Box 25, 10120 Stockholm, tél. : 00-46-84-63-21-00. Ainsi qu'à l'office du tourisme, à Paris.

■ **CAMPING ET CONFORT.** En Suède, comme dans toute la Scandinavie, qui dit camping ne pense pas forcément tente ou caravane. Ici, on parlerait plutôt d'hôtellerie de plein air. Certes, les terrains sont nombreux et le camping traditionnel est parmi les moins chers d'Europe. Selon les sites, il en coûte de 65 F à 130 F par nuit, pour une famille avec voiture, tente ou caravane. Requise, une carte de camping (environ 40 F) que l'on se procurera à sa première étape. Parmi les 750 terrains recensés, souvent bien situés et bien équipés, 360 disposent de bungalows pour 2 à 8 personnes. Une formule qui concilie le contact avec la nature et un certain confort. Pour un bungalow de 4 personnes, compter de 160 F à 240 F. Renseignements auprès de l'Office du tourisme qui diffuse gratuitement la brochure Camping et chalets 98 accompagnée d'une carte routière.

■ **SUR LE GÖTA CANAL.** De Göteborg à Stockholm, le Göta Canal (614 km, 60 écluses), creusé il y a 165 ans, permet, du 28 mai au 11 septembre, de traverser le pays d'ouest en est, au fil de rivières étroites ou de lacs immenses. A portée de main, élans, hérons ou aigles royaux, abbayes et villages du Moyen Age. A chaque halte, on part à la découverte de la région. Le *Wilhelm Tham* et le *Juno* (il navigue depuis 1874 et il a conservé tout son charme) transportent chacun 60 passagers qui apprécient les cabines confortables et la cuisine raffinée. A bord, durant 4 jours, on découvre une Suède traditionnelle. Au départ de Paris, avec une nuit à Stockholm et une autre à Göteborg, le voyage coûte de 8 740 F à 12 280 F par personne, en cabine double, selon la catégorie choisie. Consulter les agences de voyages et Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30).

Partir

■ STOCKHOLM, CAPITALE CULTURELLE. **Désignée « capitale européenne de la culture » pour 1998, Stockholm fait feu de tout bois. Ainsi, tout au long de l'année, la cité étoffera ses rendez-vous traditionnels (nuit de Walpurgis le 30 avril, fête nationale le 6 juin, fête de la Saint-Jean du 19 au 21 juin, Water Festival du 7 au 15 août, Sainte-Lucie le 13 décembre) d'une succession de manifestations dans les domaines de l'art, de la musique, de la danse, du théâtre, du cinéma, du design et de la photo. En vedette, le nouveau Musée d'art moderne, dessiné par l'architecte espagnol Raphael Moneo, abritera une des plus belles collections d'Europe et présentera notamment, du 9 mai au 30 août, une exposition Miro. Diffusée par l'office du tourisme, la brochure « Tout cela se passe à Stockholm en 1998 » présente les principaux événements de l'année. Possibilité d'acheter à l'avance des billets pour les principaux spectacles en s'adressant à Edwards & Edwards (tél. : 01-42-65-39-61).**

■ SÉJOURNER À STOCKHOLM. Les capacités hôtelières de la ville étant relativement limitées, mieux vaut réserver longtemps à l'avance. Spécialistes de la destination et grands généralistes proposent des séjours « à la carte » depuis la plupart des villes de France. Ainsi Nouvelles Frontières (tél. : 0-803-33-33-33) offre l'avion (vols SAS) + une nuit en chambre double du samedi au dimanche, pour un prix oscillant entre 1 860 et 1 990 F, selon l'hôtel choisi. Ajouter 132 F de taxes aériennes et les transferts de l'aéroport situé à près de 50 km de la ville. Nuit supplémentaire de 290 à 420 F par personne. Formule similaire chez Bennett (tél. : 01-48-01-87-77). Quant à Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30), il propose des forfaits 3 jours/2 nuits, de 2 560 à 2 760 F (vols SAS) avec des réductions pour Pâques et la Pentecôte. Chez le même voyagiste, une sélection de 12 hôtels, de 370 F par nuit et par personne en chambre double à 1 150 F au Grand Hotel. Enfin, DER Voyages (tél. : 01-47-42-07-09) propose un week-end de Pâques avec vols SAS, 2 nuits à l'hôtel Malmen (3 étoiles), petits déjeuners scandinaves et dîners, et tour de ville pour 2 400 F par personne en chambre double. Consulter également les offres de Nord Espaces (tél. : 01-45-65-00-00), de Pandore Voyages (tél. : 01-40-56-02-56) et de Voyageurs en Europe (tél. : 01-42-86-17-50).

■ S'INFORMER. Auprès de l'Office suédois du tourisme (18, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, tél. : 01-53-43-26-27), ouvert de 13 heures à 16 h 30.

Mais où sont passés les Vikings ?

Leur ville était en bois. Les maisons ont disparu. Les archéologues aussi. Restent une île et ses fantômes

BIRKA
de notre envoyée spéciale

Des bras d'eau contournent des myriades d'îles et débouchent sur le lac Malaren, un interminable boulevard liquide où barques, voiliers et yachts se croisent et se faufilent, nez au vent. Ils s'approchent, se tournent autour, se hument, se scrutent et parfois s'accostent pour une accolade furtive. De loin, de très loin, on pourrait prendre ces embarcations pour les bateaux effilés et racés, proues immenses à tête de serpent, qui, tel un sabre affilé, fendaient la lame et regagnaient leurs contrées glacées. Ces drakkars qui revenaient des pays du Levant chargés de soie, de pierres précieuses et d'esclaves.

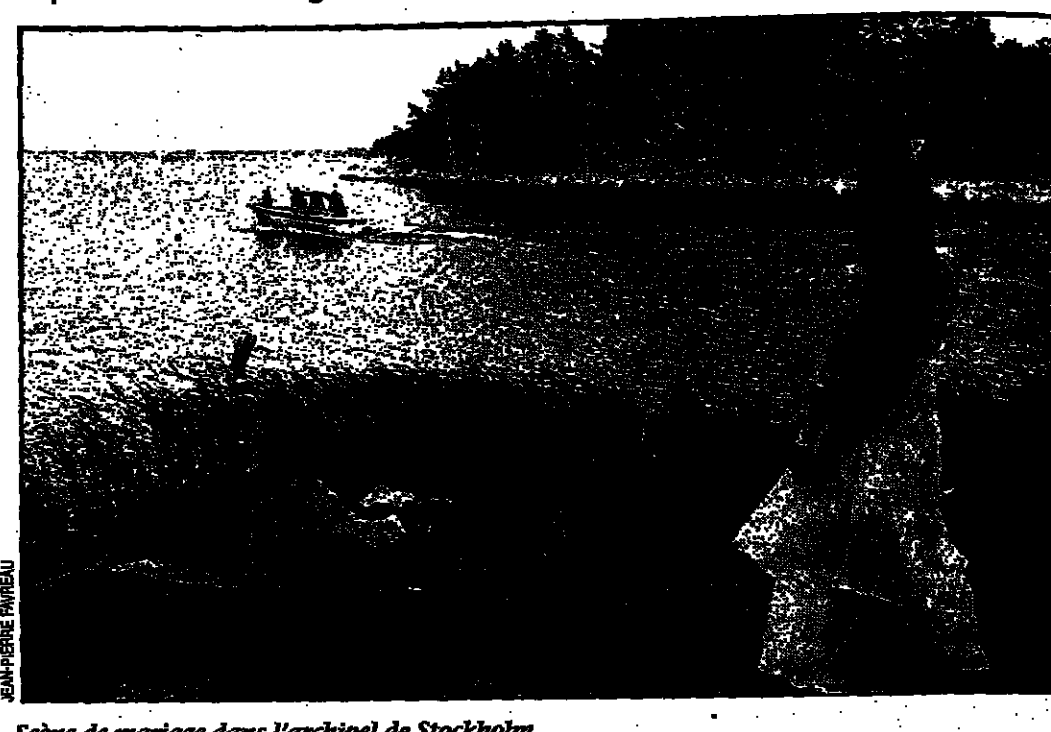
« Birka ! On est arrivé ! », s'écrie Olivia, notre charmant chaperon suédois, en se précipitant sur le ponton. La plus ancienne île-cité viking de Suède surgit derrière une frondaison de conifères. En provenance de Stockholm, une armada de ferries y débarquent chaque jour des hordes de têtes blondes. *« On a de la chance,* observe notre guide en posant pied sur la terre ferme : *en juin, ce sont les jours les plus longs .»* Bien décidés à échapper à la foule, on s'éloigne d'un pas assuré. Un kilomètre plus loin, arrêt au milieu des bois, des herbes folles, des champs de maïs vallonnés et des pierres posées en monticules. Un peu léger pour un site archéologique majeur. On se tourne vers la guide. *« Etes-vous sûre que nous sommes à Birka ? » « Cela fait très longtemps que je ne suis pas venue »*, avoue-t-elle, penaude. On insiste : *« Mais vous avez déjà vu des fouilles ici ? »* Réponse plutôt hésitante : *« Je crois bien, oui. »*

Le doute s'insinue. Sur cette terre que l'on dit sacrée, des femmes plantureuses exhibent sans complexe des seins lourds débordant d'un soutien-gorge ou d'un maillot de bain. Un peu partout, des familles pique-niquent après avoir disposé le contenu de leurs paniers sur de grandes nappes à carreaux. C'est Renoir au pays de Bergman. Etrange vision que celle de tous ces corps assoupis, là même où ces hardis navigateurs auraient enfoui bracelets, anneaux d'or et monnaies subtilisés aux pirates de la Baltique. Surprenante décontraction sur un site archéologique réputé, qui plus est inscrit, par l'Unesco, au patrimoine mondial. La balade se poursuit, le long du lac Malaren. Objectif : prendre de la hauteur. Un promontoire nous tend les bras. Stupeur ! Un calvaire trône au sommet du rocher. Un calvaire en pays viking ! Quelques moines intrépides, certes, ont bien mené quelques incursions dans ces nordiques contrées. Sans grand succès, au demeurant. Dans le meilleur des cas, on les ligotait pour les mener aux foires où on les échangeait contre des bœufs et des peaux de castor. Mais ils pouvaient aussi être pendus aux frênes et offerts ainsi aux corbeaux d'Odin, dieu (borgne) de la guerre et de la poésie...

« Cette croix, précise Olivia, *a été érigée ici en l'honneur d'Ansgar, premier missionnaire de Suède. Débarqué à Birka en 830, il y prêchera quelques lunes, sans vraiment convertir la population. Il s'agit d'un des multiples épisodes d'une christianisation qui, en Suède, s'opérera très lentement. Ailleurs, les prêches des moines n'auront guère plus d'effets. Adeptes des rapines et des nuits d'ivresse dans les bras des femmes d'Orient, les Vikings, il est vrai, étaient plutôt des durs à cuire. »* Soit. Mais quid des fameux vestiges archéologiques ? Une ville dont la population était estimée à au moins sept cent habitants, cela devrait avoir laissé des traces ! Olivia tourne autour de la croix, s'assied et lance : *« L'invité prudent qui vient au festin n'ouvre guère la bouche. Les oreilles aux aguets, les yeux grands ouverts, ainsi s'acquiert la sagesse. Vous devriez méditer ceci. C'est un poème viking, tiré du* Hàvamàl, *un recueil de textes équivalents à vos chansons de geste. »*

Il était une fois...

La date de fondation de Birka est incertaine. Les vestiges archéologiques laissent supposer qu'elle remonte à la fin du VIII[e] siècle. Ce village était sans doute florissant quand le moine allemand Ansgar y arriva en 829, aux fins d'évangélisation. Pendant les deux siècles de son occupation, Birka a été l'un des centres commerciaux les plus actifs du monde septentrional. Sa taille et son statut de quasi-ville avec son propre *thing* (conseil) et sa propre loi suggère qu'elle jouait un rôle prépondérant dans cette région. Elle perdit de son importance vers les années 970 ou 980 quand elle fut évincée par Sigtuna. Sans doute abandonnée vers 920, Birka constitue aujourd'hui le site préhistorique le plus ancien et le plus complet de Suède.


JEAN-PIERRE FAVREAU

Scène de mariage dans l'archipel de Stockholm.

Devant nous, une plaine ouverte aux vents du continent. Tantôt lisse et nue, tantôt couverte de bouleaux argentés ou de rochers limés par les glaces. Tapies au fond d'une baie, quelques stugas (maisons locales en bois) peintes en rouge sombre, fenêtres cernées de liserés blancs. Le soleil paresse. *« Regardez, là-bas, on dirait une excavation ! »* Et la guide de dévaler la colline en levant les bras en signe de victoire. A ses pieds, une bâche recouvre une misérable fosse. Un trou, rien qu'un trou. Recouvert, pour que personne ne tombe dedans. *« Non, non,* insiste Olivia, *c'est bien la garnison, c'est écrit là, sur le panneau, et il est même interdit de s'en approcher ! »* Que les promeneurs passent sans s'arrêter ne semble affecter en rien son enthousiasme. Pas plus que ne la troublent les objections formulées par les sceptiques qui l'entourent : *« Si c'était vraiment une garnison, il y aurait une salle d'armes, une tour, un mur d'enceinte, quelque chose de visible. Birka date tout de même du VIII[e] siècle ! Regardez ce trou. Un homme seul pourrait tout juste y tenir. Et encore, accroupi ! »*

La réplique du guide, tout droit sortie du précieux *Hàvàmal*, ne se fait pas attendre : *« Les troupeaux savent quand il faut rentrer et s'arrêtent de paître »*. Traduction : on devrait faire demi-tour et aller s'informer. Retour morose et silencieux vers la bâtisse qui, près de l'embarcadère, fait office de musée. Pour y apprendre qu'aucune maison viking n'a survécu. Et pour cause : elles étaient construites en bois et en torchis ! Il ne reste donc plus rien de Birka. Pis, les archéologues ont fait des fouilles, entre 1990 et 1995, puis ont tout rebouché. Non sans avoir préalablement vidé les trois mille tumulus funéraires de leur contenu : épées, boucliers, parures en bronze ou en argent. Un trésor avec lequel ils sont repartis et dont on attend, impatiemment, la réapparition.

Sceptique, on refait le tour du propriétaire. Après tout, se dit-on, on ne classe pas ainsi, impunément, patrimoine mondial une île sur laquelle il n'y a plus rien ! Sans compter que les documents de l'Unesco précisent que *« Birka est l'un des exemples les plus anciens, les plus complets et les mieux préservés d'une ville commerçante viking telle qu'elle existait entre les VIII[e] et X[e] siècles »*. Un plan mentionne la présence de remparts. Au moins avait-on des chances de trouver quelques pierres alignées. D'autant que les archéologues avaient eu la bonne idée de planter des bâtons marqués de numéros pour identifier l'emplacement de chacune des parties de la cité. On se poste donc au n° 7 : toujours rien ! Evidemment, les remparts, comme le reste, ont été édifiés avec des blocs de terre surmontés de palissades de bois. On poursuit sa quête à travers champs. Cinq cents mètres plus loin, en cherchant parmi les buissons, les orties et les bois morts – un vrai jeu de piste –, on déniche l'emplacement n° 8, celui de la maison du bailli du roi, construite sur les hauteurs de l'île. Elle surplombait le lac Malaren et veillait sur la ville dont on devine les limites grâce à la présence de « terres noires », du charbon de bois !

De piquet en piquet, l'île, finalement, prend corps à travers cette archéologie qui fait appel à l'imagination. Peu à peu, la voilà qui se peuple d'une foule bariolée de paysans, de fondeurs de bronze, de tisserands. Tous installés dans des maisons alignées le long du port. L'hiver, la glace emprisonnait les quais. Par-delà leur cruauté froide, promue en slogan publicitaire pour mieux se protéger des intrus, les Vikings avaient une vision de la collectivité moins sommaire qu'on pouvait le croire. Eprise de justice, sinon de pitié, leur communauté était soumise aux décisions d'une assemblée d'hommes libres, le *Thing*. Les piquets sont là pour le rappeler. Pour rappeler aussi les voiles carrées et bariolées surgies des studios hollywoodiens : Kirk Douglas et Tony Curtis, dans *Les Vikings*, se battant au milieu des flammes, ou Jack Cardiff volant, dans *Orm le Rouge*, le bourdon d'or des moines byzantins. Autrement dit, tous les princes Vaillant de notre enfance...

Au loin, les cornes de brume des ferries sonnent le départ.

Anne-Laure Thièblemont

Stockholm, hors norme

AU CAFÉ OPÉRA, les noctambules branchés dansent dans le noir. Place Nybro-Plan, des barrières métalliques entourent désormais la sculpture d'un homme en bronze sortant d'une bouche d'égout ; trop de passants distraits s'étaient pris les pieds dedans. A présent, tout le monde passe devant sans la voir ! Un ours fait la « une » des journaux de juillet : il approche de la capitale ! Le Musée Vasa rend hommage à un vaisseau royal du XVII[e] siècle dont la seule performance est d'avoir navigué 500 mètres avant de sombrer. Renfloué 333 ans plus tard, il a été conservé, des années durant, au prix d'un arrosage permanent obligeant ainsi les premiers visiteurs à chausser leurs bottes et à ouvrir leurs parapluies...

Décidément, Stockholm est une ville singulière. A preuve, ses sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco. Birka ? Une chimère. Le cimetière de Skogskyrkogarden ? Un laissé-pour-compte. Personne ne sait qu'il est classé. A part des strapontins entre les tombes, des fontaines en forme de baignoires et des robinets à tête de lion, on se demande d'ailleurs ce que ce lieu peut avoir de particulier. En fait, c'est son *« naturalisme romantique »* qui a été consacré. Les deux architectes suédois qui, de 1917 à 1940, ont dessiné ce cimetière ont respecté la forêt existante en disposant les tombes librement, au gré des sentiers, à l'instar des usages funéraires de la période médiévale dans les pays du Nord.

Mais dans l'art de tromper son monde, le théâtre du château de Drottningholms, lui aussi distingué par l'Unesco, est sans doute le plus fort. Construit en 1766 par Frederik Adelcrantz, à la demande de la reine Lovisa-Ulrika, ses murs semblent de marbre rose et blanc. En fait, ils sont peints en trompe l'œil. La lumière des bougies vacille ? Illusion ! Des ampoules imitent les tremblements de la flamme. Quant aux loges qui courent à l'étage, elles répondent à deux préoccupations : ne pas voir la scène mais se donner en spectacle à la salle ou assister à la pièce sans être vu, cachés derrière des cloisons de bois ouvragé. En fait, c'est la conservation du lieu, dans son état d'origine, qui explique son prestigieux classement.

A.-L. T.

CARNET DE ROUTE

■ **ACCÈS.** Lire le carnet de route page 3.

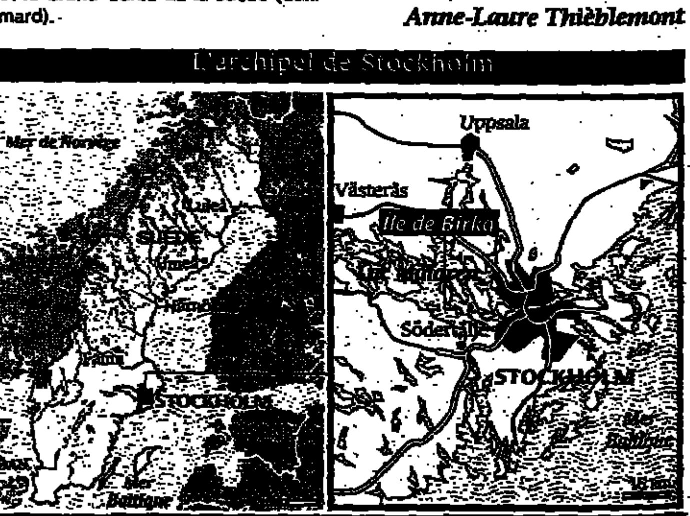
■ ***L'ARCHIPEL.*** Il déploie quelque 24 000 îles dont 150 seulement habitées toute l'année. Nombreuses croisières d'une journée. Au menu, outre Birka (départ à 9 h 30, de mai à septembre, du pont de l'hôtel de ville), la forteresse de Vaxholm, le château de Gripsholm et la ville de Mariefred, les îles de Sandhamn ou d'Utö.

■ ***SÉJOURNER.*** Au *Victory Hotel* (atmosphère raffinée, chambre à partir de 1 600 F), à l'Hotel Diplomat (sur les quais, chambre à partir de 1 000 F) ou sur le *Mallarrdrottnignen*, un yacht des années 20 (chambre-cabine à partir de 650 F). Consulter aussi les brochures de l'Office du tourisme ainsi que le guide *SAS Tourist Hotels* (bon rapport qualité/prix). A noter les week-ends (3 jours/2 nuits) proposés actuellement sur le 3615 Réductour (3615 RT et 08-36-68-28-27) : 2 650 F et 2 820 F par personne, selon l'hôtel, en chambre double avec petits déjeuners et vol Air France de Paris. Sur les îles, chambres d'hôtes, auberges ou hôtels ainsi que de petites maisons à louer.

■ **VOIR.** Du 1[er] au 3 août, arrivée à Stockholm d'une trentaine de répliques de drakkars venues des pays nordiques. Au Musée des antiquités, nouvelle exposition permanente à la gloire des Vikings.

■ **LIRE.** Sur les Vikings, le « Que sais-je ? », le Pocket et le Découverte-Gallimard. *Orm le Rouge*, un roman de Frans G. Bengtsson (Editions du Porte-Glaive), *Hàvamàl : ce que disaient les Vikings* (Editions Gudrun) et *Au temps des Vikings* (Hachette Jeunesse). Côté guides, Le Petit Futé, le Marcus, le M. A., le Visa et le Routard (Hachette) et le *Grand Guide de la Suède* (Gallimard).

L'archipel de Stockholm



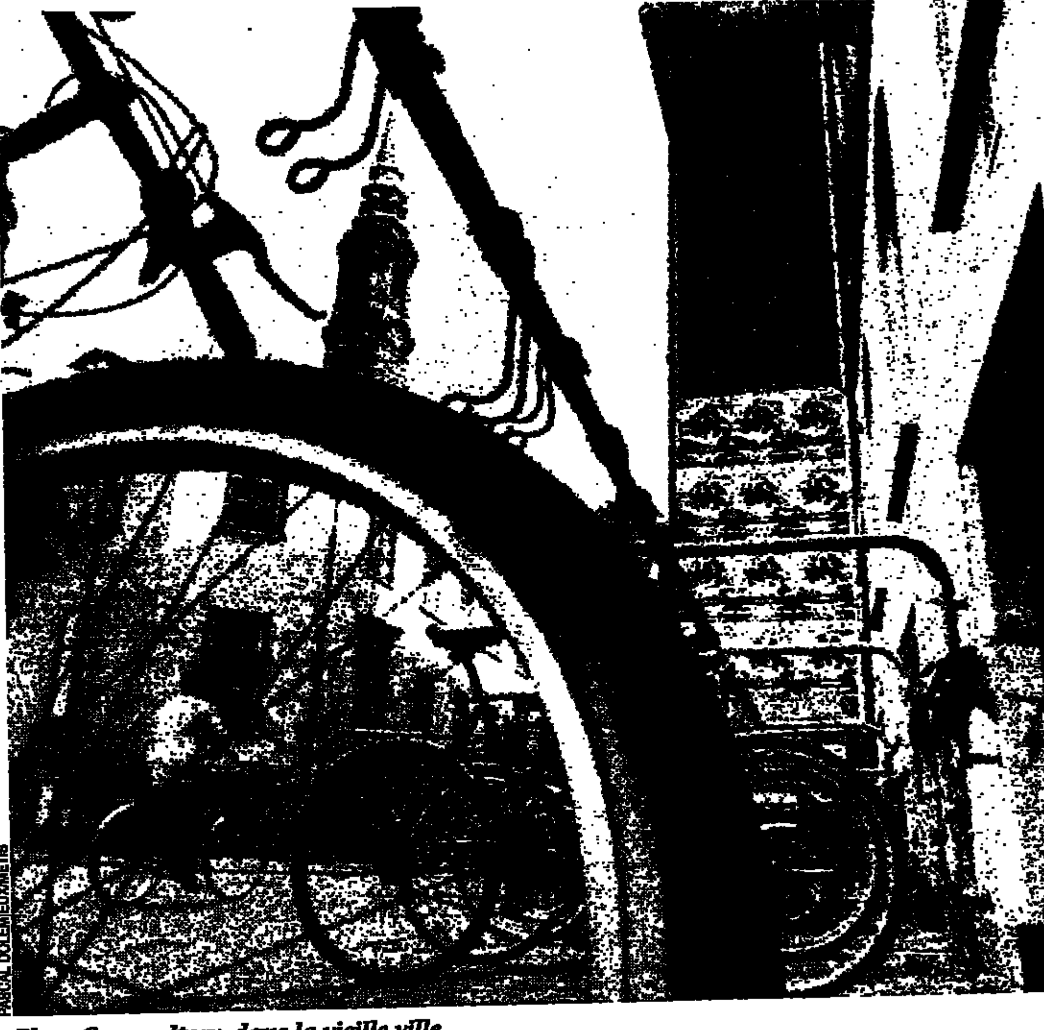
Le chant des sirènes

Portrait d'une ville à taille humaine, moderne dans ses habits anciens, ouverte sur le monde et la mer

COPENHAGUE
de notre envoyée spéciale

C'est une sirène qui n'a pas froid aux yeux. Pas la petite noiraude des bords de la Baltique, étonnante et frêle figure, méditative ou triste, selon le côté d'où on la regarde. Pas celle-là : l'autre, la ville. Sûre d'elle mais pas arrogante. Voyez l'allure déliée des belles Nordiques. Ici, toutes les femmes sont des jeunes filles et toutes les jeunes filles sont blondes. Raffolant du noir, qu'elles portent de préférence moulant et long, juchées sur des semelles d'altitude.

Exagération ? Jugez plutôt. Chez Zéleste, un vrai café, avec un vrai zinc et des tabourets de même métal, les serveuses sont blondes, polo, pantalon noir et long tablier blanc. Du restaurant, au premier, on observe la maison d'en face : quatre étages, le dernier mansardé. Derrière les fenêtres du deuxième, plantes vertes, bibliothèque et lampe allumée. On imagine un étudiant studieux – une jeune fille aurait introduit un peu de fantaisie, bougeoir ou rideau de dentelle –, aimant les livres ou, pourquoi pas ?, émule de Hans-Christian Andersen. L'écrivain vagabond habita tout près de là, au 67 Nyhavn, et ce n'est pas dans cette ville de tous les possibles que l'on va brider son imagination.


Place Gammeltorv, dans la vieille ville.
PASCAL DOLÉMIEUX/MÉTIS

Nyhavn. Ce canal scintillant donne la meilleure idée de cette cité, moderne et vive dans ses habits anciens. Ville à taille humaine – trois tours seulement, de quelque 25 étages –, qui discute avec ferveur autour de tables polies par les ans. Ville belle par tous temps, bruine, brume ou soleil, car elle a le caractère de ses vieilles pierres, et qui aime fort ses enfants – jamais on ne vit autant de papas en promenade, serrant leur bébé contre leur cœur. Ce n'est pas tout : cosmopolite et polyglotte – 95 % de son million sept d'habitants parlent une deuxième langue –, ouverte sur le monde et la mer – voyez les voiliers, les gros ferrys blancs amarrés, là, au bout du quai, les canaux de cette cité qui ne tient pas en place, glisse et s'échappe à la première occasion. Libre. C'est pourquoi elle file à bicyclette.

Avec ça simple, familière et chic. Très chic même. Même la canette de bière à la main, assis par terre au pied de Nikolaj Kirke, le jeune Danois a l'ivresse douce, angélique. Ailleurs, il tangue, l'œil fixe ou vide, ce qui revient au même. Ou braille. Ici, il dérive dans une forme d'extase douce. On se demande d'ailleurs pourquoi le Danois monte en épingle l'ivresse arctique. Jamais vu autant de verres de bière, blonde ou brune, arrêtés ou ambulants.

A 14 heures, ce samedi de septembre, les cloches de Saint-Alban's ont sonné pour l'enterrement d'une sirène anglaise nommée Diana. On naviguait alors aux alentours de la très aristocratique place Amalienborg. Les six gardes, bonnet poilu, bride sous le menton, faisaient les cent pas devant les quatre petits palais royaux, claquant les talons avant de faire demi-tour. Dix minutes ambulatoires, cinq statiques. Une petite sacoche noire, marquée du « M » doré de Margrethe, bat dans leur dos. Parfaitement symétriques, idéalement XVIIIe et raisonnablement rococo, les quatre hôtels particuliers se donnent exactement la réplique de sorte que, sans la présence des guérites, on ne saurait lequel habite la reine. Les pneus des grosses voitures écrasent silencieusement les pavés. Statues et urnes en bordure des toits, réverbères vert-de-gris diffusant une faible lumière. Très romantique la nuit. Bredgade, qui conduit à Amalienborg, a la distance et la distinction nécessaires. Tout le quartier d'ailleurs. Calme, beauté, assurance. Prendre Bredgade et ouvrir l'œil : église de marbre, demeures historiques, antiquaire et boutiques *design* occupent le haut du pavé.

La Norvège a Gustav Vigeland, auteur d'un puissant cycle de vie, le Danemark, Bertel Thorvaldsen. Ne pas limiter son regard au marbre blanc, aux plâtres noircis du Danois, grand admirateur de l'Antiquité classique. S'enchanter des plafonds (grotesques), des dallages (mosaïques), différents dans chaque salle ou cabinet. Coup de chapeau à Gottlieb Bindesboll, l'architecte qui a conçu l'espace en forme de champ de course antique. En son centre, la tombe du sculpteur.

Monstre sacré, la Glyptothèque. S'il faut un fil d'Ariane, ce sera celui, voluptueux, de la sculpture. Des visages impassibles, à grosses lèvres, de Sumer à l'ironie de certaines têtes romaines. Admirateurs de la Petite Sirène, ne manquez pas les sculptures de Gerhard Henning (1860-1964), salles 47 et 47a précisément (il est facile de les manquer), mais aussi la danse des femmes de Carpeaux, le cynisme de Daumier, l'effort douloureux de Degas, le prosaïsme de Maillol. Et un Picasso, peint à vingt ans, qui console de toiles plus absconses. Au terme du parcours, repos, thé et pâtisserie sous les palmiers luxuriants du jardin d'hiver.

Christianhavn, sur l'île d'Amager, est sillonné de canaux. Avant de franchir le pont de Knippel, admirer son profil de la rive opposée et chercher l'emplacement des « Cellules blanches », les maisons grises jumelles où Peter Hoeg situe le drame de son roman *Smilla*. Dans les anciens entrepôts magnifiques, le ministère des affaires étrangères et le Centre danois d'architecture dont la pierre met en valeur l'espace intérieur. Inventaire à la Prévert : marins en costume noir, péniches, façades plates des anciens comptoirs, immeubles sobrement rénovés, cours pavées, roses trémières et chiens courant à côté de leur maître à bicyclette. A 17 heures, cantates graves et fugues légères, les cloches des églises de Christianhavn carillonnent. Entrer, alors, dans Christians Kirke. C'est une petite originale, étalée en largeur et pourvue, sur trois côtés et deux étages, de loges fermées, comme à l'opéra. Mondaine assurément et dotée d'un grand Steinway de concert. Vor Frelsers Kirke, l'église de Notre-Sauveur, est extravagante. Autrement dit, baroque. Elle se signale de loin par sa tour en spirale. Ici aussi, l'on répétait. Et quelle musique ! Défense d'entrer mais qui n'a jamais trompé la surveillance d'un bedeau ? Donc, on répétait : un chef, deux voix, des cordes, le bonheur. Bach, Haendel ? Qu'importe. Soprano et ténor chantaient et l'église faisait silence : la chaire à frise de marbre, le fabuleux orgue en bois porté par deux éléphants, l'autel furieusement excentrique. Ajoutez à cela un carillon moderne qui joue, toutes les heures, des hymnes enregistrés sur ordinateur, les concerts du carillonneur le samedi à 15 heures et le dimanche à midi, les trois boîtes à aumônes que l'on ouvre une fois l'an, à Noël, et vous conviendrez que les églises de Copenhague sont tout sauf ennuyeuses. Quelques pas et le décor change. Christiana, la commune libre de Copenhague – tags, rap, joints, hash', gros chiens, jardin sauvage, ordures, pacifisme – est conforme à son image. Ne pas en faire un plat.

Christian IV fit construire Nyboder pour les gars de la marine. Très beau, Nyboder. Les rues portent des noms d'animaux (crocodile, éléphant, dauphin) ou d'officiers. Longues maisons basses, à un étage et toit de tuile remontant légèrement sur les bords, peintes dans un jaune jadis foncé car on ajoutait, paraît-il, du vitriol à la peinture pour protéger la brique de l'humidité. Et des réverbères comme on n'en fait plus. L'îlot, pur XVIIe, si élégant dans son dépouillement inaltéré, est sans cesse copié.

Autre curiosité, autre quartier rectiligne, celui des 480 anciennes maisons d'ouvriers alignées le long du Sortedams So, le Lac noir. Elles furent construites, de 1873 à 1889, pour les ouvriers des chantiers navals, que l'on avait incités à fonder une société immobilière avec leurs économies. A l'origine du projet, une philosophie moins noble visant à préserver l'ordre établi : *« Un ouvrier propriétaire de sa maison serait moins révolutionnaire. »* On les appelle les *Kartoffel Rækkerne*, les « maisons pommes de terre », allusion à ce tubercule qui pousse en rangées dans les champs. Très prisées, elles sont habitées aujourd'hui par la bourgeoisie et par les ouvriers qui en ont hérité.

Christian IV, le « roi bâtisseur », fut un souverain très inspiré. On le retrouve à chaque pas. Il fit construire, fin du XVIe et première moitié du XVIIe siècle, au nord Rosenborg, le château des Roses, sa résidence d'été (en hiver, il habitait Christiansborg, aujourd'hui le Parlement). Au centre, dans ce qui est devenu le « quartier latin » que traverse Stroget, une suite de rues zigzagantes, la Tour ronde, l'université et Regensen, première résidence universitaire au monde, qui plus est réservée aux étudiants pauvres. Son charme est tel que, même aujourd'hui, la liste d'attente est longue. Pour s'en persuader, entrer par le n° 2 de Store Kannikestræde, la grande ruelle des Chanoines, aussi belle qu'austère, jalonnée par de vénérables collèges. Au sud, à côté de Christiansborg, la ravissante église Holmens et le long bâtiment de la Bourse, investi par la chambre de commerce, identifiable à sa tour formée de quatre queues de dragons entrelacées, symbole des quatre pays scandinaves alors réunis sous la couronne de ce grand roi. On lui doit enfin des quartiers entiers : Nyboder, Nyhavn, dont il fit dessiner le plan, et Christianhavn, déjà évoqués.

En ce sens, Christian IV est bien le père de Copenhague, métropole moderne qui ne jette pas son passé aux orties pour tout le *design* du monde.

Danielle Tramard

Partir

■ **UN WEEK-END À COPENHAGUE.** La plus animée des capitales scandinaves est aussi la plus proche. Forfait Euro Pauli (tél. : 01-49-77-28-00) à partir de 2 600 F (vols au départ de Paris et des principales villes de province, 2 nuits d'hôtel et petits déjeuners). Nuit supplémentaire à partir de 375 F. On n'épuise pas les attraits de la ville en un week-end : les petits bars et restaurants du vieux port où l'on dégustera le hareng danois arrosé d'une bière et d'un verre d'aquavit, les musées, spectacles, expositions et le parc de Tivoli. Egalement Bennett (tél. : 01-48-01-87-77), Nouvelles Frontières (tél. : 0-803-33-33-33), Pandore Voyages (tél. : 01-40-56-02-56), Réductour (3615 RT), Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30) et Visit France (agences de voyages).

■ **BICYCLETTE.** Moyen de locomotion idéal car il y a partout de vraies pistes cyclables. On emprunte les vélos disposés dans quelque 120 parcs moyennant 20 couronnes (18 F environ) que l'on récupère en remettant l'engin en place. Avantageuse, la « Copenhagen Card », valable 1, 2 ou 3 jours, coûte respectivement 130, 250 ou 300 F environ (moitié prix pour les enfants de moins de 12 ans) et s'achète sur place (aéroport, gare, hôtels et offices de tourisme). Pour entrer gratuitement dans les musées, voyager librement sur les transports en commun du Grand Copenhague et naviguer à moindre prix sur les canaux. Et *Copenhagen this week*, guide gratuit des événements du mois.

■ **UN DIMANCHE À LA CAMPAGNE.** En voiture mais aussi en train, avec la Copenhagen Card, on peut aller voir la maison de Karen Blixen à Rungsted, le Musée d'art moderne de Louisiana à Humlebæk, le château de Frederiksborg construit par Christian IV à Hillerod et, à Helsingor, le château de Kronborg, où Shakespeare situe l'action de Hamlet.

■ **AU FIL DES ROUTES.** Découvrir, en une semaine, les différentes facettes du pays en parcourant le Jutland, la Fionie et le Seeland, trois régions aux paysages variés. Le calme et une certaine nonchalance ambiante sont propices à une détente romantique au fil d'un itinéraire décontracté (en moyenne 150 km par jour) qui, via l'Allemagne, remonte le Jutland puis traverse la Fionie pour gagner Copenhague et le Seeland. Forfait Scanditours (agences et au 01-42-85-64-30) : 6 nuits en hôtels de bonne catégorie, petits déjeuners scandinaves et dîners, à partir de 5 160 F par personne, ferries et assistance inclus.

■ **RENSEIGNEMENTS.** Conseil du tourisme du Danemark, 18, boulevard Malesherbes, 75008 Paris (tél. : 01-53-43-26-26). De 13 heures à 16h30.

CARNET DE ROUTE

ACCÈS. Copenhague est à 1 h 45 de Paris avec SAS (tél. : 0-801-25-25-25) qui propose plusieurs vols quotidiens à partir de 1 984 F A/R TTC de même qu'Air France (tél. : 0-802-802-802).

■ **HÉBERGEMENT.** L'hôtel d'Angleterre, une star. Sur le port, l'Admiral et le Nyhavn, d'anciens entrepôts, spectaculaires, ainsi que le Sophie-Amelie, moderne. Près de la gare, le Plaza (bar remarquable, chambres personnalisées) et l'Ascot (anciens bains). Le Neptun vit un peu sur sa réputation.

■ **TABLES.** Peder Ox, très pittoresque, sur la jolie place Grabrodretorv. Au déjeuner, Slotskaelderen, l'un des premiers restaurants de *smorrebrod*, fine tranche de pain noir beurré recouverte d'une montagne de poisson ou de viande. Fondé en 1910, fréquenté par les membres du Parlement (en face) et les hommes d'affaires. Zéleste (Store Strandstræde 6), charmant.

■ **CAFÉS.** Nous avons aimé, près de Nikolaj Kirke, le Café Nick (Nilolajgade, 20), son atmosphère authentique, ses habitués, les toiles et croquis accrochés au mur, par lesquels les artistes pauvres payaient leurs consommations. La grande table ronde en bois figure d'ailleurs sur un tableau.

■ **CONCERTS.** Dans les églises, du 1er juin au 31 septembre, la plupart gratuit. Notamment à Vor Frelsers Kirke et Christians Kirke (programme sur place).

■ **ARCHITECTURE.** Le Dansk Arkitektur Center (Strandgade 27B, 1401 Copenhague K, tél. : 00-45-3157-1930) abrite un salon de thé-restaurant et une librairie où l'on se procurera notamment l'excellent *Copenhagen Architecture Guide*, d'Ofal Lind et Annemarie Lund (Arkitektens Forlag, 1996). Les architectes apprécieront *Architecture and Urban Renewal in Copenhagen* (Gammel Dok), un ensemble magistral de vingt-cinq posters sur l'architecture danoise contemporaine (135 F l'un, 2 250 F l'ensemble). Le centre organise, de mai à septembre, des visites à thème de la ville et des environs sous la conduite d'architectes. De 100 F à 150 F environ.

■ **LECTURES.** Nombreux guides sur le Danemark : Gallimard, Hachette, Michelin, Petit Futé. Nous avons utilisé le guide Autrement *Copenhague* et apprécié son approche culturelle et pratique très réussie. Les Danois ont une imagination prodigieuse. S'en persuader en (re)lisant les *Contes* d'Andersen (Folio), la belle prose classique de Karen Blixen qui redonne vie aux palais de Bredgade, notamment certains des *Nouveaux Contes d'hiver* (Folio), et *Histoire des rêves danois*, de Peter Hœg (Seuil).

Partir

■ L'ÎLE EXTRÊME. *« Kalaallit Nunaat », la « terre des êtres humains », est peuplée d'Inuits, c'est-à-dire d'« hommes »,* environ 56 000 (dont quelque 9 500 Danois), établis en majeure partie sur la côte ouest. Depuis 1971, elle s'est vu accorder un statut d'autonomie au sein du Danemark.La capitale, Nuuk, compte environ 13 000 habitants. Tout, au Groenland, est extrême : la superficie (2 200 000 km², cinquante fois le Danemark, vingt et une fois l'Islande), le climat, et donc le mode de vie.

■ LE GROENLAND À LA CARTE. Grand Nord Grand Large, spécialiste de la destination, propose des séjours et des circuits sur mesure, des randonnées en kayak ou à pied ainsi que des croisières sur des voiliers ou à bord de navires d'expédition. Voir également les propositions de Nord Espaces, autre bon spécialiste, notamment un circuit dans la baie de Disko (8 jours, 16 620 F).
Petits villages isolés, promenades en bateau, culture inuit, glaciers et pêche en mer au menu du circuit de 10 jours (hébergement dans de petits hôtels simples mais confortables) programmé par Scanditours, dans le sud du Groenland, du 26 juin au 28 août. A partir de 17 990 F avec départs garantis le vendredi.

■ *LES FÉROÉ EN VOITURE.* C'est la meilleure façon de visiter cet archipel, dont les petites routes, très bien entretenues, se faufilent sous les nombreux tunnels percés dans les montagnes. De petits ferries relient régulièrement la plupart des îles. Du 25 mai au 5 septembre, le *Nörrona* quitte Hantsholm, au Danemark, le samedi à 20 heures et accoste à Torshavn le lundi à 6 heures. Aller simple (couchette) à partir de 810 F, voiture à partir de 640 F. En profiter pour passer 4 jours au Féroé, du lundi au vendredi : le forfait Smyril Line, à partir de 3 990 F par personne en cabine double, inclut, outre la navigation, 4 nuits en hôtel ou chez l'habitant (la meilleure formule) et le petit déjeuner. Si l'on opte pour l'avion, on peut réserver une voiture depuis l'aéroport de Vagar : à partir de 2 055 F pour 3 jours (4 130 F la semaine).
Si l'on se rend du Danemark en Islande à bord du même car-ferry *Norröna* qui effectue la liaison Torshavn-Lerwick (Shetland)-Bergen (Norvège) et retour, on peut faire escale aux Féroé du lundi à l'aube jusqu'au mercredi à 18 heures. Soit deux jours et demi pour une rapide découverte, toujours avec séjour à l'hôtel ou chez l'habitant. Renseignements (cartes, guides, horaires des ferries locaux) et suggestions d'itinéraires au bureau de Smyril Line, à 300 mètres du quai. Brochures Smyril Line et Scanditours dans les agences de voyages.

■ À BORD DU *NORDLYSID*. Excursions d'une journée, le long des côtes escarpées des Féroé, à bord d'un deux-mâts. Selon la météo, la force du vent, le sens des courants et l'état de la mer, on peut observer les oiseaux, pêcher la morue et faire escale dans un petit village de pêcheurs. Le skipper prépare les repas. Il lui arrive même de plonger dans l'eau glacée pour ramener oursins et moules géantes à consommer crus dans l'instant. Renseignements : Smyril Line ou à bord du *Norröna*.

■ À CHEVAL. Comme l'islandais, le cheval des Féroé est petit, robuste et docile. Si l'on n'a jamais pratiqué l'équitation, quelques minutes suffisent pour être parfaitement à l'aise sur sa monture et se laisser conduire par des guides qui prennent un réel plaisir à faire découvrir les plus beaux points de vue. Renseignements : Smyril Line et office de tourisme des Féroé.

■ VU DU PONT. Islande, Féroé et Groenland au programme d'une croisière de 20 jours (dont 18 nuits à bord), sur le *Funchal*, petit paquebot (moins de 400 passagers) intime et chaleureux, avec un personnel spécialement affecté à la clientèle française. Dans la brochure « Croisières » de Scanditours.

Là òu naissent les icebergs

Le Groenland : des hommes (peu), des chiens (beaucoup) et de la glace (partout)

ILULISSAT
de notre envoyée spéciale

D'instinct, au sortir de l'appareil, on se sent loin, très loin. Est-ce les collines rabotées, les hangars arrondis, les autochtones trapus, bouille ronde et yeux bridés, les passagers en anorak et grosses chaussures ? Tout, ici, annonce une terre rude, sans compromission.

Ilulissat, à bord du Disko, 31 août. La neige tombe sous le soleil, les icebergs ruissellent. Prendre les sommets des Alpes, des Andes et de l'Himalaya et les jeter dans l'océan : falaises lisses, tuyaux d'orgue plissés, promontoires, pics, tous ces Annapurnas de cristal étincellent. L'eau, tout à l'heure grise et lourde, vire au bleu intense.

Le glacier d'Ilulissat est le plus productif de l'hémisphère Nord (15km3 de glace par an). Son fjord est si encombré d'icebergs que l'on ne peut y pénétrer. Leur formation est très simple. La neige tombe, recouvre la surface de l'inlandsis, se tasse, devient glace, glisse de l'arête centrale vers les côtes et se détache en icebergs. Emprisonnant des bulles d'air et donc plus léger que l'eau, l'iceberg flotte. Seul un dixième de sa masse est visible, le reste est enfoui sous l'eau. Quand il fond, son centre de gravité se déplace et il pourrait basculer. D'où le danger pour la navigation. La calotte glaciaire occupe 82 % de la surface du Groenland. Si elle venait à fondre, le niveau des océans monterait de 6 à 7 mètres.

Saqqaq, village extrême. Deux cent cinquante âmes face à l'océan. Toussotement du Zodiac qui dépose les passagers sur le rivage. Tout le reste est silence, 365 jours par an, pendant toute la durée d'une vie. Et, du fin novembre à janvier, la nuit polaire. Aucune route. Deux rotations de l'hélicoptère par semaine en hiver, une du bateau en été. Seuls êtres vivants, les Inuits et les chiens. Attachés à l'extrémité d'une longue chaîne, boules endormies sur les rochers ronds. Au passage des voyageurs, ils donnent de la voix.

On entendra longtemps la plainte modulée, lancinante, haut perchée, des chiens qui hurlent à la mort, leur gueule pointue prenant le ciel à témoin de leur infortune. Les chiens mangeurs de poisson, proches du loup et donc sauvages, sont les seuls autorisés ici, pour ne pas abâtardir la race. A Saqqaq, il y a 450 chiens pour 250 personnes. Avant, ils étaient libres. Il y a trente ans, on a commencé à les enchaîner à cause des accidents. Parfois, un chien attaque un enfant. Au Groenland, on appelle ça un « accident de la circulation ». Cependant, en ville, les scooters des neiges et les voitures tuent davantage que les chiens.

L'écrivain danois Palle Petersen, 29 ans de Groenland, vient depuis cinq ans à Saqqaq, en mars-avril, sa période hivernale préférée : *« Il fait moins 30 degrés, le soleil est très brillant, les traîneaux à chiens circulent constamment. »* Saqqaq, fondé par les Danois en 1757, est l'un des plus charmants villages du Groenland avec sa vieille église coloniale et ses centaines d'icebergs qui chahutent dans la baie. Des familles viennent y vivre comme autrefois : un homme, un bateau, un traîneau à chiens. A Saqqaq, en 1990, il y avait 115 habitants. Aujourd'hui, il y en a 250. Et d'autres ne cessent de revenir.

La plupart des gens pensent qu'ils vivent mieux – ils ont une maison, la télévision et le téléphone. Mais ils ne veulent pas être obligés de travailler dans un bureau, une usine ou sur un gros bateau. Que faire, alors, sinon boire ? Leur passion, c'est la chasse. Leur nourriture principale est le phoque et la petite baleine, pas le poisson. *« La pêche est un gagne-pain, la chasse au phoque un plaisir. »*

Les Groenlandais savent à l'avance le temps qu'il va faire, quand la glace va se rompre et la tempête se déchaîner. Quoi qu'il advienne, ils rentrent toujours sains et saufs. *« Quand un Groenlandais dit : "Je reviens dans trois jours", s'il ne réapparaît pas, on attend et il finit par revenir. Quand la même chose arrive à un Danois, on envoie un hélicoptère. »*

Les maisons sont bien isolées, avec un poêle, une cuisine moderne et un mobilier simple, style Ikea, commandé sur catalogue. Ils reçoivent leur maison en kit dans des caisses et les montent eux-mêmes à l'aide d'une vidéo-cassette qui explique la marche à suivre. Le village a sa maison communale, avec douche et machine à laver, où l'on vient se réunir et danser, une école, une pêcherie au bord de l'eau, un magasin et une poste gérés par le gouvernement.

Dimanche, Saqqaq est calme. Les enfants rapportent les bouteilles vides au supermarché. On achète la bière le vendredi jusqu'à 16 heures. Le week-end, c'est interdit. Et on creuse à l'avance des trous dans le sol en été pour la sépulture de ceux qui mourront en hiver.

Uummannaq, au pied de la montagne en forme de cœur, est interdit pour cause de forte houle. Nous sommes dans une sorte de mer intérieure, au centre d'un amphithéâtre ouvert sur le large. En face, une clarté voilée et pourtant lumineuse, une de ces lumières surnaturelles du couchant. Derrière, les montagnes violettes. Sous un ciel comme tiré vers le bas par le poids des nuages. Et partout, nous touchant presque l'épaule, les grands icebergs arctiques.

Tartunaq. Une bande de terre élastique, souple, saturée d'eau, au pied d'une falaise. Palette subtile et innombrable, les lichens rouges, roses, ocre, rouille, roux, bruns, mauve, agrippent le sol car le vent du large les harcèle. Vent froid qui garde le souvenir des blocs de glace semés sur l'océan et gèle les doigts et le bout des oreilles. Au lieu de tendre vers le ciel, la végétation naine rampe sur le sol, écartant ses racines d'argent, étalant ses fines feuilles, gagnant en largeur ce qu'elle ne peut prendre en hauteur.

Et soudain, ô surprise, sur la lande empourprée, huit tombes. Et là, un peu plus haut, seize autres, et ce qui fut des croix et un monticule de pierres où l'on aperçoit des ossements. Qui ? Quand ? Par suite de quelle infortune ? Rien qu'une certitude : un petit village s'était établi là jusqu'à la dernière guerre mondiale. Les survivants ont donné à leurs compagnons une sépulture puis, eux aussi, s'en sont allés.

Ce soir, pendant le dîner, le Zodiac est allé s'approvisionner en glace. On choisit un petit iceberg et, à coup de pic, on en fait tomber un bloc dans un filet. Puis, avec le treuil, on remonte le tout sur le pont. C'est cette même glace qui rafraîchit l'eau des carafes.

« Venez sur la passerelle à six heures du matin. » C'est chose faite. Ciel rose, montagne violette, eau frémissante, soleil levant. A l'arrière, le bloc de glace s'amenuise mais ne fond pas. De baleine, point. Plus tard, branle-bas général : mammifère marin signalé à l'avant. En scrutant l'horizon, jumelles sur les yeux, on verra un arc léger sur l'eau, un jet, puis, quelques instants plus tard, un autre jet, mince, évanescent.

A Sisimiut, 5 500 habitants, deuxième ville du pays, on voit tout : des jeunes filles à gros talons noirs comme en Europe, des enfants le cartable dans le dos, des gamins qui font du roller, des bicyclettes, des scooters, des tracteurs, des Toyota, des Mercedes, des bus et des taxis. La bâtisse bleu d'une usine de crevettes ultramoderne – par tradition, le magasin est rouge, l'hôpital jaune, la poste verte, les infrastructures bleues. Inutile de savoir lire –, des supermarchés vendant bordeaux et whisky. Des escaliers accrochés au roc et d'horribles cages à lapins pour les humains. Désorienté, on cherche une présence familière et, soudain, on se sent orphelin : mais où sont donc les chiens ?

Kangerlussuaq, *« le long fjord »*. Un caribou se promène sur la lande rousse, les bœufs musqués se tiennent à distance. Les mêmes plantes, rases à Tartunaq, se hissent ici jusqu'à atteindre la taille de petits buissons. Au fond, la calotte glaciaire. En cinq minutes, un hélicoptère se pose à ses pieds. On voit distinctement la roche, la mince couche d'humus et la masse gelée, irrégulière, crevassée, dont le bord rabote la terre en avançant. Le front du glacier se déplace de 25 mètres par an. A Ilulissat, il parcourt la même distance en un jour. Parfois, un coup de tonnerre éclate : la glace se fend.

Elle s'appelle Naja. Chef de service dans un bureau, à Sisimiut, elle a 43 ans, en paraît 30 et revient de vacances aux Caraïbes avec sa fille, après escale à Toronto. Enchantée, Naja. Pourtant, avoue-t-elle, *« c'est bon de rentrer. Je ne pourrais pas vivre ailleurs »*.

Danielle Tramard


RAGNAR AXELSSON/MORGUNBLADID

Prendre les sommets des Alpes, des Andes et de l'Himalaya et les jeter dans l'océan.

Cache-cache aux Féroé

TORSHAVN
de notre envoyé spécial

A mi-chemin entre l'Ecosse et l'Islande, les îles Féroé semblent tanguer dans les brumes qui tantôt les dissimulent, tantôt les dévoilent, sous la lumière cisaillante du Nord. Au rythme des vents aussi, dont le souffle charrie les cris des huîtriers-pie, des macareux et des innombrables oiseaux de mer qui peuplent le littoral. Sur cet archipel rude et majestueux, découpé à la serpe, cohabitent 70 000 moutons et 48 000 îliens. Ici, on vit de l'océan, de la pêche et de l'élevage. Aucun point n'est éloigné de la mer de plus de 5 kilomètres. Partout, de petits villages, des hameaux de pêcheurs égaient la côte déchiquetée de leurs couleurs franches : maisons de bois noires, rouges, blanches, aux toits recouverts de terre et d'herbe verte afin d'en conforter l'isolation. Rompant la mélancolie des grands espaces, des sentiers escarpés, des chutes d'eau et, omniprésente, cette brume qui apparaît et disparaît.

Torshavn, la capitale, est un petite ville portuaire, coquette et préservée. Elle étend ses habitations colorées sur les collines et, dans le vieux quartier, d'étroites ruelles séparent les maisons de pêcheurs. C'est dimanche. Demain, le car-ferry *Norröna* débarquera ses passagers : habitants des Féroé, Danois, Islandais, Norvégiens mais aussi quelques touristes en voiture, en camping-car ou à moto. En attendant, c'est le *Nordlysid*, un deux-mâts de 19 mètres, tout en bois, construit en 1945 par des pêcheurs de harengs, qui va appareiller. Birgir Enni, le skipper, accueille à son bord une poignée de visiteurs qui, vêtus de cirés, s'apprêtent à partir pour une journée de pêche autour des îles. Çà et là, sur les collines, des promeneurs juchés sur de petits chevaux robustes et dociles découvrent fjords et vallées. D'autres encore, jumelles autour du cou, s'en vont observer les oiseaux qui nichent dans les falaises. De mai à septembre, le jour règne une vingtaine d'heures durant. Alors, rien ne presse vraiment et le temps se fait discret.

Aux Féroé, chaque île a son histoire, ses familles, ses légendes. Toutes sont reliées entre elles par de modestes ferries ou de simples caboteurs qui, imperturbablement, franchissent « creux » et courants. C'est le vent qui mène le bal. En un instant, le soleil disparaît derrière la brume. Une averse, et le ciel réapparaît, d'abord mauve et bronze, puis bleu vif. Une instabilité climatique qui a forgé un mode de vie, mélange de liberté et de fatalisme. *« Nul ne sait le matin où il couchera le soir »*, prévient ainsi un proverbe local.

François Weill

CARNET DE ROUTE

GROENLAND

■ ACCÈS. SAS (tél. : 0-801-25-25-25) : Paris-Copenhague (1 h 45) à partir de 1 984 F A/R, Copenhague-Kangerlussuak (4 h 50), 3 562 F A/R.

■ CROISIÈRE. La seconde saison du M/S Disko (92 passagers) dans la baie de même nom commencera le 12 juin pour s'achever le 4 septembre. Cette croisière de 8 jours, de Sisimiut à Kangerlussuaq, avec les mêmes escales et, en outre, le glacier d'Eqip Sermia et l'îlot d'Aasiaat, est proposée par Nord Espaces (tél. : 01-45-65-00-00) pour 17 700 F au départ de Paris, tout compris, ainsi que par Grand Nord Grand Large (tél. : 01-40-46-05-14), Pandore Voyages (tél. : 01-40-56-02-56), et Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30).

■ *SAISON. Nuit polaire de fin novembre à mi-janvier, soleil de minuit de fin mai à* fin juillet, dans la baie de Disko. Températures estivales de 5°C à +15°C à. Meilleures périodes : mars-avril (courses en traîneaux à chiens) et le bref été (juillet-août).

■ *GUIDES.* Avec ses textes, croquis, photos et cartes, *l'Atlas Kalaallit Nunaat Greenland*, de Christian Berthelsen, Inger Holbech Mortensen et Ebbe Mortensen (Atuakkirofik, 1993), bilingue groenlandais/anglais, auquel nous avons emprunté maintes données scientifiques, est complet, didactique, passionnant. Se le procurer à bord en attendant une prochaine réimpression. *Le Groenland*, de Gérard Naigeon (Peuples du Monde), qui s'en inspire fortement, est le meilleur guide en français. Egalement *Groenland* (DMI édition), *Groenland, terre des Inuit*, d'Erik Bataille (Éditions du Dauphin) et *Iceland, Greenland & the Faroe Islands* (Lonely Planet).

■ LECTURES. Le Groenland de Jean Malaurie n'est plus. D'où l'intérêt de ses ouvrages, *Les Derniers Rois de Thulé* (Terre Humaine/Plon) et *Ultima Thulé* (Presses Pocket). *En skis à travers le Groenland* (Hoëbeke), de Fridtjol Nansen, narre une double « première », sa traversée d'est en ouest, en 1888 et à skis. *Racontars arctiques*, de Jorn Riel (Gaïa), histoires d'un rêveur éveillés. *Smilla*, de Peter Hoeg (Seuil), suspense groenlando-danois plein d'informations et de finesse. Un album sur les chiens de traîneaux (canadiens, mais ils sont si proches), *Les Voyageurs du froid*, de Dominique Cellura (Hoëbeke).

■ RENSEIGNEMENTS. Greenland Tourism Copenhagen, Postbox 1139, Pilestræde 52, 1010 Copenhague, tél. : 00-45-331-369-75, fax : 339-338-83).

FÉROÉ

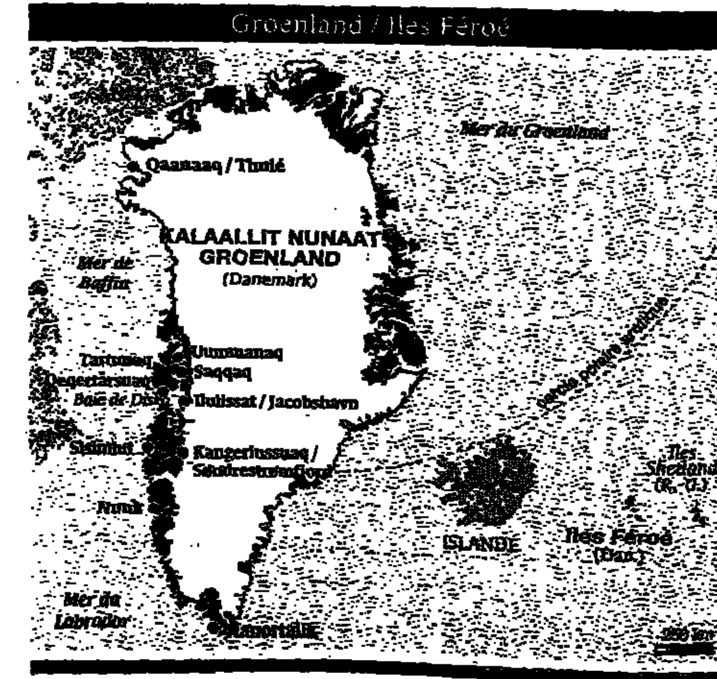
■ *REPÈRES. L'archipel des Féroé, rattaché* au Danemark, conserve une certaine autonomie et une langue locale proche de l'islandais.

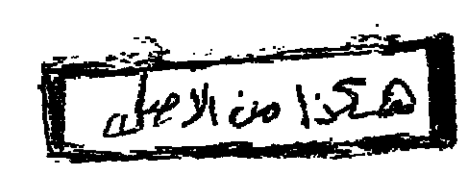
■ ACCÈS. *Maersk Air (tél. : 01-53-77-13-42) relie Paris à Torshavn, via Bil*lund, au Danemark, de 2 840 à 3 200 F A/R selon la saison. De Copenhague, avec Atlantic Airways (SAS, tél. : 01-53-43-25-25), qui propose également, au départ de Copenhague, des circuits accompagnés (en anglais).

■ SÉJOURNER. Le Foroyar, à Torshavn, confortable, vue panoramique (390 F par personne en chambre double), le Hafnia, sur le port (390 F), la pension de famille Bladypi (200 F). Auberge de jeunesse à partir de 100 F. Dans les îles, location de maisons, de chalets et logement chez l'habitant. Consulter la brochure Smyril Line.

■ DÉGUSTER. Spécialité locale, le macareux (*puffin* en anglais), un oiseau de mer à la chair ferme et au goût très marin, le saumon et le flétan (*halibut* en anglais).

■ *S'INFORMER. L'Aldan, office du tourisme local* (tél. : 00-298-19391) envoie brochures et documentation. La compagnie maritime Smyril Line, représentée en France par Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30).





A tire-d'aile

Eider, macareux ou pluvier doré. Les Islandais chérissent leurs oiseaux. Surtout ceux dont le duvet vaut de l'or


RAGNAR AXELSSON/MORGUNBLADID

Les grands labbes tournoient avant de fondre sur l'intrus dans un claquement de bec.

REYKJAVIK
de notre envoyé spécial

Au sud de l'Islande, la falaise d'Ingolfshofdi se dresse telle une île verdoyante dans le ciel. L'océan se fracasse contre ce promontoire, le contourne, et envahit le sable noir qui s'étend à perte de vue. Au sommet, les grands labbes tournoient. Soudain, ils fondent sur l'intrus, redressent leur vol au dernier moment après un léger claquement de bec. Ces prédateurs défendent farouchement leurs oisillons qui couinent parmi les touffes d'herbe pelée. Pour parer leurs assauts, rien d'autre à faire que de brandir une canne menaçante en direction des nuages qui, eux aussi, semblent mener la charge en bataillons serrés.

Au cœur de l'Atlantique nord, l'Islande est située à la croisée des routes migratoires de multiples oiseaux. Longue de 510 kilomètres, large de 310 kilomètres, elle constitue, pour de nombreuses espèces américaines, européennes et arctiques, la limite extrême de leur territoire. Les vents qui les portent aujourd'hui sont les mêmes qui, jadis, gonflèrent les voiles des Vikings. Le premier Norvégien, Ingolfur Arnarson, débarqua à Ingolfshofdi en 874. Simultanément, son frère, Hjörleifur, s'installait à une centaine de kilomètres de là avec dix esclaves enlevés en Irlande. Ces derniers se révoltèrent, le tuèrent et s'enfuirent sur un archipel proche des côtes. Ingolfur les rattrapa et les massacra. On baptisa ces îles Vestman, autrement dit, les îles des hommes de l'ouest.

Le 23 janvier 1973, Heimaey, seule île habitée des Vestman, s'éveilla en même temps que son volcan. Les maisons brûlaient, enfouies sous les cendres et la lave. Les quatre mille habitants évacuèrent les lieux en quelques heures. L'île entière menaçait de disparaître lorsque, pour la première fois, on réussit à bloquer une coulée de lave en la refroidissant sous des millions de mètres cubes d'eau. Aujourd'hui, le port d'Heimaey est à nouveau le plus actif du pays. Le vendredi soir, Chevrolet et Harley-Davidson tournent inlassablement autour des maisons peinturlurées et du chaos de roches noires d'où s'échappent des fumerolles. Einar, chauffeur du seul car de cette île longue de dix kilomètres, lance, fataliste : *« Ici, une éruption peut survenir n'importe quand, n'importe où ; alors on n'y pense même plus. »*

Au bord des falaises d'Heimaey, dans l'herbe tendre, plusieurs centaines de milliers de macareux passent l'été. L'Islande en héberge trois millions, le tiers de la population mondiale. Une maman, une dizaine de lançons et de sprats dans son bec, s'enfouit un mètre sous terre dans son terrier. Deux pattes orangées et un bec clémentine cerné de jaune et de noir l'ont fait surnommer *« le perroquet des mers »*. Les macareux, fidèles parmi les fidèles, reviennent parfois trente ans de suite dans le même nid. De la mi-juillet au début d'août, les habitants d'Heimaey descendent en rappel le long des falaises pour en capturer 60 000 dans des filets à papillons. Les 265 000 Islandais ne mangent pas de canard, délaissent le corail des coquilles Saint-Jacques, évitent les poissons qu'ils trouvent trop laids, comme la baudroie, mais se délectent du pâté de guillemot et des filets de macareux dont le goût ressemble au magret de canard, en plus iodé. *« Les habitants*, explique Kristjan Egilsson, conservateur du Musée d'histoire naturelle d'Heimaey, *sont très attachés à cette tradition qui ne présente aucun risque pour la conservation de l'espèce, contrairement aux supertankers... »* Début août, quand les macareux retournent passer l'hiver en mer, certains oisillons n'arrivent pas à s'envoler. Les enfants des Vestman les recueillent alors, puis les relâchent au bord de l'eau, là où ils pourront nager et se nourrir.

Minuit : le soleil rebondit à l'horizon. Sa lumière froide caresse les pâturages qui, entre océan et glaciers, bordent la côte sud. Des centaines de sternes arctiques nichent parmi ces prairies grasses avant de migrer vers l'Antarctique. Une bécassine mâle vole sur le dos. Il frotte énergiquement ses plumes arrière afin d'émettre un son destiné à séduire sa belle. Un pluvier doré et mère de famille s'envole au dernier moment dans un grand concert de cris stridents et, histoire d'attirer un prédateur loin de sa couvée, bat de l'aile en simulant une blessure. Premier migrateur à pointer son bec, cet oiseau annonce le printemps. Les Islandais l'ont adopté comme mascotte et le chérissent au même titre que leurs chevaux à la crinière batailleuse.

En Islande, le paysage n'est jamais figé. Chaque siècle, les habitants affrontent des éruptions dantesques. En 1783, l'explosion du Laki a provoqué une coulée volcanique record. Près du village de Kirkjubaejarklaustur, sur la côte ouest, la mousse tapisse les 565 kilomètres carrés de lave. Plus récemment, le 1er octobre 1996, le réveil du Vatna a soulevé le glacier, générant des torrents de boue qui charrièrent des blocs de glace hauts comme des immeubles. Ils sont toujours là, tels des cachalots échoués sur les galets gris. Et le Vatna (130 kilomètres de long sur 80, ce qui en fait le plus vaste glacier d'Europe) arrondit à nouveau paisiblement son dôme. Jokulsarlon, l'une de ses langues glaciaires, se glisse jusqu'à l'océan. Prudemment, un Zodiac se faufile entre les centaines d'icebergs céruléens, menthe à l'eau ou curaçao, qui dérivent dans l'immense lagon. Au moindre craquement, le pilote scrute les mastodontes dont les soubresauts pourraient faire chavirer l'embarcation.

La nationale n° 1 fait le tour de l'île. Dans le sud-est, elle s'enroule autour des fjords qui pénètrent les terres telles des griffes. Dans la lagune de Lon, 6 000 cygnes se nourrissent de zostère, une plante aquatique baptisée « blé des mers ». Pour gagner le nord, la route quitte la côte et s'enfonce dans un désert de pierraille. C'est ici, sur les flancs de la caldeira Askja, que les astronautes américains se sont préparés à leur marche sur la Lune. Le regard saute d'un volcan rougeâtre à un cône noirâtre, s'échappe vers un champ de lave rugueux, s'éblouit d'un glacier scintillant. Aux premiers jours de la création, la Terre devait être ainsi : tourmentée, vivante, sans cesse changeante.

Depuis les années 80, la région de Myvatn enregistre un nouveau cycle d'éruptions. A Namafjall, le soufre a paré la montagne d'un voile orangé digne de la robe d'un bonze. La terre est chaude. On marche au milieu de cratères bouillonnants, de boues « glougloutantes » et de jets de vapeur sifflant comme des locomotives. Le lac Myvatn doit son nom aux moucherons dont les millions de larves, tapissant le fond, nourrissent truites, ombles chevaliers et oiseaux. Quinze espèces de canards nichent dans ces eaux peu profondes. Tête noire lovée dans son plumage, tache blanche sur la joue, un garrot d'Islande dérive à côté d'un garrot arlequin au plumage noir strié de lignes blanches. Un minuscule phallarope se dandine à l'ombre de blocs de lave effilés comme les flèches d'une cathédrale. Yeux cerclés de rouge, un grèbe esclavon gave sa couvée de larves.

En Islande, comme dans d'autres contrées, le réchauffement du climat a modifié les ressources alimentaires. Des populations ont disparu au profit d'autres. Olafur Nielsen, ornithologue au centre national de Reykjavik, cite le cas du mergule nain, un oiseau arctique qui a émigré plus au nord, au Spitzberg, et dont on ne recense plus aujourd'hui que quelques dizaines de couples contre des milliers, auparavant. En revanche, goéland brun et goéland argenté sont arrivés dans les années 50, la mouette rieuse et l'étourneau dans les années 60, le passereau, le merle et la grive, encore plus récemment.

Le pygargue, un des plus grands rapaces, a été sauvé de justesse. On en comptait 20 couples, il y a un siècle, contre 32 aujourd'hui. Les éleveurs d'eiders le pourchassaient inlassablement afin de protéger leurs « poules aux œufs d'or ». L'eider, un canard au doux duvet dont la chasse a été réglementée dès le XIIe siècle, constitue en effet une importante source de revenus pour le pays. Atli Vigfusson est un éleveur heureux. Après avoir étudié la civilisation française à la Sorbonne, ce grand gaillard blond a repris la ferme paternelle. Chaque année, 3 000 couples d'eiders nichent dans les touffes d'herbe de l'îlot qu'il possède à l'embouchure de la rivière Laxa. Une aubaine : chaque mère prélève dix-huit grammes de son précieux duvet pour construire son nid. Atli favorise donc leur nidification et surveille les nids afin que visons et mouettes ne les dévastent pas. Vers la mi-juin, au moment où les eiders quittent l'îlot, il collecte les plumes, qu'il fait sécher trois ou quatre jours au soleil. Soixante-dix nids, c'est un kilo de duvet vendu 7 000 francs à Taïwan ou aux Etats-Unis. Un précieux plumage qui rapporte au pays autant que ses 600 000 moutons. Et si l'activité géothermique permet de chauffer gratuitement les maisons, la douceur de l'eider vaut encore de l'or.

Jean-Pierre Reymond

CARNET DE ROUTE

■ REPÈRES. *Meilleure saison de mi-juin à fin août.*

■ CIRCUITS. Nouvelles Frontières programme de nombreux circuits dont : « Merveilles islandaises » (12 jours, 11 800 F) et « Panorama d'Islande » (15 jours, 10 710 F), plus sportif. Philippe Patay, créateur d'Islande 66° Nord (associé au lyonnais Atalante, tél. : 04-72-53-24-89 et, à Paris, au 01-55-42-81-00), propose une brochure très dense avec, notamment, un circuit de découverte ornithologique (1er au 13 juillet, 16 600 F de Paris) baptisé « Oiseaux et baleines » qui permet d'observer faune ailée et cétacés.

■ LIRE. Récent et complet sur la faune, *Islande* (« Les guides du voyageur », aux éditions Marcus). *Les Oiseaux d'Islande*, Michel Breuil (Editions Le Chevallier/Chaband).



Partir

■ L'ÎLE NATURE. Peu de destinations se prêtent autant à la randonnée et au camping. Mais le recours aux spécialistes apparaît judicieux. Au premier rang, *Comptoir d'Islande* (tél. : 01-45-67-99-34 et agences) désormais associé à Alantours dont le fondateur, Gérard Alant, a été un des pionniers de la destination. Au programme, un grand choix de randonnées et de circuits-camping dont « La piste aux mille paysages » (15 juillet, 5 et 12 août, 11 850 F, hébergement en refuges ou bivouac), à bord d'un bus tout-terrain qui sillonne les plus belles régions de l'île. Un trajet ponctué chaque jour de balades à pied de quatre à cinq heures. En vedette, la piste qui traverse le centre de l'île. La nature est également à l'honneur dans les brochures de Scanditours, Bennett, Atalante, Club Aventure, Terres d'aventure et Nouvelles Frontières.

■ GÉOLOGIE ET PLANÉTOLOGIE. Terre remodelée en permanence par le volcanisme, l'Islande, l'été venu, se lit comme on lirait le roman de la genèse terrestre. Programmé *par Comptoir d'Islande*, du 16 au 25 août, un circuit de dix jours *(12 970 F de Paris)* propose de dépasser le cadre strictement terrestre de la géologie pour partir à la découverte du système solaire avec, jour après jour, un parallèle entre les sites parcourus et les corps gravitant autour du soleil. En prime, observation d'aurores boréales. Une approche inédite sous la conduite de Jean-Yves Courageux, un Français établi en Islande (Barmahlio 47, Reykjavik 105, Islande, tél. et fax : 00-354-5520815) et qui monte lui-même des circuits sur mesure privilégiant les rencontres avec les habitants.

■ UN CONNAISSEUR. Montagnard, membre de la compagnie des guides d'Islande, photographe et ornithologue, Philippe Patay s'est *établi en Islande il y a vingt-cinq* ans. C'est donc en connaisseur que *le créateur d'Islande 66° Nord* propose, avec le lyonnais Atalante, une gamme très complète de circuits (brochure sur demande) pour explorer l'Islande, les Féroé et les terres arctiques tels le Groenland oriental et l'archipel du Svalbard. Renseignements auprès d'Anna Kristin Asbjörnsdottir, à Lyon (tél. : 04-72-53-24-89) et Franck Volay, à Paris (tél. : 01-55-42-81-00).

■ S'INFORMER. En attendant l'ouverture, programmée, d'un office du tourisme islandais autonome, c'est la compagnie Icelandair qui remplit cette fonction : 9, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 01-44-51-60-51 et Minitel 3615 Otisland.

Partir

■ À LA CARTE. Icelandair, la compagnie aérienne nationale (tél. : 01-44-51-60-51), diffuse une brochure, *Islande 98*, déclinant tous les éléments d'un voyage « à la carte » : avion, location d'une voiture ou d'un 4x4 (indispensable pour sillonner l'intérieur de l'île), hébergements, excursions, suggestions d'itinéraires, etc. Consulter également les brochures des principaux spécialistes de la destination : Comptoir d'Islande/Alantours (tél. : 01-45-67-99-34), Bennett (tél. : 01-48-01-87-77), Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30), Atalante (tél. : 04-72-53-24-89), et Nouvelles Frontières (tél. : 0-803-33-33-33) qui, outre de nombreux circuits, propose tous les ingrédients d'un voyage sur mesure et, notamment, du 1er juillet au 3 septembre, un charter (Corsair), de 1 615 F à 2 000 F A/R (hors taxes d'aéroport) selon la date choisie.

■ EN BATEAU. Du 23 mai au 5 septembre, le *Norröna* (Smyril Line) part d'Hantsholm (Danemark), fait escale 2 jours aux Féroé puis gagne Seydisfjordur, en Islande. La bonne formule pour partir avec sa voiture (les locations sont relativement chères en Islande), son camping-car, sa caravane ou sa moto. Dans les agences et chez Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30).

■ LE TOUR DE L'ÎLE. Si l'Islande se déguste vraiment hors des sentiers battus, la route qui fait le tour de l'île (1 500 km) permet d'accéder à la plupart des sites « touristiques ». Ceux que la conduite rebute opteront pour des circuits en autocar bien conçus avec de fréquentes haltes et de longues promenades. Les spécialistes proposent à peu près les mêmes programmes à quelques différences près. Citons, chez Comptoir d'Islande/Alantours, une « Saga Viking » (15 jours, 15 300 F), chez Bennett, un « Grand tour d'Islande » (14 jours, 14 960 F), chez Scanditours, un circuit analogue à 15 910 F et chez Nouvelles Frontières, une « Découverte de l'Islande » de 13 600 à 14 260 F avec, en prime, une visite des îles Westmann. Quant au lyonnais Atalante, associé au spécialiste Islande 66e Nord, il programme un très complet circuit de 3 semaines pour 17 400 F. Un conseil : commencez votre visite par l'hôtel de ville de Reykjavik où est exposée une superbe reproduction de l'île, en relief et en couleurs.

Au pays des chevaux qui volent

Elevés en vase clos, ils sont la silhouette emblématique de ce royaume des grands espaces

HELLA
de notre envoyé spécial

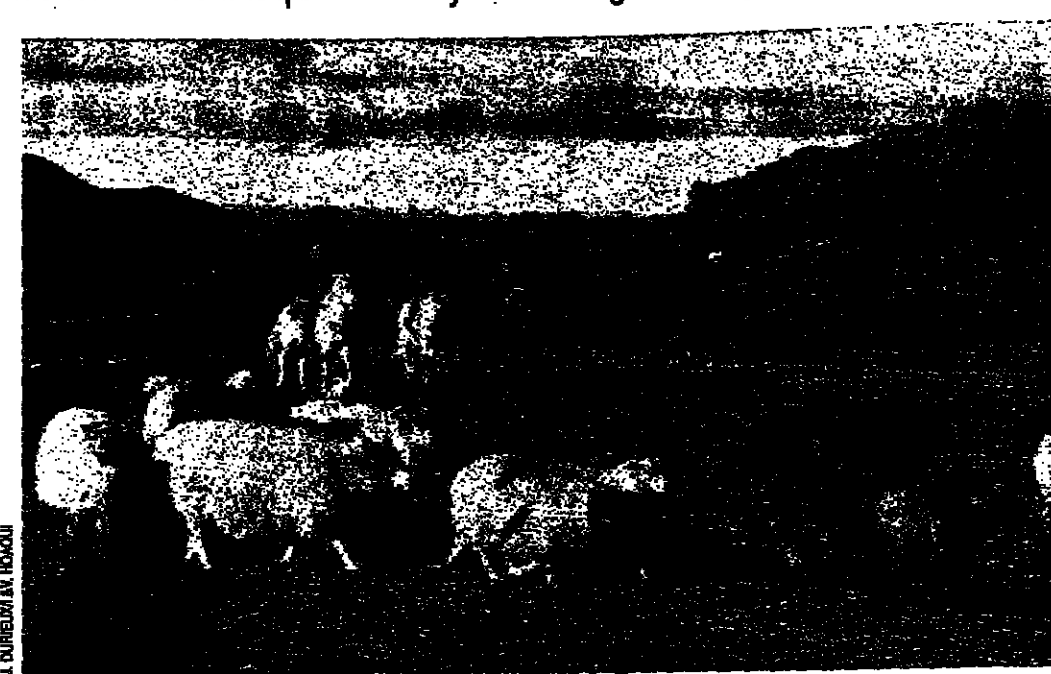
Il est l'Islande. L'Islande a quatre pattes. Un résumé de l'histoire du pays. Sa mémoire vive. Parachuté sur cette terre vierge où, des siècles durant, ne résonna que le chant des oiseaux. Ile nue, sans un arbre, sans un arbuste, sans un buisson. « *Des pierres, des pierres, rien que des pierres* », se lamentait un des *Pêcheurs d'Islande* de Pierre Loti. Une île où, dans la seconde partie du IXe siècle, il aurait été importé par les Vikings, originaires de Norvège. Puis, précise *Cheval Magazine*, lâché dans les immensités hostiles de cette île du bout du monde, dont un dixième de la surface est recouverte par les glaciers et plus de la moitié déploie champs de lave et déserts. Pas d'autres solutions, pour survivre, que de s'adapter aux hivers rigoureux et d'apprendre à chercher sa nourriture sous la neige et la glace. Pas de meilleures conditions non plus pour que s'opère, au fil des ans, une implacable sélection naturelle.

Résultat : une race d'une exceptionnelle robustesse. A préserver, coûte que coûte. En interdisant par exemple, dès l'an 930, toute importation de chevaux dans l'île. Une loi toujours en vigueur. Ainsi, depuis près de mille ans, la petite merveille est élevée en vase clos, sans aucun apport de sang étranger. Malheur à celui qui, pour une raison ou pour une autre (un concours hippique, par exemple), quitte sa terre natale. Il sera irrémédiablement banni, condamné à l'exil à vie. Pas question, au pays des chevaux purs, de plaisanter avec d'éventuels « parasites exogènes ».

Il est l'Islande. Dans toute son altérité. Dans la singulière originalité d'une île dont les habitants parlent une langue restée si proche de l'islandais médiéval qu'ils sont capables de lire les sagas rédigées par leurs ancêtres. Même constance chez les chevaux islandais, descendants directs, eux aussi, de leurs ancêtres vikings. A l'image des races rustiques qui peuplaient alors la planète, le cheval islandais était, naturellement, doté de cinq allures. Alors que l'Europe, déchirée par la guerre, inventait des montures capables de porter des chevaliers en armure, l'Islande, retranchée dans son splendide isolement, n'eut jamais recours à une politique d'élevage systématique. Victimes des sélections successives opérées au nom de la taille et de la puissance, les chevaux européens finirent par « oublier » leurs allures pour n'en conserver que trois (le pas, le trop et le galop), les deux autres étant désormais considérées comme des défauts.

Des défauts qui font aujourd'hui l'admiration des cavaliers qui pratiquent ou découvrent cette race islandaise à qui on peut faire dérouler, presque naturellement, l'amble (mouvement à deux temps où le cheval lève simultanément les jambes d'un même côté) et l'amble rompu ou *tölt*, une allure à quatre temps, similaire à celle du pas et dont l'absence de phase de suspension assure un confort légendaire. Rapide ou lente, elle ravit le cavalier, qui, bien calé sur sa selle, a l'impression, lorsque sa monture, fière et redressée, lève haut les jambes, de flotter au-dessus du sol. Idem pour l'amble, qui, à grande vitesse (sur de petites distances, on peut atteindre 50 km/h), fait littéralement voler le cheval.

Il est l'Islande, ce cheval volant qui incarne à merveille cette île instable, à cheval sur la dorsale sous-marine atlantique et, de ce fait, en permanence écartelée. Résultat : un rodéo géologique, un cocktail dantesque de glace et de feu où les entrailles de la terre n'en finissent pas de frémir, un chaudron où tout un peuple mijote dans l'eau chaude qui jaillit du sol tandis que les chevaux caracolent dans un décor en Cinémascope, au milieu d'une nature somptueuse mais parfois hostile. Mieux que la plus noble conquête de l'homme, le cheval islandais est surtout considéré comme son compagnon le plus fiable, notamment pour rassembler les milliers de moutons éparpillés dans l'île. Un allié qui, jusqu'à la fin du XIXe siècle, sera le seul et le mieux adapté des moyens de transport.


J. DURIEUX/AV. HOMOUI

Dans la région de Landmannalaugar, le rassemblement des moutons.

Aujourd'hui reconverti dans les loisirs et le tourisme, le cheval islandais (plus de 50 000 sur l'île) reste la silhouette emblématique de ce royaume des grands espaces où l'on respire à pleins poumons. Toute l'année, quel que soit le temps, il vit en plein air, sur de grandes étendues clôturées, épaule contre épaule (un instinct grégaire qui le distingue des humains qui l'entourent), toujours adossé au vent dominant (ce qui en fait une précieuse girouette), dans l'attente de la balle de foin quotidienne que l'on déposera dans cette immensité où il cultive ce caractère un peu sauvage et cette liberté d'âme instinctive qui, à en croire les spécialistes, le différencient des autres races.

Cheval rustique d'un pays âpre et rude où sa robustesse, sa résistance, son sens de l'orientation, la sûreté de son pied font merveille. Cheval de caractère. Un caractère bien trempé que les éleveurs, à l'instar de Nicole Chéné, une Française établie dans l'île depuis 1974, s'attachent à respecter et à entretenir. D'autant que le cheval islandais (et surtout son propriétaire) souffre de l'image de nounours qui, en raison de sa petite taille (entre 1,30 m et 1,40 m au garrot), de sa bouille sympathique et de sa crinière épaisse, lui colle à la peau. En France, il est vrai, l'appellation poney s'applique à tout cheval mesurant moins de 1,48 m. « *Et*, reconnaît Nicole, *sa docilité et son bon caractère en font le compagnon idéal des plus jeunes. Mais ne voir en lui qu'un jouet pour enfants serait oublier qu'il peut abattre des étapes de huit heures, en terrain difficile, et qu'il exige un niveau confirmé pour qui entend éprouver la griserie de ses allures inédites.* »

Un cheval à part entière donc, également réputé pour sa longévité (trente à quarante ans) et son tempérament énergique. « *Si vous ne lui montrez pas rapidement qui commande*, précise Nicole, *il n'en fera qu'à sa tête.* » D'où l'importance accordée à son dressage. En raison de la maturité tardive de la race (elle n'est adulte que vers sept ans), le débourrage ne peut être entrepris avant l'âge de quatre ou cinq ans.

C'est à ce stade seulement que le jeune cheval pourra commencer à être monté. De plus, le dressage initial ne durera qu'un mois ou deux. Après quoi, il sera remis en liberté pendant presque un an avant d'être repris en main. « *Pour obtenir de bons chevaux de selle*, insiste Nicole, *il est important de laisser les jeunes vivre en liberté avec les autres chevaux, afin qu'ils apprennent à obéir naturellement aux plus anciens. De tels chevaux seront plus alertes et plus intelligents, ils auront le pied plus sûr et seront plus faciles à dresser que ceux qui seront restés en contact avec les hommes.* » Une fraîcheur et un allant que l'on entretiendra en laissant chaque monture libre au moins deux mois par an.

Pour Nicole la Française, il est assurément l'Islande, ce cheval objet de toutes ses attentions. Presque sa vie. Au point qu'on se demande qui elle a épousé d'abord, ce pays dont elle parle couramment la langue, le cheval qui s'y épanouit ou Jon, cet éleveur au look de pêcheur qui, en hiver, emmène ses visiteurs tirer des bords en 4 × 4 sur les flancs de l'Hekla, un volcan dont les mugissements, disent les chroniques, ne seraient rien d'autre que les lamentations des damnés précipités en enfer. Toujours actif, en effet, il n'en est pas moins la vedette des randonnées équestres que le couple organise chaque été, depuis le gîte installé à deux pas du bungalow familial où Anita, douze ans, rêve à la Tanzanie...

Etrange analogie. Et pourtant, à Austvadsholt, dans cette ferme du bout du monde (mais à une heure seulement de Reykjavik) que l'on situerait volontiers en Patagonie ou sur les hauts plateaux tibétains, on pense spontanément à *Out of Africa* et au livre de Karen Blixen. « *J'ai possédé une ferme en Afrique au pied du Ngong...* » Magie des mots. Mystère de l'alchimie qui, un jour, lie un être à un lieu. Comme cette Française des bords de Loire qui s'est éprise d'un pays à des années-lumière du sien, l'a épousé et file le parfait amour avec une centaine de chevaux de feu... Grisée et ensorcelée. Plus islandaise que les Islandaises.

Patrick Francès

Reykjavik la noctambule

Aussi étonnant que cela puisse paraître, la capitale de l'Islande est un vrai paradis pour les noctambules. En fait, si les Français l'ignoraient, les Américains, et plus particulièrement les habitants « branchés » de la Côte Est, étaient au courant, eux qui ont fait de cet endroit une de leurs destinations de week-end préférées. Choix entériné récemment par le magazine *Newsweek*, qui n'a pas hésité à inscrire Reykjavik au palmarès des villes les plus « exciting » de la planète. Deux jours sur place, de préférence un vendredi et un samedi, suffisent à confirmer ce jugement. Rarement en effet autant de bars, de pubs, de cafés douillets et de boîtes n'ont été rassemblés dans un périmètre aussi restreint. Inutile de donner des adresses : les endroits à la mode changent aussi vite que la météo locale et l'offre est si concentrée qu'on peut en faire le tour dans la soirée. Seul point noir, l'obligation imposée – et respectée – faite à tous ces établissements de fermer leurs portes à 3 heures du matin, heure à laquelle les trottoirs de la ville (chauffés en hiver) connaissent une affluence record. Les plus sages font la chasse aux taxis. Ceux qui trouvent que « *la nuit est encore jeune* » (dicton local) se mettent en quête d'une soirée privée. Pour eux, la nuit ne fait que commencer.

CARNET DE ROUTE

■ REPÈRES. Climat océanique très instable. De 8 °C à 25 °C en été. Jusqu'en avril, c'est l'hiver. En mai et juin, lumière permanente mais nombreuses pistes fermées. En juillet et août, toute l'île est accessible. Septembre et octobre : l'heure des aurores boréales. Décalage horaire en été : moins deux heures par rapport à la France. Coût de la vie plutôt élevé.

■ ACCÈS. Du 2 avril au 18 octobre, Icelandair (9, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 01-44-51-60-51) propose, de Paris, de deux à cinq vols directs (3 h 30) par semaine pour Keflavik, situé à 50 km de Reykjavik. Compter environ 3 000 F A/R. De France, on peut également acheter un air-pass attractif pour les lignes intérieures. Offres spéciales d'Icelandair avec vol et voiture de location et, chez certains voyagistes, des forfaits avec vol, transferts et une ou plusieurs nuits d'hôtel à Reykjavik. Chez Havas Voyages, par exemple, du 1er avril au 14 mai, formules week-end à partir de 4 255 F avec vol Icelandair et 3 nuits à l'Hôtel Borg.

■ SÉJOURNER. Dans l'île, les hôtels sont souvent des collèges affectés au tourisme, en été. On peut aussi loger dans une ferme ou chez l'habitant. Dans la capitale, le choix va de l'hôtel de luxe à la guesthouse, maison privée avec chambre confortable mais sanitaires communs à l'image de Gisti Inn (tél. : 00-354-561-3005) tenue par un couple charmant et mélomane. Dans le haut de gamme, l'Hôtel Borg (tél. : 00-354-551-1440), établissement de charme avec un restaurant très fréquenté et un bar très branché, antichambre d'une des boîtes les plus fréquentées en fin de semaine. Derrière une façade banale, l'Hôtel Holt (tél. : 00-354-552-5700), membre des Relais & Châteaux, abrite une belle collection de tableaux, une table réputée et un grand choix de whiskies.

■ SE RESTAURER. Un grand choix de restaurants chaleureux et la certitude de déguster un excellent mouton et des produits de la mer d'une exceptionnelle fraîcheur. Citons Laekjarbrekka, Jonatan Livingstone Mavur, The Gallery Restaurant, Thrir Frakkar (steaks de baleine !) et Perlan, sous un dôme de verre tournant.

■ TREMPER. Dans les eaux chaudes (25 °C à 35 °C) des piscines très fréquentées de la capitale ou, mieux encore, dans celles (excellentes pour la peau) du Blue Lagoon, un bassin en plein air, dans un champ de lave, au pied d'une station géothermique. Une expérience surréaliste, à 40 minutes en voiture de Reykjavik.

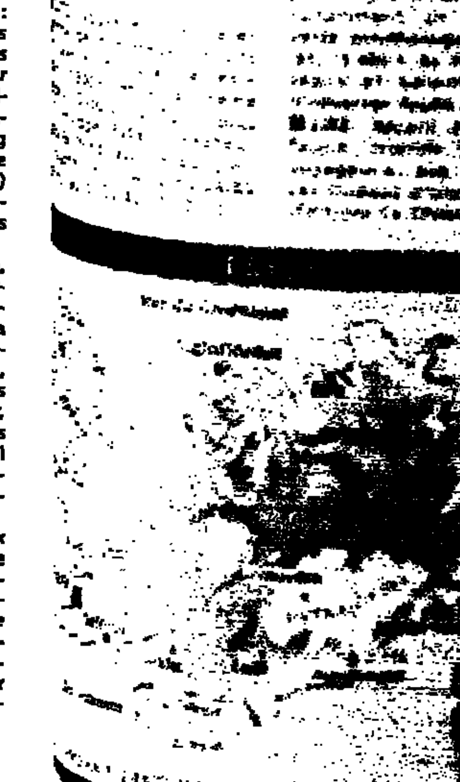
■ EXPLORER. De la capitale, grand choix d'escapades dont la presqu'île de Reykjarnes (avec le Blue Lagoon et le village de pêcheurs de Grindavik) et le « Cercle d'or » : Thingvellir (site du premier Parlement), Geysir (le plus célèbre des geysers) et Gullfoss (la « chute d'or »).

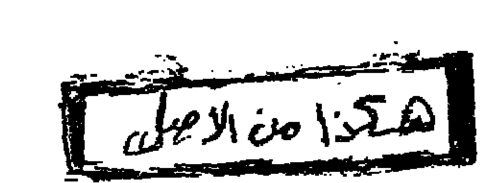
■ CHEVAUCHER. L'élevage de Nicole et de Jon (120 chevaux) est à une centaine de kilomètres à l'est de Reykjavik. Accueil toute l'année, dans un confortable gîte situé à deux pas du bungalow familial où on prend ses repas. Les cavaliers peuvent s'initier au dressage, participer à la vie de la ferme, randonner en étoile ou, de fin juin à fin août, chevaucher (6 ou 8 jours) autour de l'Hekla et jusqu'au Landmannalaugar, région réputée pour ses sources chaudes. Etapes de 40 à 50 kilomètres, nuits en refuge. Bon niveau conseillé. De 12 à 15 cavaliers, de diverses nationalités. Renseignements auprès de Nicole Chéné, Austvadsholti, 851 Hella, Islande, tél. : 00-354-487-6598, fax : 00-354-487-6602.

■ FORFAITS. Les randonnées ci-dessus sont programmées par plusieurs spécialistes dont Comptoir d'Islande/Alantours (tél. : 01-45-67-99-34) qui, de juin à août, propose, à travers l'Oraefi, un circuit de 8 jours (9 700 F de Paris) avec véhicule pour transporter les bagages et, pour les cavaliers confirmés, un circuit de 10 jours (11 500 F). En septembre, circuit spécial à l'occasion du rassemblement des moutons (11 180 F). De son côté Islande 66e nord (avec Atalante, tél. : 04-72-53-24-89) programme, les 21 juillet et 4 août, deux randonnées de 10 jours avec Nicole (12 000 F par personne) dans les hautes terres volcaniques du Sud. S'y ajoutent des randonnées de 8 jours (9 900 F) le long des rivages de l'océan Arctique et une chevauchée de 12 jours (12 000 F) dans le Nord-Ouest. A signaler également un circuit aventure de Nouvelles Frontières (15 jours, 12 750 F).

■ LIRE. *Les Vikings* (« Que sais-je ? »), *L'Edda, récits de mythologie nordique*, de Snorri Sturluson (Gallimard), *Sagas islandaises* (« La Pléiade », Gallimard), *Contes populaires d'Islande* (*Iceland Review*), *Voyage au centre de la terre*, Jules Verne (Livre de poche), *L'île d'enfer*, de Louis-Frédéric Rouquette (Editions de Paris) *L'Or de l'Islande*, Samivel (Arthaud), les livres de Halldor Laxness et *Nuits à Reykjavik*, Thor Vilhjalmsson (Actes Sud).

■ GUIDES. *Islande, guide de l'île aux volcans* (Marcus), *Le Grand Guide de l'Islande* (Gallimard), *Le Guide de l'Islande et des îles Féroé* (La Manufacture), Le Routard *Finlande/Islande* (Hachette), les guide Jaguar, et le Petit Futé (avec le Groenland et les Féroé) et *Islande l'île entre deux mondes*, de Jean-Louis Mathon (Editions Anako).





Plein Nord

Du Finnmark aux Lofoten, en passant par Tromsø et l'archipel des Vesteralen. Un vrai parfum de bout du monde

HENNINGSVAER
de notre envoyé spécial

L'appel du grand Nord doit beaucoup aux pages fabuleuses de Malaparte dans *Kaputt* sur la luminosité des ciels scandinaves, le soleil de minuit, comme une *« orange dans du papier de soie »*, les nuits blanches à se languir, à boire des alcools trop forts, à refaire le monde. Pourtant, de ce périple en Norvège, ce n'est ni la lumière ni le soleil, mais les mouettes de Tromsø qui émergent d'impressions confuses et inachevées. Non pas des mouettes paisibles à l'essor mélancolique mais des volatiles délétères, azimutés, goulus, qui guettent la fermeture des bars de nuits – sans nuit – et se jettent dans un tohu-bohu d'enfer sur les miettes des *kebab* sandwichs des noctambules. Des noctambules blafards et enivrés sous un ciel pâle qui se soutiennent par l'épaule comme dans une chanson de Brel et sont les figurants de la grand-rue possédée par ces mouettes dont on craint qu'elles ne jouent aux *Oiseaux* de Hitchcock.


Petit matin aux îles Lofoten

Tromsø haut lieu de la vie estudiantine, n'a pourtant rien d'un décor de film d'horreur. Vivante et ludique, au point qu'on dit ici que le *week-end commence dès le mardi*. Tant est si bien qu'on l'a surnommée « le *Paris du Nord* ». Avec sa géographie insulaire, ses maisons en bois peint, sa cathédrale *antique*, métaphore des aurores boréales et des nuits polaires, et les lasagnes de phoque du café Skarven, elle fut une des heureuses surprises de ce voyage. A l'image de ce sablier géant présenté au musée de la ville et qui avait pour mission d'arrêter les interminables sermons des pasteurs... Un objet qu'il serait peut-être utile de réhabiliter dans nos sociétés frappées de logorrhées tous azimuts.

Cette pensée réjouissante et l'atmosphère hédoniste de Tromsø vinrent à point contrebalancer la déception et même la frustration, de notre expédition au cap Nord, mythique bout de l'Europe, hanté par la fable de ce soleil de minuit qui *« plonge à peine son disque dans l'océan et remonte, roule, rénové comme s'il était descendu pour boire »* (Knut Hamsun). Difficile, en effet, de ne pas démarrer cet itinéraire par la pointe septentrionale de l'Europe (avant de descendre jusqu'aux îles Lofoten), histoire de sentir d'emblée tout le Vieux Continent nous pousser dans le dos vers l'océan Glacial. Après la traversée d'un paysage lunaire, on débarque sur un immense parking hors de prix où, telle une procession de chenilles, convergent bus et camping-cars.

Le fameux cap, une falaise noire de 307 mètres à pic sur la mer, est mangé par un hall à la manière d'un palais de Ceaucescu disneylandisé. Ce jour-là, pluie, froid et brouillard donnaient le tempo, tandis qu'on réalisait qu'il n'était même pas le point le plus extrême. Son voisin, le *Knivskjelodden, lui dame en effet le* pion de quelques degrés. Quant au rendez-vous avec le soleil de minuit, il tient du coup de poker en raison des facéties de la brume. On se console en l'observant à travers les images et les gadgets qui inondent le centre commercial, à l'atmosphère d'aéroport qui ne mène nulle part si ce n'est à une révélation gastronomique : les *multe*, des baies arctiques qui ressemblent à des mûres plongées dans une teinture jaune, un jaune d'or comme les doubles rideaux d'une salle du trône. Avec un vrai « goût étrange venu d'ailleurs ».

Autre étrangeté, un buste de Louis-Philippe et un petit musée thaï avec photos d'excellences royales, souvenirs et médailles. Dans ce moment de pure irréalité, on s'imagine alors à Bangkok remontant le Chao Praya sur une pirogue à longue queue. Le temps de se retrouver vraiment sur un gros bateau, dans le port voisin de Honningsvag, pour entamer notre descente vers les Lofoten. Le bateau, c'est L'*Express côtier* qui est, à la fois, une route nationale plus que centenaire entre Kirkenes et Bergen, un produit touristique et un merveilleux voyage le long des côtes norvégiennes. On navigue ainsi au milieu d'un lacis d'îlots, de fjords, de montagnes, de bras de mer, de rochers fantasmagoriques, d'horizons incertains aux soudaines métamorphoses. Le souffle de la nature alimente ainsi les moteurs du navire. Mais attention, un express côtier *peut en cacher un autre...*

D'Honnisvag à Tromsø nous avons navigué sur un de ces gros bateaux de la dernière génération, le *Nordkapp*, avec confort maximal et sensations minimalistes. Un de ces bateaux de croisière, petit cousin des grosses caisses à savon aseptisées qui font des clapotis dans les Caraïbes à partir de Miami. Des bateaux si imbus d'eux-mêmes que la mer en devient virtuelle. On aperçoit alors le spectacle de la nature à travers des baies vitrées, comme sur des écrans vidéo. L'ennui suinte du bateau. La salle à manger a un parfum de maison de retraite et le personnel est à l'unisson. Le buffet sauve la mise, grâce notamment à la farandole de harengs et de saumons à toutes les sauces. Mais la cafétéria est un cauchemar pour les papilles.

Et puis, à côté de ces bateaux de croisières en charentaises lyophilisées, il reste quelques vieux « rafiots » qui donnent encore à l'*Express côtier* lettres de noblesse et parfum d'aventure, en direct avec une fabuleuse nature, à l'aune de certaines pages de *Kaputt*. Ainsi, par une nuit crépusculaire comme une *rasade d'aquavit, nous avons quitté* ou plutôt nous nous sommes arrachés à Tromsø sur le *Lofoten*, un vaisseau madré comme un vieux paysan. Le *Lofoten* donne l'illusion de prendre son temps, épouse l'eau, la respecte, la fait vibrer, nous fait vibrer, accoste avec émotion, cultive le rétro. Il nous rappelle ce vieux ferry qu'on préfère à l'avion ou à l'« aliscafo » pour relier Naples aux îles Eoliennes, quand on surprend le Stromboli, à l'aube, auréolé d'une brume de *majesté*.

Notre *Express côtier* confère ainsi un aspect initiatique au voyage et exacerbe la magie nocturne du bateau. Doublement exacerbée, d'ailleurs, dans ces nuits qui ne connaissent que le jour. On redécouvre alors les passagers plus disponibles, les barrières qui sautent, l'éveil des sens, la recherche plus ou moins avouée d'aventure romanesque. *D'autant que la vision de* cette aube estivale qui n'annonce *pas clairement la couleur tient du* sortilège, avec ces pitons rocheux dessinés comme une épure *dans* un champ de coton.

Avant d'atteindre l'archipel des Lofoten, détour à Andenes, à la pointe nord de Versteralen. Andenes, un vrai parfum du bout du monde, à l'inverse du côté frelaté du cap Nord. Andenes, avec son phare souverain, filiforme, rouge carmin, rouge baiser, rouge du bois peint des maisons norvégiennes mais certainement pas rouge de honte de nous accueillir dans cette bourgade de nulle part, réputée pour son Musée de la baleine, prolongée par des *safaris photos en haute mer*. Pourtant, c'est le Musée voisin d'Hisnakul, consacré notamment aux mystères des aurores boréales, qui taquine notre mémoire. La jeune Ophélie de l'accueil se double toutes les heures d'une actrice qui interprète une performance de cinq minutes. L'histoire d'une femme qui fait l'oiseau jusqu'à en mourir, un oiseau mélancolique à l'inverse des mouettes de Tromsø Elle en explique ingénument la philosophie : une incitation à suivre ses rêves même si chacun d'eux a un prix.

Quoi qu'il en soit, en découvrant l'archipel des Lofoten, on se sent dans la peau d'un *« homme qui rêve et qui voit »* pour reprendre le mot de Delacroix débarquant au Maroc. L'aspect déchiqueté, montagneux, irruptif qui multiplie les points de vue ; un vert éclatant, vert des nuances et des métamorphoses qui imprègnent les odeurs, les mots, les chants d'oiseaux et va se nicher dans les cœurs. Autant d'éléments qui font regretter notre incapacité à être en totale osmose avec la nature, à l'instar du lieutenant Glahn, le héros solitaire de *Pan*, de Knut Hamsun.

Le port d'Henningsvaer est le point de chute ad hoc pour poser son sac, avec son côté Saint-Tropez qui aurait fait trempette dans un sauna finlandais. On y dort dans un *rorbu*, un cabanon de pêcheur aménagé pour le confort du voyageur. Personne n'aurait jadis parié une langue de cabillaud que ces cabanes-dortoirs exiguës et malodorantes *deviendraient un jour la co*queluche des touristes en goguette.

En été, l'archipel est assoupi à l'image des bateaux de pêche, bariolés comme des oiseaux de paradis, en hibernation le long des quais. La grosse saison de la pêche s'étale de janvier en avril, quand le skrei, l'or des Lofoten, un long cabillaud à chair blanche et fine, vient frayer dans les eaux de l'archipel. La période estivale fait mousser l'imagination et on visualise alors la procession de centaines d'embarcations, comme des lucioles d'or dans la nuit polaire.

Les œuvres du peintre Espolin exposées à Kabelvag expriment bien la rudesse et la violence de la pêche hivernale avec *son cortège de visages* hagards, de chagrins, de solitudes, de voyage au bout d'une nuit polaire qui ne mène jamais au jour. Image forte de ce pêcheur endormi sur un rocher, intimement mêlé à la pierre, apaisé et peut-être soulagé par l'approche de la mort. Quelques villages de carte postale s'égrènent dans ce jubilé de la nature : Stamsund, paradis des babas cool, Reine, ou encore Nusfjord, inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco avec son admirable ensemble de Rorbuer du XIX[e] siècle, sans oublier la plage d'Haukland, si blanche, si lisse, si tropicale qu'on dirait un trucage vidéo.

Au printemps, les Lofoten sont hantées par les effluves des morues qui sèchent sur de grands tréteaux. Au bout de la route, à A – prononcez « O » – existe d'ailleurs un étonnant Musée de la morue. On s'identifie alors pleinement au héros de Vasquez Montalbàn dans son inénarrable *Discours de Robinson sur la morue*. Cet évêque auxiliaire en disponibilité se retrouve naufragé sur une île déserte quand l'irruption d'un container rempli de morues va bouleverser sa vie de Robinson. Résonne alors un *hymne vibrant* à la morue – uniquement salée ou séchée – car selon notre homme, manger de la morue fraîche relève du « barbarisme gastronomique », *« cette chair sans personnalité restant à mi-chemin entre le colon et l'infini »*.

J. T.

CARNET DE ROUTE

■ **ACCÈS.** En avion, vols quotidiens directs pour Oslo à partir de 2 261 F avec Air France (tél. : 0-802-802-802) et SAS (tél. : 0-801-25-25-25), ce dernier desservant aussi Lyon et Nice et reliant Paris à Bergen (à partir de 2 671 F) et Stavanger (2 506 F). Bergen est également desservi de Paris par Maersk Air (tél. : 01-53-77-13-16). Chez Nouvelles Frontières (tél. : 0-803-33-33-33), vols réguliers pour Oslo (1 865 F A/R) et, de juin à août, charter pour Fagernes (1 825 F A/R), à mi-chemin entre Oslo et Bergen, ce qui permet notamment au voyagiste d'y programmer un « week-end nature » (cheval, VTT, pêche) pour 2 700 F, avion compris. En autocar, compter 28 heures, avec Eurolines (tél. : 01-49-72-51-51).

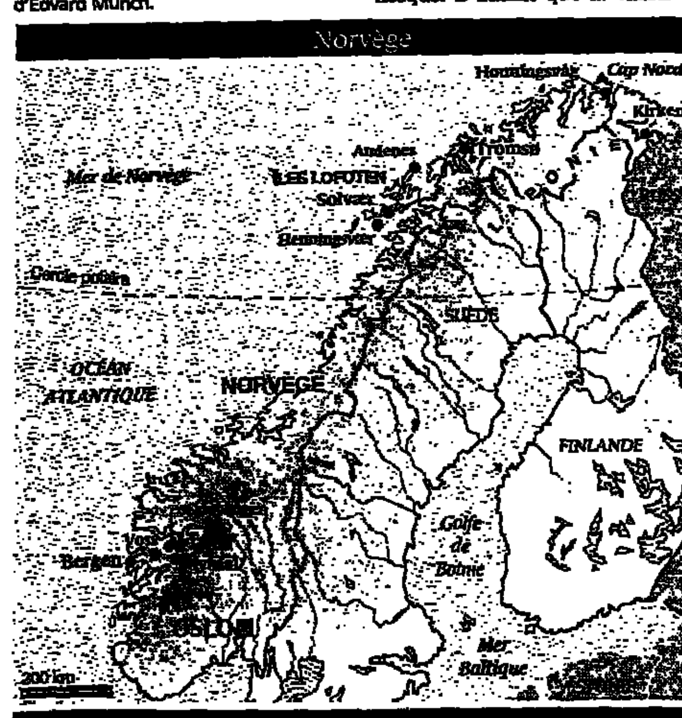
■ **SE LOGER.** A Kamyvaer (près du cap Nord), Havstua. A Tromsø, Comfort With Home Hotel. A Andenes, Bleik Havhus. A Henningvaer, Fiskekroegen Rorbuer et Bryggehotel. A Bergen, Neptun, Radisson SAS et Bryggen Orion. A Oslo, Astoria, Grand Hotel, Holmenkollen Park et le Continental, idéalement situé.

■ **SAVEURS.** Parmi les bonnes tables, citons, à Tromsø, Store Norske Fiskekompani, Peppermillen et Skarven ; aux Lofoten, Gammelbua (à Reine), Gjestegard As (à Ramberg), Borsen Spiseri et Kjkkenet (à Svolvaer) ; à Bergen, Wessel-Stuen, Banco Rotto, To Kokker et Lucullus (hôtel Neptun) ; à Oslo, Engebret, Gamle Radhus, Chez Louise et, au sommet, Staatholdergaarden, Bagatelle, Feinschmecker, Le Canard et D'Artagnan.

■ **ITINÉRAIRE.** De Bergen à Oslo (ou inversement), une escapade joliment baptisée « La Norvège dans une coquille de noix » offre un bon résumé du pays. Avec, notamment, une mini-croisière sur le Sognefjord et, de Flam à Myrdal, un itinéraire ferroviaire à couper le souffle.

■ **LIRE.** Côté guides, le *Guide Bleu*, le Routard et un très pratique *Une semaine en Norvège* (Hachette), le Petit Futé, les guides Arthaud et Gallimard, Oslo-Bergen (Berlitz). Côté littérature, les œuvres de Knut Hamsun (*La Faim, Pan, Fragments de vie*), d'Henrik Ibsen (*Peer Gynt*) et de Johan Bojer (*Le Dernier Viking*).

■ **VOIR.** L'exposition « Visions du Nord », au Musée d'art moderne (11, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris), présente notamment des toiles d'Edvard Munch.



Partir

■ **LES PLUS BEAUX FJORDS.** Bras de mer pénétrant profondément à l'intérieur des terres, les fjords incarnent la Norvège la plus spectaculaire. A visiter en bateau mais aussi en voiture au gré des petites routes escarpées. A Geiranger ou sur la route des Trolls, le panorama est époustouflant. Les trois plus beaux fjords sont le Hardangerfjord, le Sognefjord et le Geirangerfjord. De juin à août, des circuits sont programmés, le plus souvent avec un guide norvégien parlant français. Formule éprouvée pour une première approche du pays, elle est proposée par tous les spécialistes de la destination. Chez Bennett (tél. : 01-48-01-87-77), « les trois fjords » sont vendus à partir de 8 390 F. Plus cher mais aussi plus confortable et très bien conçu, le « cabotage dans les fjords », à bord de petits bateaux, l'*Epos* et le *Starcruise*, qui se faufilent dans les défilés les plus étroits. Les fjords sont également déclinés sous toutes les coutures (excursions, parties de pêche, petit train de montagne) par Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30), Voyageurs du monde (tél. : 01-42-86-17-20) et Quartier libre (tél. : 04-78-53-39-28), spécialiste lyonnais.

■ **LES ÎLES LOFOTEN.** Bien au-delà du Cercle polaire, les montagnes des Lofoten semblent surgir de l'océan. C'est le royaume des pêcheurs de morue dont les maisons de bois rouge sur pilotis (*rorbu*), revues et corrigées, accueillent aujourd'hui les visiteurs. Cela va du très simple aux « 4 étoiles ». A Kabelvag, le Nyvagar Rorbu Hotel (excellente table) loue, à la journée, de petits bateaux. A Kalle, près de Svolvaer, ces « hôtels » sont plus rustiques, mais authentiques. Dans les ports, on peut embarquer pour une journée de pêche à la morue. L'Office du tourisme envoie une documentation sur ces îles et sur les rorbu-hôtels.

■ **RANDONNER AUX LOFOTEN.** Une formule séduisante de juin à la fin août. Deux semaines dont 11 jours de randonnée permettent une exploration complète. Le climat est doux et le niveau de difficulté, modéré (3 à 6 heures de marche par jour), laisse du temps pour la contemplation. De Paris, compter 12 400 F. A consulter, les brochures de Club Aventure (tél. : 01-44-32-09-30), Grand Nord Grand Large (tél. : 01-40-46-05-14) et Terres d'aventure (tél. : 01-53-73-77-77).

■ **À BICYCLETTE.** Certaines régions proposent des circuits à vélo, avec ou sans guide, de 5 à 9 jours, notamment le long des fjords et aux Lofoten. Consulter notamment Nord Espaces (tél. : 01-45-65-00-00).

Partir

■ **EN BATEAU. La croisière est l'une des meilleures formules pour découvrir la côte et les fjords norvégiens. Petit bateau de charme, l'*Adriana* dorlote, en français, ses 260 passagers. A la barre, le commandant Radovan n'a pas son pareil pour atteindre la banquise. Au programme, deux croisières de 9 jours jusqu'au cap Nord (les 25 juin et 3 juillet, de 8 290 F à 19 250 F, de Paris) et deux autres, de 12 et 13 jours, jusqu'au Spitzberg (les 11 et 22 juillet, de 11 650 F à 25 990 F). Dans les agences de voyages, chez Scanditours (tél. : 01-42-85-60-80) et Kuoni (tél. : 01-42-82-04-02).**

■ **L'EXPRESS CÔTIER. Depuis 1893, l'Express côtier dessert 35 localités de la côte, de Bergen à Kirkenes. Tous les jours, toute l'année, une flotte de 11 navires transporte courrier, marchandises et passagers. Le *Harald-Jarl* et le *Lofoten* ont les faveurs des puristes sensibles à leur atmosphère unique. On peut faire tout le circuit (13 jours, 4 600 km) ou descendre (ou remonter) en 6 jours. Ou aller d'un port à l'autre, formule prisée des cyclotouristes. Certains bateaux embarquent des voitures (réservation indispensable). L'Express côtier est représenté en France par Scanditours (tél. : 01-42-85-60-80) et programmé par la plupart des spécialistes, dont Benett (tél. : 01-48-01-87-77) et Norvista (tél. :01-49-24-05-97).**

■ **LE SPITZBERG EN VOILIER. A bord du *Noorderlicht*, une goélette de 46 mètres, un biologiste néerlandais orchestre quatre voyages de 13 jours (les 26 juin, 8 et 20 juillet, 12 août) au Spitzberg, programmés par Grand Nord Grand Large (tél. : 01-40-46-05-14). On parle anglais, et les 20 passagers viennent du monde entier. En cabine double, compter 10 800 F par personne, de Longyearbyen au Spitzberg. De Paris, vols à partir de 3 600 F. De juin à août, ce voyagiste programme également le Spitzberg à bord d'un voilier de 19 mètres, l'*Isbjorn* (11 jours, 12 500 F, de Longyearbyen). Encore plus exceptionnel, cinq croisières (25 800 F), en juin et juillet, à bord de l'*Antarctica* de Jean-Louis Etienne.**

■ **S'INFORMER. Auprès de l'Office national du tourisme de Norvège, 28, rue Bayard, 75008 Paris, tél. : 01-53-23-00-50. Du lundi au vendredi, de 13 heures à 16 heures. On peut commander des brochures par Minitel 3615 Norvège. Nombreux guides à l'Astrolabe (46, rue de Provence, 75009 Paris) et au Livre ouvert (48, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris).**

Les deux miroirs

A Bergen et à Oslo, la face citadine du pays des fjords


KIM HART/SAMFOTO

A Oslo, le mariage réussi du verre et de l'acier.

OSLO
de notre envoyé spécial

Bergen était attendue comme le point d'orgue de notre périple, mais Oslo en fut la révélation, tordant ainsi le cou à son image de capitale insipide vouée au saut à ski, aux rendez-vous diplomatiques et au prix Nobel de la paix. Certes au premier coup d'œil, Bergen est une chatoyante carte postale. Tous les ingrédients sont là, au garde-à-vous : un port animé, départ et terminus de l'*Express-Côtier*, des quais *(bryggen)* à l'architecture médiévale, admirablement restaurés et inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco, des ruelles tortueuses et pentues, avec de gracieuses maisons en bois et, parfait écrin, des collines alentour multipliant les points de vue sur la « porte d'entrée des fjords de Norvège ».

Le touriste consciencieux visite le Musée hanséatique, intéressante leçon d'histoire sur cette Ligue de la Hanse dont Bergen fut l'un des comptoirs majeurs, puis l'église « en bois debout » de Fantoft, au destin plutôt tourmenté. Le mélomane, de son côté, ne manque sous aucun prétexte et en dépit de la bousculade qu'il lui faut affronter pour cela, le pèlerinage à Troldhaugen, la maison d'Edvard Grieg. Un édifice aux réminiscences victoriennes et qui, comme la plupart des demeures de personnages illustres, a quelque peu tendance à tirer à la ligne.

Le gourmand, lui, se rend impérativement au marché aux poissons, sur le port, pour s'y goinfrer de délicieux petits sandwichs au saumon dont raffolent également les mouettes locales. Encore qu'à les comparer à leurs consœurs de Tromsø les blancs volatiles de Bergen semblent moins voraces et plus disciplinés. Comme si les miettes du festin étaient leur sécurité sociale. D'ailleurs, à l'image de ces oiseaux, la balade se révèle vite un peu mollassonne, presque émolliente. La carte postale apparaît en effet trop lisse, trop ripolinée, tirée à quatre épingles. Comme si Bergen avait été élevée du côté de Vevey ou de Montreux, dans un de ces instituts pour jeunes filles en mal de bonnes manières. Bergen manque de fantaisie, d'un brin de frivolité. Et il vient soudain l'envie de froisser son corsage, de bousculer sa mise en pli. Paradoxalement, la ville a tendance à se prendre pour le nombril de la Norvège, à défaut d'en être la capitale. Et sa désignation comme ville européenne de la culture en l'an 2000 ne risque pas d'arranger ce je-ne-sais-quoi de prétentieux, voire de méprisant.

En attendant, la bourgade provinciale n'hésite pas à se donner des airs de grande métropole cosmopolite. A l'instar de ces boîtes de nuit qui multiplient les portiers arrogants ou de certains restaurants, comme le Smauet, qui, sitôt le front rougi par le baiser de la mode, se mettent, comme à Paris, à snober le dîneur anonyme.

Dernier soir à Bergen. Sur la place Ole-Bull, par une nuit lumineuse, un groupe de noceurs sur son trente et un fait remonter à la surface une phrase de *Kaputt* : « *Nous avions tous l'aspect de cadavres*, écrit Malaparte, *car rien ne fait tant penser à un mort qu'un homme en tenue de soirée en plein jour ou une jeune femme fardée, les épaules nues, couverte de bijoux scintillant au soleil.* » Légèrement à l'écart, une jeune femme, brune et menue, aux yeux bleus extraordinairement vivants. Un bleu d'une si douce intensité qu'il prend l'âme à rebrousse-poil et taillade la carte postale immaculée. Des yeux déjantés, comme les mouettes de Tromsø, aux antipodes du robinet d'eau tiède de Bergen. Des yeux métaphoriques de la lumière du Nord. Des yeux de l'autre côté du miroir, qui murmurent le Bergen qui nous a peut-être échappé tout en assurant le passage de témoin avec Oslo.

Dans la capitale, on a rendez-vous avec trois bateaux vikings parfaitement conservés et, surtout, avec les portraits d'Edvard Munch, ces portraits qui expriment l'angoisse, la mélancolie, l'érotisme et la mort. Des œuvres présentées à la Nasjonalgalleriet et au Munch Museet et qui offrent un contraste saisissant avec l'atmosphère joyeuse, ludique, décontractée, presque fébrile, d'un bel été à Oslo. Comme si chacun ici était avide de faire le plein de chaleur estivale, de ne pas perdre la moindre caresse du soleil, trahissant ainsi la fugacité de cette saison et l'arrivée prochaine des rigueurs hivernales.

Toutes les terrasses sont envahies, aussi bien dans le Karl-Johansgate qu'autour du port, sur le quai d'Aker Brygge, superbe réussite architecturale de verre, d'acier, de transparence, de passerelles et de clins d'œil à une nature omniprésente. Sur les pontons aménagés en gargotes, on se livre à des orgies de crevettes tout en posant un regard buissonnier sur des jouvencelles rayonnantes de santé et de naturel. Autre défilé, celui du samedi soir, qui offre au visiteur le spectacle carnavalesque de fêtards ivres morts, formant des processions qui se suivent, se croisent et se perdent, de bar en bar, dans une ambiance digne des *ramblas* de Barcelone. Une soûlerie collective qui rend d'autant plus incompréhensible et grotesque la prohibition larvée instituée par les lois en vigueur.

Au petit matin, dans l'interminable file d'attente d'une station de taxis, deux amoureux s'embrassent fougueusement, comme si c'était la dernière fois. On pense au *Baiser* de Munch, qui renvoie lui-même à celui de Klimt, à Vienne. Une ronde de baisers et de souvenirs qui attisent les parfums inattendus de vieille Europe qui planent sur Oslo, sur ses parcs, son hôtel de ville, son Grand Théâtre, son château royal, ses musées et ses cafés. Parfaite illustration de cette nostalgie, l'Hôtel Continental, très *Mitteleuropa*, avec, à ses côtés, le Theatercafeen, dont les ors et les lambris renvoient instantanément à une Vienne « Chantilly », authentique et chaleureuse.

Autre charme, et non des moindres, d'Oslo, son côté très nature, mi-mer, mi-montagne. Voilà une capitale qui est, en quelque sorte, une ville à la campagne, son centre géographique se situant en pleine forêt. Ainsi, selon la saison, on quitte son bureau en maillot de bain ou en combinaison de ski. En été, Holmenkollen, le fameux tremplin de saut à ski, accueille notamment les concerts de la Philharmonique d'Oslo. Non loin de là, la terrasse du restaurant Frognerseter – un refuge de montagne en pleine ville – offre un superbe panorama de la capitale.

Légèrement en contrebas, voici le chalet de bois, fenêtres vertes et herbes sur le toit, qui abrita les pourparlers de paix entre Israélien[s] et Palestiniens. Un bel endroit pou[r] les colombes. Un bel endroit pou[r] rêver. Rêver avec nostalgie d'une ville inconnue : Oslo en hiver, « *miroir-mosaïque figé pour une apparence d'éternité* ».

Jacques Tiano

Saveurs : de la survie au plaisir

LE GOURMET qui, papilles gustatives au vent, parcourt les circuits touristiques risque d'avoir une vision tronquée de la gastronomie norvégienne. Poissons archicuits et congelés, viandes carbonisées, légumes pulvérisés, sauces lourdes et approximatives, service expédié sont, trop souvent, le lot du voyageur. Comme si une halte gourmande n'était qu'un pis-aller, qui plus est hors de prix. Plus préoccupant, les Norvégiens se situent au premier rang européen pour la consommation de pizzas surgelées. Il est donc temps de remettre les assiettes à l'heure et de proclamer, avec force et vigueur, qu'une prise de conscience gustative est en train de s'opérer et qu'une onde d'épicurisme commence à parcourir le pays.

Symbole de ce renouveau, c'est un Norvégien, Bent Stiansen, qui, en 1993, a remporté le prestigieux Bocuse d'or, véritable championnat du monde des cuisiniers. Représentatif du courant novateur de la cuisine norvégienne, ce volubile et solide gaillard au visage poupin s'est installé au centre d'Oslo, au Statholdergaarden, dans un décor rococo où l'on s'attend à voir débarquer Voltaire expliquant le sens de la vie à un Frédéric II jouant du pipeau.

La cuisine de Bent, elle, n'a rien du pipeau, à l'instar de son carrelet farci au crabe, de sa terrine en gelée de bouillabaisse et de ses filets d'agneau qui témoignent d'une belle maîtrise dans le jus de cuisson, sans oublier le *nec plus ultra*, un trou normand venu d'une autre galaxie : un sorbet de mûres arctiques dans un yaourt ! En fin de compte, une cuisine de haute voltige où se mêlent avec bonheur les influences françaises. « *Nous passons enfin*, se réjouit Bent, *d'une culture de survie à une culture de plaisir.* » Force est de constater qu'il existe désormais à Oslo une brigade de chefs talentueux – Helstrom au Bagatelle, Fredie Nielsen au D'Artagnan, Erik Underthun au Feinschmecker –, une bande de copains animés par un même esprit et qui, à en croire Bent, se stimulent l'un l'autre pour porter haut le drapeau de la table norvégienne.

Parmi les pionniers, citons également Arne Brimi, à Lom, qui travaille au plus près du produit, ainsi que le restaurant Pepermolen, à Tromsø, qui fut le premier – suprême audace à l'époque – à inscrire à son menu de l'ufisk, autrement dit des « poissons monstrueux » tels que la lotte ou le loup, deux succulents vertébrés à nageoires mais dont l'apparence les avait, jusqu'ici, directement envoyés au purgatoire. Ainsi les pêcheurs les rejetaient-ils *manu militari* à la mer, et certains hôtes pouvaient se sentir personnellement offensés d'en voir figurer dans leur assiette.

Autre personnalité haute en couleur, Hans Bruary, patron débonnaire du Lucullus, la meilleure table de Bergen. Amateur de tableaux, bon vivant, parisien de cœur, l'homme a tissé des liens étroits avec quelques restaurateurs français émérites comme Edouard Carlier, Guy Savoy, les frères Conticini ou Morot-Gaudry. Des complices qu'il invite régulièrement à venir partager leur savoir-faire en Norvège. Le Lucullus dispose en outre d'une cave de bordeaux exceptionnelle, et ses médaillons de renne restent longtemps gravés dans la mémoire de qui les a dégustés.

Au cœur de la renaissance d'une cuisine qui reprend confiance en elle-même et en ses excellents produits (saumon, hareng, cabillaud, viande de renne et d'agneau, etc.), une initiative mérite d'être relevée. Celle d'Anne Ma Tellefsen et de Knut Hoiby, qui ont lancé le mouvement de la « cuisine arctique », outil à la fois de promotion, de pédagogie et de création d'un authentique label. Il s'agit de rendre toute leur noblesse et leur pureté aux produits arctiques – ah l'agneau de pré-salé des Lofoten ! –, d'apprendre aux restaurants, mais aussi aux cafétérias, à les mettre en valeur, d'aider les chefs à « faire leur trou » et d'informer l'Europe gourmande et touristique de ces frémissements épicuriens. La muse de cette association, Anne Ma Tellefsen, ancienne secrétaire d'Etat à la culture, a le physique d'une Brigitte Bardot qui aurait résisté aux outrages du temps. Sa voix, d'une désarmante douceur, laisse deviner un caractère bien trempé, formidable catalyseur d'énergie.

Autre personnalité : Didier Kurtz, un cuisinier alsacien installé à Ramberg, au centre des Lofoten. Un géant débonnaire qui met tout son cœur et son tour de main au service de cette nouvelle vague. Le jeu en vaut vraiment la chandelle, à en juger par sa baleine, séchée à l'air libre puis marinée avec des baies de genièvre, pour ne rien dire des subtiles saveurs d'une simple langue de cabillaud.

Nul doute, au train où vont les choses, que pour sa prochaine visite en Norvège Hillary Clinton, qui, lors des JO de Lillehammer, s'était contentée d'un banal plat de tagliatelles, saisira cette fois l'occasion de goûter à cette nouvelle cuisine et aussi, pourquoi pas, à quelques mets traditionnels tels le geitost, un fromage de chèvre caramélisé, ou le plat de Noël, le lutefisk, un cabillaud séché puis mis à tremper dans la soude...

J. T.

Aux sources d'Aalto

La brique, le blanc, le bois, le verre ; telle était la palette du plus célèbre des architectes finlandais

HELSINKI
de notre envoyé spécial

C'est en Finlande qu'il est né, mais c'est à New York qu'on en célèbre le centenaire. Une grande rétrospective de l'œuvre d'Alvar Aalto (1898-1976) vient en effet de s'ouvrir au Museum of Modern Art (MoMA), avec l'aide de la fondation finlandaise qui porte le nom de l'architecte. Un hommage au « moderne » le plus épuré, mais à l'architecture la plus urbaine, la plus vivante, la plus riche en surprises. Un créateur qui, avec une formidable habileté, décline la palette la plus restreinte qui soit, au niveau tant des matériaux que des couleurs : la brique, le blanc, le bois, le verre.

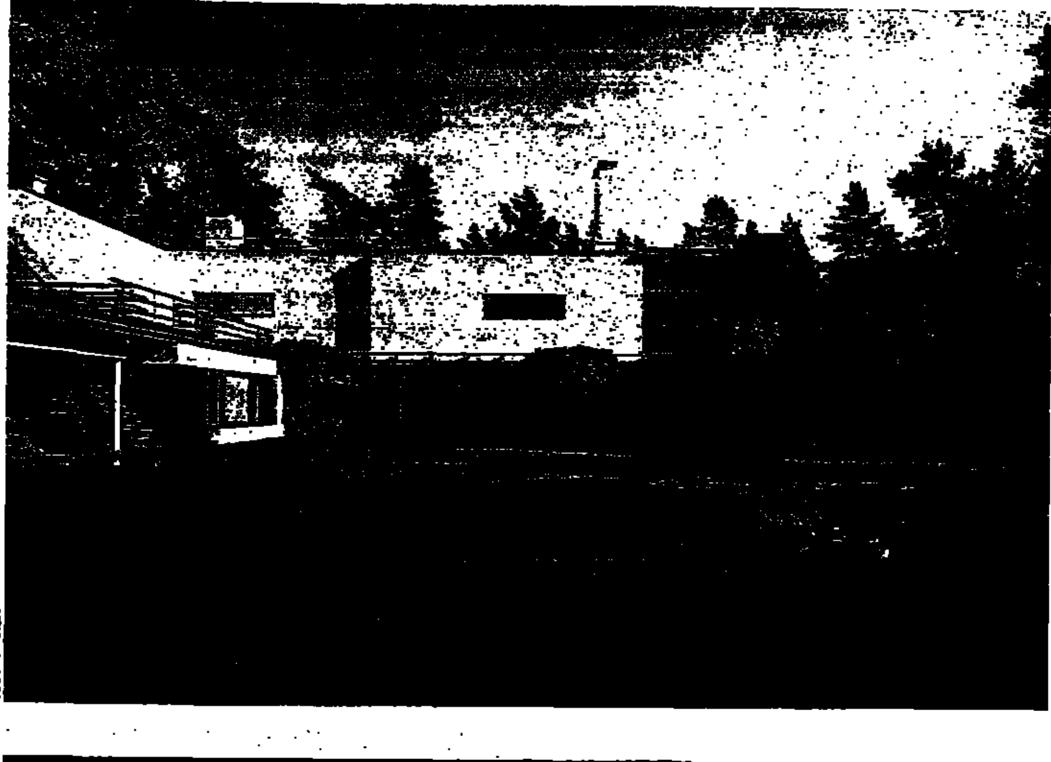
Né deux ans avant un siècle dont il allait être l'un des plus grands constructeurs, Alvar Aalto fut, selon la vulgate, l'égal d'un Frank Lloyd Wright (qui qualifiait lui-même le Finlandais de génie), d'un Mies Van der Rohe ou d'un Le Corbusier. Un géant, pourtant presque inconnu du public, sans doute parce que la quasi-totalité de son œuvre a été édifiée en Finlande. Là seulement, quel que soit le talent démonstratif du MoMA, peut se mesurer la matérialité à la fois austère et gourmande du travail.

Car la première vertu d'Aalto était d'éviter l'abstraction, sinon la gratuité. Il disait vouloir construire plutôt qu'écrire – principe d'ailleurs mal respecté par l'intéressé. Le contraire, à cet égard, d'un Le Corbusier, qui, en comparaison, apparaît comme un théoricien prolixe et peu constructif. Et c'est justement parce qu'au-delà de sa célébrité l'architecte finlandais était ancré dans la réalité que le pèlerinage s'impose.

La Finlande est d'ailleurs plus proche que les Etats-Unis et elle est devenue financièrement accessible. Cinq millions d'habitants inégalement répartis sur 340 000 mètres carrés, 70 % de forêt, 10 % de lacs (187 888 exactement), partout des îles (179 584 précisément) et une lumière à se damner quand l'hiver s'éloigne, ce qui arrive quelques mois par an aux alentours de l'été. Alors, il y fait chaud, et le paradis des rennes, des saumons et des oiseaux devient aussi celui des moustiques, lesquels disparaissent vers le 15 août.

Après, fin septembre, la neige revient pour de longs mois. « *Le bleu de nos lacs et le blanc de nos hivers, voilà les couleurs de la Finlande* », résume le poète Topelius, élaguant sans scrupule du drapeau national le vert de l'été. Le pays, dont un tiers est situé au nord du cercle polaire arctique, est le plus septentrional d'Europe, même si, en fin de course, il est doublé par la Norvège, sur la route du pôle.

Tout cela conditionne les hommes, leurs habitudes et leur architecture. Helsinki, la capitale, est située tout au sud du pays, sur le golfe de Finlande, à peu près à la latitude de Stockholm et de Saint-Pétersbourg, dont elle se trouve équidistante, géographiquement et, si l'on peut dire, historiquement. Entre de tels voisins, il a fallu une longue et courageuse histoire pour imposer la nation, et sa langue. Le finlandais est aussi mémorisable que le son de l'eau, tour à tour dormante et courante. Et c'est dans ce bain-là qu'a grandi, mûri et construit le jeune Alvar Aalto.





Deux des nombreuses réalisations d'Alvar Aalto en Finlande. En haut, la villa Mairea (1937-1939), à Noormarkku, a été conçue pour un directeur de société, à la fois comme une résidence privée et comme un lieu de réception. En bas, l'hôpital de Paimio (1929-1933), initialement conçu comme un sanatorium.

Aalto est né en Finlande centrale, près de Kuortane, dans une région dont l'air frais ravit la jeunesse sportive qui s'y entraîne. Une petite cité, à 100 kilomètres à l'est du port de Vaasa. La maison familiale, toujours là, n'est pas vraiment un objectif indispensable, mais on peut y apprendre à prendre son temps, à s'accoutumer à la présence entêtante de la nature.

L'architecture, c'est d'abord des dizaines de fermes anciennes, du XVIIIe ou du XIXe siècle, dont certaines ont conservé leur jus, leurs meubles et, jusqu'au lendemain de la guerre, leurs usages. Un sauna, au coin du jardin, près du lac, et une pièce unique où – hommes, femmes, enfants – on vit tous ensemble autour d'un grand poêle, où l'on se raconte une interminable légende, où l'on apprend l'indispensable sociabilité. L'hiver, l'été. Le froid et le chaud, le dehors et le dedans. C'est sur ce rythme apaisé que respire l'architecture finlandaise, et particulièrement celle d'Aalto.

On n'étouffe pas sous les excès de l'urbanisme à Alajärvi (moins de 10 000 habitants aujourd'hui), près de Kuortane, où les Aalto déménagent lorsque le futur prodige a cinq ans. Il y construira, dans les années 20, plusieurs de ses premiers édifices : la villa Viãnõlã pour son frère, un hôpital, une maison des jeunes. Lui-même est alors un jeune homme architecturalement sage, un tendre néoclassique qui aime les colonnes, la symétrie et l'Italie, qu'il découvre avec sa femme Aino, en 1924, et où il retournera souvent. Une Italie qui lui sera également fidèle en lui permettant de construire, au début des années 70, à Riola di Vergato, près de Bologne, une église, catholique, blanche, finlandaise. Aussi à l'aise sous un soleil de plomb que le sont, sous le soleil adouci de son propre pays, ses églises, luthériennes, comme celle de Muurame (voir aussi son Musée du sauna), d'esprit italien.

Pessimiste, Aalto avait donné à son bateau, l'un des plus rapides de l'immense lac Päijänne, un nom assez évocateur : *Nemo propheta in patria*, autrement dit « nul n'est prophète en son pays ». Ce doit être une habitude chez les architectes, ce sentiment d'ignorance, de désinvolture à l'égard de soi, alors même que leur pays s'apprête à leur décerner leurs honneurs les plus distingués.

Pourtant, à partir des années 50, et alors qu'il s'imposait comme le plénipotentiaire de toutes les académies finlandaises, Aalto allait se voir confier la réalisation de plusieurs centres-villes. Un exercice de haute voltige dans des lieux qui émergeaient à peine de leur statut de village ou de bourg. On le voit ainsi à l'œuvre à Säynätsala, qui lui doit son hôtel de ville, à Alajärvi, où il intervient autour de la grande église de son enfance, ou encore à Seinajöki, avec une vaste église à campanile, massive, intransigeante, vibrante de l'équilibre urbain qu'elle impose.

Ici, l'ensemble religieux fait face au centre civique : un noir hôtel de ville, une bibliothèque éventail, la déferlante d'un grand théâtre – terminé par sa seconde femme, Elissa – qui, dans le creux de la vague, dessine une grande salle attentive, sereine, sérieuse, inhabituellement symétrique pour un architecte devenu maître de la modernité.

Vaasa, Seinãjoki, Alajärvi, Saarijärvi, Jyväskylä. Cette route vers l'est n'est pas très facile à mémoriser. Le paysage, pourtant, change sensiblement. Une plaine riche de sa forêt cède la place à une forêt riche de ses lacs. Jyväskylä (80 000 habitants) trône au cœur de la province des mille lacs. Ici, la pêche, la *chasse, le ski nordique*, la course automobile font jeu égal avec l'architecture moderne, celle d'Aalto en premier lieu. La ville est truffée d'édifices du *maître*, autant de chefs-d'œuvre pour le professionnel mais qu'un œil moins exercé pourra peut-être un peu écrémer. La ville s'est dotée d'un centre Alvar-Aalto, dessiné en 1973 par Aalto et qui gère la mémoire... d'Aalto.

Le centre expose, trie le bon grain de l'ivraie, vend objets signés et souvenirs profanes. Il organise des voyages, des symposiums, des formations. Et c'est lui qui détient la clef de la maison de Muuratsalo, résidence d'été de l'architecte, qui y expérimentait *in vivo* le comportement de la brique, de la lumière et du bois, les joies de l'eau et de la forêt, les vertus des champignons sauvages.

Frédéric Edelmann

CARNET DE ROUTE

■ **REPÈRES.** Nombreuses expositions à l'occasion du centenaire de la naissance d'Aalto. A Littala, au Musée du verre, jusqu'au 20 novembre, une exposition consacrée aux meubles Artek et aux verreries de Littala, les deux fabriques ayant l'exclusivité des créations de celui qui fut aussi un grand designer. A Jyväskylä, outre l'exposition permanente du Musée Alvar-Aalto, le musée de Finlande centrale mettra Aalto en vedette du 6 juin au 27 septembre et du 7 octobre au 15 novembre. A Helsinki, « Alvar Aalto en sept bâtiments » dans le Hall des arts (jusqu'au 29 mars), « Alvar Aalto et Helsinki » au palais Finlandia (jusqu'en décembre) et « Alvar Aalto – visions urbaines » au Musée d'architecture (du 10 juin au 13 septembre).

■ **CIRCUITS.** Pour les amateurs, deux voyages « pointus » (du 1er au 28 juin et du 8 au 14 août) à la découverte des créations du grand architecte, en compagnie d'un spécialiste d'Aalto. Du néoclassicisme au fonctionnalisme, de la période rouge à la blanche, sans oublier ce qui fut à la source de son inspiration : la nature finlandaise. Au programme, ses réalisations à Helsinki, le *musée de Hvittrask*, la maison-atelier des architectes Saarinen, Lindgren et Gesellius. En juin, visite de l'exposition qui lui est consacrée au musée d'Ostrobothnie (nombreuses œuvres de verrerie) et participation au séminaire de 2 jours, organisé par cette ville, sur le thème « Alvar Aalto : home and abroad ». En août, visite de l'exposition du Musée de l'architecture, à Helsinki.
En option, du 14 au 17 août, la participation au symposium « Design for Architecture » dont le thème, « Empty Space », sera dédié à Alvar Aalto. Prix par personne au départ de Paris, en pension complète, avec les transports et les visites : en juin, 13 550 F en chambre double (15 155 F en chambre individuelle) ; en août, 12 200 F (13 650 F en chambre individuelle). Pour l'option symposium, 4 050 F en chambre double et 4 750 F en chambre individuelle.
Renseignements auprès de ACES (Tendance Voyages), 2, square Marc-Antoine-Charpentier, 06000 Nice (demander Corinne Gjuge), tél. et fax : 04-93-87-37-82.

■ **LIRE.** *Alvar Aalto, de l'œuvre aux écrits*, textes établis et choisis par Göran Schildt (Editions du Centre Pompidou). *Alvar Aalto*, Rainier Hoddé (Ed. Hazan), en avril. *Maisons de bois, architectures scandinaves*, T. et J.-M. Bresson (Ed. Dunod).

Pot-pourri

IL FAUT VARIER LES PLAISIRS. A Helsinki même, le culte monothéiste entretenu par la Fondation Alvar Aalto, dans l'ancien atelier du maître, sera agréablement entrelardé de visites à ses confrères : Engel, Gesellius, Saarinenn, Lindren ou Leiviskä, qui a obtenu le prix américain Pritzker, l'équivalent du Nobel pour l'architecture. A fortiori en Finlande centrale, où l'hiver reste l'hiver, où les charmes de la modernité n'excluent pas le culte de la tradition et où la culture n'a pas davantage l'exclusivité que n'importe où ailleurs dans le monde. Le *sisu*, cette constance d'âme caractéristique des Finlandais et qui leur permet d'endurer *les plages les plus arides de l'existence*, n'est requise ni pour l'architecture ni pour le *design*. A peine avalé leur Aalto, quelques touristes, gavés de renne et farcis de saumon, aiment foncer à travers la forêt, Sibelius à fond dans les oreilles. Les habitants, eux, aiment plutôt la diversité.

De Vaasa à Jyväskylä, on trouve toutes sortes de musées, quelques monuments ou, simplement, de grandes fermes où l'on peut s'arrêter, le temps d'un repas, et, l'été venu, séjouner, les pieds dans l'eau. A Savutujan Apaja, près de Jyväskylä, une collection de maisons rachetées à travers le pays, démontées puis reconstruites, forment un village à vocation ethnologique mais à rentabilité franchement folklorique. *Subtil cocktail d'un musée* des arts populaires et de Disneyland, on y mange et boit mieux que dans l'un et l'autre, et l'on n'est pas forcé de prendre au pied de la lettre les explications d'un guide emporté par le Kalevala, la *grande épopée finlandaise. Animés d'un sisu* collectionneur, d'autres ont rassemblé, près de Jyväskylä, des armes et des avions, vestiges de la chasse ou de la guerre et encore lestés d'héroïsme. Ailleurs encore, à Haapamäki, des locomotives à vapeur, grandeur nature et modèles réduits. La guerre, les transports, l'environnement, les traditions, le sport, autant de thèmes d'inspiration pour des floppées de musées à travers le pays, souvent spectaculaires, et qui reposent avantageusement de l'immobilisme de l'architecture moderne.

Pas très loin des locomotives, à 30 km de Jyväskylä, se dresse l'église en bois de Petäjävesi, inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. *Elle a été construite en 1764 et préservée* depuis. Une merveille, où l'art le plus expert de la charpente s'exprime dans la nature la plus émouvante. A l'entrée, on trouve encore un banc à gradins, sorte de trône des pêcheurs où trompeurs et voleurs pris en faute étaient priés de s'asseoir, plus ou moins haut, selon la gravité de leurs fautes. Dans l'église, à gauche de l'autel, un portrait approximatif. On jurerait Luther, bible sous le bras.

F. E.

Partir

■ **L'HIVER LAPON.** Au-delà du cercle polaire, l'hiver se prolonge jusqu'à la fin avril. C'est le royaume du ski de fond et de la motoneige, incontournable pour pénétrer dans les régions sauvages prisées des grands troupeaux de rennes. Eviter les balades autour de Rovaniemi, sans intérêt sinon pour s'initier à la conduite de l'engin. Les vraies expéditions partent de Sodankyla, d'Ivalo ou de Kemi. Les détracteurs insistent sur la pollution (notamment sonore) et les outrages infligés à la nature. Procès quelque peu exagéré dans une région vaste comme la moitié de la France, recouverte d'une épaisse couche de neige et sillonnée par quelques centaines de motoneiges mises à la disposition des touristes. S'y ajoute une ambiance conviviale et bon enfant, assez différente de l'esprit motard, en vogue au Québec. Compter de 8 000 à 13 000 F pour une randonnée de qualité. Renseignements dans les agences, chez Norvista (tél. : 01-49-24-05-97), Bennett Voyages (tél. : 01-48-01-87-77) et Scanditours (tél. : 01-42-85-64-30).

■ **L'ÉTÉ ARCTIQUE.** Sous le soleil de minuit, la Laponie offre aux amoureux d'espaces inviolés un spectacle de choix. Notamment dans le parc national de Lemmenjoki, à l'extrême nord de la Laponie finlandaise, non loin d'Inari. Région inhabitée, hormis par quelques chercheurs d'or, c'est l'une des plus vastes zones forestières d'Europe. Collines, rivières, bouleaux et pins se succèdent à perte de vue. Aucun itinéraire fléché en dehors de la vallée. Carte et boussole recommandées. Mais les sentiers sont assez facile à suivre et l'on trouve aisément cabanes, refuges et aires de camping. L'idéal est de louer un chalet pour une semaine dans la région d'Inari puis de partir un jour ou deux en randonnée. Autre formule, celle proposée par Vivatours (tél. : 01-40-85-03-31), qui organise des circuits de 8 jours dans la région de Muonio, près *de la frontière suédoise. On* séjourne au Centre Harriniva, simple et convivial. Compter de 6 600 à 6 990 F par personne en chambre double.

■ **MUSÉE LAPON.** Un quart des 8 000 habitants d'Inari, la plus grande commune du pays (17 300 km²), est d'origine sami. D'où la présence en ce lieu d'un beau musée lapon de plein air. En avril, un nouveau bâtiment abritera une exposition permanente sur la nature et la culture de Laponie.

■ **L'ART DU SAUNA.** « *La première année le Finlandais construit son sauna, la seconde année il construit sa maison autour* » ; ce vieil adage illustre bien la place accordée au sauna dans chaque habitation. Ici, il s'agit d'un mode de vie, d'un plaisir aux règles bien établies. Le vrai sauna, celui des chalets, est simple et, si possible, près d'un lac. Le *nec plus ultra*, c'est le sauna « *à la fumée* », *chauffé par un poêle* à bois. La température peut atteindre 120° C et le taux d'humidité 100 % lorsqu'on asperge les pierres chauffées à blanc. Une température très supportable après quelques minutes d'acclimation. On s'y détend, nu, assis ou allongé sur les gradins de bois. On y transpire généreusement. Aussi longtemps qu'on s'y sent bien. En quittant les lieux, on plonge dans un lac ou une piscine, voire dans la neige, en hiver. La sensation de froid est presque inexistante. Le tout est d'oser. Ensuite, il faut se reposer au moins une demi-heure en buvant *abondamment. L'été*, les Finlandais aiment grignoter, bière à la main, des saucisses grillées en contemplant un soleil qui refuse de se coucher. A vivre dans le cadre du circuit de 5 jours programmé, les 12 juin, 3 juillet et 7 août, par Norvista : de 8 000 à 9 400 F par personne, en pension complète, de Paris.

Partir

■ UN BAIN DE NATURE. *Moins imprégnés de luthéranisme que leurs voisins scandinaves, les Finlandais cultivent un art de vivre bon enfant où la vie en plein air et le sauna tiennent une place de choix. Une hygiène de vie perturbée par quelques excès spectaculaires de bière et de vodka. Débarquer en Finlande, c'est plonger dans un décor de lacs et de bouleaux, et découvrir une culture particulière (en Carélie notamment) située entre Scandinavie et Europe de l'Est. Ainsi certaines consonances du finnois, langue totalement différente des idiomes scandinaves, évoquent, pour les oreilles expertes, le hongrois. A la timidité du premier contact succède rapidement une chaleur communicative. Raison de plus pour ne pas hésiter à opter pour le voyage individuel. Ainsi échappera-t-on aussi à la frustration de voir défiler les grands espaces naturels et les forêts de bouleaux derrière les vitres d'un autocar... La Finlande est avant tout le pays des grandes balades, des plaisirs naturels, des séjours dans un confortable chalet ou chez l'habitant.*

■ A LA CARTE. Air France (tél. : 0-802-802-802) et Finnair (tél. : 01-47-42-33-33) proposent des vols directs à partir de 2117 F A/R TTC, prestation présente dans les brochures des spécialistes de la destination. Chez Nouvelles Frontières (tél. : 0-803-33-33-33), la fourchette s'échelonne de 1 775 F à 1 805 F mais avec une escale en Suisse ou en Allemagne. Plus économique, l'autocar (et le bateau), avec Eurolines (tél. : 01-49-72-51-51). En été, on peut préférer partir en voiture via l'Allemagne (Travemünde) où on embarque à bord du Finnjet (Silja Line) qui dessert directement Helsinki. La traversée dure de 24 à 36 heures selon la date de départ (réservation indispensable). Pour une famille de 2 adultes et 2 enfants (en cabine 4 couchettes) et une voiture, compter de 3 000 à 6 000 F selon la date et la cabine choisies. L'Office de tourisme finlandais diffuse gratuitement des cartes ainsi que des brochures thématiques (auberges et hôtels, terrains de camping, vacances en chalet, randonnée, pêche, cyclisme, tourisme fluvial) et des brochures présentant les diverses régions du pays. Consulter aussi les formules de séjours en liberté de Norvista (agences de voyages et au 01-49-24-05-97) et les propositions de Tourisme chez l'habitant (tél. : 01-34-25-44-44.).

■ S'INFORMER. A l'Office national du tourisme de Finlande, 13, rue Auber, 75009 Paris, tél. : 01-42-66-40-13 et Minitel 3615 Finlande. Côté guides, le Routard et le Guide Bleu (Hachette), le Petit Futé, le Grand Guide Gallimard, le Jaguar ainsi que le Petite Planète et le Que sais-je ? Une librairie spécialisée, Le Livre ouvert, 48, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, tél. : 01-48-87-97-33.

L'opéra au naturel

Chaque été, une armée de mélomanes décontractés prend d'assaut un château investi par la musique

SAVONLINNA
de notre envoyé spécial

En juillet, presque chaque jour, vers 19 heures, aux abords du château Olavinlinna, les mouettes rieuses qui cherchent à attirer l'attention des touristes sont confrontées à une concurrence inattendue. Une nuée d'enfants parcourt les lieux en lançant, d'une voix forte mais traînante, d'incantatoires *« oh-jel-mia ! »*, en français *« Deeeemandez l'programme ! »*. Entonnés sur un immuable motif de trois notes (le parler finnois comporte des intonations réellement musicales), ces appels annoncent l'imminence d'une représentation d'opéra, dans le cadre du festival de Savonlinna, principal événement musical de l'été finlandais.

Savonlinna, qui, littéralement, signifie « château du Savo », évoque, dans un seul nom, les deux volets majeurs d'une culture quatre fois centenaire. L'histoire, d'abord, avec la forteresse Olavinlinna (« château d'Olaf ») ainsi baptisée en l'honneur du saint patron... norvégien, avant-poste d'une ville édifiée à l'initiative d'un Suédois... Erigé en 1475, l'édifice était destiné à repousser une éventuelle attaque en provenance de l'est. Crainte justifiée vingt ans plus tard par une grande guerre avec la Russie. La géographie, ensuite, avec la référence à la province du Savo qui s'étend au coeur du Saimaa, le principal réseau lacustre du pays. Un environnement naturel auquel les exigences de l'architecture militaire devaient parfaitement s'adapter.

Le château, qui accueille aujourd'hui le festival d'opéra, présente une forme allongée et asymétrique (trois tours seulement) qui épouse harmonieusement la configuration du long rocher sur lequel il se dresse, au beau milieu du détroit de Kyrössalmi. Mais il ne reflète qu'une des faces de cette cité au double visage. Gardé par un bélier noir, le château en désigne le versant exposé tandis que la vieille ville, station balnéaire très prisée à la fin du siècle dernier, en représente le visage paisible et intime, tout comme les superbes édifices (établissement thermal, casino, luxueuses villas de bois) qui se dressent sur les petites îles voisines.

Un cadre idyllique où, en 1907, se produit Aino Ackté, première cantatrice finlandaise acclamée sur la scène internationale. Venue prêter son concours (vocal) à une réunion patriotique, elle tombe sous le charme d'Olavinlinna et envisage aussitôt d'y monter des opéras. *« La cour du château*, observe-t-elle, *convient remarquablement à de telles prestations. Elle possède une acoustique très avantageuse et offre au public un immense espace que l'on peut accroître en aménageant les murs et les ruines »*. Séduite par l'idée, toute la population s'implique activement dans l'entreprise. Chacun met la main à la pâte et peintres, menuisiers et couturières participent, bénévolement, à la préparation du premier festival. Une semaine d'opéra qui débute, le 3 juillet 1912, avec la représentation d'*Aino* de Melartin. Dans le rôle-titre, bien sûr, Aino Ackté. La diva peut s'estimer comblée. Elle a réussi son pari. Un pari que le festival confirmera au fil des années : permettre à un grand nombre de Finlandais de découvrir l'opéra et aux étrangers, amateurs d'art lyrique, de découvrir la Finlande.


JORG MODROW/VISUM/COSMOS

En haut, les figurants d'« Aïda » de Verdi, se mêlent aux spectateurs. En bas, le château Olavinlinna.

Après s'être dévouée pendant quatre ans à la cause qui lui était chère, Aino Ackté sera finalement obligée, sous les effets conjugués de la première guerre mondiale, des difficultés financières et des intrigues d'un milieu plutôt machiste, de renoncer à son rêve. Non sans avoir interprété, devant un parterre de curistes et de gens du peuple, le rôle de Marguerite, dans le *Faust* de Gounod, rôle qui, vingt ans plus tôt, l'avait vue triompher à Paris.

Il faudra attendre 1967 pour voir le festival de Savonlinna renaître, timidement, de ses cendres à l'instigation de la municipalité. Plus déterminants encore, l'engagement de l'État, en 1972, et surtout l'investissement personnel d'un autre chanteur réputé, Martti Talvela. A l'instar d'Aino Ackté mais avec davantage de rusticité (il s'adonnait à l'élevage des moutons et préférait la tenue de fermier au smoking), il s'attachera à développer le charme typiquement finlandais de Savonlinna. C'est ainsi que le répertoire national (avec des compositeurs tels que Joonas Kokkonen ou Aulis Sallinen) connaîtra un essor déterminant, les années 80 marquant l'âge d'or du festival. Il favorisera également la visite de compagnies étrangères telles que celle du théâtre Mariinski de Saint-Pétersbourg. Et c'est à Savonlinna qu'aura lieu, en 1988, la première prestation, en Occident, de l'Opéra de Pékin.

Les 60 000 lyricomanes qui, chaque été, se mêlent aux 25 000 habitants de Savonlinna apprennent vite que, dans la journée, le petit marché local est le lieu à fréquenter. On peut en effet y rencontrer des chanteurs finlandais déambulant dans les allées, un sac de petits pois ou de fraises à la main. On peut également y découvrir la façon dont les artisans de l'endroit utilisent la céramique, le bois ou le textile. Difficile, aussi, au milieu des effluves exhalés par les restaurants-péniches environnants, de résister au saumon cuit au feu de bois. Mais si on préfère pique-niquer au bord du lac, un *kalakukko* (pain fourré de petits poissons) et des *omenalörtsyt* (variété locale de beignets aux pommes) feront merveille.

A partir de 19 heures, il devient presque impossible de marcher dans Savonlinna autrement que dans la direction du château. Se retrouvent ainsi coude à coude membres de la haute société finlandaise descendus dans les deux ou trois grands hôtels jouxtant le casino, couples de mélomanes moins fortunés ayant réussi, après un haletant marathon téléphonique, à accéder aux résidences universitaires transformées en motels économiques, et étudiants ayant investi des auberges de jeunesse très internationales. Une armée de festivaliers qui forment un long serpent humain que l'on dirait aimanté par la forteresse. Jadis, c'est en barque que l'on accédait au château. Aujourd'hui, on emprunte une passerelle de bois où une foule de curieux vient guetter des visages connus ou admirer les toilettes des élégantes. Dans la cour, des ouvreuses en costume traditionnel placent les spectateurs. Certains, arrivés en avance, en profitent pour admirer le paysage lacustre depuis l'ancien chemin de ronde, un verre de *mesimarja* (liqueur de baie locale) à la main. D'autres étudient, en expert, la disposition des éléments du décor sur le grand mur du château. Les premières notes retentissent. L'orchestre, dirigé par Leif Segerstam, a la réputation d'offrir un écrin idéal (contours fermes et consistance soyeuse) aux voix qui s'élèvent dans le crépuscule qui s'attarde. Des voix auxquelles se mêlent inopinément les cris des hirondelles, quand le ciel est serein, ou les claquements du toit de toile, quand le soir est venteux. Rien, néanmoins, de nature à perturber des choeurs (une spécialité locale) et des solistes (dont le baryton Jorma Hynninen, directeur artistique du festival) qui, chaque soir, justifient le surnom d'« Italie du Nord » donné, de longue date, à la Finlande.


KUVASUOMI KYMATTI KOLHO

Avant de quitter Olavinlinna, on ne manquera pas de faire un petit tour en hydravion et d'explorer les environs. Les enfants iront guetter les phoques qui glissent dans les eaux du canal de Saimaa. Les parents se rendront à Kerimaki pour y visiter une imposante église en bois. Sur le chemin du retour, on s'arrêtera à Punkaharju, une petite localité juchée sur la crête d'une moraine datant de l'ère glaciaire. Son centre d'arts plastiques (Retretti), réputé, est logé dans une succession de grottes naturelles où sont organisés des concerts.

Il y a quelques années, les responsables de Savonlinna ont tenté d'y créer, en février (le mercure oscille alors entre –20 et –30 degrés !), un pendant hivernal du festival de juillet. La programmation ne concernant que des oeuvres à effectif réduit, certains esprits moqueurs parlèrent alors d'opéra de chambre... froide. Tout le contraire, assurément, du vrai festival de Savonlinna.

Pierre Gervasoni

Une passion nationale

LES FINLANDAIS, qui ont passé sept siècles sous la tutelle suédoise avant de former, en 1809, un grand duché gouverné par le tsar de toutes les Russies, n'ont pas attendu l'autonomie politique de leur nation (en 1917) pour s'adonner à la passion de l'opéra. Ainsi, les premiers grands compositeurs du pays, Bernhard Henrik Crusell et Carl Ludwig Lithander, se sont manifestés, dès 1824, à... Stockholm. En 1873, la fondation d'un Opéra finlandais, à Helsinki, permet de constater que l'art lyrique attirait déjà davantage de public que le théâtre parlé. Un siècle plus tard, Savonlinna confirmait ce phénomène et l'opéra devenait, tout bonnement, un art populaire. Tour à tour souverain Sarastro d'une *Flûte enchantée* de Mozart donnée en finnois puis humble pénitent des *Dernières Tentations* de Kokkonen, Martti Talvela, un géant barbu aux yeux couleur de lac, devait ouvrir la voie aux grandes basses de l'école finlandaise, Matti Salminen et Jaakko Ryhanen. Trois chanteurs d'opéra qui, comme beaucoup d'autres ensuite, exercèrent d'abord le métier d'instituteur... Il est vrai que le chant, le chant choral en particulier, occupe une place de choix dans l'éducation nationale et la vie du pays. Ainsi quand, en 1993, on inaugure à Helsinki un nouveau théâtre d'opéra (l'équivalent de la Bastille à Paris), la cérémonie est retransmise en direct à la télévision. Et le nouveau directeur, Walton Grönroos (un baryton), interprète, pour l'occasion, une cantate écrite spécialement par son prédécesseur, le compositeur Ilkka Kuusisto. On comprend, dans ces conditions, que l'opéra se porte bien au pays de Sibelius, même si ce dernier n'en a jamais écrit.

En 1984, des cars entiers de retraités ont contribué à remplir l'ancien Théâtre national d'Helsinki. A l'affiche, une création contemporaine, *Le Tambour de soie*, de Paavo Heininen. Et, cette année, c'est, dit-on, sous la pression populaire que *La Vie des insectes*, de Kalevi Aho (une œuvre créée en 1996), a été réintégrée, au dernier moment, dans la programmation de la capitale. Ici, l'opéra est une priorité à respecter et les responsables s'en donnent les moyens. Ainsi le *Kullervo* d'Aulis Sallinen (une œuvre créée en 1992 à Los Angeles) était-il disponible en CD quelques jours avant la première ! Idem pour *L'Arbre chantant* d'Erik Bergman. En programmant les œuvres de Sallinen (*Le Cavalier*, *Le Trait rouge*, *Le roi s'en va-t-en France* et, dernièrement, *Le Palais*) Savonlinna s'est forgé une image de pionnier, non seulement aux yeux du public mais aussi parmi les professionnels du monde entier. Fidèle à sa réputation, le festival a annoncé, pour l'an 2000, la création d'un opéra issu de la collaboration d'un librettiste et de trois compositeurs, Kalevi Aho, Olli Kortekangas et Hermann Rechberger.

P. G.

CARNET DE ROUTE

■ ACCÈS. De Paris, vols quotidiens d'Air France (tél. : 0-802-802-802) et Finnair (tél. : 01-47-42-33-33) pour Helsinki (3 heures). La voiture impose une traversée maritime (au moins 24 heures) en paquebot luxueux (Silja Line, tél. : 01-42-85-64-30), depuis Travemünde (Allemagne) ou en ferry (une nuit), de Stockholm (Suède). D'Helsinki à Savonlinna, compter une heure d'avion, 5 heures de train et 336 km en voiture.

■ FESTIVALS. Finland Festivals rassemble une soixantaine de manifestations culturelles, dont la plus célèbre est le Festival d'opéra de Savonlinna. Au programme de l'édition 1998, *Tannhäuser*, de Wagner (les 4, 8, 13, 16 et 21 juillet), *Cavalleria rusticana*, de Mascagni, et *Paillasse*, de Leoncavallo (les 6, 10, 15, 18, 22 et 24 juillet), et *La Forza del destino*, de Verdi (les 11, 14, 17, 20, 23 et 25 juillet), la nouveauté de l'année, mise en scène par l'Allemand Michael Hampe. Troupe invitée, le Royal Opera House de Covent Garden présentera *Peter Grimes*, de Britten (les 28 et 30 juillet, le 1er août), et *Les Brigands*, de Verdi (les 29 et 31 juillet, le 2 août). Renseignements : Savonlinna Opera Festival, Olavinkatu 27, 57130 Savonlinna, Finlande (tél. : 00-358-15-476-750 ; Fax : 476-7540, Internet : www.opera-festival.fi).

■ FORFAITS. Pendant le Festival, Norvista (tél. : 01-49-24-05-97) programme des week-ends de 4 ou 5 jours, avec 2 ou 3 opéras, à partir de 5 230 F par personne, de Paris.

■ CROISIÈRE ET OPÉRA. Au départ d'Helsinki, une croisière d'une semaine à bord du *Kristina Brahe*, pour découvrir le golfe de Finlande, Saint-Pétersbourg, la région lacustre du lac Saimaa et assister à deux opéras à Savonlinna. Départs les 7 et 13 juillet. Renseignements : Kristina Cruises, Korkeavuorenkatu 2, FIN-48100 Kotka, tél. : 00-358-5-2181-011 ou 00-358-5-2181-206.

■ LIRE. Le numéro 70/73 de la revue *Boréales* consacré à la musique finlandaise. Ecrire au Centre de recherches internordiques (CRIN), 28, rue Georges-Appay, 92150 Suresnes.

■ S'INFORMER. Pour organiser son séjour : Savonlinna Tourist Service, Puistokatu 1, FIN-57100 Savonlinna, tél. : 00-358-15-273-492 ou 493, fax : 00-358-15-514-449.



